



■ Internet, futile ou indispensable pour l'Afrique ?
■ La Poste : le défi

Le retour de Berlusconi

■ L'homme le plus riche d'Italie part favori pour les législatives de dimanche

■ Son allié, Umberto Bossi, défend des thèses xénophobes

■ Le centre-gauche a du mal à profiter de son bilan au pouvoir

■ Notre page Débats : menaces sur l'Italie

Lire pages 2, 11 et 12

► www.lemonde.fr/italie2001

Génome : des souris et des hommes

TROIS MOIS après le séquençage du génome de l'homme, la société Celera publie un « brouillon » à 99 % de celui de la souris. Plus discrètement, le Mouse Genome Consortium, financé par des fonds publics, distribue gratuitement sur Internet sa propre version. Ces travaux sont d'autant plus intéressants que l'homme et le rongeur sont génétiquement proches. La comparaison systématique de leur patrimoine devrait aider à identifier et à localiser les gènes les plus importants, en particulier ceux qui, chez l'homme, sont impliqués dans des maladies. Pour accélérer les recherches en France, une « clinique » de la souris doit être construite sous l'égide du Gépôle de Strasbourg.

Lire page 18

La gauche et Attac



YANN GALUT

« UNE BOUFFÉE D'AIR » : Yann Galut (PS) qualifie ainsi ce que représente, aux yeux des députés de gauche, la création, à l'Assemblée nationale, d'une coordination Attac. Il souhaite que la gauche se convertisse à la critique de la mondialisation.

Lire page 5

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 225 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 270 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 509 - 7,50 F



Plus que sept mois pour apprivoiser l'euro

- Le 1^{er} janvier 2002, nous aurons tous des billets et des pièces européens en poche
- Comment calculer au centième ou au millième ? ● Arrondis, les prix du pain, du téléphone ou de l'essence vont-ils dérapier ? ● Le paiement par chèque, déjà possible, reste confidentiel

LA BAGUETTE à 0,64 euro, le litre de super à 1,16 et la Clio trois portes à 12 958,17 : le remplacement du franc par l'euro, dans sept mois, le 1^{er} janvier 2002 - le franc aura totalement disparu le 17 février - s'annonce compliqué pour les consommateurs et les vendeurs. L'Union

européenne a fixé des règles pour arrondir les prix au centième près, mais elles souffrent des exceptions. Et les consommateurs redoutent que les commerçants en profitent pour arrondir à la hausse.

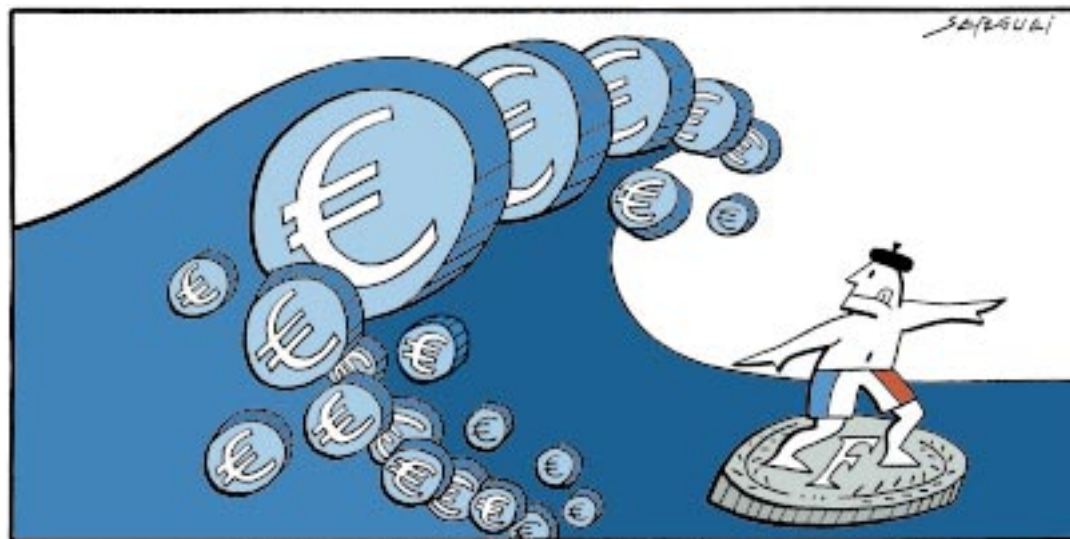
La tâche des boulangers, par exemple, s'annonce vraiment rude,

puisque dans leurs boutiques la quasi-totalité des transactions s'effectuent en liquide et que défilent parfois une douzaine de clients à la minute. Il n'est pas question, en tout cas, de modifier le poids de la baguette pour que le prix tombe plus rond. Les petits commerçants

s'inquiètent aussi pour leur sécurité : ils devront tenir une double caisse, euros et francs, pendant la période de transition, du 1^{er} janvier au 17 février. Les opérateurs de télécommunications jonglent, pour leur part, avec les millièmes : comment convertir en euros des tarifs de communications de 19, 22 ou 30 centimes la minute ? Comment gérer les arrondis ?

Le Comité national de l'euro doit se réunir le 11 mai pour mettre au point les paiements par chèque ou carte bancaire, alors que peu de commerçants acceptent aujourd'hui les règlements en euros par ces moyens. La proportion des paiements par chèque, en euros, n'était que de 0,54 % en avril. Il était encore plus faible par carte bancaire : 0,02 %. Six associations s'appellent à rendre publiques, le 10 mai, vingt propositions pour « protéger le consommateur », notamment parmi les personnes les plus défavorisées.

Lire page 14



► www.lemonde.fr/euro

Un pas en arrière, un de côté, deux en avant, c'est le mariage de Carlos Menem

BUENOS AIRES

de notre correspondant

L'ancien président argentin Carlos Menem, soixante-dix ans, va-t-il épouser la blonde et sexy Cécilia Bolocco, trente-cinq ans, journaliste et ancienne Miss Univers du Chili ? A Buenos Aires comme à Santiago, cette idylle mêlant glamour, argent et politique, alimente depuis de longs mois la presse et l'imaginaire populaire. Les paris vont bon train et le suspense a atteint son paroxysme lorsque l'ancien chef de l'Etat (1989-1999) a été cité à comparaître devant la justice argentine, le 13 juillet, dans une affaire de ventes illégales d'armes à la Croatie et à l'Equateur. Entre 1991 et 1995, 6 500 tonnes d'armes avaient été livrées à ces deux pays, qui faisaient l'objet d'un embargo des Nations unies.

Plusieurs anciens ministres de M. Menem ainsi que l'ex-commandant en chef de l'armée, le général Martin Balza, ont également été cités. Le procureur fédéral Carlos Stornelli accuse M. Menem d'être le « chef d'une association illicite », délit puni de cinq à dix années de prison et qui, en cas d'inculpation, pourrait

conduire le juge fédéral à faire incarcérer l'ancien président, dès le 13 juillet, dans l'attente du procès. Pour le même motif, Emir Yoma, l'ancien beau-frère et homme de confiance de M. Menem, a déjà été inculpé et arrêté le 7 avril.

Malgré tout, Cécilia Bolocco, populaire animatrice de télévision chilienne, récemment surprise par un paparazzi prenant le soleil en topless dans sa luxueuse propriété de Miami, a réaffirmé que Carlos Menem est « l'homme de sa vie » et que rien n'empêchera un mariage qui, selon des sources généralement bien informées, devrait avoir lieu le 18 mai, à Anillaco, le village natal de M. Menem, dans la province de La Rioja (nord-ouest de l'Argentine).

L'ancien chef de l'Etat a assuré, le 1^{er} mai, qu'il était prêt à se présenter devant la justice, tout en affirmant être « victime d'une incroyable persécution politique destinée non seulement à détruire l'homme qui a transformé l'Argentine, mais aussi le mouvement justicialiste » (péroniste), qu'il préside. « Une fois de plus, l'histoire se répète », a déclaré M. Menem,

faisant allusion aux coups d'Etat militaires qui renversèrent le général Juan Domingo Peron (1955) et Maria Estela de Peron (1976).

Pour sa part, le sénateur Eduardo Menem a affirmé qu'il était « impossible d'imaginer son frère en prison ». Tous les membres du parti péroniste, même les plus farouches rivaux de M. Menem, ont resserré les rangs derrière leur chef, sans perdre de vue les importantes élections parlementaires qui auront lieu le 14 octobre.

A Santiago comme à Buenos Aires, les plus sceptiques soulignent que d'autres obstacles pourraient empêcher un mariage déjà plusieurs fois reporté. Zulemita, la fille de M. Menem, et Zulema, son ancienne fougueuse épouse, se sont opposées publiquement à cette union. Les âmes plus romantiques rappellent les tangos passionnés - un pas en arrière, un de côté, deux en avant - dansés à la télévision par Carlos Menem et Cécilia Bolocco, malgré les trente-cinq années et les vingt centimètres de taille qui les séparent.

Christine Legrand



P. VICTOR/MAXPPP

THÉÂTRE Découvertes aux Molières

Meilleure pièce de création, meilleure adaptation (Daniel Loayza), meilleure mise en scène pour Irina Brook, meilleur comédien Simon Abkarian et meilleure comédienne Corinne Jaber (photo) : la 15^e édition des Molières a récompensé cinq fois, lundi 7 mai, la pièce de Richard Kalinoski, *Une bête sur la Lune*, actuellement jouée à Paris au Théâtre de l'Œuvre, honorant ainsi de jeunes talents méconnus. Corinne Jaber était en concurrence avec Isabelle Adjani, Isabelle Huppert, Ludmila Mikaël et Catherine Rich. p. 24



AFP

GUERRE D'ALGÉRIE Aussaresses et la justice

Une plainte pour « crimes contre l'humanité » a été déposée, lundi 7 mai, auprès du parquet de Paris, visant les propos du général Aussaresses (photo) sur la torture en Algérie. Mais il n'est pas certain qu'elle permette que des poursuites soient engagées. p. 8

► www.lemonde.fr/algerie-torture

Le naufrage du Zimbabwe

BIEN qu'il soit malaisé de s'imaginer le président zimbabwéen à la place de Leonardo Di Caprio, à la pointe de l'étrave, les bras tendus au vent, Robert Mugabe est la figure de proue du naufrage le plus spectaculaire de l'époque postcoloniale. Comme dans le film *Titanic*, le monde assiste à l'immersion successive de cloisons supposées étanches, la coque du navire trouée par un iceberg.

Le souffle coupé, fasciné malgré soi par l'esthétique de la violence, on est médusé par l'enchaînement inéluctable, l'étreignant pressentiment d'une fin tragique. Et l'on serait tenté de rire nerveusement de l'orchestre en queue de pie sur le pont amiral, qui, digne et impassible, joue jusqu'au dernier moment. On serait tenté de rire, s'il n'y avait pas l'obscur conscience que ces musiciens incarnent un espoir noble mais vain. Dans le cas du Zimbabwe, c'est le concert des nations qui, hélas ! ne change rien au destin.

Le pays de Robert Mugabe, héros de la lutte pour l'indépendance et, depuis 1980, premier et unique président de l'ex-Rhodésie, coule sous nos yeux. En février 2000, la tenue d'un référendum constitutionnel, perdu contre toute attente par le pouvoir en place, a été l'obstacle à la

dérive, peu visible en surface, mais avec une partie immergée très importante. Les erreurs accumulées pendant deux décennies ont ouvert la carène d'un bateau dont les moteurs étaient coupés depuis longtemps.

En vingt ans, « la lutte pour la terre » qu'avait été, pour l'écrasante majorité, le combat contre le régime de Ian Smith, héritier du pouvoir colonial britannique, n'a pas été menée à terme. Egaux en droits, 13 millions de Zimbabwéens noirs ne possèdent toujours que 30 % des terres fertiles, 70 % de celles-ci appartenant à 4 500 fermiers blancs. A l'image de cette agriculture à deux vitesses, toute l'économie est celle de deux mondes qui coexistent mais ne se confondent pas.

Après l'avoir administré et en avoir tiré le meilleur profit, Robert Mugabe et son parti-Etat vilipendent cet apartheid social. Leur démagogie autour d'une réforme agraire qui passe par des occupations de fermes blanches est l'équivalent, sur le plan intérieur, de la rhétorique sur l'assistance militaire à un « pays frère » envahi, qui, sur le plan extérieur, a conduit le Zimbabwe à intervenir au Congo.

Stephen Smith

Lire la suite page 13



J.-C. FRANCOIS/GAMMA

MAI 81 Il était une fois la gauche

Une diplomatie tiers-mondiste

L'ambition était maximale : réduire les ventes d'armes, doubler l'aide aux pays pauvres et devenir le meilleur soutien des « damnés de la terre ». p. 10

► www.lemonde.fr/10mai1981

International.....	2	Météorologie-Jeux.....	21
France.....	5	Culture.....	22
Société.....	7	Guide culturel.....	24
Horizons.....	10	Carnet.....	25
Entreprises.....	14	Kiosque.....	26
Tableau de bord.....	15	Abonnements.....	26
Aujourd'hui.....	18	Radio-Télévision.....	27

ITALIE La coalition que dirige Silvio Berlusconi, la Maison des libertés, est toujours donnée gagnante, à quelques jours des élections du 13 mai en Italie, même si son avance sur le cen-

tre-gauche au pouvoir s'est réduite d'après des sondages dont la publication n'est plus autorisée. ● LA LIGUE DU NORD, que dirige Umberto Bossi, est l'élément le plus controversé de

la coalition de droite, en raison des propos xénophobes que tiennent ses représentants, tel le maire de Trévise que notre envoyée spéciale a rencontré. ● SILVIO BERLUSCONI, s'il arrive

au gouvernement, devra compter avec cet allié indocile que constitue la Ligue, qui avait rompu avec lui en 1994 et paraît de nouveau mal disposée à composer sur les thèmes de l'im-

migration et de l'autonomie du Nord. ● L'HOMME LE PLUS RICHE d'Italie a démenti, lundi, avoir l'intention de vendre Mediaset, premier groupe de télévision privé de la Péninsule.

La Ligue du Nord, partenaire nécessaire et indocile de Silvio Berlusconi

Le parti d'Umberto Bossi, qui a fait de la xénophobie son cheval de bataille, a dû mettre en sourdine sa revendication sécessionniste. Il pourrait, en cas de victoire de la coalition de droite aux élections du 13 mai, devenir à nouveau un allié difficile pour le chef de la Maison des libertés

ROME

de notre correspondante

A cinq jours des législatives du 13 mai, la coalition de centre droit, la Maison des libertés (CDL) menée par Silvio Berlusconi, voit son avance sur la coalition de l'Olivier (centre-gauche au gouvernement depuis cinq ans) se rétrécir légèrement : entre 4 et 9 points selon les sondages. La Maison des libertés aurait la majorité à la Chambre, mais ne dominerait au Sénat que de quelques voix, indiquent des sondages circulant sous le manteau.

Le ton de la campagne s'est encore durci récemment, provoquant un nouvel appel au calme du président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, inquiet des conséquences que pourrait avoir pour l'avenir le manque de respect pour l'adversaire. Samedi 5 mai, le député Massimo D'Alema, président des Démocrates de gauche (DS), la principale formation de l'Olivier, a essuyé les attaques de M. Berlusconi lui-même, venu à Gallipoli (Pouilles)

soutenir le candidat de la CDL. « Pour la première fois de sa vie, M. D'Alema, renvoyé chez lui, va devoir réellement travailler », a lancé avec ironie le leader de la CDL. Les petites formations à gauche et au centre campent sur leurs positions autonomes, au nom d'une troisième voie indépendante des deux grands pôles, quitte à faire gagner la droite.

« IMMIGRATION ZÉRO »

A la direction de la Maison des libertés, aux côtés de Gianfranco Fini, président fondateur d'Alliance nationale (postfasciste), siège également Umberto Bossi le leader de la Ligue du Nord qui, il n'y a pas si longtemps, réclamait la sécession des riches régions du Nord qu'il appelle « la Padanie », contre un Sud qualifié de « paresseux, mafieux et profiteur ». Le chef des légistes a dû tempérer ses revendications pour être admis par ses alliés. Mais sa guerre infructueuse menée depuis un mois pour obtenir

nir du gouvernement de Giuliano Amato l'autorisation d'organiser le 13 mai, dans les bureaux de vote publics de Lombardie, un référendum sur le transfert de pouvoirs importants de l'Etat à la Région, montre qu'à la prochaine occasion, Umberto Bossi ressortira sa revendication padane première.

La Ligue a fait depuis toujours de la xénophobie un de ses thèmes préférés, avec pour priorité « l'immigration zéro ». La Maison des libertés a emboîté le pas de cet allié, indispensable à sa victoire d'après les dernières estimations officielles publiées la semaine passée. Le thème de l'immigration tient donc la « une » de sa campagne, ce qui n'est pas pour rassurer les Européens de l'Union. Silvio Berlusconi fait cependant des efforts pour endiguer les flots légistes, et il bénéficie du soutien sans relâche que lui apporte José María Aznar, le président du gouvernement espagnol. Le chef de la Ligue Umberto Bossi rappelle à

toute occasion que M. Berlusconi a signé un pacte avec lui, et répète qu'il entend bien veiller à ce que cet engagement soit respecté.

L'Union européenne a une autre raison de s'inquiéter d'Umberto Bossi. Ce dernier s'en prend en effet volontiers à elle : « Le nazisme rouge né de l'alliance entre ban-

quiers et francs-maçons tient l'Europe avec le lobby des gays », résumait-il lors d'un meeting l'été dernier. Depuis, il a dû tempérer ses propos, mais il le fait avec difficulté. En décembre, il avait menacé d'emmener ses troupes à l'assaut du sommet de Nice qui était en train d'adopter la Charte des

droits fondamentaux de l'UE, coupable à ses yeux de permettre que « des enfants soient confiés aux couples homosexuels » et qui « ouvre grandes les portes à l'islamisation de l'Europe ». Silvio Berlusconi avait réussi à l'époque à le convaincre de rester dans sa Padanie...

Mais là justement – à l'ouest comme au nord-est frontalier de la Slovénie –, c'est à ses nombreux supporters qu'Umberto Bossi doit rendre des comptes. A Trévise et dans ses environs par exemple, les légistes gardent un œil très vigilant sur l'alliance avec Silvio Berlusconi qu'ils jugent peu favorable à leur revendication fondamentale et qu'ils n'acceptent que par raison. Les démêlés judiciaires du leader de la Maison des libertés ne leur créent en revanche pas d'état d'âme, contrairement à la coalition du centre-gauche qui poursuit ses mises en garde à quelques jours de sa défaite annoncée.

Danielle Rouard

A Trévise, des légistes purs et durs au franc-parler xénophobe

TRÉVISE

de notre envoyée spéciale

Sous les arcades historiques du centre, des boutiques cosuées attirent une clientèle aisée et le long

REPORTAGE

Plus de bancs publics dans la ville : selon M. le maire, ils attireraient les immigrés

des canaux s'étalent de verts espaces fleuris où l'on chercherait vainement un banc pour faire une halte. Giancarlo Gentilini, maire de Trévise (soixante-dix mille habitants) depuis le 20 novembre 1994, a en effet fait enlever les bancs publics qui servaient selon lui de litère aux immigrés zonant en ville. Avec un sourire carnassier mais sur un ton bonhomme, l'élu, fort de son score de 80 % des suffrages à sa réélection en 1999, affirme que « ce geste plaît à la population qui en a assez des envahisseurs et défend sa culture ».

Dans son ample bureau de l'hôtel de ville bourré de cadeaux de citoyens reconnaissants ou de visiteurs étrangers de haut rang, « Super G » comme il s'appelle lui-même, « le Shérif » comme le nomment affectueusement ses ouailles, répond à toute question sur ses actions d'éclat. « Je ne fais pas de politique, je me contente de bien gérer ma cité, je ne délègue aucune de mes responsabilités, c'est moi, et moi seul qui décide », nous dit-il, le geste large. Trévise est un des joyaux de la Vénétie, sans doute une des villes les plus prospères d'Italie, célèbre pour ses PME novatrices dont celle des frères Benetton, devenue une entreprise mondialement implantée.

Trévise a son mécène qui restaure ses palais et cofinance les grands

travaux : le président De Poli de la banque Cassamarca, dont la réserve et la modération tranchent avec le style cow-boy du maire. Mais les deux personnalités s'entendent au profit de tous – sauf des immigrés. On en croise curieusement beaucoup dans les rues. L'un d'entre eux, un Ivoirien de trente ans, se confie sans détour. « Notre sort est pire que vous ne pouvez l'imaginer. Nous en sommes réduits à habiter des cages à lapins, le maire nous refuse tout logement qu'il dit réserver de préférence aux autochtones. Et les entreprises qui nous emploient rechignent à investir pour nous loger, comme le leur suggère le maire. Je viens de Rome. Au Sud, les gens sont beaucoup plus amicaux. Mais le travail est ici, au Nord. »

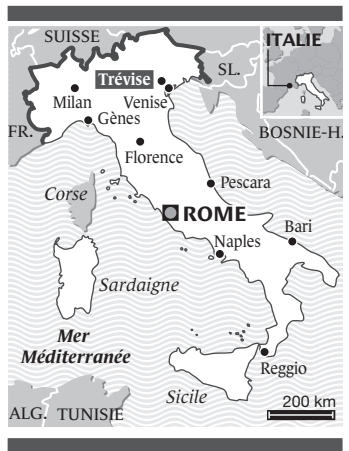
« ÉCARTS DE LANGAGE »

Giancarlo Gentilini aime plaisanter. Il y a peu, il avait imaginé de délivrer le pays des « Nègres qui passent la frontière slovène clandestinement », à quelques dizaines de kilomètres de sa ville, « en les tirant au fusil comme des lapins ». Lorsqu'on lui rappelle ces mots, il s'en explique simplement : « Ce n'est qu'une métaphore. » Le 13 mai, « nous

La « trahison » de 1994

Le 21 décembre 1994, Umberto Bossi et la Ligue du Nord votaient la défiance du premier gouvernement Berlusconi aux affaires depuis mai. Après sept mois de pouvoir, Il Cavaliere devait démissionner. « Trahison ! » accusa-t-il. La Ligue avait eu cinq ministres et cent dix-huit députés à la Chambre. Mais, face au danger de « vampirisation » de Forza Italia qui détournait des militants de ses propres rangs, le leader de la Ligue déchoisissait la rupture. Ce passé a laissé des traces.

Si le dirigeant de la Maison des libertés (CDL) a acquis une expérience certaine de négociation, il n'en demeure pas moins que sa future liberté de manœuvre se mesurera au score électoral de ses alliés de la Ligue du Nord. Les derniers sondages indiquent que la CDL a besoin des votes de la Ligue dans plusieurs circonscriptions pour obtenir une majorité stable à la Chambre. Le système de scrutin est uninominal, mêlant deux modes (75 % majoritaire et 25 % proportionnel). – (Corresp.)



reprenons Rome aux Bolcheviques qui gouvernent, comme jadis les Barbares s'emparèrent de Rome déliquescence ». « Nous marcherons sur Rome s'il le faut », poursuit-il. « Si ensuite Silvio Berlusconi ne respecte pas le pacte signé avec la Ligue, si chacune de nos revendications n'est pas satisfaite, nous irons au palais Chigi le prendre au collet », ajoute encore le maire, joignant le geste à la parole. « Mais, rassure-t-il aussitôt, nous allons voter en masse dans la région, j'exhorte mes concitoyens

à ne pas s'abstenir, pour que nous exercions le poids maximal. Nous allons réussir. »

En ville, qu'on soit de droite ou du centre, on aime bien M. le maire. « Il a quelques écarts de langage, mais c'est son style, ce n'est pas méchant. Il fait tellement de bien à la cité », expliquent avec des mots en forme de refrain un directeur d'hôtel, un poissonnier, un gros industriel de la céramique, des ménagères qui font leur marché. « Genty » reflète l'humeur majoritaire, ainsi que l'illustre une bande dessinée sous ce titre dédiée au maire et qu'il offre « avec sympathie » à ses visiteurs.

Dans les campagnes alentour, sur les coteaux où pousse le précieux raisin dont les riches viticulteurs font le prosecco d'appellation d'origine contrôlée, l'humeur est analogue, ou plus aigre, comme au village de Segusino, à 40 km de Trévise. Là, le maire Guido Lio, policier municipal de son état, se méfie franchement de l'alliance avec Silvio Berlusconi : « L'esprit révolutionnaire des origines de la Ligue est trahi dès lors qu'on abandonne la revendication sécessionniste pour siéger au gouvernement. » En Vénétie, plusieurs responsables ont claqué la porte de la Ligue pour cette raison.

Dans la gazette locale, Guido Lio a publié une tribune dans laquelle il a « classé les ethnies par ordre croissant de menace pour l'ordre public ; les Asiatiques sont en tête de liste, les Maghrébins, plus à risque, en queue ». Sur les murs de l'hôtel de ville, quelques graffitis dénoncent le racisme ou conspuent Jörg Haider, le voisin autrichien fort aimé en fait dans Trévise et ses environs, en particulier par M. Gentilini. M^{me} Haider aime à venir faire son shopping de saison dans les boutiques du centre de la ville...

D. R.

Le retour d'Umberto Bossi, le populiste imprévisible

ROME

de notre correspondant

Un programme télévisé satirique présentait récemment Umberto Bossi en version Hannibal Lecter.

PORTRAIT

Le chantre de la Padanie pourrait obtenir un poste de haut rang dans le gouvernement

ter, le psychopathe protagoniste du film *Le Silence des agneaux*. L'émission, qui avait particulièrement déplu au chef de la Ligue du Nord, le représentait affublé d'une muselière pour qu'il ne puisse attaquer. Car selon les auteurs du programme, certains veulent éviter qu'Umberto Bossi ne parle trop, qu'il fasse des dégâts après l'accord passé avec la Maison des libertés, la coalition de centre droit.

Ce retour vers ses anciens alliés a été fortement remarqué. En 1994, par un revirement, M. Bossi avait entraîné la chute du gouvernement Berlusconi. A l'époque, tous les chefs de la coalition avaient juré que cela entraînerait une rupture définitive avec lui. Gianfranco Fini, le président d'Alliance nationale, affirmait : « Avec Bossi, même pas un café ! ». Finalement, ils sont tous revenus sur leurs pas. L'accord avec la Ligue du Nord est jugé trop important pour ne pas oublier les incompréhensions d'autrefois. Il devrait permettre un raz-de-marée dans le Nord, où le centre droit compte emporter tous les collègues au scrutin majoritaire. De son côté, Umberto Bossi cherche à revenir en scène, après la débâcle de ses mots d'ordre de sécession et d'indépendance de la « Padanie ». Il semble avoir oublié les invectives de « mafieux » qu'il adressait à Silvio Berlusconi.

HYMNE NATIONAL

Mais comme dans ce programme télévisé où, dès qu'il parvenait à se libérer de sa muselière, Bossi-Hannibal déversait un fleuve d'invectives, l'homme se livre régulièrement à des déclarations fracassantes et à des débordements qui obligent ses alliés à intervenir pour désamorcer les polémiques. L'épithète de « nain nazi » qu'il a lancé il y a quelques jours à Giuliano Amato, le président du conseil, sa menace de « se débarrasser, en une seule nuit, de tous les journalistes qui dérangent à la RAI », ou même son silence au moment de chanter l'hymne national lors d'un récente réunion électorale à Milan avec les autres chefs de la Maison des libertés, confirment qu'Umberto Bossi

reste l'homme politique imprévisible qu'il a toujours été.

Il a simplement compris que le moment était venu de s'accorder avec ses alliés naturels, après un flirt avec le centre-gauche. La décision de la Ligue de faire cavalier seul, qui n'avait pas peu contribué à la victoire de la coalition de l'Olivier en 1996, risquait de marginaliser définitivement le mouvement. Le temps est loin où Massimo D'Alema, le président des démocrates de gauche, décrivait le parti d'Umberto Bossi comme une « côte de la gauche ». Pour ses détracteurs, il est redevenu le populiste de toujours qui a entraîné ses alliés sur le chemin dangereux d'un fédéralisme poussé. Les thèmes de la « dévolution » des pouvoirs aux régions ainsi que le renforcement de la législation en matière d'immigration sont devenus le cheval de bataille de l'ensemble de la coalition.

CHANSON NAPOLITAINE

Umberto Bossi s'est peut-être glissé dans la peau de l'allié docile mais sa capacité de négociation n'a pas disparu. On l'a vu lors des conciliabules avec Silvio Berlusconi au sujet des candidatures. Il a réussi à arracher un bon nombre de collègues sûrs, qui devraient lui garantir un rôle important dans la prochaine législature. Même s'il n'est pas assuré pour autant de devenir, avec ses parlementaires, un acteur déterminant, comme ce fut le cas en 1994. A droite, on a toujours peur de ce qu'il pourrait inventer une fois la victoire obtenue pour la Maison des libertés...

Pour cette raison, Silvio Berlusconi s'est attaché à instaurer un rapport particulier avec lui. Tous les lundis soirs, il est convié à la table d'Arcore, la résidence du Cavaliere près de Milan. Au début de la campagne électorale, les deux hommes se sont rendus ensemble, avec les autres alliés, à Naples, où le *senatur* s'est exhibé en interprétant une chanson napolitaine afin de démentir sa réputation d'antiméridional. Les Napolitains n'ont pas apprécié, mais le centre droit s'efforce de faire en sorte que l'accord avec Bossi ne pénalise pas trop la coalition au sud.

Pour mieux le contrôler, en tout cas, Silvio Berlusconi ne ménage pas ses efforts. Il songe à un poste de grande responsabilité dans son gouvernement pour le bouillant chef de la Ligue. Ce qui ne serait pas une mince victoire pour ce politicien longtemps considéré comme peu présentable, avec son air débraillé et goguenard.

Salvatore Aloise

La « résistible ascension de Silvio Berlusconi »

PARMI la floraison d'ouvrages sur Silvio Berlusconi qui paraissent en librairie en cette période de campagne électorale, celui d'Eric Jozsef, publié en France le 11 avril aux éditions Grasset, mérite d'être cité car il s'agit d'une enquête et d'une analyse richement documentées sur le magnat italien de la communication, candidat au poste de président du Conseil.

Le correspondant en Italie des quotidiens français *Libération* et suisse *Le Temps* raconte en trois cents pages ce qu'il appelle « la

résistible ascension de Silvio Berlusconi », avec un titre évocateur, sous forme de jugement : *Main basse sur l'Italie*.

Quelques jours des élections législatives du 13 mai, dont l'homme qu'on surnomme dans la Péninsule *Il Cavaliere* est donné vainqueur dans les sondages, l'auteur s'interroge sur ce personnage « flamboyant et inquiétant » que l'on croyait hors jeu, après les sept mois passés, en 1994, à la tête du gouvernement. Car cette première expérience s'était soldée par un échec. Il était alors – et il est toujours – en proie à de sérieux démêlés judiciaires. Dans ces conditions, comment a-t-il fait pour rebondir au premier plan de l'actualité italienne ?

Entré en politique en 1992, alors que le pool du parquet de Milan, « Mains propres », mettait en examen et emprisonnait de nombreux dirigeants des partis traditionnels – socialiste et démocrate-chrétien –, Silvio Berlusconi a su, au fil de ses années de traversée du désert, retourner à son avantage ses difficultés. Il a construit un nouveau parti, Forza Italia, et il a su jouer habilement tant avec l'opinion publique qu'avec ses adversaires. « Jusqu'où se compromettra-t-il avec ses alliés xénophobes de la Ligue du Nord ? Avec les postfascistes d'Alliance nationale ? s'interroge Eric Jozsef. Jusqu'où ira-t-il trop loin pour faire main basse sur l'Italie et avec quelles répercussions en Europe ? »

L'auteur, témoin passionné

depuis dix ans de l'actualité italienne, a su garder un œil vigilant sur cette période où les valeurs de l'argent et de la réussite individuelle ont fini par plaire, au point que Silvio Berlusconi peut galvaniser ses supporters en leur promettant de diriger le pays comme il dirige son empire industriel. Eric Jozsef, enfin, n'est pas tendre avec le centre gauche à qui tout souriait en 1996, et qui aujourd'hui est près, si l'on en croit les sondages, de perdre le pouvoir, emporté par la folle envolée berlusconienne.

D. R.

★ « Main basse sur l'Italie » de Eric Jozsef, éditions Grasset, 299 pages, 125 francs.

M. Hollande critique le projet européen de M. Schröder

Le silence de Lionel Jospin met en difficulté les participants français au congrès du Parti des socialistes européens (PSE) à Berlin

BERLIN

de nos envoyés spéciaux

« Je ne suis pas embarrassé » : Lionel Jospin s'est défendu, lundi 7 novembre à Berlin, après l'ouverture du congrès du Parti des socialistes européens (PSE), d'avoir été pris à contre-pied par les thèses sur l'avenir de l'Europe présentées par le chancelier Gerhard Schröder au nom de son parti. « Le SPD a fait des propositions qui s'adressent d'ailleurs à tous les Européens. Ce débat sur l'Europe doit déboucher d'ici 2004. Nous avons le temps. C'est normal de le commencer maintenant », a déclaré M. Jospin, en refusant de répondre aux questions sur les propositions de M. Schröder.

Le premier ministre a seulement confirmé qu'il s'exprimerait prochainement sur sa vision européenne. « En France, le débat va commencer dans les semaines qui viennent. Nous aurons l'occasion les uns et les autres de nous exprimer. Dans ce cadre, je vais avoir moi-même la possibilité d'aborder de façon positive les questions qui se posent ». Selon Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, M. Jospin devrait exposer ses idées avant le débat à l'Assemblée sur la ratification du traité de Nice, prévu le 13 juin.

Les socialistes Français présents à Berlin avaient toutefois bien du mal à justifier le silence de M. Jospin, depuis que le débat a été lancé, il y a un an, par le ministre Vert des affaires étrangères allemand, Joschka Fischer. On explique la réticence de M. Jospin à s'engager par sa crainte de se laisser entraîner dans une aventure européenne trop libérale. « Jospin veut des garanties avant de s'engager », a déclaré la députée européenne Pervenche Bérès (PS). La seconde est d'ordre structurel, qui concerne le sort à réserver aux nations.

« PAS ACCEPTABLE »

C'est donc le premier secrétaire du PS, François Hollande, qui s'est chargé d'exprimer, dans les couloirs, les réticences des socialistes français. « Pour les socialistes français, la question de la fédération est déjà réglée. Nous sommes déjà une fédération. La question n'est pas l'organisation d'une fédération, mais le contenu ». Sur ce point, les objections sont clairement identifiées. « Lorsque Gerhard Schröder écarte de l'Union européenne des compétences comme la politique agricole commune, comme les fonds structurels, et évoque une libéralisation du service public à l'horizon 2005, ce n'est pour nous pas acceptable », a lancé le numéro un du PS.

Sur les institutions, M. Hollande a rejeté l'idée de M. Schröder de transformer le conseil des ministres européens en une deuxième chambre du Parlement européen. « Je ne crois pas qu'on puisse ramener les Etats, les nations, au rang de deuxième chambre ». Il a en revanche regretté que « la thèse de l'avant-garde n'ait pas été reprise par

M. Schröder », contrairement au projet qu'avait développé l'année dernière son ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer.

Pierre Moscovici, très proche de M. Jospin, a aussi fait part de ses idées : entre les propositions de M. Schröder – une Commission et un Parlement composée du Parlement actuel et d'une chambre des Etats – et celles de son ministre Vert des affaires étrangères, Joschka Fischer – une Commission, un conseil des ministres et un Parlement à deux chambres – il plaide pour le maintien du système actuel : Commission, conseil des ministres, Parlement. Il préconise aussi la création, dans chaque pays, d'un ministre des affaires européennes qui, pour le cas de la France, ne serait plus à terme rattaché au Quai d'Orsay, précisant que, sur ce sujet, le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, n'était « pas d'accord ».

En dépit des irritations suscitées par le texte du SPD, Français et Allemands ont conscience qu'ils doivent poursuivre les discussions engagées depuis l'échec de Nice. Vendredi 11 mai est prévue à Paris une rencontre, la troisième du genre depuis le début de l'année, entre MM. Chirac, Jospin, Schröder et leurs ministres des affaires étrangères. Dans son discours, M. Schröder a invité chacun à s'exprimer : « J'espère que ce débat sur l'avenir va s'enrichir (...) de contributions substantielles du plus grand nombre possible de partis sociaux-démocrates ».

Henri de Bresson
et Arnaud Leparmentier

► www.lemonde.fr/ue

Violents incidents en Bosnie à l'occasion de la reconstruction d'une mosquée à Banja Luka

Quelques milliers de manifestants nationalistes serbes ont perturbé la cérémonie

Les autorités de la Republika Srpska (RS), l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine, ont exprimé, lundi 7 mai, leurs « profonds regrets » à la suite des

incidents provoqués par des manifestants serbes à l'occasion d'une cérémonie pour la reconstruction d'une mosquée, détruite en mai 1993 à Ban-

ja Luka par les forces serbes. Ces accrochages ont fait au moins 14 blessés dont deux graves, selon des sources hospitalières.

SARAJEVO

de notre correspondant

Arrivés aux cris de « Serbie ! Serbie ! », munis de grenades lacrymogènes, de pierres et de bouteilles de bière, chantant les airs nationalistes de l'époque de la guerre, trois à quatre mille manifestants bosno-serbes ont empêché, lundi 7 mai, la cérémonie de pose de la première pierre de la mosquée de Banja Luka, dynamitée il y a huit ans.

Ils ont attaqué les femmes et les vieillards musulmans venus assister à l'événement – blessant trente d'entre eux –, les ministres du gouvernement bosniaque, les dignitaires religieux et les diplomates occidentaux, dont le représentant de l'ONU, Jacques-Paul Klein, et l'ambassadeur américain, Tom Miller, qu'ils ont encerclés durant six heures dans le bâtiment de la communauté islamique. Ils ont brûlé les autobus des visiteurs et un drapeau aux couleurs de l'islam.

« ATTENTAT TERRORISTE »

Les dirigeants bosniaques et internationaux ont directement mis en cause les dirigeants de la Republika Srpska (RS, entité serbe de Bosnie-Herzégovine). Wolfgang Petritsch, le haut représentant international, a prévenu qu'un tel « attentat terroriste » ne demeurerait pas impuni. Jacques-Paul Klein a dénoncé des activistes surgis de « l'âge de pierre ». « Une fois de plus, les nationalistes serbes ont démontré leur bravoure en attaquant des femmes et des vieillards innocents », s'est-il indigné.



Tom Miller a souligné le fait que ni les dirigeants politiques ni la police serbes n'étaient intervenus pour calmer la foule, à l'exception du premier ministre de la « République serbe », Mladen Ivanic, célèbre pour ses divergences avec les nationalistes.

MM. Petritsch, Klein et Miller ont émis le souhait que des sanctions sévères soient prises à l'encontre de ceux qui ont organisé, encouragé ou toléré la flambée de violence. Zlatko Lagumdžija, ministre bosniaque des affaires étrangères et président du Parti social-démocrate, multithnique et antinationaliste, au pouvoir à Sarajevo, qui a été le dernier à quitter le bâtiment assiégé, a dénoncé les « fascistes » qui menaient la manifestation.

La mosquée Ferhadija de Banja Luka, datant du XVI^e siècle, était considérée comme un joyau de l'art ottoman. Dans la nuit du 7 mai 1993, les forces serbes

avaient établi un couvre-feu draconien dans la cité et avaient dynamité l'édifice. La destruction de la Ferhadija parachevait un an de « purification ethnique » à Banja Luka, la principale ville occupée par l'armée serbe en Bosnie-Herzégovine, dont des dizaines de milliers de Musulmans et Croates ont été déportés ou assassinés.

Le gouvernement de Sarajevo et les organisations internationales ont récemment décidé d'aider à la reconstruction de certaines des 618 mosquées, selon les statistiques islamiques, rasées sur le territoire de l'actuelle « République serbe ». Mais tous ne l'entendent pas de cette oreille, et notamment le Parti démocratique serbe (SDS) au pouvoir pendant la guerre sous la direction de Radovan Karadzic, recherché pour « génocide » et « crimes contre l'humanité » par la justice internationale.

L'OTAN SANS RÉACTION

Le SDS, qui avait perdu les commandes de la « République serbe » ces dernières années, est arrivé en tête aux élections de novembre 2000, et il contrôle de nouveau la présidence du territoire, confiée à son chef, Mirko Sarovic.

Les violents incidents de Banja Luka (nord-ouest) ont été précédés, samedi 5 mai, par des manifestations similaires à Trebinje, en Herzégovine (sud-ouest). Là aussi, des activistes serbes sont parvenus à empêcher la pose de la première pierre de la mosquée rasée pendant le conflit ; là aussi, ils ont attaqué les dignitaires religieux et les diplomates ; là aussi, la police

serbe s'est, à force de clins d'œil et de passivité, rangée du côté des nationalistes plutôt que de l'ordre public.

Par ailleurs, à Trebinje comme à Banja Luka, l'OTAN, fidèle à sa doctrine d'éviter de s'impliquer dans des opérations de maintien de l'ordre, n'a pas réagi. Une unité espagnole s'est même illustrée en n'intervenant pas alors qu'elle était présente au moment précis où le délégué international pour la région de Trebinje, Daniel Ruiz, lui-même espagnol, était roué de coups et blessé.

Les diplomates occidentaux, qui bataillent déjà avec la Communauté démocratique croate (HDZ) dans la région de Mostar, assistent à une nouvelle flambée de violence nationaliste en Bosnie, alors que l'élection d'un gouvernement social-démocrate à Sarajevo lui permettait d'espérer un avenir meilleur pour ce pays divisé et ravagé par trois années et demie de guerre (1992-1995).

En « République serbe », parmi les hommes au pouvoir, seul Mladen Ivanic a clairement dénoncé les manifestations nationalistes. Il a même rejoint les Bosniaques et les diplomates encerclés et a organisé peu à peu leur évacuation. Mirko Sarovic n'a, en revanche, pas condamné personnellement les actes de violence.

La communauté internationale va devoir décider, comme après chaque accroc au processus de paix, si elle sanctionne des officiers de police, voire des hommes politiques. « Qui aura le courage d'affronter le SDS serbe, alors que le combat contre le HDZ croate est loin d'être gagné ? s'interroge un diplomate. Nous savons que ces partis nationalistes sont minoritaires, qu'ils survivent grâce à l'héritage de la guerre et à la terreur. Mais quelle est la solution ? »

LES DEUX ATOUTS DU SDS

Le Parti démocratique serbe bénéficie, au-delà de son honorable score électoral, de deux atouts majeurs aux yeux de l'opinion serbe, qui l'encouragent à davantage de vigueur nationaliste : le fait que Radovan Karadzic échappe toujours aux forces de l'OTAN, ce qui crée une sorte de légende autour du « héros » insaisissable, et le fait que le mouvement ait le soutien inconditionnel du président yougoslave, Vojislav Kostunica.

Depuis son accession au pouvoir à Belgrade, M. Kostunica s'est illustré, alors qu'il ne porte que peu d'intérêt au gouvernement multithnique de Sarajevo, en répondant chaleureusement aux invitations de Mirko Sarovic et du SDS. Et il a assisté à deux cérémonies nationalistes : à Trebinje et à Banja Luka.

Rémy Ourdan

► www.lemonde.fr/balkans

A Saragosse en deuil, quatre cent mille personnes contre l'ETA

MADRID

de notre correspondant

Saragosse, en deuil, est descendue dans la rue, lundi 7 mai. En tête du cortège, comme cela est malheureusement devenu l'habitude, depuis que l'ETA a tué trente personnes depuis la fin de la trêve, en décembre 2000, figurait une immense banderole, proclamant : « Pour la liberté et contre le terrorisme ».

Et derrière, au coude à coude, entourant la veuve du chef du Parti populaire (PP) d'Aragon, Manuel Gimenez Abad, assassiné dimanche en plein centre-ville, par l'organisation séparatiste basque armée, marchaient le président du gouvernement José Maria Aznar, le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), José Luis Rodríguez Zapatero, entourés de représentants du gouvernement, des institutions et des principales formations syndicales et politiques du pays. Puis, disciplinée, une foule dense et résolue de près de 400 000 personnes, venues protester contre la violence.

Une violence que stigmatise le communiqué lu au terme de cette marche de protestation et qui déclare, dans une allusion aux visées indépendantistes de l'ETA : « Certains prétendent construire leur pays sur la souffrance, sur la base de l'injustice, de la peur et de la barbarie, mais ils ne réussiront pas ».

Ce communiqué venait lui-même faire écho aux paroles du roi, Juan Carlos dénonçant ce dernier crime « répugnant » et à celles de José Maria Conget, l'évêque de Jaca où avaient eu lieu, le matin même, les funérailles du responsable politique assassiné et qui, à son tour, s'interrogeait : « Nous ne savons pas quel visage se cache derrière les assassins, mais nous savons son nom : c'est ETA, qui a les mains et le cœur taché du sang de ses frères ».

ÉCHANGE DE DIATRIBES

On aurait pu croire que ce lundi de deuil et de consternation constituerait une parenthèse dans la rude bataille pour les élections autonomes du 13 mai qui mobilise les partis politiques. Il n'en a rien été. De fait, l'opposition est à présent si exacerbée entre « nationalistes » basques et partis dits « nationaux » (le PP et les socialistes) que même la dignité réclamée par la mort d'une victime supplémentaire n'a pu éviter un nouvel échange de diatribes augurant mal du climat qui régnera après l'échéance du 13 mai.

C'est ainsi qu'au cours des réunions silencieuses devant les mairies et les institutions du pays convoquées systématiquement, après chaque attentat, nombre de représentants du Parti populaire et des socialistes n'ont pas pu se tenir plus de quelques minutes aux côtés des nationalistes, comme ce fut le cas notam-

ment à Vitoria, et ont préféré s'éloigner de leur côté. Et que dire des injures et des cris peu glorieux de « Complice ! » et « Dehors ! » adressés au chef du gouvernement basque, Juan José Ibarretxe, à sa sortie de la cathédrale de Jaca, où il venait d'assister à la messe de funérailles célébrée en l'honneur de la victime, par ceux qui lui reprochent de n'avoir pas su s'éloigner quand il le fallait des nationalistes radicaux proches de l'ETA.

Pour répondre au terrorisme, le candidat du Parti populaire, l'ex-ministre de l'intérieur, Jaime Mayor Oreja, a appelé les Basques à ne pas perdre leur sang-froid et à se rendre massivement aux urnes dimanche pour voter pour ceux qui garantiront leur liberté. Cet appel a aussitôt été vigoureusement critiqué par Xavier Arzalluz, le dirigeant du Parti nationaliste basque, qui a estimé que « réclamer un vote sur un cadavre encore chaud, était d'une bassesse morale incroyable ».

Quant à Arnaldo Otegi, le porte-parole d'Euskal Herritarrok, la « vitrine politique » de l'ETA, qui, fidèle à sa ligne, n'a pas condamné l'attentat, il préférerait déclarer que : « Condamner la violence est le fait des lâches. Mieux vaut moins de larmes et chercher plus de solutions au problème basque ».

Marie-Claude Decamps

Après trente-six ans de cavale, Ronald Biggs, gangster pathétique, a été emprisonné en Grande-Bretagne

LONDRES

de notre correspondant

Pathétique. C'est le mot qui venait à l'esprit des rares témoins autorisés, lundi 7 mai, par le tribunal de Hammersmith (Londres), à assister à la reddition formelle de Ronald Biggs. Le célèbre gangster, dont le retour au pays a été organisé contre espèces – 200 000 francs pour son fils de vingt-six ans, Michael Biggs, dit-on – par le roi de la presse tabloïd, The Sun, n'est plus que l'ombre de lui-même. A deux reprises, au cours des huit minutes d'audition, un médecin de la police a dû essayer la salive qui coulait sur le menton du prévenu. Victime de trois attaques cérébrales, la dernière en 1999, le vieux forban ne peut plus parler et s'exprime essentiellement par notes.

Tremblant sur ses jambes, incapable d'articuler, il s'est contenté de grognements pour confirmer son identité et prendre acte de ce que lui disait le juge : « Vous êtes bien le fugitif dont le nom figure sur ce mandat d'arrêt. Vous êtes illégalement en liber-

té. La loi m'oblige à vous renvoyer en prison, ce que je vais maintenant faire. » Une dernière image, volée pour les télévisions, d'un grand et frêle vieillard de soixante et onze ans s'appuyant sur sa canne pour monter dans le fourgon cellulaire... et vogue la galère vers la prison de haute sécurité de Belmarsh, dans le sud-est de Londres. Exit Ronald Biggs ?

Peut-être pas tout à fait. Son avocat, M^e Jane Wearing, l'a confié aux journalistes : « Nous entendons interjeter appel au moment approprié. Tout ce que le fugitif demande, c'est d'être entendu de manière équitable. » Condamné à trente ans de prison pour sa participation à la fameuse attaque du train postal Glasgow-Londres en 1963 (lire ci-contre), Ronald Biggs s'était évadé de sa cellule quinze mois plus tard : il lui reste théoriquement plus de vingt-huit ans de prison à purger. L'espoir que quelqu'un a insufflé dans son esprit est, en raison de son âge et de son état de santé, le ministre de l'intérieur, qui en a le pouvoir, pourrait le libérer par « compassion ». En réa-

lité, rien n'est moins sûr. Selon la chaîne d'informations en continu Sky News, qui appartient, comme The Sun, au magnat australo-américain Rupert Murdoch, et qui a couvert lundi, minute par minute, la saga du retour de Ronald Biggs dans le Falcon privé spécialement affrété pour lui par le tabloïd, les téléspectateurs de cette chaîne, invités à se prononcer par courrier électronique,

sont à plus de 90 % favorables au maintien en prison du gangster.

L'idée, développée lundi matin par les autres journaux anglais, concurrents furieux du Sun, que Ronald Biggs, aujourd'hui ruiné, n'est rentré que pour « profiter des soins gratuits » qui lui seront dispensés en prison et que son appel et son « hébergement » pourraient finalement coûter autour d'1 million de francs à la

collectivité, semble avoir produit son effet. Au cours de ses trente-six années de cavale, le célèbre voleur a bénéficié d'une chance souvent insolente pour échapper à Scotland Yard. Mais la chance semble tourner. Au moment où le gouvernement s'apprête – probablement mardi – à annoncer des élections générales anticipées pour le 7 juin, le retour de Ronald Biggs tombe d'autant plus mal que le thème de la criminalité et de sa répression est l'un des thèmes favoris de l'opposition conservatrice.

Tony Blair sait que son bilan sur ce point n'est pas des meilleurs, et son ministre de l'intérieur s'apprêtait à présenter, mardi, de nouveaux projets alourdissant sérieusement les peines pour les récidivistes. Nul ne doute, à Londres, que le gouvernement ne voudra pas faire preuve de compassion pour un criminel qui ne s'est jamais repenti. Et qui a profité jusqu'au bout d'un butin volé à un service public, la poste...

Patrice Claude

Août 1963 : le « hold-up du siècle »

Le 8 août 1963, le train postal Glasgow-Londres, qui transporte 2,6 millions de livres sterling – soit l'équivalent de 50 millions de livres (80 millions d'euros) d'aujourd'hui – stoppe en rase campagne, à Cheddington, au nord-est de Londres : le conducteur du train a vu un feu rouge inhabituel. Deux hommes, le visage masqué par un bas, se jettent alors sur le mécanicien et le conducteur. Menottés l'un à l'autre, ces derniers assistent, impuissants, au pillage de dix-sept sacs pleins de billets de banque, chargés ensuite dans un camion. Les bandits s'éclipsent sans laisser de traces. La seule erreur du gang – un pilote de course, un avocat, un antiquaire, un fleuriste... – sera de laisser des empreintes dans la ferme où ils se sont réunis pour partager le butin. En moins de six mois, pratiquement tous les participants au « hold-up du siècle » sont arrêtés. Mais Ronald Biggs s'évade le 8 juillet 1965 et entame une invraisemblable cavale de trente-six ans. Sur les 2,6 millions de livres sterling, seules 350 000 ont été récupérées. – (AFP)

MEDAILLE D'OR
de la distribution Label NF
DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR PARIS PAS CHER

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Stelner - Duvivier - Coulon - Sufren etc...
5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19^{ème} - M[°] Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13^{ème} - M[°] Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7j/7

Jean Paul II plaide à nouveau pour la paix dans le champ de ruines de Kuneitra

Après l'étape syrienne, le voyage du pape se poursuit à Malte

Le pape s'est rendu à Kuneitra, lundi 7 mai, sur le Golan syrien. Dans cette ville conquise par les Israéliens en 1967 et détruite avant leur évacua-

tion, sept ans plus tard, Jean Paul II a planté un « olivier de la paix ». Avant son départ de la Syrie pour Malte, le pape a estimé qu'une solu-

tion au Proche-Orient est « possible » dans le respect du droit international et des résolutions de l'ONU. (Lire aussi notre éditorial page 13.)

KUNEITRA (Golan)
de notre envoyé spécial

Un pape agenouillé sur un prie-Dieu dans une église en ruine, battue par les vents. Des fresques byzantines encore maculées par les traces noires d'un dynamitage. Une iconostase debout, mais trouée par les impacts de tirs de grenades. Et, à perte de vue, des immeubles-moignons, des blocs de béton renversés, effondrés, presque concassés. Jusqu'en 1974, c'était autant de maisons, d'écoles, de magasins, d'églises, de mosquées. Jean Paul II s'est rendu, lundi 6 mai, dans la ville-fantôme de Kuneitra - dans la partie du Golan non annexée par Israël - pour y planter un « olivier de la paix ».

Geste symbolique et surtout politique. Le pape avait accepté la proposition faite par les autorités syriennes de visiter la « ville-martyre » du Golan. Kuneitra se trouve à 35 kilomètres de la frontière internationale avec Israël. Pendant la guerre des Six Jours, en 1967, elle fut occupée et ses 53 000 habitants évacués. Après la guerre de 1973, un accord de désengagement fut obtenu, sous pression américaine, et Israël a dû restituer à la Syrie une mince bande du plateau occupé. Mais avant que les lieux ne soient libérés, les maisons ont été dynamitées et la ville rasée par les

bulldozers israéliens. Depuis, la zone est sous contrôle d'un contingent de casques bleus de l'ONU.

En blouse d'écoliers et calots sur la tête, les enfants forment une haie d'honneur au passage de la Mercedes blindée du pape. « Comme tous les enfants du monde, nous voulons

rameaux d'oliviers surgissent des rangs de centaines de fidèles massés pour prier et, plus sûrement, pour manifester : « Nous nous battons pour la liberté (...). Nous réclamons une juste paix et rejetons l'occupation... », crient leurs pancartes. Rien n'est épargné au pape du

me. Dehors, dans les herbes folles et les chardons qui poussent entre les pierres, des moines se signent et l'un d'eux se met à psalmodier.

POSTE MILITAIRE

Jean Paul II écoute. Il est venu en ce lieu « défiguré par la guerre », non pour juger, mais comme « homme de paix ». Et conscient des risques d'exploitation politique, son porte-parole, Joaquín Navarro-Valls, précise aux journalistes : « Personne n'a le droit d'interpréter cette visite dans un sens différent que celui que le pape veut bien lui donner. » Il s'en tiendra donc à une simple prière pour la paix. Il ajoutera seulement un mot de compassion pour le bébé palestinien tué dimanche à Gaza, avant de conclure, à trois reprises, par le mot paix en arabe : « Salam, salam, salam. Amen. »

Sur le plateau du Golan, à quelques kilomètres à vol d'oiseau, on aperçoit les radars d'un poste militaire israélien. Mais le pape n'en dira pas plus sur le conflit entre Syrie et Israël. Il arrose copieusement le plant d'olivier présenté par des officiels et le bénit. L'arbre sera planté près de là dans « le jardin des amis du Golan », étape obligée de tous les invités du président syrien.

Henri Tincq

Pour que « les blessures du passé soient guéries »

A Kuneitra, le pape a lu, lundi, une longue méditation en faveur de la paix au Proche-Orient. Il a prié pour que les « blessures du passé soient guéries et ne soient plus le prétexte à d'autres souffrances dans le présent » et pour que les « croyants trouvent le courage de se pardonner les uns les autres ». Dans son invocation à Dieu, Jean Paul II a ajouté : « Nous te prions pour tous les peuples du Proche-Orient. Aide-les à abattre les murs d'hostilité et de division. »

Mardi 8 mai, en quittant la Syrie, il a lancé un ultime appel à la paix : « Une solution est possible dans le cadre du droit international et des résolutions des Nations unies. Je lance un appel à tous les peuples concernés ainsi qu'à leurs responsables politiques afin qu'ils reconnaissent que l'affrontement a échoué et qu'il échouera toujours. Seule une paix juste peut fournir les conditions requises. » - (Corresp.)

vivre loin de l'occupation », clament les banderoles dans les villages traversés. Jamais la ville de Kuneitra - que le gouvernement syrien laisse volontairement dans cet état depuis vingt-sept ans - n'avait reçu de visite aussi prestigieuse. Et quand Jean Paul II pénètre dans les carcasses de l'église orthodoxe, les

recit de l'« agression » israélienne contre une ville qu'on appelait hier « la fleur du Golan ». Sa population était à moitié chrétienne et musulmane. Les croix, les icônes ont été arrachées des églises, les sols de marbre délavés, témoigne un prêtre orthodoxe. Des tombes ont été profanées par pur vandalis-

Le journaliste

Nizar Nayyoub placé en résidence surveillée

Le journaliste syrien Nizar Nayyoub a été libéré, dimanche, a annoncé sa famille à l'organisation Reporters sans frontières (RSF). Selon RSF, Nizar Nayyoub a été placé en résidence surveillée à son domicile, à Lattaquié, où il poursuivait une grève de la faim commencentée en prison, le 24 avril, pour protester contre des restrictions de déplacement.

Le journaliste ne peut, en effet, quitter la Syrie. Membre de comités de défense des droits de l'homme, M. Nayyoub avait été emprisonné en 1992, accusé d'avoir rédigé un tract dénonçant des atteintes aux droits de l'homme. RSF a demandé, lundi 7 mai, la libération du dernier journaliste syrien incarcéré, Adel Ismaïl, arrêté en 1996 et accusé d'être militant d'un parti interdit, le Baas démocratique.

Le nouveau dérapage verbal du président syrien dénoncé

LES PROPOS extrêmement violents tenus par le président syrien, Bachar El Assad, à l'encontre d'Israël et des juifs, samedi 5 mai, ont suscité une vive réaction des Etats-Unis, qui les ont jugés « inacceptables » et « regrettables ». « Il n'y a aucune place pour ces propos qui enflamment les passions religieuses et la haine », a déclaré, lundi 7 mai, le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher. La France, où le président syrien doit effectuer une visite officielle fin juin, a également déploré ces propos. « Le pape a plaidé, lors de sa visite à Damas, pour une paix véritable au Proche-Orient et pour une attitude nouvelle de compréhension et de respect entre les peuples », a déclaré, lundi, le porte-parole du Quai d'Orsay, François Rivasseau. « Les propos du président Assad ne répondent malheureusement pas à cet appel », a-t-il ajouté.

Sans jamais citer nommément Israël et le peuple juif, M. El Assad avait assuré, samedi, qu'« ils tentent de tuer tous les principes de toutes les religions, de la même mentalité par laquelle fut lâché, puis torturé le Christ ». Le président syrien n'en est pas à son premier dérapage verbal. A deux reprises, à Amman le 27 mars, puis à Madrid le 3 mai, le président syrien a établi des comparaisons entre le « racisme » qu'il exprimerait, selon lui, Israël et le « nazisme ». « Le racisme d'Israël a surpassé le nazisme », a-t-il ainsi affirmé en Espagne à l'occasion d'une conférence de presse conjointe avec le premier ministre, José María Aznar.

Lundi, le Congrès juif européen (CJE) a demandé aux chefs d'Etat européens de cesser toute relation avec le président syrien après les propos « antisémites » tenus par lui en Espagne et en Syrie. Le CJE a indiqué, dans un communiqué, qu'il « demande aux chefs d'Etat européens de ne plus recevoir ou rendre visite à Bachar El Assad tant que celui-ci ne se sera pas excusé publiquement pour ses propos haineux et diffamatoires à l'égard du peuple juif ». Le CJE a ajouté qu'il « envisage la possibilité d'engager une action en justice en Espagne contre le président syrien pour incitation à la haine raciale ».

« STÉRÉOTYPES ANTISÉMITES »

En France, le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) a dénoncé « ces déclarations qui reprennent les stéréotypes antisémites les plus abjects ». « Ce relent de guerre sainte, à caractère obscurantiste, est gravement déplorable et ne peut qu'attiser la haine des musulmans et des Arabes à l'égard des juifs », a estimé le CRIF. « Il s'agit d'une véritable offense à l'esprit du voyage du pape en Syrie, qui mérite réaction, et d'une injure à l'égard du peuple juif. »

Sur Radio J, Mgr Olivier de Berranger, évêque de Seine-Saint-Denis, a trouvé « ces propos totalement intolérables » et s'est déclaré « suffoqué qu'on puisse encore dire des choses pareilles. » - (AFP, Reuters.)

Une importante cargaison d'armes a été interceptée par la marine israélienne

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Témoignage inquiétant de la dégradation de la situation et des affrontements à venir, la marine israélienne a intercepté, dimanche 6 mai, un bateau qui transportait une importante cargaison d'armes apparemment destinée à la bande de Gaza.

Lundi soir, la télévision a diffusé d'impressionnantes images de la cargaison saisie comprenant des roquettes de type Katioucha, des missiles SA-7 sol-air, des lance-grenades de type RPG, des obus de mortier, et des armes automatiques avec leurs munitions. Armes

automatiques et mortiers mis à part, les autres types d'armes, conçues pour le combat individuel anti-aérien ou anti-chars, n'ont jamais été utilisées par les Palestiniens depuis le début de la seconde Intifada.

Jusqu'au départ des troupes israéliennes du Liban sud, les roquettes Katioucha constituaient l'arme favorite du Hezbollah libanais dans ses attaques de harcèlement contre les villes et les positions ennemies. Tirées de la bande de Gaza, ont aussitôt souligné les porte-parole militaires israéliens, de telles roquettes sont susceptibles de toucher la ville d'Ashkelon.

Les autorités maritimes israéliennes ne se sont pas autrement étendues sur les circonstances de l'interception du bateau, dont la nationalité paraît incertaine. Selon le chef d'état-major de la marine, l'amiral Yedidia Yaari, le bateau - un yacht de vingt mètres qui venait du Liban - a été repéré, dimanche, dans la matinée au large de Roch Hanikra.

Il était conduit par un équipage de quatre hommes présentés comme des contrebandiers professionnels libanais. Contenus dans des caissons étanches, les armes auraient dû être larguées au large de Gaza et repêchées par des navires locaux.

Faisant référence aux premiers résultats de l'enquête, le chroniqueur militaire du quotidien Haaretz, Zeev Schiff, affirme pour sa

part que la cargaison devait être transportée sur un navire égyptien qui devait lui-même la livrer à un bateau palestinien.

Au dire des autorités israéliennes, l'expéditeur en était le Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général (FPLP-CG), une organisation dirigée par Ahmed Jibril. Basé à Damas, dont il dépend quasi totalement, le FPLP-CG ne fait pas partie de l'Olp et est habituellement opposé à la politique de Yasser Arafat.

LA PLUS JEUNE VICTIME

Ce sont pourtant les services de ce dernier qui, selon les Israéliens, étaient destinataires de la cargaison, ce qu'a aussitôt nié Yasser Abed Rabbo, ministre palestinien de l'information, selon lequel « l'Autorité palestinienne et l'Organisation de libération de la Palestine n'ont aucune relation avec le bateau intercepté, qui ne se dirigeait pas vers les côtes palestiniennes ».

Aux termes des accords qui, officiellement, gouvernent toujours les relations entre Israël et l'Autorité, les forces de sécurité palestiniennes n'ont droit qu'à des armes légères et à quelques transports de troupe blindés. Régulièrement, les services israéliens interceptent des armes de contrebande destinées aux territoires palestiniens.

Celles-ci sont habituellement transportées, en petites quantités, par des routiers ou des pêcheurs, voire empruntent les tunnels creu-

sés entre l'Egypte et la bande de Gaza. Mais c'est la première fois qu'un bateau entier et sa cargaison sont saisis, risquant, outre les habituelles complications politiques, de susciter de nouvelles mesures de contrôle alors que la situation est déjà dramatique pour l'économie palestinienne.

Lundi, une fillette de quatre mois, Iman Hejjo, a été tuée dans la bande de Gaza par des tirs israéliens qui répliquaient eux-mêmes à des tirs de mortiers effectués plus tôt sur la colonie israélienne de Neve Dekalim. « Il s'agit de la plus jeune victime de l'Intifada », a indiqué le négociateur palestinien Saëb Erakat.

L'enfant se trouvait avec sa mère et sa grand-mère, elles-mêmes blessées, dans le camp de réfugiés de Khan Younis. Vingt et une personnes ont été blessées au cours de cet échange de tirs. « J'ai appris aujourd'hui, à mon grand désespoir, qu'un bébé arabe avait été touché. Je suis vraiment désolé de cet incident, je trouve cela très triste », a commenté le premier ministre israélien Ariel Sharon.

Depuis le début de l'Intifada, plusieurs dizaines d'enfants, majoritairement palestiniens, sont morts, touchés par des tirs israéliens ou par des attentats organisés par des Palestiniens.

Georges Marion

► www.lemonde.fr/israel-palestiniens

Vers un gouvernement d'union nationale en Macédoine

SKOPJE. Les dirigeants politiques de Macédoine se sont entendus sur la formation d'un gouvernement d'union nationale incluant des représentants de la minorité albanophone (qui représente un tiers de la population), a annoncé, lundi 7 mai, le premier ministre, Ljubco Georgievski. Cet accord, considéré par les Occidentaux comme le meilleur moyen de mettre fin à la rébellion armée albanaise, a été rendu public à l'issue d'une visite à Skopje du haut représentant de la politique extérieure de l'Union européenne, Javier Solana, et du secrétaire général de l'OTAN, George Robertson. Selon M. Georgievski, le gouvernement de grande coalition comprendra tous les principaux partis slaves et albanais. Les discussions sur sa formation devaient se poursuivre mardi. Le premier ministre a ajouté que l'imposition de la loi martiale dans la République n'était plus d'actualité, parlant de succès remportés par l'armée régulière contre la guérilla albanaise, qui a repris les combats depuis près d'une semaine dans le nord du pays, à la frontière avec le Kosovo et la Serbie. - (Reuters, AFP.)

George W. Bush souhaite négocier des contrats commerciaux

WASHINGTON. Le président américain, George W. Bush, a indiqué, lundi 7 mai, qu'il allait demander cette semaine au Congrès l'autorisation spéciale pour pouvoir négocier des contrats commerciaux sans que les parlementaires puissent les amender. Cette autorisation, connue sous le nom de *fast track*, est appelée officiellement *Trade Promotion Authority* (TPA). « L'inactivité du gouvernement américain a eu des coûts importants pour les Etats-Unis », a estimé lundi M. Bush. « Des accords de libre-échange sont signés partout dans le monde et nous n'en faisons pas partie. Cela doit changer », a-t-il affirmé, en ajoutant que ces accords ne se feraient pas aux dépens de la protection sociale et de l'environnement. M. Bush a pris l'engagement, en avril, lors du Sommet des Amériques, à Québec, de réaliser une zone de libre-échange d'ici à 2005 sur le continent américain. Doté de l'autorisation TPA, le président bénéficierait d'une crédibilité auprès des gouvernements étrangers, qui savent qu'une fois un accord entériné il sera ratifié ou rejeté en bloc, sans que le législateur ne cherche à modifier son contenu. Depuis son instauration en 1974, ce pouvoir spécial a toujours été accordé par le Congrès aux présidents américains, à l'exception de Bill Clinton qui a essuyé plusieurs refus du Congrès. - (AFP.)

Attaque meurtrière de l'Unita en Angola

LUANDA. L'attaque la plus meurtrière lancée depuis la reprise de la guerre civile en Angola, fin 1998, par le mouvement rebelle de Jonas Savimbi aux abords de la capitale aurait fait, samedi 5 mai, une centaine de morts à Caxito (60 kilomètres au nord du Luanda), selon la télévision nationale. Environ soixante enfants auraient par ailleurs été enlevés d'un centre scolaire, indique l'organisation non gouvernementale Aide du peuple pour le peuple (ADPP). La plupart des quelque 50 000 habitants ont fui Caxito où, ce week-end, une unité de la police spéciale d'intervention - les « ninjas » - a été envoyée afin de procéder à des « opérations de ratissage ». Il y a dix jours, rompant avec son intransigeance à l'égard de Jonas Savimbi, le président Eduardo dos Santos avait invité le chef rebelle à faire connaître « la date » à laquelle il comptait cesser la guerre et revenir dans le cadre de l'accord de paix signé en 1994 à Lusaka. - (AFP.)

DÉPÊCHES

■ ALGÉRIE/FRANCE : les avocats des personnes ayant déposé plainte pour torture à Paris contre le général algérien Khaled Nezzar ont demandé, lundi 7 mai, aux autorités françaises d'« assurer en France la protection » de leurs clients et d'« user de leur influence » pour qu'aucune mesure de rétorsion ne soit prise où que ce soit ». Des journaux algériens ont récemment fait état de l'identité des plaignants, affirmant qu'ils appartenaient à la « mouvance islamiste ». - (AFP.)

■ AFGHANISTAN : les combats entre les milices des talibans et les forces de l'opposition se sont multipliés, lundi 7 mai, au nord et à l'est du pays, ont indiqué des sources officielles à Kaboul. Les affrontements concernent notamment la ville de Taloqan, chef-lieu de la province de Takhar, que les troupes du commandant Ahmed Shah Massoud avaient perdue en septembre 2000. - (AFP.)

■ CHINE/ÉTATS-UNIS : Pékin a condamné, mardi 8 mai, la reprise des vols de surveillance américains au large des côtes chinoises et a affirmé que l'avion espion EP-3, bloqué depuis la collision avec un chasseur chinois, n'est pas autorisé à quitter le pays. Lundi, les Etats-Unis avaient recommencé ces vols, cinq semaines après l'incident. Un avion RC-135 a décollé du Japon pour longer les côtes nord-est de la Chine, a indiqué le Pentagone, en précisant que l'appareil n'était pas escorté par des avions de combat. Pékin avait demandé l'arrêt de ces vols, mais le président Bush avait répété que de telles opérations seraient maintenues. - (AFP.)

■ BRÉSIL : les autorités de l'Etat du Rio Grande do Sul ont commencé, lundi 7 mai, à vacciner quatre millions de bovins, après la détection d'un foyer de fièvre aphteuse dans une commune située près de la frontière avec l'Uruguay où quelque deux cents foyers ont été répertoriés. - (AFP.)

■ BELGIQUE : le prince Philippe, héritier du trône de Belgique, et son épouse Mathilde attendent leur premier enfant, a annoncé, lundi 7 mai, le palais royal. L'heureux événement est attendu pour le mois de novembre, pendant que la Belgique présidera l'Union européenne. Agé de quarante et un ans, le prince avait épousé, le 4 décembre 1999, une jeune aristocrate belge, Mathilde d'Udekem d'Acoz, de treize ans sa cadette. - (Corresp.)

Report du voyage en Tunisie du ministre français à la coopération

PARIS. Le déplacement en Tunisie que devait effectuer, mardi 8 mai, le ministre délégué à la coopération, Charles Josselin, a été reporté (Le Monde du 4 mai). Officiellement, le Quai d'Orsay s'est borné à déclarer que « la préparation de cette visite, qui aura lieu prochainement, se poursuit avec les autorités tunisiennes ». Porteur d'un message de Jacques Chirac adressé au président Ben Ali, M. Josselin devait renouer le dialogue avec le régime tunisien, à qui le gouvernement français reproche sa « dérive sécuritaire ». Mais son projet de réunir autour de lui, lors d'un petit-déjeuner à Tunis, des militants des droits de l'homme et des représentants de la société civile ayant irrité les autorités tunisiennes, celles-ci avaient annulé une partie du programme officiel. Dès lors, et malgré l'intercession personnelle de Jacques Chirac, vendredi, le voyage n'a pas pu être organisé d'un commun accord.

Formation linguistique

L'anglais à Oxford, Cambridge, Boston
L'allemand à Heidelberg
L'espagnol à Madrid

L'attention individuelle des professeurs garantit une parfaite maîtrise de l'anglais, de l'allemand et de l'espagnol. Stages pour adultes, étudiants et jeunes.

0825 00 10 70 www.oise.net

Bureaux conseil à Bordeaux, Lille, Lyon, Paris, Rennes, Strasbourg et Versailles

GAUCHE Les mouvements qui combattent la mondialisation vont avoir plusieurs occasions de se manifester de nouveau, dans les semaines qui viennent, lors de conféren-

ces ou sommets européens ou internationaux. ● **CES ORGANISATIONS** forment, en Europe et en Amérique, une sorte d'« internationale » informelle, avec son agence de presse sur

la Toile, Indymédia, et une myriade d'autres sites Web locaux. ● **EN FRANCE**, Attac, l'Association pour la taxation des transactions financières et l'aide aux citoyens,

entretient des relations complexes avec les partis de gauche et les syndicats. ● **DÉPUTÉ** du Cher, membre de la Gauche socialiste au PS, Yann Galut estime que la coordination

Attac de l'Assemblée nationale est une « bouffée d'air », pour les élus de gauche, par rapport à « l'accompagnement social du libéralisme » que pratique le gouvernement.

La gauche antimondialisation prépare la campagne présidentielle

Sous l'égide d'Attac, principale organisation des contestataires du libéralisme, les militants de la gauche critique sont appelés à manifester lors des prochains sommets européens ou mondiaux. Ils sont décidés à intervenir dans le débat national qui précédera les échéances de 2002

CELA RELÈVE de l'agenda de ministre ! Le calendrier des contestataires antimondialisation est des plus chargés pour les semaines qui viennent. A peine sortie du sommet des Amériques au Québec, la protestation revient sur le Vieux continent avec un sommet européen, le 14 juin, à Göteborg en Suède, ville qui n'est autre que l'un des fiefs des anarcho-syndicalistes de la centrale suédoise SAC ; une réunion de la Banque mondiale, le 25, à Barcelone, en Catalogne, terrain de jeu favori du mouvement espagnol des Occupas et, enfin, la rencontre du G8, le groupe des huit pays les plus industrialisés, qui doit se tenir à Gênes le 20 juillet et pour laquelle les centres sociaux italiens ont déjà prévu une manifestation monstre. Auparavant, plus modestement, Attac compte débarquer de manière « festive » et « symbolique » à Jersey, le 9 juin, dans le cadre de sa campagne contre les paradis fiscaux.

Cet enchaînement de dates ne reflète que pour partie la véritable effervescence qui gagne désormais les milieux antimondialisation et qui se traduit par des rencontres en tous genres, des prises de contacts multiples, formant désormais la trame d'une sorte de nouvelle internationale informelle.

Une internationale qui a désormais son agence de presse mondiale sur le Web avec Indymédia, sans compter une myriade de sites de diffusion locaux comme « Isola nella rete » pour les centres sociaux italiens ou samizdat.net en France.

ÉBULLITION PRISE AU SÉRIEUX

« Il y a un mouvement de type 68 qui est en train de se jouer autour de l'antimondialisation dans la jeunesse », n'hésite pas à prédire

L'esquisse d'une internationale informelle

OUTRE Attac, qui fait figure d'organisation « sage », la contestation antimondialisation libérale ou anticapitaliste s'exprime notamment au travers de plusieurs mouvements radicaux de jeunesse (« *Le Monde nous appartient* », Christophe Aguiton, Plon, avril 2001) et souvent inspirés par la culture « squatt » ou libertaire. ● **Grande-Bretagne**. RTS ou Reclaim the Streets est né en 1995 dans le sillage des mouvements écologistes radicaux. En 1997, RTS soutient la grève des dockers de Liverpool, participe aux « Marches européennes contre le chômage », puis s'oppose à la privatisation du métro de Londres.

Christophe Aguiton, chargé des relations internationales d'Attac et qui vient de consacrer un ouvrage « *aux acteurs d'une autre mondialisation* » (lire ci-dessous).

Cette ébullition est désormais prise très au sérieux, en France, perspective présidentielle oblige. Après avoir quelque peu sous-estimé le mouvement de protestation antimondialisation, le premier ministre, Lionel Jospin, s'est doté d'une doctrine en la matière, appelant de ses vœux une « régula-

tion » et « un nouvel universalisme » lors d'une allocution prononcée le 6 avril, à Rio, lors d'un déplacement au Brésil. Et d'ores et déjà Attac a prévu d'intervenir dans la campagne qui s'annonce, en organisant d'abord des Rencontres fin octobre à Paris, puis en prenant appui sur la réunion du Forum social mondial, en janvier 2002, à Porto Alegre qui promet déjà d'être l'événement le plus couru de l'élection présidentielle.

C'est qu'en l'espace de deux ans poussé dans toutes les grandes villes italiennes. En combinaisons blanches, jetables, pour « évoquer la précarité du peuple des invisibles », ils ont été très présents à Prague, en septembre 2000 et à Nice, en décembre. ● **Espagne**. Le Movimiento de Resistencia Global, en plein développement, est issu des campagnes de soutien aux zapatistes ou pour l'annulation de la dette du tiers-monde et surtout du mouvement des Occupas, les occupations de logement. ● **France**. Une mouvance similaire a tenté de se créer autour de Aarrg, début 2001. Aarrg se veut l'équivalent des Tute bianche italiens, sans toutefois en avoir aujourd'hui ni la radicalité, ni l'ampleur.

En juin 1999, son opération « Stop the City » mobilise 10 000 manifestants qui bloquent le cœur financier de Londres. ● **Etats-Unis**. Direct Action Network est le réseau informel mis en place outre-Atlantique pour préparer les manifestations de Seattle. Il coordonne des mouvements étudiants sur les grands campus américains, des organisations d'extrême gauche, des groupes anarchistes, la section new-yorkaise de Reclaim The Streets. ● **Italie**. Les Invisibles ou Tute Bianche sont nés des centres sociaux, ces lieux d'agitation politique et culturelle qui ont

de contre-pouvoir, la contestation antimondialisation est pratiquement devenue un pouvoir en tant que tel, bien qu'elle puisse pour le moment afficher davantage de victoires de forme que de contenu. Rares sont les parlementaires qui désormais, en France, refusent de recevoir Attac. Pour l'association présidée par Bernard Cassen, l'un des grands enjeux est désormais d'éviter une certaine « *notabilisation* » ou « *ONGisation* », en conservant son cap. Plus antilibérale qu'anticapitaliste, Attac qui fait figure d'organisation « sage » par rapport à certaines de ses homologues étrangères, est surveillée de près par les contestataires les plus radicaux qui lui reprochent, à l'instar de l'essayiste Alain Bihr, de « faire prendre des vessies roses pour des lanternes rouges ».

TENSION AVEC LES SYNDICATS
Contre-pouvoir devenu pouvoir, Attac doit également désormais gérer des relations complexes avec un monde syndical qui, dans sa majorité, ne prise guère ses interventions sur ce qu'il considère être son domaine réservé. Par deux fois, l'association s'est heurtée à la confédération CGT qui, pourtant, a participé activement à sa fondation. D'abord, pour avoir pris des positions très

tranchées contre les fonds de pension ou l'actionnariat salarié, quand la centrale de Montreuil voulait se laisser du temps sur ces deux sujets ; ensuite, pour avoir plaidé contre l'intégration de la Charte des droits fondamentaux aux traités européens, quand la CGT ne s'y était pas opposée à l'intérieur de la Confédération européenne des syndicats.

Pour autant, il est probable qu'au sein du syndicalisme européen certains reclassements s'accroissent. Epousant l'évolution rapide de la centrale américaine AFL-CIO, qui a désormais fait de la protestation antimondialisation l'un de ses axes stratégiques et qui s'efforce d'y rallier les populations exclues, précaires ou immigrées via la coordination Jobs for Justice, la CISL, la principale organisation syndicale internationale devrait annoncer dans les jours à venir sa participation en tant que telle au prochain sommet de Porto Alegre. Ce signal politique très fort devrait peser sur la Confédération européenne des syndicats qui devra sans doute, sauf à se trouver totalement déportée, remuscler son discours critique sur la mondialisation.

Caroline Monnot

Une bouffée d'air pour les députés socialistes

LA LETTRE est arrivée le 4 mai sur le bureau de René Mangin, député (PS) de Meurthe-et-Moselle, en provenance d'« Attac 54, 76, rue de la Hache » à Nancy. Dans ce courrier concis et pincé, le président du comité demande au député de s'« engager publiquement » en faveur de la taxe Tobin et « d'inciter » ses collègues « à faire de même ». Cette démarche pourrait « prendre plusieurs formes », suggèrent les militants, qui évoquent une « intervention auprès du ministre de l'économie et des finances » et, pourquoi pas, du « premier ministre ». A moins que le groupe socialiste n'utilise sa « niche parlementaire » pour examiner une proposition de loi Tobin... M. Mangin, l'un des cent députés signataires de « l'amendement Tobin », retoqué lors du débat budgétaire d'octobre 1999, a aussitôt répondu qu'il était « favorable » à cette démarche.

De Jarnac, Marie-Line Reynaud (PS) « transmet régulièrement au premier ministre les desiderata » d'Attac 16, en Charente. Même le comité de... Chevreuse, dans les Yvelines, Attac 78 sud, a alerté la députée à propos de la réforme du plan partenarial d'épargne salariale volontaire, qui « semble bien aller dans la direction inverse » de ses objectifs. A toutes fins utiles, la « réponse » de M^{me} Reynaud sera communiquée aux « adhérents et au-delà ».

Députés, Attac vous surveille ! Militants de la gauche du PS, vous intéressez les élus socialistes... Ceux-ci le reconnaissent volontiers : les « fiches-pétition » d'Attac sont un véritable « laboratoire d'idées ». Un lieu de débat prospectif, loin des revendications des électeurs ancrés dans la vie quotidienne. Souvent, les missives se terminent sur cet aiguillon : « Nous ne pensons pas qu'il revient aux députés de la majorité plurielle, notamment ceux qui sont membres d'Attac, de s'engager dans une telle voie ! »

Avec Attac, les députés prennent de l'altitude. « On confronte nos points de vue avec les principes généraux de l'économie mondiale », témoigne Geneviève Perrin-Gaillard (PS, Deux-Sèvres). En retour, les militants bousculent les parlementaires. « Ils me disent : "Vous avez le pouvoir de voter la loi. Modifiez-la !" », raconte Germain Peiro (PS). Elu à Sarlat, non loin de l'usine LU de Champagnac-de-Belair, le député sera « en séance, le 22 mai, pour défendre les amende-

ments Attac contre les licenciements abusifs », à l'occasion de l'examen du projet de loi sur la modernisation sociale. Selon M. Peiro, « les citoyens peuvent peser avec leur porte-monnaie ». Chaque voix compte dans la lutte contre la mondialisation. Et dans d'autres domaines : « C'est le même état d'esprit que l'initiative d'Arnaud Montebourg sur la sixième République », observe M. Mangin.

LES NOUVEAUX MESSAGERS

« Montebourg est très proche d'Attac », confirme Michèle Rivasi (app. PS, Drôme), qui participait, le 2 mai, au lancement de la « Convention » du député socialiste de Saône-et-Loire. « Pour être efficaces, les députés ont besoin d'une mobilisation. Attac suscite une interactivité entre le citoyen et le politique », note-t-elle, même si elle regrette que l'organisation soit « un peu trop enfermée dans sa problématique ». OGM, traité d'Amsterdam, licenciements... L'inventaire est trop lourd pour un seul député, justifie M^{me} Rivasi : « On ne peut pas être sur tous les fronts... » Il revient aussi aux électeurs de « se bouger » : « Faites signer une pétition, créez une dynamique ! Après, je pourrai la relayer », les encourage-t-elle.

Les socialistes, nouveaux messagers d'Attac ? La tentation existe au lendemain des élections municipi-

ales, qui ont vu une partie de l'électorat de gauche se détourner des urnes. « En circonscription, face aux militants, on peut prendre des positions qui vont au-delà de ce que l'on dirait dans l'hémicycle », reconnaît Yvette Benayoun-Nakache (PS, Haute-Garonne). Soupape de sécurité, Attac pourrait également offrir un éventail plus large que la majorité plurielle. « Attac ouvre d'autres horizons », ajoute l'élue de la Gauche socialiste.

Rien ne sert de courir après l'extrême gauche, met en garde Jérôme Lambert (PS, Charente) : « A Attac, on retrouve d'anciens gauchistes. Chez moi, ce sont toujours les mêmes depuis vingt ans. Je connais le discours par cœur, c'est un peu convenu. Il n'y a pas beaucoup d'ouverture », tranche-t-il. « Attac n'a pas vocation à décerner quelque label que ce soit à quelque liste ou candidat que ce soit. L'association ne présente personne à aucun scrutin et condamne par avance toute tentative plus ou moins adroite de l'instrumentaliser sur ce terrain », prévenait l'organisation de Bernard Cassen, en mars, pendant la campagne des municipales, dans un communiqué intitulé : « Ma commune n'est pas une marchandise ». Il ne reste plus qu'à remplacer « commune » par « circonscription »...

Elie Barth et Clarisse Fabre

L'enthousiasme envahissant des trotskistes anglais

SACRÉS trotskistes anglais ! Il y a trois ans, une fraction d'entre eux s'était fait un petit nom grâce à Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de l'intérieur, qui avait dénoncé leur présence auprès de certaines coordinations de sans-papiers. Etaient alors en cause les Jeunesses révolutionnaires européennes (JRE), une scission de la LCR d'Alain Krivine, devenue le correspondant en France de l'organisation britannique Militant. Depuis, les JRE ont réintégré la LCR ou rejoint la Gauche socialiste au PS.

Voilà que depuis un an, de Millau à Nice en passant par la manif des LU à Calais, il est impossible d'éviter d'autres trotskistes anglais, membres de l'ex-SPEB (Socialisme par en bas), qui animent le journal *L'Étincelle*. Ils organisaient, du 4 au 8 mai, cinq « Journées anticapitalistes » à l'université Paris-VIII, à Saint-Denis, où a défilé le gratin français de l'antimondialisation, ainsi que le journaliste Serge Halimi, Gérard Filoche (Gauche socialiste) et le député européen Alain Lipietz (Verts). Les militants de l'ex-SPEB sont jeunes, étudiants pour une écrasante majorité d'entre eux, ont un culot d'enfer et pratiquent un activisme un peu boy-scout, qui suscite quelques irritations dans

les mouvements sociaux. Ce côté crampon leur a d'ailleurs valu de multiples surnoms, dont le gracieux « Socialisme par derrière ».

La maison mère de SPEB n'est autre que le Socialist Workers Party (SWP, Parti socialiste des travailleurs), basé à Londres et qui, avec ses dix mille militants, demeure la première organisation d'extrême gauche en Europe. Le SWP occupe une place à part dans la complexe galaxie des descendants de Léon Trotski : son leader historique, Tony Cliff, décédé il y a un an, avait rompu avec la IV^e Internationale au lendemain de la seconde guerre mondiale, en faisant sien l'analyse de l'Union soviétique comme un « *capitalisme d'Etat bureaucratique* » et non comme un « *Etat ouvrier dégénéré* », thèse de l'orthodoxie trotskiste de l'époque. Le SWP présente, par ailleurs, une autre caractéristique, plus britannique celle-là, qui est de ne s'être jamais intégré au Parti travailliste, à la différence des autres organisations trotskistes d'outre-Manche.

Or, le SWP a donné ces derniers temps quelques sueurs froides à Attac. A la suite des manifestations anti-OMC de Seattle, en... 2000, sa direction a considéré – ni plus ni moins – que

« Qu'est-ce qui vous a amené à militer au sein d'Attac ? Y a-t-il un aspect de "fronde parlementaire" dans la constitution d'un comité Attac à l'Assemblée nationale ?
– Nous, députés de base, nous avons le sentiment d'avoir peu de pouvoir alors que nos électeurs attendent beaucoup de nous. Un exemple : je n'ai pas voté l'indépendance de la Banque centrale européenne. Le Parlement et la représentation nationale ne sont jamais saisis de ce genre de questions. Créer un comité Attac à l'Assemblée, c'était, d'une certaine manière, se réapproprier l'arme politique abandonnée aux marchés financiers, aux institutions internationales, etc. De ce point de vue, Attac représente une bouffée d'air.
– Avez-vous l'impression que le gouvernement n'a pas vu l'émergence de ces courants de "nouvelle radicalité" ?
– La direction du PS, tout comme le gouvernement, a en effet sous-estimé l'émergence d'Attac, parce que même si le PS fait la meilleure politique possible dans la logique qui est la sienne, c'est-à-dire l'accompagnement social du libéralisme, Attac se situe dans une logique tout autre. Certes, le projet de taxe

Tobin est d'inspiration libérale, mais, en réalité, c'est bien d'une démarche de rupture avec le capitalisme qu'il s'agit. Pour la majorité du PS, l'idée qu'un nouveau mouvement radical – au sens positif du terme – était en train de naître dans notre société, au moment où tout le monde ne paraissait rêver que de stock-options et de start-up, était inconcevable. Toutefois, dans toutes les conventions du PS, la taxe Tobin a été approuvée par les militants. Le principe du combat contre les licenciements boursiers emporte l'adhésion d'une majorité d'entre eux.
– La présence renforcée de ces dizaines de parlementaires, députés et sénateurs ne risque-t-elle pas de donner l'impression d'une certaine institutionnalisation de l'association ?
– Les députés ne sont pas des membres d'Attac comme les autres. Nous recevons une abondante correspondance des comités locaux qui nous reprochaient de ne pas appliquer à la lettre la ligne de l'association, ce qui n'est pas possible dans la mesure où nous sommes des élus du peuple et que nous appartenons également à des partis. D'où la transformation du comi-

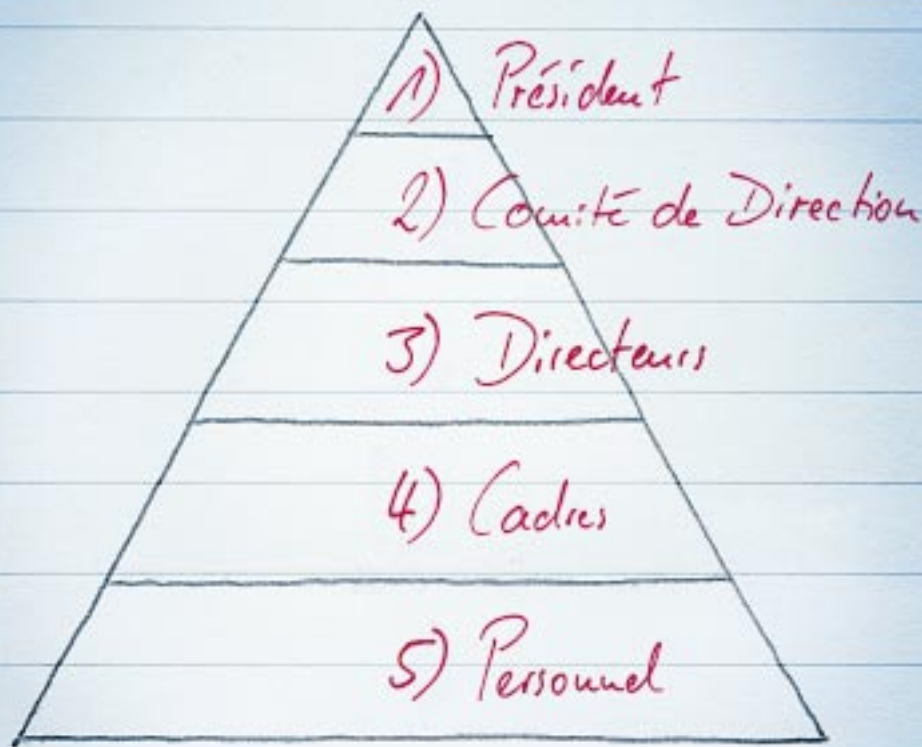
té en « coordination », qui désigne une structure plus souple. Nous sommes certes des relais d'Attac sur certains points avec lesquels nous sommes en accord. Mais dans la mesure où je rejette la discipline dans mon groupe, je ne vais pas me mettre à accepter les oukases de certains comités minoritaires d'Attac !
– Ces réactions viennent-elles de la composante "ultra-gauche" d'Attac ?
– L'offensive d'éléments de l'ultra-gauche contre la coordination Attac de l'Assemblée nationale nous a amenés à clarifier notre relation politique avec l'association. C'est ainsi que je ne fais pas partie de la direction nationale, et que le président de l'association, Bernard Cassen, est présent à toutes nos réunions. Attac, c'est autre chose que le discours gauchiste de la LCR, de Lutte ouvrière ou de *L'Étincelle* (lire ci-dessous). Attac propose des solutions concrètes sur l'OMC, les OGM, et sur les licenciements. C'est pourquoi l'association a besoin d'un soutien législatif.
– Votre volonté de rupture avec le capitalisme ne risque-t-elle pas de vous entraîner dans une certaine opposition à la politique du gouvernement ?
– Je soutiens Lionel Jospin et j'estime que c'est le meilleur candidat pour la gauche ; mais nous, la Gauche socialiste, nous n'avons pas la même logique. L'intérêt de Lionel Jospin est de se saisir de ces thèmes-là. L'une de mes inquiétudes est de voir, demain, Jacques Chirac faire l'éloge de la taxe Tobin, comme il l'a fait de l'écologie.
» Notre problématique, qui rejoint celle d'Attac, vise à élaborer un modèle alternatif à la mondialisation financière. Depuis le Forum social mondial de Porto Alegre, en janvier, tous les contre-sommets sont accompagnés de colloques, de réunions, et de contre-propositions. Telle est la tâche du réseau international de parlementaires, lancé depuis le 11 avril 2000 aux Etats-Unis et qui rassemble six cent cinquante députés dans le monde. Attac, c'est donc pour moi bien plus que l'aiguillon du social-libéralisme. C'est pour moi une nouvelle internationale. »

Le SWP qui a prévu d'être présent à Gênes, en juillet, pour les manifestations anti-G8, rêve d'organiser un vaste mouvement de gauche anticapitaliste à l'échelon européen. En attendant, cette formation a décidé de reprendre langue avec les autres familles trotskistes. C'est ainsi que sa direction doit rencontrer à Londres celle de la LCR le 14 mai prochain.

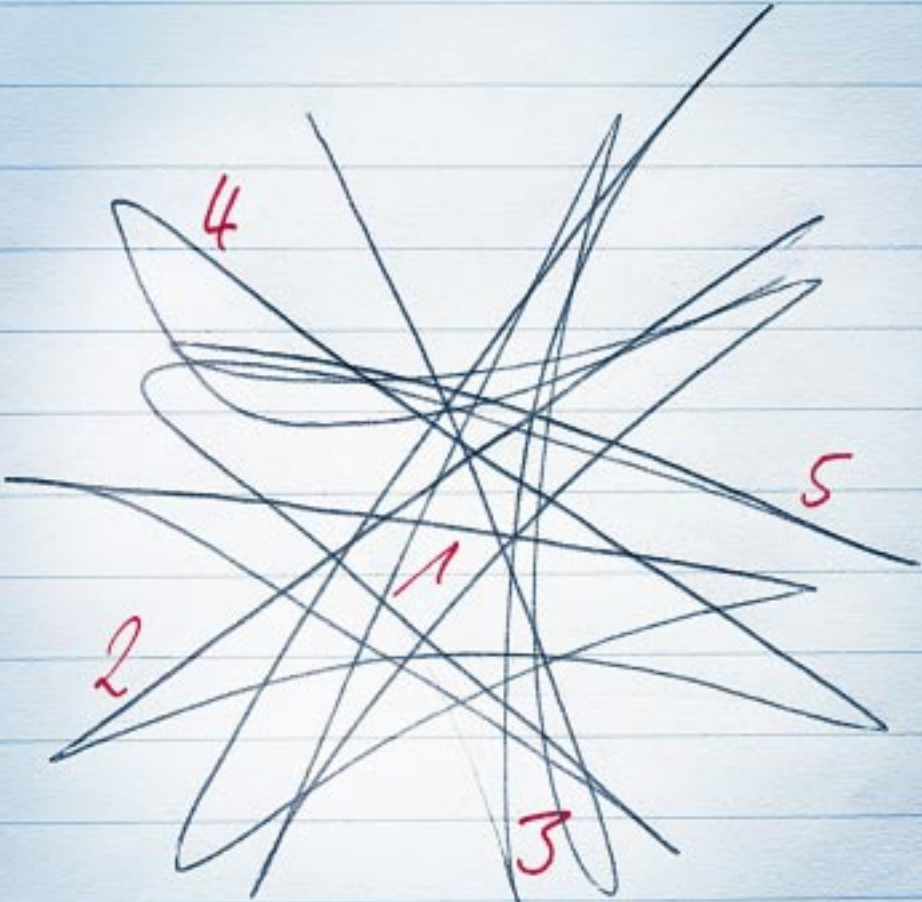
C. M.

Propos recueillis par
Nicolas Weill

Ancienne économie?



Nouvelle économie?



Une seule économie.

Dans le contexte dynamique actuel des affaires, garantir la sécurité des échanges commerciaux devient un enjeu crucial. Le Groupe Gerling Assurance-Crédit est un leader mondial dans ce domaine: fort de plus de 50 années d'expérience, il conçoit des solutions sur mesure pour la gestion du risque-client. Trusted Shops®, Trusted Trade® et Tradecover®, nos nouvelles entreprises spécialisées en e-commerce, ainsi que notre service en ligne Serv@Net, offrent des solutions de pointe à ceux qui veulent faire des affaires en toute sécurité, dans l'ancienne comme dans la nouvelle économie.

 **GERLING**
CREDIT INSURANCE GROUP

www.gerlingcredit.com

Le PARE fait son entrée à l'Assemblée dans une ambiance hostile à gauche

Les communistes affirment qu'ils ne voteront pas ce texte

Mercredi 9 mai, les députés commencent l'examen du projet de loi qui conduit à la validation définitive du plan d'aide au retour à l'emploi signé par le patronat, la CFDT, la CFTC et la CGC. Une partie délicate pour le gouvernement, confronté à de fortes réticences au sein de sa majorité. Les associations de chômeurs appellent à manifester.

REVOILÀ le PARE. Négocié pendant des mois, signé le 19 octobre 2000 par le patronat, la CFDT et la CFTC et la CGC, agréé partiellement par le gouvernement au *Journal officiel* du 6 décembre 2000, transposé, depuis, dans de nouvelles conventions ANPE et Unedic, le Plan d'aide au retour à l'emploi n'en a pas fini. Il doit encore franchir une nouvelle étape, législative cette fois. Mercredi 9 mai, les députés commencent l'examen d'un projet de loi portant diverses mesures sociales, éducatives et culturelles, qui contient l'ultime validation du PARE.

Celle-ci est nécessaire pour permettre à l'Unedic de financer le nouveau dispositif. Applicable au 1^{er} juillet, le PARE mettra fin aux allocations dégressives de chômage, en échange d'une baisse des cotisations. Il se traduira aussi par un nouveau parcours pour les demandeurs d'emploi, soumis à des rendez-vous réguliers. Le texte présenté par Elisabeth Guigou précise que « toutes les aides sont prescrites par l'ANPE », son « rôle pivot » assurant « l'impartialité et la non-discrimination des services offerts ». Ce partage des rôles s'accompagne d'une « clarification » financière: l'Unedic versera à l'Etat 7 milliards de francs en 2001 et 8 milliards en

2002, pour « soutenir des actions de politique de l'emploi ».

Pour le gouvernement, comme pour le PS, la partie s'annonce néanmoins délicate. Combattu par la CGT, FO et les associations de chômeurs, le PARE est rejeté par plusieurs composantes de la majorité plurielle. « Nous n'accepterons jamais un texte qui contient le projet du Medef contesté par deux syndicats majoritaires », a prévenu le député Maxime Gremetz (PC, Somme). Même « les très bonnes mesures » du projet de loi sur l'éducation populaire de la ministre communiste des sports, Marie-George Buffet, « ne modifieront pas notre position. La ficelle est un peu grosse », a déclaré M. Gremetz. Ou bien, a-t-il ajouté, le « PCF se renierait ».

« MAUVAIS ACCORD »

Les Verts voient dans le PARE un « mauvais accord », suspecté, aux yeux du Mouvement des citoyens (MDC), de mener à « un système d'indemnisation à deux vitesses ». Moins hostile sur le principe, le Parti radical de gauche (PRG) craint, lui aussi, que le dispositif « n'oublie les chômeurs les plus éloignés de l'emploi, les RMistes ». Bref, c'est dans une ambiance quasi hostile, à gauche, que le PARE,

approuvé par l'opposition, sera discuté. A l'appel des associations de chômeurs ACI Apeis, MNCP et du syndicat SUD-PTT, une manifestation aux abords de l'Assemblée nationale est d'ailleurs prévue mercredi. Le collectif pour une refondation de l'Unedic, animé par le communiste Yves Dimicoli, tiendra également une réunion dans une brasserie proche du Palais-Bourbon.

Cofondatrice du PARE, la secrétaire générale de la CFDT, Nicole Notat, a été reçue lundi 7 mai, par la ministre de l'emploi et de la solidarité, continuant ainsi une série de rendez-vous avec les partenaires sociaux. Dans « une ambiance très studieuse, avec beaucoup d'écoute réciproque », la confédération syndicale a plaidé pour la disparition du double SMIC, lié aux 35 heures, et jugé « utiles » les mesures prises par M^{me} Guigou contre les licenciements. « Les nouveaux leviers [vont] donner des points d'appui pour une intervention syndicale plus forte et plus exigeante dans l'entreprise pour des reclassements effectifs et durables des salariés menacés », a commenté à la sortie le numéro deux de la centrale, Michel Jalmain, président de l'Unedic.

Isabelle Mandraud

Gaston Flosse (RPR) renforce sa position en Polynésie

Le président du gouvernement obtient à lui seul la majorité à l'Assemblée

PAPEETE
de notre correspondant

Gaston Flosse a réussi son pari électoral. Son parti, le Taheraa Huiraatira, a remporté seul les élections territoriales de Polynésie française, dimanche 6 mai. Avec 28 sièges sur les 49 en jeu, sa formation dispose d'une majorité confortable face à une opposition où les indépendantistes stagnent et où de sensibles évolutions se sont opérées dans le camp des autonomistes d'opposition.

Sans allié – alors qu'il y a cinq ans, il disposait du soutien du Aia Api, la formation du député Emile Vernaudon –, sans le confort d'une surreprésentation des archipels hors Tahiti, l'homme fort de la Polynésie gagne pourtant, pour la troisième fois, le droit de former un gouvernement. M. Flosse, soixante-dix ans, a affirmé pendant la campagne que c'était sa « dernière candidature ». L'électorat polynésien a joué la continuité, rassuré par la cohésion et le bilan de l'équipe en place.

Pour l'opposition, le bilan est mitigé. Les indépendantistes du Tavini Huiraatira, d'Oscar Temaru, maintiennent leurs positions dans les îles du Vent (Tahiti et Moorea), avec 28,17 % des suffrages contre 27,16 % en 1996. Mais leur grande faiblesse dans les archipels éloignés leur inter-

dit toute progression significative en sièges. Avec 13 élus, M. Temaru est loin des 25 sièges nécessaires pour obtenir la majorité. La campagne a permis de constater une évolution qui va au-delà de la sémantique: le Tavini parle davantage, aujourd'hui, de « souveraineté » que d'indépendance. Si ce recentrage n'a pas désorienté son électorat, il n'a pas permis d'entrer dans un processus d'union des oppositions à M. Flosse.

ÉCLATEMENT DES AUTONOMISTES

De leur côté, les autonomistes d'opposition souffrent de leur éclatement. Trois de leurs listes – deux aux îles du Vent et les Verts aux îles Sous-le-Vent – ne parviennent pas à franchir la barre des 5 % des suffrages exprimés. Seule la formation de Boris Léontieff, maire d'Arue et président du Fetia Api, tire son épingle du jeu en doublant ses voix et en obtenant un groupe de sept élus contre deux en 1996. Le grand perdant est M. Vernaudon, député (RCV), qui a désorienté son électorat par ses fluctuations politiques. Allié de M. Flosse en 1996, il est devenu l'un de ses plus virulents contradicteurs. Elu député sous l'étiquette RPR, il a changé de camp en cours de mandat. Pour le vainqueur, M. Vernaudon « est politiquement mort ».

Dès son élection acquise, M. Flosse a donné les grandes lignes de son programme: « accélérer la réforme institutionnelle » qui, par le biais de la formation d'un POM (Pays d'outre-mer), permettrait à l'Assemblée d'obtenir des pouvoirs législatifs en votant des « lois de pays »; accentuer les efforts sur le plan social, notamment en construisant mille logements sociaux par an (sept cents actuellement). La reconduction de la majorité place M. Flosse dans une situation favorable dans ses rapports avec l'Etat, alors que les frictions se multiplient sur le financement d'un nouvel hôpital à Tahiti, dont le président du gouvernement a décidé le lancement sans l'aval de Paris; sur les attributions du groupe d'intervention de la Polynésie (GIP) en matière de sécurité des lieux publics relevant du Territoire.

Les « anti-Flosse », résignés à un nouveau bail de cinq ans dans l'opposition, placent leurs espoirs dans une éventuelle inéligibilité du président du fait des dossiers judiciaires qui le menacent. Cependant, ces formations encore désunies savent par expérience que les ennuis de M. Flosse peuvent se régler au mieux, pour lui, dans les prétoires.

Claude Régent

Une élection cantonale partielle

MARTINIQUE

Canton de Fort-de-France-3 (premier tour).

I., 3 782; V., 774; A., 79,53 %; E., 760. Ball.: Miguel Laventure, UDF, 393 (51,71 %); Johnny Hajjar, PPM, 292 (38,42 %). Elim.: Félix Doutone, MIM, 75 (9,87 %).

[Le candidat UDF Miguel Laventure, conseiller général sortant, arrive en tête au premier tour d'un scrutin marqué par une faible participation. Cette cantonale partielle fait suite à la démission de M. Laventure, touché par le cumul des mandats. Déjà conseiller régional et général, tête de liste aux élections municipales de mars à Fort-de-France, il avait obtenu deux sièges au conseil municipal. La loi sur le cumul ne l'autorisant pas, comme il le souhaitait, à démissionner de son dernier mandat, M. Laventure a choisi de démissionner de son siège de conseiller général et de tenter de le récupérer pour pouvoir quitter le conseil municipal de Fort-de-France.

15 mars 1998: I., 3 935; V., 1 293; A., 67,14 %; E., 1 204; Miguel Laventure, UDF, c. r., 704 (58,47 %); Raymond Saint-Louis-Augustin, PPM, adj. m., 274 (22,76 %); Jean C rusol, PS, c. r., c. m., 196 (16,28 %); Yanès Duquesnay, div. g., 16 (1,33 %); Roger Barbe, div., 14 (1,16 %).

Corse: M. Talamoni juge l'avenir du processus de Matignon « menacé »

JUGEANT le processus de Matignon « menacé dans son équilibre » par les amendements au projet proposés en commission des lois de l'Assemblée nationale, le chef de file de Corsica Nazione, Jean-Guy Talamoni, s'est dit, lundi 7 mai, dans un entretien à l'AFP, « très inquiet ». « On n'est pas à l'abri d'initiatives isolées de parlementaires cherchant à gagner des voix en exploitant le fonds de commerce du racisme anticorsais », a-t-il estimé. « Si l'accord entre l'Assemblée de Corse et le gouvernement est renié, les Corses en tireront les conséquences », a mis en garde le leader des nationalistes, rappelant par ailleurs que les nationalistes attendent toujours des « gestes » du gouvernement en faveur des prisonniers politiques.

DÉPÊCHES

■ **GAUCHE: le deuxième sommet de la gauche plurielle se tiendra fin juin, afin de « fixer les principes communs du travail de la majorité dans le cadre de la préparation de la présidentielle et des législatives »** de 2002, a indiqué, lundi 7 mai, le porte-parole du PS, Vincent Peillon. Un troisième sommet de la majorité devrait avoir lieu à la rentrée prochaine. « Nous n'avons pas le sentiment d'être dans une dérive droite », a ajouté M. Peillon, en réaction aux propos tenus par Robert Hue, le secrétaire national du PCF, dimanche 6 mai, lors de l'émission Vivement dimanche prochain.

■ **HÔPITAUX: après la CGT et FO, la fédération SUD Santé a appelé, lundi 7 mai, à une grève des personnels le 15 mai pour dénoncer « l'attitude du gouvernement dans les négociations sur la réduction du temps de travail » et réclamer des moyens supplémentaires dans la fonction publique hospitalière.**

■ **CLINIQUES: les syndicats FO, CGT, CFTC et CFE-CGC, qui réclament une revalorisation des salaires des personnels, ont lancé un appel à la grève « dans le secteur privé commercial, cliniques et maisons de retraite », jeudi 10 mai.**

SANTÉ L'accident dont a été victime, le 21 avril, un ouvrier vérifiant des soudures à la centrale nucléaire du Blayais (Gironde) illustre la situation difficile des 15 000 à 20 000 sala-

riés des entreprises sous-traitantes d'EDF chargés de la maintenance des centrales. ● UNE ÉTUDE conduite par une sociologue de l'Inserm révèle cet univers et met en cause la

« gestion de l'emploi par la dose » qui conduit à remplacer un salarié dès qu'il approche la limite autorisée de rayonnement. ● ELLE SUGGÈRE de faire financer par EDF des recher-

ches sur les effets de l'exposition à de faibles doses. ● IRRADIÉ accidentellement à la centrale de Tricastin (Drôme), Frédéric Moreau, agent EDF, peine à faire reconnaître en jus-

ta la responsabilité de son employeur. ● EDF SE DÉFEND de toute sélection des salariés en fonction de leur irradiation et fait état d'améliorations sensibles dans ce domaine.

La vie exposée des travailleurs précaires du nucléaire

La maintenance des centrales nucléaires françaises est assurée à 80 % par des entreprises sous-traitantes. Ce qui, selon une étude menée par une sociologue de l'Inserm, permet à EDF de s'exonérer de la gestion des risques de contamination. L'entreprise conteste vigoureusement et met en avant la « saisonnalité » de ces missions

IL ÉTAIT 2 h 20 du matin, le 21 avril, lorsqu'un ouvrier vérifiant des soudures sur des circuits de la centrale nucléaire du Blayais (Gironde), a été irradié à la suite d'une fausse manœuvre. La source radioactive utilisée pour radiographier les soudures avait déchargé sur lui 15 milliSieverts (mSv) alors que la dose annuelle maximale réglementaire est fixée à 20mSv. Comme 15 à 20 000 « nomades du nucléaire », cet employé n'est pas salarié d'EDF mais de l'une de ses sociétés sous-traitantes, CEP Industrie. Tous assurent la maintenance des centrales nucléaires françaises : travaux d'électricité, de plomberie, d'électronique, de calorifugeage, d'isolation ou de nettoyage. Ils supportent plus de 80 % de la dose collective annuelle d'irradiation reçue dans les 58 réacteurs d'EDF.

Impitoyable, l'univers de ces travailleurs apparaît au fil de l'enquête qu'a récemment publiée Annie Thébaud-Mony, sociologue, chercheur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm). Ce travail, nourri du suivi de 35 salariés entre 1988 et 1994, dénonce le recours à cette main-d'œuvre docile, mal protégée et insuffisamment contrôlée. Il met aussi en cause la « gestion de l'emploi par la dose » que permet la sous-traitance, autrement dit le fait de remplacer ces employés dès qu'ils ont reçu la dose de rayons maximale autorisée.

« L'industrie nucléaire est, plus que toute autre, dominée par l'omniprésence d'un risque, celui des effets de la radioactivité sur la santé », écrit Annie Thébaud-Mony. Selon elle, les risques encourus par ces « travailleurs extérieurs » sont décuplés par le choix qu'a fait EDF, depuis une vingtaine d'années, de sous-traiter la majeure partie des opérations de maintenance de ses centrales nucléaires. « La maintenance des centrales nucléaires est aujourd'hui assurée à plus de 80 % par les travailleurs salariés d'entreprises extérieures, prestataires directs de l'industrie nucléaire ou sous-traitantes les unes des autres et intervenant dans cette industrie », souligne la sociologue. Cette sous-traitance en cascade rend difficile le repérage des incidents survenant au cours de ces opérations. « Ce travail sous-traité et les accidents qui s'y rap-

portent sont frappés d'invisibilité », poursuit-elle.

Les opérations les plus exposées aux rayonnements sont les activités de service, qui sont confiées à des travailleurs qui se nomment eux-mêmes les « bêtes à rem » (le rem étant l'ancienne unité de mesure de radioactivité). Ce sont, selon la sociologue, « ceux qui préparent les lieux d'intervention pour que les travailleurs chargés des tâches plus qualifiées puissent intervenir dans des espaces décontaminés ».

DOSIMÉTRIE EN CONTINU

En principe, l'irradiation des travailleurs directement affectés aux travaux sous rayonnements (DATR) est contrôlée en permanence. Elle l'était autrefois par l'intermédiaire de films impressionnés par les rayons gamma, développés tous les mois par le Service central de protection contre les rayonnements ionisants, remplacé aujourd'hui par l'Office de protection des rayonnements ionisants (OPRI). Mais les médiocres performances de cette agence, la discontinuité de la mesure d'exposition et le retard dans la communication des résultats ont fait adjoindre à ces mesures une dosimétrie dite opérationnelle, en continu.



Le travailleur porte un dosimètre électronique qui enregistre en permanence les doses de rayons gamma. Cet enregistrement est informatisé, conservé dans un fichier national, auquel sont connectées les centrales. Le contrôle est exercé par EDF à l'entrée en centrale des travailleurs

DATR. Celui dont la dose cumulée dépasse les valeurs réglementaires n'est simplement pas autorisé à pénétrer dans la centrale mais sans que sa dose cumulée lui soit signifiée noir sur blanc.

Les effets directs de l'irradiation sont difficiles à quantifier car ils met-

tent très longtemps à se manifester et les cancers induits par les radiations n'ont guère de spécificité. Ce qui fait que certaines caisses primaires d'assurance maladie ou certains médecins du travail peuvent ne pas reconnaître l'origine professionnelle de l'affection. « Outre les difficultés à obtenir les preuves de l'exposition, ces salariés connaissent une mobilité d'emploi, de lieux et de postes de travail qui conduisent à des cumuls d'expositions diverses », explique M^{me} Thébaud-Mony. Parmi les trente-cinq travailleurs qu'elle a suivis, cinq sont décédés dont deux du cancer. L'affection d'un seul a été reconnue comme une maladie professionnelle... mais après sa mort. Face à cette situation, « la recherche en toxicologie et la recherche clinique sur les effets des rayonnements ionisants (...) sont inexistantes (...) et la surveillance épidémiologique reste à construire », constate la sociologue qui suggère de faire financer par EDF des recherches sur les effets de faibles doses.

Pourquoi une industrie, qui fonde sa crédibilité économique sur un contrôle technique sans faille du risque radioactif, sous-traite-t-elle l'une des fonctions les plus essentielles de ce contrôle, à savoir la maintenance de ses installations ? interroge la sociologue.

La raison la plus immédiatement mise en avant est le caractère saisonnier des besoins (lire ci-dessous). Le nettoyage, la surveillance de l'usure, le remplacement des pièces du cœur de la centrale ne peuvent s'effectuer que lorsque celle-ci est arrêtée. Et on ne l'arrête, par tranches, que lorsque la demande en électricité est moins forte, soit entre avril et septembre.

DIVISION ET FRACTIONNEMENT

Mais, aux yeux de l'auteur, cette explication en cache peut-être une autre : la sous-traitance permettrait de gérer l'exposition au risque de contamination ou d'irradiation sans que le donneur d'ordres, en l'occurrence EDF, en assure la responsabilité et que les questions d'hygiène et de sécurité fassent l'objet de conflits syndicaux. Annie Thébaud-Mony insiste sur le caractère dispersé des entreprises de sous-traitance fréquemment utilisées en cascade : une stratégie de division sociale du travail, d'une part, et de fractionnement des doses de radioactivité reçues par chacun des intervenants, d'autre part. Les travailleurs appartenant chacun à une structure différente n'ont, en outre, guère de possibilité de faire entendre leur voix.

Les entreprises sous-traitantes offrent le plus souvent des contrats à durée limitée, voire des contrats à durée de chantier. Les ouvriers DATR sont ainsi soumis à une triple flexibilité : celle du temps de travail, du fait de la réduction de la durée des arrêts de tranche ; celle du travail lui-même, qui varie selon l'employeur ; enfin celle qui se produit sur la vie familiale, à cause de la variabilité des salaires, de l'alternance de périodes travaillées ou chômées, mais aussi en raison des déplacements incessants, et de l'impossibilité de programmer des vacances familiales à des dates fixes. Seule « l'écoute véritable de cette parole par ceux qui décident, conclut la chercheuse, peut permettre la connaissance des risques... et de rechercher les moyens de les maîtriser ».

Elisabeth Bursaux

★ L'industrie nucléaire. Sous-traitance et servitude. Editions EDK et Inserm, 272 p., 240 F.

E. Bx

Gymkhana judiciaire pour Frédéric Moreau, agent sévèrement irradié

DEPUIS le 11 mars 1999, la vie de Frédéric Moreau est devenue un enfer. Ce jour-là, selon son récit, cet agent EDF du service sécurité radioprotection de la centrale nucléaire de Tricastin, (Drôme), est entré dans une zone qui aurait dû être interdite, à cause d'une confusion d'affichage des zones dangereuses. Ce n'est qu'en sortant de ce local qu'il a réalisé qu'il y avait eu une grave erreur : les alarmes sonnaient. En 2 ou 3 minutes, il avait été irradié sévèrement. « J'ai appris dans les jours suivants que j'avais reçu une dose de radioactivité de 340 millisieverts (mSv), alors que la limite de dose fixée est de 20 mSv en une année », raconte-t-il. Cette irradiation, confirmée par les examens biologiques, a été considérée comme un accident du travail.

Quelques semaines après l'incident, cet homme de quarante ans a commencé à se sentir vraiment fatigué et il a renoncé au vélo. De juillet à décembre 1999, il a été mis en arrêt de travail pour dépression nerveuse. Il s'est toujours défendu cependant d'être en état dépressif et ne reconnaît qu'un état

de fatigue avec essoufflement. « En fait, je suis anxieux à l'idée d'un risque pour ma santé, confie-t-il. Mais cette anxiété a considérablement augmenté du fait de ma mise au placard dans mon travail. Je n'ai pratiquement rien à faire et ne reçois aucune aide de personne ». Hospitalisé à Valence en septembre 1999 pour y subir des examens pulmonaires en liaison avec son essoufflement, il dit être sorti sans être en possession des résultats du fait d'une panne informatique de l'hôpital. Ces résultats se sont avérés par la suite être normaux.

COMPTE-RENDU D'EXPERTISE

M. Moreau s'est constitué partie civile après que le parquet de Valence eut ouvert une information pour « blessures involontaires causant une incapacité supérieure à trois mois dans le cadre du travail et infraction au code du travail » contre le directeur de la centrale, à la demande des services de l'inspection du travail. Les faits consignés dans le procès-verbal de l'inspection du travail du 24 mars 1999 témoignent en effet de graves négligences

dans l'organisation du travail de maintenance de la centrale.

En décembre 1999, le tribunal correctionnel de Valence devant lequel a comparu le directeur de la centrale d'alors, demandait à entendre comme témoin le PDG d'EDF et ordonnait une expertise médicale. EDF a immédiatement fait appel mais la société a été déboutée en février 2000 par la cour d'appel de Grenoble. En juin suivant, une nouvelle audience était ajournée car l'expertise médicale n'est toujours pas prête. M. Moreau a dû attendre le 6 novembre pour obtenir le compte-rendu de cette expertise. Celle-ci est formelle : M. Moreau ne présente aucun signe d'atteinte psychiatrique ni d'atteinte psychosomatique. Il court cependant un risque accru de développer un cancer dans les dix années à venir, ce qui, selon les experts, explique un état d'asthénie lié à sa souffrance morale. Le tribunal de Valence devrait statuer sur le fond en juin prochain.

EDF se défend de sélectionner ses travailleurs en fonction des doses radioactives reçues

« **TOTALEMENT INFONDÉE** », riposte Laurent Stricker, directeur de la production nucléaire à EDF, lorsqu'on évoque devant lui l'accusation de « gestion de l'emploi par la dose » c'est-à-dire la sélection des quelque 18 000 travailleurs extérieurs qui interviennent sur les 58 réacteurs nucléaires de la compagnie en fonction de la dose radioactive qu'ils ont reçue. Même si leur dosimétrie, comme celle des agents d'EDF, fait l'ob-

jet d'une surveillance attentive.

De fait, les chiffres récents d'EDF semblent indiquer une amélioration sensible dans ce domaine. Depuis dix ans, les doses radioactives reçues par l'ensemble des intervenants, qu'ils soient salariés EDF ou prestataires extérieurs, n'ont cessé de baisser – notamment à la suite de l'affaire des convois SNCF dont la CRIIRAD avait dénoncé la contamination (Le Monde du 9 juillet 1998),

mais aussi en raison d'une robotisation accrue des tâches de maintenance. En 1992, 1 200 personnes avaient reçu des doses supérieures à 20 millisieverts (mSv), ce qui constitue, selon une directive européenne de 1996, la limite annuelle d'exposition pour les travailleurs du nucléaire. En 1997, elles étaient 193, et seulement 3 entre septembre 1999 et fin 2000 – dont 1 agent EDF et 2 intervenants extérieurs en contrat à durée indéterminée (CDI). « Sur 17 personnes dont la dose annuelle a dépassé 20 mSv en 1998, 15 ont retravaillé en zone contrôlée en 1999 », assure encore Laurent Stricker, qui voit là la preuve de l'absence de discrimination – même si, sur ces 17 personnes, 16 étaient des travailleurs extérieurs à EDF.

TRAVAILLEURS « AU TAQUET »

Mais si l'emploi des agents qui dépassent le seuil réglementaire est protégé, qu'en est-il des travailleurs qui se retrouvent « au taquet », en limite de dose, et qu'il devient délicat de soumettre au moindre rayonnement ? « Nous travaillons désormais pro rata temporis. C'est-à-dire que, pour chaque chantier, on connaît le lieu, le débit de dose et la durée des travaux, rappelle Laurent Stricker. On attribue donc à chacun la dose qu'il peut engager et qu'il ne doit pas dépasser. S'il s'en approche, on confie à l'agent des missions hors zone contrôlée et l'on augmente la durée du contrat. »

Certains jugent que cette méthode va pousser les prestataires à tendre vers la limite réglementaire, pour optimiser cette dilution de la dose pratiquée sur le volant des travailleurs extérieurs. Deux indicateurs

infirment ces craintes, si l'on en croit les chiffres fournis par EDF : une tendance à la stabilisation, voire la diminution, du nombre des personnes exposées à des doses allant de 10 à 20 mSv et la baisse du nombre d'intervenants extérieurs « directement affectés à des travaux sous rayonnements ionisants » (DATR). Estimé à plus de 20 000 au début des années 90, ils seraient aujourd'hui 16 000, dépendant de 600 entreprises prestataires.

Depuis un arrêté du 12 mai 1998, il est fait interdiction aux travailleurs « précaires » (intérimaires et contrats à durée déterminée – CDD) d'accéder aux zones oranges et rouges, celles où la radioactivité est la plus forte. Reste le cas d'une catégorie de personnel précaire, engagée par le biais de contrats à durée de chantier (CDC), qui peut encore intervenir en zone rouge. Ces CDC, qui ne sont pas visés par l'arrêté de 1998, sont réputés exercer les fonctions les plus exposées. Ils constituent 2 % des travailleurs extérieurs mais effectuent 6 % des contrats prestataires. EDF ne se dit pas en mesure de fournir leur dosimétrie spécifique. En ce qui concerne les autres catégories de précaires, aucun intérimaire n'aurait dépassé 15 mSv en 2000, doses qui seraient inférieures à celles reçues par les autres prestataires externes – CDD et CDI –, logiquement employés pour des missions plus longues. Désormais, la précarité est en résorption puisque 82 % des travailleurs extérieurs sont en CDI. « Je ne dis pas qu'il n'y a plus rien à faire », convient Laurent Stricker, qui se félicite néanmoins de la mise en place, depuis 1997, d'« instances de suivi »,

qui peuvent examiner les réclamations déposées par les travailleurs extérieurs. Selon M. Stricker, ces instances, qui ont été sollicitées à 136 reprises en 2000, le sont plutôt pour des motifs du type non-versement d'indemnités de déplacement, ou des questions de formation, mais « rarement [sur] la dosimétrie ».

Pour le patron de la production nucléaire, il est en tout cas hors de question, comme le réclament cer-

tains syndicalistes, de réintégrer au sein d'EDF les activités des prestataires extérieurs. « La saisonnalité des opérations de maintenance est telle, estime-t-il, qu'on est obligé d'avoir recours à des entreprises extérieures pour garantir une efficacité économique optimum ».

Hervé Morin

► www.lemonde.fr/nucleaire



Le premier label de confiance européen pour les sites marchands offrant une garantie de remboursement aux acheteurs en ligne.

Voulez-vous en savoir davantage?

Visitez: www.trustedshops.com

Initiative soutenue par la Commission Européenne.



trusted trade

Sécurité en un clin d'oeil!

La première assurance-crédit en ligne et en temps réel pour les échanges sur le marché virtuel.

Voulez-vous en savoir davantage?

Composez le ++49-221-144-62019

ou visitez: www.trustedtrade.com

1 100 foyers français attendent l'adoption d'enfants vietnamiens

Pour rompre avec des pratiques frauduleuses, une nouvelle procédure a été mise en place entre les deux pays. Mais les structures de contrôle sont engorgées par les dossiers en attente et les candidats s'impatientent

1 100 CANDIDATS, ou couples de candidats à l'adoption vivent actuellement dans l'espoir que les autorités vietnamiennes leur confient un enfant. Depuis que, en novembre 2000, l'adoption dans ce pays, suspendue durant deux années, a été officiellement rouverte par le gouvernement français, l'attente leur semble fort longue. Et la tension monte à l'ambassade de France à Hanoï. Lundi 7 mai, la ministre déléguée à la famille et à l'enfance, Ségolène Royal, recevait à Paris la vice-présidente du Vietnam, Nguyen Thi Binh, afin de tenter de débloquer la situation.

Le Vietnam est traditionnellement le principal pays d'origine des enfants adoptés en France : 40 % des adoptions internationales (soit environ 1 500 enfants) sont réalisées dans ce pays. Il était pourtant temps de « renouer les liens de confiance », explique M^{me} Royal. Car les Vietnamiens ont eu le sentiment d'être mis en cause publiquement ». Le 27 avril 1999, la France suspendait brutalement toutes les adoptions d'enfants vietnamiens. Des pratiques « inquiétantes » avaient été découvertes : fraudes sur les documents d'état civil, offres d'achat de nouveaunés, rapt d'enfants.

Les tribunaux vietnamiens commençaient à condamner des responsables de trafics... et les tribunaux français à refuser l'adoption plénière d'enfants vietnamiens. Une circulaire du ministère de la justice, adressée en février 1999 à tous les parquets, recommandait la plus extrême prudence dans le prononcé d'adoptions concernant les enfants en provenance de pays non signataires de la Convention de La Haye de 1993, que la France

a ratifiée en 1998, mais pas le Vietnam.

Pour sortir de l'impasse, une convention était signée par les deux pays en février 2000, qui clarifie la procédure d'adoption au Vietnam : conditions de recueil du consentement à l'adoption des parents biologiques des enfants ; création d'une autorité centrale chargée de garantir la régularité des démarches ; obligation, pour les candidats français, de passer par la Mission de l'adoption internationale (MAI), qui transmet ensuite les dossiers à son nouvel homologue vietnamien. Fin octobre 2000, l'ambassade de France au Vietnam annonçait que les adoptions pourraient reprendre le 1^{er} novembre de la même année, date d'entrée en vigueur de cette convention bilatérale.

« PHÉNOMÈNE D'ACCUMULATION »

Six mois après cette date, pourtant, les dossiers français demeurent bloqués. « La convention internationale a été négociée en un temps record, et les Vietnamiens ont sorti rapidement les textes d'application, faisant preuve de beaucoup de bonne volonté », insiste Serge Degallaix, l'ambassadeur de France, qui reconnaît néanmoins un « problème de démarrage, avec le phénomène d'accumulation ». Après deux années d'arrêt des adoptions, l'ambassade a reçu depuis le début de l'année quelque 1 100 demandes. Et le stock continue de grossir d'une centaine de nouveaux dossiers par semaine.

La nouvelle procédure peine à se mettre en route, « d'autant que la France a tardé à apporter une aide technique, et que se pose un

problème de partage de compétences entre le ministère de la justice vietnamien et les comités populaires, sortes de gouvernements des provinces, en charge de l'adoption », souligne Danielle Housset, présidente de l'association Enfants et familles d'adoption (EFA). Animée par deux personnes, la nouvelle autorité centrale vietnamienne est tout aussi submergée que l'ambassade de France : sur les 1 100 dossiers reçus, cette dernière n'en a pour l'instant transmis que 250 au ministère de la justice vietnamien. Une lenteur qui risque, selon EFA, de pousser les adoptants à recourir à nouveau à des intermédiaires douteux, avant même la mise en place effective de la convention.

Ségolène Royal, se fixant l'objectif d'« un dossier sur trois débloquent avant l'été », a donc annoncé lundi 7 mai le renforcement des moyens de la MAI, et la mise à disposition de l'ambassade de France de 600 000 francs en provenance du ministère de la famille et du Quai d'Orsay. « La volonté de la France de moraliser l'adoption internationale, dit-elle, ne doit pas se retourner contre les adoptants français. Les autorités vietnamiennes souhaitent tout autant que nous mettre fin aux abus. »

Plus directement encore que la ministre, la présidente d'EFA évoque l'« enjeu financier », qui favorise actuellement les couples d'adoptants américains : « Dans la convention, les frais de procédure pour les candidats français sont fixés à 500 francs. Auparavant, les adoptants versaient très officiellement jusqu'à 5 000 francs. »

Pascale Krémer

Le parquet saisi de plusieurs plaintes après les révélations du général Aussaresses

La FIDH et le MRAP visent les « crimes contre l'humanité »

Une plainte pour « crimes contre l'humanité » a été déposée, lundi 7 mai, par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) auprès du procureur de la République

de Paris et le MRAP s'approprie à faire de même, visant les propos du général Aussaresses. La LDH avait déposé une première plainte, elle, pour « apologie de crimes ».

LE PARQUET se serait bien passé du cadeau. Une plainte pour « crimes contre l'humanité » a été déposée, lundi 7 mai, par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), auprès du procureur de la République de Paris, qui commençait justement à étudier celle dont la Ligue des droits de l'homme l'avait saisi vendredi pour « apologie de crimes de guerre », après les aveux du général Paul Aussaresses sur la torture pendant

des crimes contre l'humanité. La démonstration pourrait tenir la route : à travers les propos des généraux Massu et Aussaresses, la fédération note qu'il « est établi que les répressions dirigées contre les populations algériennes par l'armée française [...] ont été inspirées par des motifs politiques et organisées en exécution d'un plan concerté à l'encontre d'un groupe de population civile. »

Passé ce premier cap, les poursui-

qui a d'ailleurs considérablement évolué depuis 1993. La FIDH note d'ailleurs que le parlement a lui-même écarté la jurisprudence Boudarel en transposant en droit interne le statut du tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie et que le juge français « est fondé à puiser dans la coutume internationale la source de son droit ». Le dernier problème est sans doute le plus sérieux : les lois d'amnistie, surtout celle de 1962 – une amnistie réciproque qui accompagne les accords d'Évian –, interdisent en principe toute poursuite sur la guerre d'Algérie. La FIDH a accumulé les textes internationaux pour prouver que l'amnistie a privé les victimes du « droit à un recours effectif » mais le problème juridique est ardu.

La succession de plaintes ne garantit pas que des poursuites puissent être engagées contre le général Aussaresses, et au-delà contre les responsables de la torture en Algérie. Au contraire : beaucoup redoutent que le parquet, pour éviter de s'embourber dans les aléas d'une procédure pour crimes contre l'humanité, s'empresse de suivre la Ligue des droits de l'Homme sur la plainte pour apologie des crimes de guerre : une cote mal taillée, la Ligue est la première à le reconnaître, puisqu'il s'agit de poursuivre le seul général pour ce qu'il a dit et non ce qu'il a fait.

Pour le MRAP, M^{me} Pierre Mairat, envisage de son côté, de porter plainte auprès du doyen des juges d'instruction, en cas de refus d'informer, puis d'aller en appel et jusqu'à la Cour de cassation pour tenter de modifier la jurisprudence.

Franck Johannès

La famille Boumendjel n'attend rien du « juridisme français »

La famille de l'avocat algérien Ali Boumendjel, dont l'assassinat en mars 1957 vient d'être reconnu par le général Aussaresses, ne souhaite pas porter plainte mais demande que la France abandonne la version officielle du suicide et reconnaisse qu'il a été torturé puis exécuté. « Il n'est pas question de porter plainte car cela sera sans résultat, a expliqué Sami Boumendjel, l'un des fils de l'avocat. A chaque fois qu'on a posé la question, la réponse de l'administration française a été très simple : amnistie, bataille d'Alger, secret-défense, culture de l'oubli. Il ne s'agit pas d'aller s'enfermer dans le juridisme français qui est connu pour sa lenteur. Il n'y a rien à attendre de l'Etat français car il a été engagé dans la responsabilité coloniale. »

La famille souhaite « la réhabilitation » de l'avocat, a indiqué sa veuve Malika, « et la reconnaissance de la torture et de l'assassinat de M^{me} Ali Boumendjel et des centaines d'autres résistants de l'ombre qui ont disparu. »

la guerre d'Algérie (Le Monde du 3 mai). Une troisième plainte, elle aussi pour « crimes contre l'humanité », devrait être déposée avant la fin de la semaine par le MRAP, le mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, mais cette fois-ci avec constitution de partie civile, auprès du doyen des juges d'instruction.

La plainte pour apologie est la plus simple, techniquement. « Nous avons choisi la procédure la plus rapide et la plus efficace, indique M^{me} Michel Tubiana, la présidente de la Ligue des droits de l'homme. Pour qu'un tribunal vienne dire qu'on ne peut pas se glorifier d'avoir commis des crimes de guerre. Ce qui ne nous empêchera pas de nous joindre éventuellement aux procédures pour crimes contre l'humanité. » L'apologie de crimes de guerre est un délit de presse, prévu et réprimé par la loi du 29 juillet 1881, et compte tenu des difficultés juridiques à établir le cri-

tes se heurtent à la jurisprudence Boudarel : la Cour de cassation, le 1^{er} avril 1993, a estimé que les persécutions et traitements inhumains infligés aux prisonniers français du Viêt-minh pendant la guerre d'Indochine par un ressortissant français n'étaient pas des crimes contre l'humanité, limités jusqu'à la réforme de 1994 aux « puissances de l'Axe ». La FIDH soutient que cette unique jurisprudence « n'a pas tenu compte des principes généraux du droit international »,

La plainte pour « apologie de crimes de guerre » est plus simple, techniquement, que la plainte pour « crimes contre l'humanité »

me contre l'humanité en dehors de la seconde guerre mondiale et avant la réforme du Code pénal de 1994 (Le Monde du 4 mai), la LDH a préféré ne pas viser l'apologie du crime contre l'humanité, possible elle aussi.

Les poursuites ne sont pourtant pas acquises. « J'étais indifférent, il fallait tuer, c'est tout, je l'ai fait », a écrit le général Aussaresses. « Je dois reconnaître que c'est vrai, nous étions un escadron de la mort » ; « est-ce que ça m'a posé des problèmes de conscience ? Je dois dire que non ». M^{me} Henri Leclerc, le président d'honneur de la LDH, est allé lundi essayer de convaincre le procureur Jean-Pierre Dintilhac qu'il s'agissait bien d'apologie de crimes. Le parquet avance prudemment, et observe que « l'absence de repentance ne fonde pas forcément l'apologie ». Il devrait indiquer avant la fin de la semaine s'il entend engager des poursuites.

Petit échauffement avant de s'attaquer au morceau le plus périlleux juridiquement : la plainte pour crimes contre l'humanité. Dans un long texte, déposé lundi par M^{me} Patrick Baudoin, la FIDH s'attache à fonder les poursuites en trois temps. Il s'agit d'abord de prouver que les crimes commis en Algérie de 1954 à 1962 sont bien

Le suspect du meurtre d'un policier à Evreux accuse son passager

LES RECHERCHES se poursuivaient, mardi 8 mai, en début de journée, pour retrouver le passager du véhicule d'où ont été tirés les coups de feu mortels contre un policier, lors d'un contrôle routier, dans la nuit de dimanche à lundi, dans le centre-ville d'Evreux (Eure) (Le Monde du 8 mai). Interpellé à son domicile, lundi matin, le conducteur du véhicule a nié être l'auteur des tirs et a mis en cause son passager, un homme qu'il dit avoir rencontré par hasard quelques heures auparavant dans une boîte de nuit. Le conducteur a été identifié grâce à la plaque d'immatriculation de son véhicule ainsi qu'à son permis de port d'arme pour le tir sportif. Après les faits, il a regagné son domicile « comme si rien ne s'était passé », a précisé le procureur de la République d'Evreux, Jean Berkani, estimant que ce drame relevait de « l'agression délibérée, gratuite ». Le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, et plusieurs syndicats de policiers ont fait part de leur émotion, soulignant que cinq membres des forces de l'ordre ont été tués depuis janvier dans l'exercice de leurs fonctions – (Corresp.)

Le ministère de la santé fait modifier une recherche controversée sur le sida

A LA SUITE de la controverse déclenchée par une recherche sur le sida menée au CHU de Nice (Le Monde du 8 mai), le ministère de la santé a, lundi 7 mai, fait savoir, dans un communiqué, qu'il avait demandé une modification de ce protocole expérimental, en raison des « risques encourus par les patients devant subir une anesthésie générale pour une biopsie de tissu adipeux ». L'entourage de Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé, précise que, dans ce protocole, les anesthésies générales ont été remplacées par des anesthésies locales. Le ministère a également demandé que les niveaux d'indemnisation des participants à cette étude soient harmonisés pour tous les groupes de patients, infectés ou non par le virus du sida.

DÉPÊCHES

■ JUSTICE : la famille de l'instituteur du village de Zittersheim (Bas-Rhin) qui s'est suicidé, le 12 avril, au moment où les gendarmes venaient l'entendre pour des soupçons de pédophilie, a déposé, lundi 7 mai, une plainte contre X... pour « dénonciation calomnieuse ».

■ FOOTBALL : le parquet de Nanterre a ouvert, lundi 7 mai, une information judiciaire pour « violences avec armes en réunion », à la suite des incidents survenus, la veille, lors d'un match de football à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine).

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LILLE, MEMBRE DE LA CONFÉRENCE DES GRANDES ÉCOLES

Vous avez un Bac +2 et 3 années d'expérience professionnelle...

... vous voulez valoriser vos acquis par une formation compatible avec une activité salariée (horaires adaptés).

Contacts : Annick Dubray et Patrick Audebert - e-mail : desc@esc-lille.fr www.esc-lille.fr

ESC Lille vous permet d'accéder à son diplôme dans le cadre de la formation continue, ESC Potentiels : diplôme de second cycle visé par l'Etat niveau Bac +5, le même diplôme qu'en formation initiale... en 2 ans à Lille ou à Paris.

179, rue de Charonne 75011 PARIS
Tél. : 01 44 64 03 64 Fax : 01 44 64 03 65
Avenue Willy Brandt 59777 EURALLILLE
Tél. : 03 20 21 59 93 Fax : 03 20 21 59 91

ESC LILLE
Ecole Supérieure de Commerce de Lille

Le Monde

AVEC LE MONDE DATÉ JEUDI 10 MAI 2001



Le Monde
du 10 mai
1981

10 F
1,52 €



Avec Le Monde daté jeudi 10 mai 2001, redécouvrez l'édition historique du 10 mai 1981.

Entretiens exclusifs avec Valéry Giscard d'Estaing et Pierre Mauroy pour le vingtième anniversaire de l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Analyses et commentaires pour relire un moment-clé de notre histoire.

Un numéro de collection parfois surprenant, souvent amusant, toujours instructif.

Un supplément au Monde du 9 daté 10 mai
En vente exceptionnellement jusqu'au lundi 14 mai 2001

Quand le tiers-mondisme se drapait dans le bleu, blanc, rouge

MAI 1981

5 IL ETAIT UNE FOIS LA GAUCHE

EN ce 20 octobre 1981, à Mexico, la foule massée devant le monument de la Révolution ponctuée de ses crécelles chaque envolée lyrique, qu'un comédien traduit. A la tribune, François Mitterrand, s'enfiévrant des mots que lui a forgés, pour ce rendez-vous populaire, son conseiller Régis Debray, lance « à tous les combattants de la liberté » le message d'espoir de la France nouvelle.

C'est une ode révolutionnaire, un discours de soutien aux « damnés de la terre », un appel à la révolte des opprimés prononcé aux portes mêmes de l'empire américain, par un zélé des dictatures régionales : « Salut à celles et à ceux qu'on bâillonne, qu'on persécute ou qu'on torture, et qui veulent vivre, et vivre libres. Salut aux séquestrés, aux disparus et aux assassinés, qui voulaient seulement vivre, et vivre libres. A tous, la France dit : « Courage ! la liberté vaincra ! »

Ce jour-là, l'élu du 10 mai énonce le concept de « non-assistance aux peuples en danger », cette « faute morale et politique qui n'est pas encore un délit ». Le « danger », c'est celui de la misère, que François Mitterrand tient alors, avec la dissémination de l'arme nucléaire, pour l'un des deux périls mortels qui pèsent sur l'humanité. A Cancun, où s'ouvre dès le lendemain la première conférence Nord-Sud, le président français plaide pour une « négociation globale » entre pays riches et pauvres, sous l'égide de l'ONU, car « aider le tiers-monde, c'est s'aider soi-même à sortir de la crise ». Ronald Reagan réserve à cette proposition un refus débonnaire mais têt.

« Jaurès planétaire » – pour citer Claude Cheysson, son ministre des « relations extérieures » –, François Mitterrand inscrit « le développement des pays pauvres » parmi les cinq « idées simples » autour desquelles s'ordonne sa diplomatie, avec l'indépendance nationale, l'équilibre des blocs militaires dans le monde, la construction de l'Europe et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. « J'aurai une ambition politique à l'égard du tiers-monde conforme à l'exigence de solidarité entre les hommes », avait promis le candidat Mitterrand. Devenu président, il dénonce, en toute occasion, « le partage inégal des richesses » ; il fustige « le désordre monétaire international » dont l'Amérique s'accroche et qui éreinte d'abord les plus pauvres ; il demande une stabilisation des cours des matières premières.

En matière de défense, les réorientations décidées par François Mitterrand étaient connues depuis 1978. François Mitterrand a réaffirmé notre autonomie de décision, ce qu'il fera encore en 1994. En même temps, à l'affirmation selon laquelle la question des euromissiles ne nous concernait pas, il oppose son fameux : « Les pacifistes sont à l'Ouest, les missiles à l'Est », exprimant ainsi l'idée que l'Alliance atlantique pouvait être faite de nations souveraines et, en même temps, solidaires, en particulier la France et l'Allemagne.

La continuité n'est donc pas si forte avec la période précédente. Si l'on y ajoute, dans l'organisation des armées, la décision de ne pas produire la « bombe à neutrons »

La France réduira ses ventes d'armes et doublera son aide aux pays pauvres. Paris sera solidaire avec les nations déshéritées. Promesses... Très vite, la gauche s'est heurtée au « réel »

La démocratie, constate-t-il, est impossible sans développement : il faut donc se montrer généreux. La France, annonce-t-il, doublera son aide publique au développement, en la portant hors DOM-TOM, au terme du septennat, à 0,70 % de son PNB, l'objectif fixé par l'ONU. Cet engagement, qui reprend l'une des « 110 propositions » socialistes de janvier 1981, sera à moitié tenu : l'aide culmine à 0,56 % en 1986 avant de rechuter. Il laissera la place à une autre priorité, l'allègement des dettes. Si le tiers-mondisme de François Mitterrand, homme de l'universel, attentif depuis toujours aux rumeurs de la planète, restera plus verbal qu'efficace, c'est parce qu'il est, bien sûr, très vite victime de ce que lui-même appellera « les incessantes ruptures entre l'idéal et le réel » que provoquent l'épreuve des faits, la résistance des hommes et les contraintes budgétaires. « Il faut avoir l'ambition de nos moyens, conviendra-t-il plus tard, et s'en tenir à l'affirmation de nos principes. » Quatre ans avant d'entrer à l'Élysée, il avait écrit, comme dans un pressentiment : « Il est aisé de gouverner un monde imaginaire habité par des certitudes. Mais quand le monde réel surgit, patatras ! » Patatras ! en effet. Et d'abord, en Afrique, champ d'action privilégié de la France, socialiste ou non.

Pour François Mitterrand, l'Afri-

(alors au point), la création de la Force d'action rapide (FAR) en 1982, qui fournira la division Daguet dans la guerre du Golfe, le début de la féminisation des armées, la suppression des tribunaux militaires et de la Cour de sûreté de l'Etat, le statut de l'objection de conscience, la modernisation du règlement de discipline générale, on constate que 1981 ouvre, en matière de défense comme ailleurs, une période de réformes.

2 Comment le premier gouvernement socialiste a-t-il aménagé ses rapports avec les services spéciaux ?

Les rôles respectifs de la DST et de la DGSE demeuraient ambigus et souvent concurrents, notamment dans la lutte contre le terrorisme. Cette situation n'a pas échappé à François Mitterrand. Ultérieurement, les drames subis au Liban puis dans le Pacifique ont donné la mesure de nos limites et de nos insuffisances. Ni le choix des responsables ni celui des structures ne semblaient obéir à un



JEAN-CLAUDE FRANCOLINI/GAMMA

Mexico, le 20 octobre 1981. François Mitterrand s'adresse à « tous les combattants de la liberté » et « aux damnés de la terre »

que fut un grand amour de jeunesse, auquel il est resté fidèle. Il la découvre en 1947, ébloui. Il y retourne, conférencier, puis jeune ministre de la France d'outre-mer. Elle lui inspire quelques poèmes un peu maladroits, et des métaphores féminines : « L'Afrique dort sans mouvement. Les membres étirés sous tant de latitudes. Pas un frisson ne la traverse. » Il apprend son Histoire, sa

culture, ses tribus. Il rencontre ses chefs. En 1951, il scelle une alliance avec le leader ivoirien Houphouët-Boigny, qu'il persuade de rompre avec les communistes. Ce joli coup ouvrira la voie aux réformes qui conduiront, en 1956, à la loi-cadre de Gaston Defferre puis aux indépendances. C'est en Afrique, écrira-t-il, « que ma vie publique a pris son sens ». De cette « expérience politi-

que primordiale » il a gardé la conviction que la France importe à l'Afrique – et vice versa.

Trente ans plus tard, l'Afrique de Papa – celle des anciennes colonies – accueille la victoire de François Mitterrand avec une sourde inquiétude. Les idées socialistes – « redécoloniser » la coopération, « redéployer » l'aide, promouvoir un « développement autocentré » –

ne lui disent rien qui vaille. Elle redoute de voir les intérêts du pré carré francophone se dissoudre dans le tiers-mondisme échevelé du PS. Aux yeux de l'Afrique, la France du 10 mai a un visage, celui du socialiste Jean-Pierre Cot : coiffure afro, allure juvénile, style direct. Le nouveau ministre de la coopération et du développement veut, non sans candeur, moraliser les rapports franco-africains : cesser de financer « n'importe quoi à n'importe qui », démanteler les réseaux des barbouzes, dissoudre les gardes prétorienne, éviter toute familiarité excessive avec les chefs d'Etat, se garder de cautionner les régimes trop brutaux, insister sur le respect des droits de l'homme (il consultera, dit-il, les rapports d'Amnesty International avant chacune de ses tournées).

L'ANGÉLIQUE Jean-Pierre Cot va vite déchanter. « Ce n'est pas facile, soupire-t-il, d'appliquer la politique socialiste en Afrique. » Et il rappelle alors une évidence : « Le 10 mai a eu lieu en France, pas en Afrique ! » Il sous-estime les intérêts en place, l'influence des entreprises françaises, la puissance des réseaux, la force des liens personnels tissés de longue date. Souvent court-circuité par le fil direct qui relie le continent noir à l'Élysée, où Jean-Christophe, le fils cadet du président, rejoindra Guy Penne, il découvre que l'Afrique est le plus réservé des domaines réservés.

Soucieux de ne pas déstabiliser les équipes amies au pouvoir, François Mitterrand choisit la continuité. La France s'engue à nouveau dans le clientélisme : elle réhabilite le Zaïrois Mobutu, reçoit le dictateur guinéen Sékou Touré, vole au secours du Tchad agressé par la Libye. Les accords de défense sont maintenus en l'état. Désespérant de voir mettre en œuvre la réforme de son ministère, Jean-Pierre Cot démissionne en décembre 1982. Son remplacement par Christian Nucci sonne le glas de l'utopie socialiste en Afrique. Un mois plus tard, le président affirme : « Les relations franco-africaines n'ont pas besoin d'évoluer, elles sont bonnes. »

La « France nouvelle » oublie, sans états d'âme, et du jour au lendemain, une autre promesse électorale : réduire les ventes d'armes. « Nous sommes en valeur relative le premier pays au monde vendeur d'armes. Ce n'est pas la bonne direction », avait constaté le candidat Mitterrand avant d'annoncer : « Nous refuserons toute livraison aux gouvernements racistes et fascistes. » Paris ne fournira pas d'armes au Chili « fasciste » de Pinochet, ni au régime « raciste » de Pretoria. Mais tous les autres, y compris les dictatures d'Argentine ou d'Irak, sont livrés. Le lobby militaire-industriel, favorable à une politique commerciale agressive, impose vite ses vues.

François Mitterrand et son ministre de la défense, Charles Hernu, ne manquent pas d'arguments pour justifier cette volte-face : l'industrie nationale de l'armement est en jeu, avec ses manufactures, ses arsenaux et ses 300 000 employés, d'ailleurs fortement syndiqués à gauche ; le seul marché intérieur ne suffit pas à financer la modernisation de l'armée française ; et puis, pourquoi devrait-on abandonner ces contrats à des concurrents sans scrupule ? « Il faut bien soutenir notre commerce extérieur », résume le président. A ceux qui lui reprocheront d'avoir abandonné, parvenu au pouvoir, certaines nobles ambitions internationales, François Mitterrand répond : « Le socialisme à la française, je n'en fais pas une Bible ! » Au milieu des années 1970, il écrivait déjà : « Le socialisme n'est pas un dogme, c'est une méthode. Ce n'est pas un objectif, c'est une démarche. »

Jean-Pierre Langellier

Chronologie

● **12 juillet 1950-8 août 1951** : François Mitterrand est ministre de la France d'outre-mer dans le gouvernement de René Pleven (UDSR).

● **1957** : François Mitterrand publie *Présence française et abandon*.

● **26 juin 1972** : signature du Programme commun de la gauche dans lequel le Parti socialiste de François Mitterrand fait accepter les institutions européennes au Parti communiste.

● **24 janvier 1981** : au congrès de Créteil, le Parti socialiste adopte pour programme de campagne présidentielle les « 110 propositions pour la France ». Le PS propose notamment la réduction à six mois du service national et « des liens privilégiés » avec les pays non alignés méditerranéens et africains, « spécialement l'Algérie ».

● **22 mai 1981** : Jean-Pierre Cot est nommé ministre de la coopération et du développement.

● **21 octobre 1981** : avant de participer à Cancun (Mexique) à la première conférence Nord-Sud, François Mitterrand énonce, dans un discours à Mexico, le concept de « non-assistance aux peuples en danger ».

● **4 mars 1982** : François Mitterrand affirme à Jérusalem, devant la Knesset, le droit des Palestiniens à une « patrie ».

● **8 décembre 1982** : Jean-Pierre Cot démissionne.

● **21 janvier 1983** : devant le Bundestag, François Mitterrand appelle à un équilibre stratégique Est-Ouest impliquant l'installation de missiles nucléaires en Allemagne fédérale.

Double menace pour l'Italie

par François Loncle

Le 13 mai sera un jour historique en Italie : pour la première fois depuis plus de trente ans, une législature ira à son terme. Cette performance est à porter au crédit de la coalition de L'Olivier.

En cinq ans, Romano Prodi, Massimo D'Alema et Giuliano Amato ont accompli un travail considérable, redonnant confiance et espoir à leurs compatriotes. Ils ont sauvé leur pays du naufrage moral dans lequel l'avaient plongé les révélations de l'opération « Mains propres ». Ils ont réalisé de profondes réformes structurelles qui ont permis à l'économie de redevenir innovante et conquérante, au point que l'Italie a fait partie du premier cercle de l'euro. Aujourd'hui, leur pays a retrouvé un rôle dynamique au sein de l'Union européenne et regagné sa place sur la scène internationale, assumant pleinement ses responsabilités dans les crises albanaise et kosovare.

Nouveau candidat de L'Olivier au poste de président du conseil, Francesco Rutelli s'engage à poursuivre la « rénovation » de l'Italie, comme il l'a fait pendant sept ans en tant que maire de Rome. A la tête de la capitale italienne, ce décideur jeune, honnête et pragmatique peut se targuer d'un bilan flatteur : Rome s'est embellie, les monuments ont été restaurés, les transports modernisés, des milliers d'entreprises sont venues s'y installer, créant 81 000 emplois, les espaces verts ont nettement progressé alors que la pollution diminuait sensiblement.

Mais, le 13 mai, on n'assistera pas seulement au combat entre Cicciobello (beau gosse) et Sua Emittenza (Silvio Berlusconi). Ce jour-là, « la démocratie est en jeu », pour reprendre l'appel lancé par mille personnalités italiennes, comme l'astrophysicienne Margherita Hack, le Prix Nobel de médecine Rita Levi Montalcini, l'écrivain Andrea Camilleri...

En effet, la coalition de droite, pompeusement baptisée Maison des libertés, représente une double menace pour l'Italie.

Tout d'abord, une menace pour la démocratie. Cette Maison des libertés, qui véhicule un populisme racoleur pêchant dans les eaux troubles de la xénophobie et exacerbant les tensions entre les régions et les communautés, ressemble plutôt à une coalition antagoniste où se côtoient des conservateurs, des libéraux, des démocrates-chrétiens, quelques républicains face à des activistes catholiques, des post et néofascistes, des séparatistes... Maître de maison, Silvio Berlusconi est un démagogue arrogant, un opportuniste vaniteux, un mégalo-mane revanchard qui se prend pour « le meilleur leader du monde », inondant la péninsule d'affiches à sa gloire exclusive. Pour flatter ses électeurs, il recourt à un anticommunisme aussi viscé-

ral qu'écule, fait des blagues douteuses sur les malades atteints du sida ou s'adonne au dérapage verbal indigne d'un homme qui ambitionne de diriger un grand pays.

Berlusconi n'argumente pas, il insulte, il injurie, il insulte : il a ainsi qualifié Giuliano Amato d'« idiot de service » et Rutelli d'« idiot utile ». Son allié de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, n'est pas en reste : il a traité l'actuel président du conseil de « nain nazi ».

Berlusconi n'est pas le gominé souriant de ses affiches. C'est un carnassier vindicatif qui n'hésite pas à accuser la Cour constitutionnelle d'être « aux mains de la gau-

Berlusconi

n'est pas le gominé

souriant

de ses affiches.

C'est un carnassier

vindicatif

che », à sonner la charge contre la télévision publique, à tempêter contre une émission satirique, à attaquer le doyen des journalistes, le vénérable Indro Montanelli, un homme de droite qui estime pourtant que Berlusconi « fait peur » et que « son Italie est la pire jamais vue ».

Berlusconi personifie ce que Guy Hermet dénomme le « néopopulisme médiatique », où « l'utilisation intense des technologies modernes de communication l'emporte sur la substance ». Comme l'a analysé Umberto Eco, Berlusconi ne fait pas tant de la politique que de la publicité. Il ne considère pas les Italiens comme des citoyens mais comme des consommateurs. Le nom de son parti Forza Italia ! s'apparente d'ailleurs à une réclamation. Il tente une OPA sur la démocratie italienne, comme on acquiert une usine ou un club de football. Il conçoit la campagne électorale comme une vaste opération de marketing destinée à vendre le produit Berlusconi. C'est pourquoi il a adressé à toutes les familles italiennes sa biographie *Une histoire italienne*. Mais cette édifiante *success story* d'un entrepreneur audacieux ne dit rien sur les origines douteuses de sa fortune exposées par Marco Travaglio et Elio Veltri dans leur livre *L'Odeur de l'argent*.

Comment Berlusconi est-il devenu l'homme le plus riche d'Italie, le 3^e d'Europe et, selon le magazine *Forbes*, le 14^e au monde ? Comment a-t-il bâti son immense empire médiatique ? Outre qu'elle ne peut qu'engendrer des conflits d'intérêts, cette concentration de pouvoirs, médiatiques, industriels, financiers et politiques, entre les mains d'un seul homme constitue un risque sérieux pour

la démocratie. D'autant que Berlusconi sent le souffre. Il fréquente plus souvent les bancs des tribunaux que les tribunes du stade de son club milanais. En 1997 et 1998, Berlusconi est condamné à trois reprises par la justice italienne, pour falsification aggravée de bilan et d'autres affaires de corruption. La Commission européenne enquête sur les exonérations fiscales dont aurait bénéficié son groupe télévisé Mediaset quand il était président du conseil. Le juge espagnol Baltasar Garçon a demandé la levée de l'immunité parlementaire de Berlusconi, soupçonné de douze délits fiscaux commis dans la gestion de la chaîne Telecinco appartenant à Mediaset. Il est notamment accusé d'avoir couvert une fraude fiscale de 108 millions d'euros. Enfin, le cabinet londonien d'analyse comptable KPMG a récemment révélé que soixante-quatre de ses sociétés seraient domiciliées dans les paradis fiscaux et que leurs bilans auraient été falsifiés pour un montant de 1 500 milliards de lires. Berlusconi devrait-il bénéficier d'une super prime à la casserole ?

Berlusconi et ses alliés sont aussi une menace pour l'Europe – et bien plus grave que celle représentée par Jörg Haider en Autriche. Prêt à tout pour reconquérir le pouvoir, Berlusconi n'a en effet reculé devant aucune compromission, s'alliant avec les postfascistes de Gianfranco Fini, les séparatistes de l'imprévisible Umberto Bossi qui l'avait pourtant renversé en 1994, et même les néofascistes de Pino Rauti

Face à la double menace que représente

la triade Berlusconi-Bossi-Fini,

ne relâchons pas notre vigilance

et notre fermeté

avec lequel il a conclu un accord électoral en Sicile.

Leurs thèses xénophobes, ultralibérales et nationalistes remettraient en cause toute l'architecture européenne et porteraient préjudice à la cohésion de notre Union. C'est pourquoi les démocrates européens ne peuvent rester indifférents à ce qui se passe au-delà des Alpes, notamment les Français qui entretiennent depuis des siècles une relation privilégiée avec le peuple italien. Affirmons clairement comme Jacques Delors que « l'entrée d'un mouvement xénophobe et anti-immigrés dans le gouvernement d'un grand pays comme l'Italie serait un danger réel pour l'Europe ». Dénonçons le risque que fait peser le mouvement poujadiste d'Umberto Bossi qui développe une stratégie paranoïaque et haineuse.

La Ligue du Nord a troqué ses discours séparatiste pour des diatribes xénophobes dont la princi-

pale cible sont les immigrés musulmans, alors que les étrangers ne représentent que 2,2 % de la population. Son quotidien *La Padania* a récemment publié un odieux photomontage montrant la cathédrale de Milan transformée en mosquée devant laquelle prie une foule de musulmans. Les maires liguriens imaginent diverses mesures discriminatoires : à San Genesio, les portes de la ville sont gardées la nuit par des *vigilantes* chargés d'empêcher les étrangers d'y pénétrer ; à Trévise, les bancs publics ont été supprimés car trop d'immigrés s'y reposaient ; à Alessandria, ceux-ci doivent produire un « certificat de bonne constitution ». Bossi réclame, lui, que les immigrés passent des tests HIV.

Volontiers gouailleux et agressif, entouré de sa garde de Padania – 3 000 Chemises vertes qui font le coup de poing contre les immigrés, les drogués, les prostituées et les marginaux –, Bossi cultive les mêmes penchants malsains que son compère de Carinthie Haider, « un brave garçon ». A Vicenza, Bossi et Haider ont fustigé ensemble la bureaucratie « stalinienne » de Bruxelles, le déclin des valeurs et surtout « les communistes, les banquiers et les francs-maçons », ces « forces obscures en Europe » qui « détruisent l'identité des peuples » et « les familles naturelles ».

Face à la double menace que représente la triade Berlusconi-Bossi-Fini, ne relâchons pas notre vigilance et notre fermeté.

Face à la double menace que représente

la triade Berlusconi-Bossi-Fini,

ne relâchons pas notre vigilance

et notre fermeté

tée par les Quinze à Nice. Le ministre belge des affaires étrangères, Louis Michel, l'a rappelé : « Nous ne pouvons pas rester spectateurs de l'arrivée de partis d'extrême droite au gouvernement italien. »

Comme le dit l'écrivain Antonio Tabucchi, l'Italie de Berlusconi, « c'est l'Italie dont nous ne voulons pas ». Au contraire, Francesco Rutelli incarne l'Italie que nous aimons, l'Italie généreuse, créative, européenne.

Roberto Benigni raconte que, « tout petit déjà, Berlusconi disait : "Je deviendrai président du conseil ou rien." Il est parvenu à devenir les deux ». En 1994, Berlusconi a déjà été président du conseil pour sept mois. Que le peuple italien ne permette pas à cet histrion de rejouer cette triste farce.

François Loncle est président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

L'impasse du centre gauche

par Gianni Riotta

POURQUOI, malgré les résultats importants du gouvernement italien de centre gauche de L'Olivier, l'opposition de la Maison des libertés a-t-elle, dans les sondages, l'avantage pour les élections législatives du 13 mai ?

Certains sont persuadés que le pouvoir de Silvio Berlusconi, fondateur du parti Forza Italia et magnat de l'empire Mediaset, réside dans le contrôle médiatique des télévisions. L'inégalité du rapport de forces entre partis dans les moyens de communication est certes déplorable, mais ce serait faire preuve de myopie que d'expliquer le succès du Pôle par les seules antennes de télévision. En 1994, un Berlusconi débutant en politique a gagné les élections avec, pour lui, les trois chaînes Mediaset. En 1995, aux élections régionales, et en 1996, aux élections législatives, il a été battu, malgré le soutien de Mediaset et bien que les chaînes du service public soient truffées de journalistes amis. La télévision est donc un facteur important, mais pas décisif.

La presse internationale met l'accent sur le conflit d'intérêts, le labyrinthe des affaires et des réseaux politiques sur lesquels règne Berlusconi. Le Pôle gagnerait les élections grâce à la corruption de notre électoral, persuadé comme Gucciardini que seul compte « le particulier », et que l'intérêt national est secondaire. Cette thèse est tout aussi insuffisante. Si la constitution morale des Italiens est à ce point malade, comment se fait-il que le pays se soit acquitté, jusqu'au dernier centime, des frais d'entrée dans le club européen ? Comment se fait-il qu'il ait élu, proprement, Romano Prodi en 1996 ? Est-il possible que cinq ans aient suffi pour que nous nous transformions d'« Européens responsables » en « cyniques indifférents » ?

Non. L'impasse du centre gauche a des racines plus profondes, et si la gauche veut en sortir, après les résultats du 13 mai, elle doit en prendre acte rapidement. Les raisons politiques, mais relevant aussi d'antipathies et de rivalités personnelles, qui ont produit les décapitations en chaîne – Romano Prodi éliminé au profit de Massimo D'Alema, remplacé à son tour par Giuliano Amato – ont convaincu les électeurs, particulièrement les modérés et les indépendants, que L'Olivier génère l'instabilité. Les études menées par le quotidien *La Stampa* parmi des échantillons représentatifs d'électeurs du centre parlent de « trahison » : « J'avais voté pour Prodi, un ex-manager, et je me suis retrouvé avec D'Alema, un ex-communiste, et Amato, l'ex-bras droit de Craxi ».

Pour ne rien arranger, le candidat de la gauche, Francesco Rutelli, le jeune et énergique maire de Rome, ville qu'il a bien administrée pendant l'épreuve du Jubilé 2000, n'a pas été soutenu par ses alliés au cours de la campagne électorale. Les leaders du centre gauche ont donné bien des fois l'impression d'accorder plus d'importance à leurs luttes fratricides qu'à l'affrontement direct avec Berlusconi. Devant cette confusion, beaucoup d'électeurs, sans enthousiasme peut-être, espèrent trouver la stabilité dans le Pôle.

C'est ce qui explique pourquoi les Italiens sont si peu sensibles au caractère conflictuel des intérêts de Silvio Berlusconi. En essayant tour à tour les flatteries ou les menaces, la gauche, avec cinq ans de gouvernement pour elle, n'a pas su mettre Berlusconi devant un choix clair – homme politique ou homme d'affaires. Parler de « fin de la démocratie » à propos du caractère conflictuel des intérêts de Berlusconi n'est pas convaincant si l'on n'a pas su l'affronter à temps. Agiter à la dernière minute une question importante, éthique et civique, sans l'avoir résolue pendant toute une législature, peut mobiliser une base militante dans les meetings, mais ne peut convaincre les électeurs indépendants et les jeunes de moins de vingt-cinq ans, toujours plus orientés à droite.

Si la gauche échoue, c'est pour une raison encore plus sérieuse et plus stratégique, qui n'a pourtant jamais été discutée au cours de la campagne électorale. La coalition sociale qui sent que ses intérêts sont défendus par L'Olivier est aujourd'hui en Italie moins nombreuse que la coalition sociale qui se sent soutenue par le Pôle. La métropole de Milan a valeur de test. Depuis des années, la gauche

perd la capitale du Nord parce que la base de gauche classique, ouvriers, classe moyenne, intellectuels, est moins fournie que le bloc des retraités, des nouvelles professions, des jeunes des banlieues qui font le succès du Pôle.

Sécurité, allègements fiscaux, rêve d'une vie de travail riche en opportunités apparaissent dans les sondages comme autant de messages de droite que la gauche n'a pas su assimiler. La gauche a présenté en 1993 Nando Dalla Chiesa, fils du général Dalla Chiesa, assassiné par la Mafia, un sociologue populiste, et il a perdu. Elle a alors essayé, en 1997, avec Aldo Fumagalli, un jeune et brillant chef d'entreprise qui, à contre-courant, a exclu de sa coalition la gauche philo-soviétique de Refondation communiste. Il a perdu à son tour.

Quels que soient les vainqueurs des élections, les tâches de nos hommes politiques sont déjà tracées. La Maison des libertés doit se dégager du conflit des intérêts de Silvio Berlusconi : il est illusoire pour la droite et ses leaders modérés, comme Gian-

Ce n'est qu'en

rassemblant

les jeunes de

l'anti-mondialisation

qui défileront au G 8

de Gênes cet été

et les banquiers

éclairés de la City

de Milan que la

gauche peut

gouverner en Italie

ni Letta, ainsi que les cadres les plus avisés de Mediaset, tels que Fedele Confalonieri, le savent parfaitement, d'espérer liquider par quelques couches de cosmétique le scepticisme des partenaires internationaux, qui n'accorderont pas de trêve au leader-magnat Berlusconi.

Et il lui faudra dans le même temps éviter les gaffes avec les « durs » du Pôle. Le maire Chieti, Cucullo, qui fait l'éloge de Hitler. Le fondateur de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, qui parle d'épurer les journalistes indésirables de la RAI. Le monde est politiquement correct, chose qui ne sera peut-être du goût des éditorialistes italiens de droite, mais le gouvernement de Berlusconi devra surveiller ses manières. Quant à L'Olivier, il devra regagner un leadership qui ne soit pas grevé de querelles d'école maternelle, et cela ne lui sera pas facile après avoir usé trois leaders du calibre de Prodi, de D'Alema, d'Amato, après avoir présenté Walter Veltroni à la mairie de Rome et ne pas avoir donné son plein appui à Rutelli.

Ceux qui guideront le centre gauche devront mettre fin à la guerre civile au sein de L'Olivier. Ce n'est qu'en rassemblant les jeunes de l'antimondialisation qui défileront au G8 de Gênes cet été et les banquiers éclairés de la City de Milan que la gauche peut gouverner en Italie. La fin de l'opaque campagne électorale de 2001 marquera enfin pour le vainqueur le moment de traiter les problèmes les plus difficiles, ceux dont on parle le moins, à la seule exception du président de la République, Carlo Azeglio Ciampi : l'absence de compétitivité de notre pays sur les marchés internationaux, la résignation des gens qui ne font plus d'enfants, une école qui n'apprend plus ni à lire ni à compter, une classe intellectuelle qui déserte le terrain et contraint les meilleurs cerveaux à faire leur valise.

Nous contenterons-nous de vivre en série B ? D'autres pays jeunes, de l'Espagne à l'Irlande, veulent nous dépasser, dans l'Union européenne et au G8. Ce n'est peut-être qu'un hasard, mais le réalisateur emblématique de la nouvelle Espagne est le volcanique et coloré Pedro Almodovar, quand notre champion est le mélancolique et élégant Nanni Moretti.

Gianni Riotta est codirecteur de « La Stampa ».

(Traduit de l'italien par François Maspero.)

L'homme qui tue la culture

par Daniel Toscan du Plantier

AU moment où – enfin – l'opinion internationale s'émeut de l'arrivée possible, probable disent les spécialistes, à la tête de l'Italie de Silvio Berlusconi, il est nécessaire de rappeler aux oublieux l'entreprise de destruction culturelle dont il est l'acteur principal depuis vingt ans.

Sa proximité du pouvoir socialiste, avant qu'il devienne le chef de Forza Italia !, lui a donné très vite une force considérable qui lui a permis d'organiser le paysage audiovisuel à sa main, jusqu'à ce jour, sans que jamais aucun des gouvernements successifs, souvent de centre gauche, s'y soit opposé.

A la vérité dans ce secteur M. Berlusconi est au pouvoir depuis longtemps, et il est aisé, hélas, d'en constater les effets. Le plus frappant tient évidemment à la situation du cinéma italien, passé de la première position en Europe tant en termes de qualité que de nombre de films produits à la situation d'aujourd'hui qui, malgré

d'inévitables et heureux soubresauts, reste atone et sans signe visible de vraie renaissance.

La présence, dans la sélection officielle à Cannes, de quatre films – après une année « sans » – ne suffit pas, et le retour de Nanni Moretti ne peut combler à lui tout seul l'insuffisance du renouveau créatif au niveau où l'avait laissé la géné-

A la vérité dans ce secteur

M. Berlusconi est au pouvoir

depuis longtemps, et il est aisé, hélas,

d'en constater les effets

ration de cinéastes précédente.

Dans ce paysage désolé, l'énergie positive de quelques-uns et en particulier de la chaîne payante Telepiù, filiale de Canal+, à qui elle a déjà coûté beaucoup d'argent, participe au maintien d'une production *a minima* sans que jamais ni loi ni réglementation particuliè-

re aient organisé les relations avec les télévisions, condition même de la survie du cinéma dans un pays moderne.

Cette grande cinématographie qui a dominé le continent pendant plus de trois décennies après la deuxième guerre mondiale a vu s'éteindre la flamme originale qui lui avait fait anticiper les grands

mouvements de pensée du secteur.

Le néoréalisme, mis en mouvement par les Rossellini, De Sica, Visconti, avait ouvert la voie à une révolution de l'écriture, permettant à une nouvelle génération de s'exprimer : les Fellini, Antonioni, Rosi, Scola, Comencini, Risi, tous ces maîtres exemplaires ont réin-

venté le cinéma des frères Lumière en associant la personnalisation avec la force du miroir social, créant un modèle qui a nourri toutes les « nouvelles vagues » du monde.

En quelques années, cet exemple enchanteur s'est détruit devant l'explosion des télévisions privées vite passées de l'anarchie créative d'après 1968 au monopole d'un seul, qui l'exerce sans foi ni loi, fabriquant la première fortune du pays et un contre-exemple démocratique et culturel sans équivalent dans le monde développé.

Aux nombreuses suspensions, objet d'enquêtes judiciaires, qui encerclent le futur maître de l'Italie (liens avec la Mafia, corruptions variées...) s'ajoute un crime dûment constaté et renouvelé d'éradiation culturelle de la terre des arts, berceau de la création mondiale.

Daniel Toscan du Plantier est producteur de cinéma et président d'Unifrance.

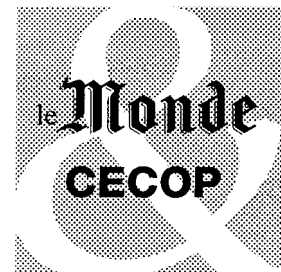
Les gauches italienne et anglaise ou comment garder le pouvoir

EN Italie, le centre gauche ne part pas favori pour le scrutin du 13 mai. Les problèmes qu'il rencontre sont, pour une part, strictement italiens, et, pour une autre, présents dans nombre de pays européens. En effet, la coalition de centre gauche, dite de l'Olivier, qui gouverne le pays depuis 1996, présente, à l'instar de ses homologues, un bilan plutôt flatteur.

En dépit des oiseaux de mauvais augure, elle a réussi, au prix d'un gigantesque effort, à qualifier l'Italie pour la monnaie unique. Elle a contribué à réduire le chômage, à juguler l'inflation, à réduire le déficit et la dette publics et, cette année, à amorcer une très légère diminution des impôts. Elle a engagé la modernisation de l'économie grâce à une politique de privatisations et une transformation des relations sociales, promu une réforme de l'administration publique et de l'éducation nationale et, à la fin de la législature, elle a entamé la marche vers le fédéralisme. Si de nombreux autres chantiers n'ont pas été ouverts ou sont restés inachevés, en particulier celui des réformes institutionnelles et de la loi électorale, l'ensemble est plutôt bien apprécié par la plupart des observateurs transalpins et étrangers. Or, les élections américaines l'ont déjà prouvé, un bon bilan gouvernemental ne suffit pas pour l'emporter dans les urnes.

Au vrai, l'Olivier est confronté à un dilemme désormais classique de la gauche ou du centre gauche européen. Longtemps exclue du pouvoir, la gauche, dans les années 1990, avait su proposer des stratégies crédibles pour le reconquérir. Mais les gouvernements qu'elle a formés jouent un périlleux numéro d'équilibriste. Ils tentent de satisfaire les revendications souvent contradictoires de leurs soutiens traditionnels (les catégories populaires, les fonctionnaires, les employés) et

Avant les élections générales, les socialistes italiens et britanniques sont confrontés au même dilemme qu'à Paris : satisfaire leur électorat populaire traditionnel sans perdre le soutien des classes moyennes urbaines

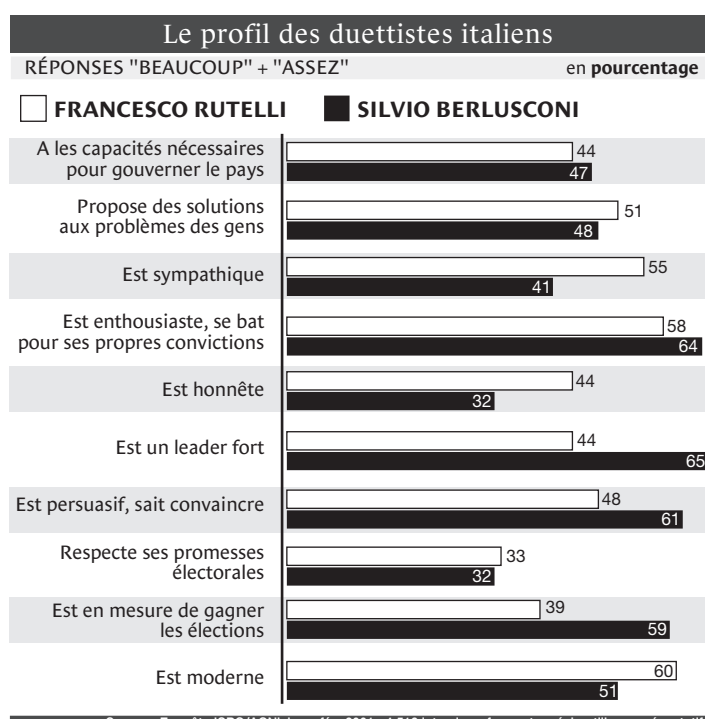


Coordination
Gérard Courtois
et Jérôme Jaffré

des classes moyennes urbaines (cadres moyens et supérieurs, parfois chefs d'entreprise) qu'ils s'efforcent d'attirer : au risque de décourager les uns et de ne pas séduire les autres. C'est ce qui se passe en Italie. Les enquêtes d'opinion, en particulier celles de l'ISPO, démontrent que, pour le moment et alors que le taux de ceux qui se déclarent incertains demeure extrêmement élevé (près d'un tiers des sondés), le centre gauche ne peut compter que sur les personnes âgées de plus de soixante ans (28 %), les salariés (33 %), principalement du public, et les retraités (27 %). En revanche, Silvio Berlusconi et ses alliés l'emportent dans toutes les autres catégories, auprès des jeunes, des chefs d'entreprise, des professions libérales comme des ouvriers (28 %), des étudiants (24 %) ou des chômeurs (25 %), par ailleurs souvent tentés par l'abstention.

Mais l'Italie présente, du moins en apparence, cinq particularités. La première est historique. Cela fait presque neuf ans sans interruption, hormis les sept mois de présidence du Conseil de Silvio Berlusconi en 1994, que les pouvoirs publics pratiquent la rigueur économique. La deuxième spécificité est sociologique. La répartition des préférences électorales est de plus en plus territorialisée. Le centre gauche reste solidement implanté dans le centre du pays (l'Emilie-Romagne, la Toscane, les Marches, l'Ombrie), résiste un peu dans le Nord-Ouest (Lombardie, Piémont, Ligurie), est marginalisé dans le Nord-Est en pleine croissance économique et semble dépassé dans le Sud et les îles. Bref, il est en difficulté à la fois dans les zones les plus dynamiques et dans celles qui enregistrent un fort taux de chômage.

Les trois autres traits sont directement politiques. Le centre gauche se retrouve presque minoritaire, ce qui n'a rien d'inédit. Il a emporté les élections de 1996, non pas porté par un vent de gauche qui aurait soufflé sur la péninsule, mais parce qu'en



Les écarts les plus significatifs en faveur de F. Rutelli, candidat du centre gauche, concernent surtout ses qualités personnelles (aspect et sympathie), mais aussi des caractères politiquement pertinents comme l'"honnêteté" et la "modernité". En revanche, S. Berlusconi s'impose davantage par son image de leader fort, enthousiaste, persuasif et "destiné" à gagner les élections (données établies par Mauro Barisone, doctorant en science politique à l'IEP de Paris et à l'université de Florence).

face de lui, le centre droit, composé de Forza Italia, d'Alliance nationale, le parti post-fasciste, et des centristes venus de l'ancienne Démocratie chrétienne, n'avait pas pu s'entendre avec la Ligue du Nord. Cette année, la donne a de nouveau été modifiée, puisque ces formations se sont unies dans la Maison des libérés. Les rapports de force électoraux ne font ici que suivre l'offre politique.

Le centre gauche est, par ailleurs, très divisé. Il est composé de huit partis très hétérogènes, en désaccord sur presque tout, chacun d'entre eux redoutant encore plus ses alliés que ses adversaires. Il doit, en plus, trouver des accords électoraux

avec le Parti de la refondation communiste qui a refusé de rejoindre la coalition. Ces divisions ont entravé le travail des gouvernements durant les cinq années de la législature : elles affaiblissent l'Olivier dans la présente compétition électorale.

Enfin et surtout, l'Olivier souffre d'un sérieux déficit de leader. En cinq ans, il a usé pas moins de trois premiers ministres - Romano Prodi (mai 1996-octobre 1998), Massimo D'Alema (octobre 1998-avril 2000) ; Giuliano Amato (depuis) - cependant que son chef de campagne, Francesco Rutelli, n'est pas l'actuel président du Conseil... Un peu comme Al Gore aux Etats-Unis, celui-ci

doit essayer de tirer avantage des réussites de l'Olivier tout en se démarquant de ce qui provoque son impopularité. En outre, l'ancien maire de Rome, bien que bénéficiant d'une bonne image dans l'opinion, a le plus grand mal à s'imposer à ses partenaires. Enfin, sur les thèmes martelés par son rival et qui retiennent l'attention des électeurs, la sécurité publique, l'emploi et la baisse des impôts, il apparaît sur la défensive.

A y réfléchir plus attentivement, ces données politiques qui spécifieraient l'Italie sont assez relatives. En France également, la gauche plurielle doit, d'ici l'an prochain, répondre au changement politique entraîné par le recul de l'extrême droite, résoudre ses querelles internes et surmonter les faiblesses affichées actuellement par son chef. Gageons que ses responsables suivront avec attention ce qui se passera de l'autre côté des Alpes.

D'autant qu'en Italie rien n'est encore définitivement joué. La décision finale que prendront les très nombreux électeurs indécis pèsera de manière déterminante tout comme les effets d'un mode de scrutin particulièrement complexe et le déroulement de la campagne électorale. A cet égard, le choix opéré par Silvio Berlusconi d'affirmer son image et sa présence de façon continue, systématique et obsédante comporte un grand risque : à force de personnaliser à outrance cette élection, il contribue à la transformer en une sorte de plébiscite qui peut lui apporter une extraordinaire consécration ou, au contraire, lui infliger une défaite cuisante. Là encore, la leçon sera à méditer en France où l'un des prochains candidats à l'élection présidentielle est, semble-t-il, tenté d'utiliser à fond son capital de sympathie auprès de l'opinion pour compenser la faiblesse de ses soutiens politiques...

Marc Lazar,
professeur à l'Institut
d'études politiques de Paris

La « troisième voie » britannique : exemple ou exception ?

Le pari électoral engagé par Tony Blair lorsqu'il a pris le contrôle, en 1994, d'un parti démoralisé après quatre défaites consécutives n'était pas seulement de mettre un terme à cette série noire. Il était aussi de redonner le pouvoir aux travaillistes pour une longue période. Stratégiquement, il s'agissait, en plaçant le Labour Party au centre de l'échiquier politique et en combattant simultanément les « conservatismes » de droite et de gauche, d'affaiblir et d'isoler durablement le Parti conservateur. Idéologiquement, le projet de la « troisième voie » consistait à reprendre certains des thèmes du radicalisme thatcherien (baisse des impôts, désengagement de l'Etat et dérégulation, loi et ordre...) tout en insistant sur les valeurs socialistes de liberté, d'égalité des chances et de solidarité.

Pour en savoir plus

- **Sabino Cassese** (sous la direction de), *Portrait de l'Italie actuelle*, La documentation française, mai 2001. Une mise en perspective globale de l'Italie de la fin des années 1980 jusqu'à nos jours qui repère les avancées et les blocages de ce pays.
- **Ivo Diamanti, Marc Lazar** (sous la direction de), *Politique à l'italienne*, PUF, 1997. Un livre réalisé par des chercheurs français et italiens qui analyse les élections de 1996 et donne les grandes clés d'interprétation pour comprendre l'évolution politique italienne.
- **John Crowley, Sans épines, la rose, Tony Blair un modèle pour l'Europe ?**, La Découverte, 1999, 120 francs (18,29 euros). Dresse un premier bilan de Tony Blair au pouvoir et s'interroge sur son apport au débat sur la rénovation idéologique du socialisme européen.

L'ambition de ce projet dépassait le cadre britannique. Face aux défis de la mondialisation, Tony Blair et le théoricien de la « troisième voie », Anthony Giddens, ont prôné un profond aggiornamento de la social-démocratie internationale, seul capable, selon eux, de lui permettre d'échapper au dilemme électoral dans lequel elle s'est enfermée et de lui garantir à la fois le soutien des classes moyennes et celui des couches populaires. Dans leur vision, la mondialisation est une chance et non pas un risque. Cette chance ne peut être saisie que par l'établissement d'un partenariat durable avec le « Business », la réunion des deux grandes traditions « progressistes » que sont la tradition socialiste et la tradition libérale, et une politique de justice sociale et de lutte contre les discriminations. La « troisième voie » constituait ainsi à leurs yeux la seule alternative à la « vieille » social-démocratie.

Tony Blair est-il en passe de gagner ce double parti stratégique et idéologique ? Tous les sondages d'intentions de vote laissent prévoir une large victoire du Parti travailliste. Les travaillistes, qui avaient obtenu 45 % des suffrages et 419 sièges sur 659 en 1997, sont crédités par les instituts de sondages d'un score en voix au moins égal et pourraient perdre au plus une soixantaine de sièges, ce qui leur laisserait une large majorité au Parlement. Le Parti conservateur, suivant ses propres tropismes anti-européens, s'est replié sur une position de « parti national anglais » et son leader, William Hague, lui-même très peu populaire, a incarné ce repli et cet isolement de son parti. Malgré une érosion réelle de sa popularité, le pari électoral de Tony Blair semble donc en passe d'être gagné.

Le 7 juin, les élections générales risquent cependant, malgré le bon bilan gouvernemental en matière

d'inflation, de chômage et de développement économique, de ne pas être une marche triomphale pour Tony Blair. Pour des raisons conjoncturelles tout d'abord. La crise de la fièvre aphteuse constitue aujourd'hui pour les deux tiers des Britanniques la préoccupation essentielle, et le gouvernement n'a pas démontré qu'il avait la pleine capacité de la maîtriser. Au-delà de la conjoncture immédiate, le gouvernement est confronté aux désillusions d'une grande partie du corps électoral et au mécontentement croissant à l'égard du fonctionnement des services publics dans les secteurs de la santé et surtout des transports en commun. Cette situation a ranimé les querelles internes au sein du Parti travailliste. Une centaine de députés travaillistes, libéraux-démocrates et gallois viennent de voter, contre l'avis du gouvernement, une motion réclamant la renationalisation des chemins de fer, soutenue par une majorité de l'opinion publique. Ken Livingstone, de tendance Old Labour et récemment exclu du Parti travailliste, dont l'élection l'an dernier à la mairie de Londres avait été un véritable camouflet pour Tony Blair, s'oppose devant la justice aux projets gouvernementaux de privatisation partielle du métro de Londres.

Le mécontentement d'une partie de l'électorat dans ces domaines pourrait peser sur le scrutin en se traduisant par une forte abstention différentielle au détriment des travaillistes. Ce fut déjà le cas lors des élections européennes de 1999. La faible participation (24 %) avait même entraîné une lourde défaite des travaillistes qui, avec 28 % des suffrages exprimés, étaient arrivés derrière les conservateurs alors que les sondages leur annonçaient une nette victoire. Il est donc possible que l'abstention dépasse largement, le 7 juin, le niveau atteint lors des élections législatives de 1997. Dans ce cas, une telle poussée abs-

tionniste, en admettant qu'elle ne prive pas les travaillistes de la victoire, pourrait cependant nuire gravement à l'image de la « troisième voie » dans le mouvement socialiste international. Le pari de la « troisième voie », qui vise à gagner au New Labour le soutien des classes moyennes tout en lui conservant son identité de parti populaire, et à résoudre ainsi le dilemme électoral de la social-démocratie, aurait alors pour partie échoué. Les adversaires du Blairisme au sein du mouvement socialiste international se sentiraient confortés dans leurs critiques. Pour autant, il n'est pas sûr qu'eux-mêmes détiennent la solution du dilemme. Pour la social-démocratie gouvernante, « vieille » ou « nouvelle », son rapport avec les couches populaires, dans une économie globalisée, demeurera de toute manière un enjeu majeur.

Gérard Grunberg, directeur scientifique de Sciences-Po

Les chantiers d'un second mandat Blair

QUELLES perspectives s'ouvraient au « réformisme radical » dont Tony Blair se veut le héraut en cas de victoire travailliste le 7 juin ? Tout d'abord, le Royaume-Uni doit clarifier son rapport à l'Europe, dont l'éventuelle adhésion à l'Union monétaire est l'enjeu urgent. Or, compte tenu de la réticence de Blair à affronter le scepticisme de l'opinion, on voit mal comment pourraient être réunies les conditions du référendum promis avant toute adhésion. Mais, en son absence, c'est l'ambition blairiste de mettre fin à la marginalisation du Royaume-Uni au sein de l'Union qui risque de perdre toute crédibilité. Ensuite, il faudra poursuivre et clarifier les réformes constitutionnelles. La décentralisation en Ecosse et au pays de Galles, la réforme de la Chambre des lords, la promulgation d'une charte des droits fondamentaux, l'usage croissant du scrutin proportionnel et du référendum, ont transformé la Constitution britannique sans que l'on voie

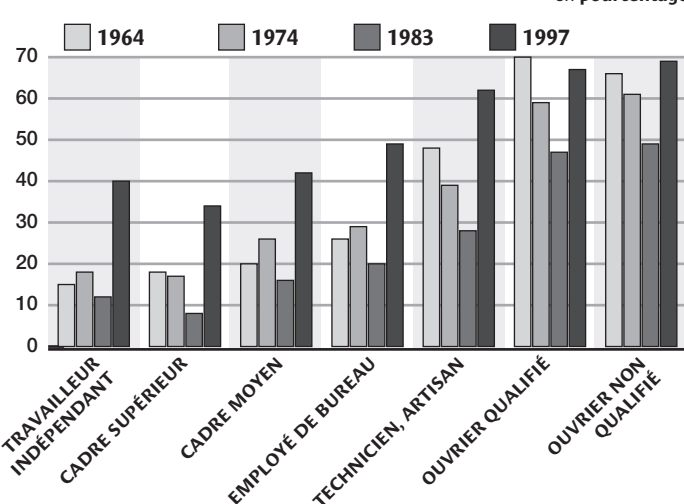
clairement quel pourrait être son visage futur. L'émergence inédite d'un vrai débat sur le devenir de la monarchie témoigne de l'ampleur du bouleversement.

Or on sent chez le premier ministre une préférence pour un statu quo qui risque de devenir de plus en plus instable. Restent, enfin, les problèmes socio-économiques structurels de la santé, de l'éducation, du transport, de la protection sociale. Blair avait promis une voie radicalement nouvelle pour la réforme sociale : ses solutions apparaissent plutôt traditionnelles, et terriblement dépendantes d'une conjoncture économique aléatoire. Ici encore, on voit mal comment un gouvernement issu d'une victoire électorale par défaut aurait, plus qu'entre 1997 et 2001, les moyens de ses ambitions idéologiques.

John Crowley, chercheur au CERI (Centre d'études des relations internationales) de Sciences-Po

La percée du Labour dans les classes moyennes et supérieures

ÉVOLUTION DU VOTE TRAVAILLISTE PAR CATÉGORIES SOCIALES en pourcentage



Si, en Grande-Bretagne, le vote reste structuré par les classes sociales, l'ampleur des clivages s'est atténuée au fil du temps. En trois décennies, le Labour a surtout progressé dans les catégories qui lui étaient initialement les plus hostiles. En février 1964, les travaillistes avaient pu gagner les élections en devançant les conservateurs seulement chez les ouvriers et les techniciens. En 1997, le Labour l'emporte grâce à l'alliance des classes populaires et des classes moyennes. Il n'est devancé par les conservateurs que dans deux catégories : les cadres supérieurs (10 points de retard au lieu de 47 en 1964 !) et les travailleurs indépendants (3 points de retard au lieu de 59 en 1964 !)

Source : G. Evans et P. Norris, *Critical Elections*, 1995

Une parade contre les arnaques au voyeurisme

par Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie française

ALORS, LÀ, CHAPEAU !

Enfermer cinq ou six spécimens de sitcom oisifs et oïseux comme des cousins un dimanche de pluie, attirer chaque soir sur eux cinq millions de regards avec la seule promesse que les cobayes du clapier à glaces sans tain vont peut-être s'étriper ou s'accoupler, faire croire que cette attraction digne des femmes à barbe de baraquos foraines vaut pour une expérience psycho-socio sans précédent, obtenir qu'elle vole la vedette aux licenciements, inondations et aveux de tortures infligées naguère en notre nom, taxer les récalcitrants d'archaïsme béguine... : il fallait le faire !, comme on dit dans le poste.

On a beau savoir que des « événements », notre « modernité » en fabrique de toutes pièces comme elle lance parfums et slips, que le fric et l'écrasement du voisin mènent le meilleur des mondes libéraux, que le sexe y sert à vendre n'importe quoi... : voir couillonner à ce point un peuple réputé incrédule, cela mérite de se demander ce qui a permis un tel prodige de fumisterie, et ce qui pourrait le ramener à des proportions moins lugubres, moins humiliantes pour l'esprit, fût-ce l'esprit gaulois.

L'ignorance, d'abord, explique bien des choses. A force de mal enseigner le passé, on permet à toutes les charlataneries de sembler nouvelles. On a oublié que le théâtre, de tout temps, a joué à laisser les acteurs libres d'inventer leurs gestes et propos. Les vendeurs de vent profitent de ce qu'on n'expli-

que plus en classe *L'illusion comique*, de Corneille, ou *Ce soir on improvise*, de Pirandello. La Genèse a inspiré lointainement le « concept » de M6, avec son couple lâché dans un jardin de rêve et qui découvre le plaisir - à nos dépens. Il ne manquait à la *story* d'Adam et Eve qu'un sponsor marchand de pommes !

Une autre évolution favorise les escroqueries à la « réalité inavouée » : les deux ou trois heures quotidiennes d'audiovisuel, colonisées par des bavardages pseudo-intimes à la sauce psy, moins coûteux que des créations artistiques, et plus distrayants que la réflexion, systématiquement décriée, mariolisée ou repoussée en milieu de nuit. « *Ce soir, grand débat : le sadomasochisme est-il un vice, un péché, un délit ? D'authentiques SM témoignent, en présence de sexologues, de juristes, d'historiens et de prêtres célèbres...* » Succès garanti ! L'édition, qui court derrière cet individualisme de l'exhibition, semble y trouver son compte.

« *Le peuple veut être trompé* », assure le cardinal de Retz. Cela n'a jamais été si vrai. De même, le voyeurisme s'exacerbe au lieu de s'apaiser, depuis que le sexe ne s'entoure plus guère de secret. Le triomphe du trou de serrure repose sur un besoin, inassouvi depuis l'enfance, de s'assurer que « les autres » n'ont pas inventé des adjuvants auxquels on n'aurait pas pensé soi-même.

Les marchands exploitent cette inquiétude de façon trompeuse en proposant des modèles standardisés à un épanouissement qui ne

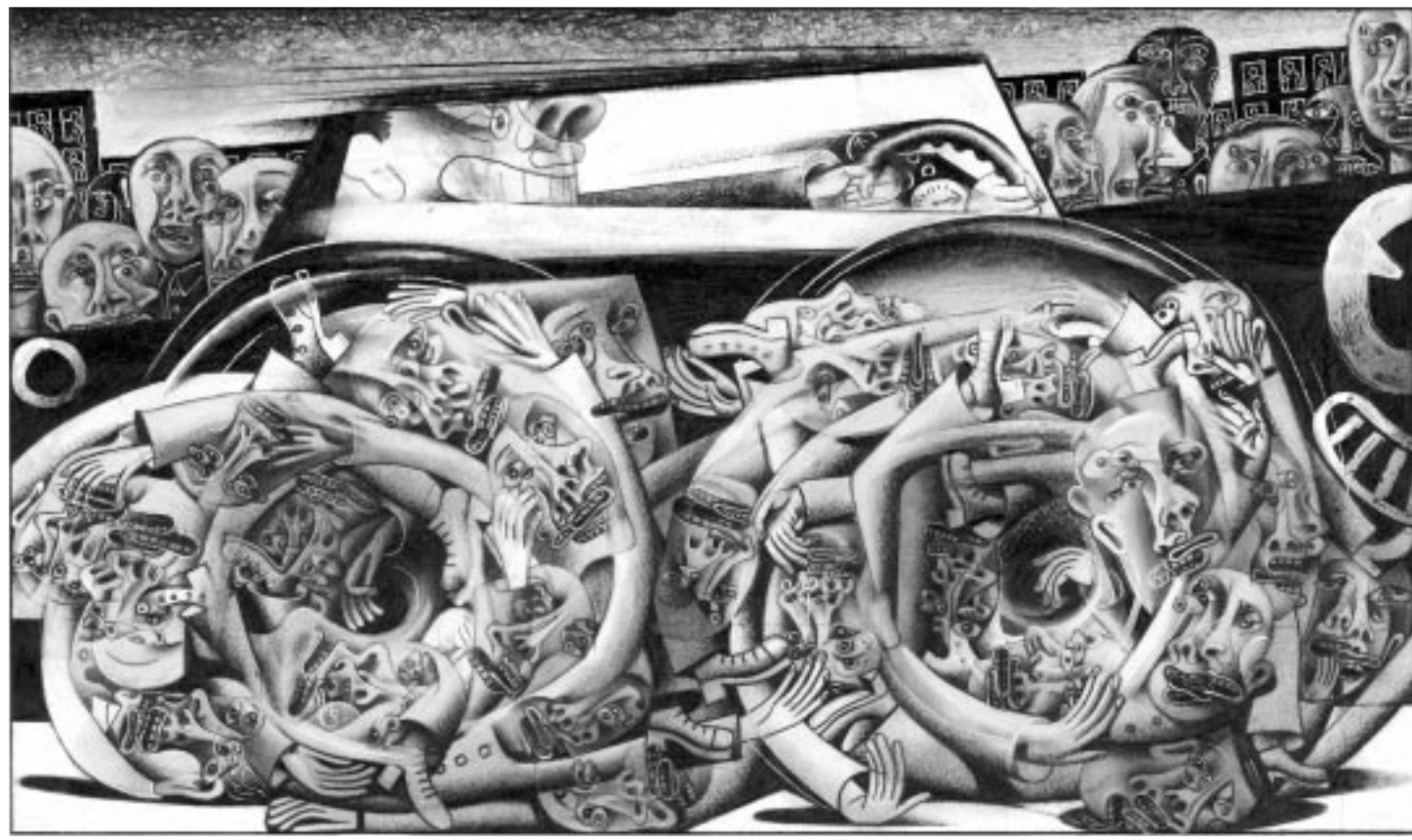
saurait qu'être unique. Il existe un remède autrement radical, dont le Festival d'Avignon a fourni un exemple tonique, au siècle dernier.

C'était en juillet 1968, au cloître des Carmes. Une troupe américaine, le Living Theatre, animée par Julian Beck, donnait un de ses spectacles-cultes, non sans amener - là était le vrai scandale - contre son hôte, Jean Vilar, traité naïvement de « valet du Capital ». La mode des lendemains d'émeute était à ce genre d'investive et aux cérémonies d'allure hindoue, sans héros ni texte, et, tôt ou tard - ô audace ! - sans vêtements. Après la référence à Pékin, Katmandou faisait école. Bougie à la main, les servants de la secte invitaient le public à sauver le monde, à défaut de révolution, par un vague nirvana aux drogues douces. Seule action attendue, la chute des pagnes tardait. Il était 1 heure passée, et pas un poil à l'horizon !

C'est alors qu'une Avignonnaise pleine de santé et forte en gueule annonça bien haut son intention d'aller se coucher. « *Attendons encore un peu* », suppliait le mari, sans doute par peur de manquer un dénouement plus hard. N'y tenant plus, l'épouse trouva dans le bon sens et l'humour un argument décisif dont le public profita aussitôt pour vider le cloître, et qu'on rêverait de voir jouer devant les arnaques actuelles au voyeurisme :

« *T'inquiète, promet-elle à l'époux, avec l'accent du pays, et celui de la liberté. Je te ferai le live à la maison !* »

La ville, l'auto par Patrice Killoffer



Le naufrage du Zimbabwe

Suite de la première page

Dans les deux cas, il s'agit d'une fuite en avant : à bout de souffle, le régime vit sa fin de règne comme une course contre la montre chronométrant le temps qui reste à sa prédation. Dans cette logique, comme l'ont exprimé les experts de l'ONU qui ont enquêté sur le pillage du Congo, celui-ci n'est qu'une « colonie économique » pour le chef de l'Etat zimbabwéen et son entourage. Dans leur propre pays, Robert Mugabe et ses affidés pratiquent le droit d'épave : ils démontent tout ce qui peut encore l'être avant que le navire ne sombre à pic.

Depuis quinze mois, le monde suit ce feuilleton à rebondissement. Déclenchant la violence d'abord dans les zones rurales, le pouvoir en place a lâché les « vétérans de la guerre d'indépendance » - en réalité, de pauvres hères et des voyous - sur mille sept cents fermiers blancs, dont les terres ont été envahies. Soixante-dix mille familles noires sont ainsi devenues des squatters. Ce n'est pas un succès économique, mais un message politique : la force devenant la loi, même les Blancs ne peuvent rien.

Sur cette base, le régime a survécu aux législatives de juin dernier. Grâce au vote rural, il a préservé une courte majorité au Parlement. Ensuite, il a porté la ter-

reur au cœur des villes, notamment à Bulawayo, fief historique de la contestation, et à Harare, dont les vingt députés élus appartiennent tous au principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC). Dans la capitale, les militants du président ont pris d'assaut la Cour suprême, le siège du seul journal indépendant, *Daily News*, et d'une fondation politique étrangère, celle du Parti social-démocrate allemand (SPD). Le but est toujours le même : réduire au silence les dernières voix dissidentes en vidant, au passage, les caisses.

La terreur d'Etat se donne les moyens. En mars, le président - blanc - de la Cour suprême a été contraint - « Mort aux juges ! » - à une retraite anticipée. Depuis, il a été remplacé par un ancien ministre de Mugabe. Malgré la forte représentation de l'opposition au Parlement, celui-ci a voté une série de lois pour priver de leur double nationalité la moitié des soixante-mille Blancs zimbabwéens, pour couper les vivres au MDC et pour rétablir, de facto, le monopole d'Etat dans l'audiovisuel.

« LA MENACE DE L'ENFER »

Deux correspondants de la presse étrangère ont été expulsés. Dans les townships, les ghettos hérités de l'ex-Rhodésie, des commandos » procèdent à des descentes nocturnes. Le jour, sous prétexte de régler des « problèmes sociaux », les nervis de Mugabe font irruption dans des usines, des bureaux, des magasins. Tout le pays est intimidé, jusqu'aux ONG et ambassades

étrangères qui sont accusées d'aider en sous-main l'opposition.

Le résultat tient en quelques chiffres. Dans un pays dont 60 % de la population active est au chômage, dont le taux d'inflation dépasse les 50 % et dont la monnaie ne vaut que la moitié de sa valeur officielle au marché noir, plus de 400 entreprises ont déposé leur bilan l'année dernière. Dans la plupart des usines, on ne travaille plus que trois jours sur cinq. L'extraction d'or et la récolte de tabac, les deux principales sources de devises, ont baissé de 20 % au cours des douze derniers mois. La production de blé a même chuté de 50 %, faisant naître le spectre de pénuries, voire d'une famine.

Paquebot économique, par rapport aux frères esquifs africains, le Zimbabwe prend l'eau de toute part. Que fait la communauté internationale, qui avait vu en ce pays le modèle de la cohabitation raciale ? Digne et imperturbable, elle joue sa partition. Mary Robinson, haut commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme, vient d'exprimer sa « profonde inquiétude » à « l'ancien combattant de la liberté » qui « devrait comprendre l'importance d'une presse libre et d'une justice indépendante ». Après avoir coupé les ponts il y a un an, le FMI a envoyé, en mars, une mission à Harare pour formuler « un certain nombre de recommandations afin de régler la crise et créer les bases pour une reprise durable », insistant « sur l'importance d'un processus de réforme agraire dans l'ordre ». Chacun est ainsi dans son rôle.

Le 6 mars, quand Jacques Chirac a reçu Robert Mugabe à l'Elysée, la Grande-Bretagne a poussé des cris d'orfraie. Or, au Zimbabwe comme au Congo, si « le vieil homme » - il a soixante-dix ans - fait partie du problème, il faudra aussi qu'il fasse partie de la solution. D'autant qu'au sein de l'Union européenne le gouvernement britannique, hostile à des mesures punitives, soutient le « dialogue politique renforcé », engagé par Bruxelles en l'absence de sanctions. Mais peut-on empêcher le chef de l'Etat zimbabwéen de saborder, dans sa sénile obstination, le jadis si fier navire zimbabwéen ? La réponse n'est que trop évidente au moment où l'Eglise catholique, qui représente un cinquième de la population, désavoue Robert Mugabe, lui-même pratiquant.

« Il a perdu tout droit moral de gouverner », ont écrit, dans une lettre pastorale lue ce week-end dans toutes les chaires du pays, les neuf évêques du Zimbabwe. « Nous n'avons pas d'autre sanction que la menace de l'enfer », a même ajouté l'un d'eux, Mgr Mutume, président de la commission Justice et paix. Pendant ce temps, le monde observe, commente et ne fait rien. Au lieu de se complaire dans les rites d'impuissance que sont ses communiqués « inquiets » et ses « mises en garde », il pourrait au moins annoncer aux Zimbabwéens qu'il n'y a pas de canots de secours à bord, que le discours sur l'ingérence n'est que la voix off d'un scénario catastrophe écrit d'avance.

Stephen Smith

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Le silence du pape

Le pape n'était pas venu en Syrie pour cautionner les pratiques de la dynastie Assad, mais pour appeler au dialogue entre toutes les communautés, dans le respect de leurs différences. Son message n'a pas été entendu à Damas. Recevant samedi Jean Paul II, le président Bachar El Assad a lancé une attaque contre les juifs en déclarant qu'ils voulaient « assassiner tous les principes de toutes les religions, de la même manière qu'ils avaient trahi Jésus et essayé de tuer le prophète Mahomet ». Le pape n'a rien répondu. Quel que soit son état de fatigue, il n'excuse pas son silence ni celui de son entourage sur ces propos de haine.

L'évêque de Saint-Denis, interrogé sur Radio J, a lui, trouvé les phrases justes pour juger « intolérables » ces déclarations : « *Ce qui est scandaleux, c'est que le président syrien, qui est un nouveau venu sur la scène internationale, mais qui utilise les mêmes ficelles que son père, n'ait pas hésité à chercher à manipuler le chef de l'Eglise catholique.* »

Le silence du pape donne des arguments à ceux qui pensent que le jeune président syrien a utilisé à son profit cette visite pour inventer un front islamochrétien contre Israël destiné à accroître son assise populaire. Le fait que le pape n'ait rien dit, non plus, sur les violations des droits de l'homme dans cette dictature et sur la situation au Liban ajoute au malaise.

Le but du voyage, le dialogue inter-religions, qui est bien entendu louable, risque de passer au second plan.

Après sa visite de 1985 au roi du Maroc, commandeur des croyants, Jean Paul II avait choisi de faire à Damas ses premiers pas dans une mosquée, d'y lancer un appel à dépasser les stéréotypes, à « pardonner » les intolérances du passé, à favoriser entre islam et christianisme un réel enseignement de l'estime. Par son histoire, par le raffinement de sa civilisation et une certaine culture de tolérance religieuse, la Syrie passe pour un modèle, plutôt mieux défendu qu'ailleurs, de convivialité islamochrétienne. La visite de dimanche à la grande mosquée des Omeyyades fut à cet égard symbolique. Dans l'immédiat, elle ne changera rien aux rapports souvent douloureux, en Asie, en Afrique, entre communautés chrétiennes et musulmanes. Elle irritera même un peu plus les islamistes, pour qui toute présence de chrétiens en terre d'islam est une provocation.

Il ne faut pas méconnaître la méthode « woitylienne », qui ne s'analyse jamais selon des grilles à court terme. Il voulait, par ce voyage historique en Syrie, dire que le dialogue entre musulmans et chrétiens est plus nécessaire que jamais. S'il presse les minorités chrétiennes de rester au Proche-Orient, c'est qu'il est convaincu qu'elles peuvent y garantir des valeurs d'indépendance, de pluralisme, d'équilibre confessionnel, de respect de la dignité de l'homme.

Le moins que l'on puisse dire est que ce message a été détourné par le président syrien et gâché par les silences de Jean Paul II.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.
Secrétaire général du directoire : Alain Fourment

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenclz, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynette ; adjoint : François Lollchon
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Rédaction en chef centrale :
Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer,
Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :
Alain Deboue (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Anne Chemin (Société) ;
Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ;
Josiane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises,
Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Le nouveau mode de scrutin

AU BOUT DE SIX MOIS de discussions, l'Assemblée nationale en a enfin terminé avec le problème de la réforme électorale. Après mille péripéties diverses, les uns dramatiques, les autres déconcertantes et désolantes, une majorité tant de fois disloquée s'est retrouvée pour adopter - par 332 voix contre 248 - le projet de « scrutin de liste départementale majoritaire à un tour avec apparemment de listes, panachage et vote préférentiel ».

On peut maintenant escompter fermement qu'elle votera sans difficulté le projet de gouvernement concernant la date à laquelle doivent expirer les pouvoirs de l'actuelle Assemblée. On en aurait ainsi fini, vraiment fini, à la fin de la semaine, dès jeudi ou vendredi peut-être, l'empressement des députés et la bonne volonté des sénateurs aidant.

Quelques heures avant qu'intervienne au Palais-Bourbon le vote définitif, un bref conseil des ministres a mis sur pied le projet que le gouvernement dépose dès aujourd'hui : « *Les pouvoirs de l'Assemblée nationale expirent les 31 mai de la cinquième année de son mandat. Toutefois ceux de l'Assemblée nationale élue le 10 novembre 1946 prendront fin le 4 juillet 1951.* »

Le projet gouvernemental voté par l'Assemblée nationale et par le Conseil de la République, un décret fixera la date de convocation du corps électoral. La date du 17 juin, qui a les préférences du gouvernement et qui permettrait de voter avant le début de la période de congés payés, impliquerait donc que l'Assemblée nouvelle se réunisse le 5 juillet.

(9 mai 1951.)

R. B.

Le Monde sur TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

MONNAIE Un peu plus de sept mois avant l'arrivée de la devise européenne, les entreprises, les commerçants, les banques ou les administrations ne paraissent pas toujours

prêts. Le Comité national de l'euro doit se réunir vendredi 11 mai pour examiner les cas des chèques et des cartes bancaires. ● LES CONSOMMATEURS ont peu de raisons de payer

déjà en euros. Les commerçants ne sont pas nombreux à accepter la devise communautaire. Les paiements par chèque sont effectués pour 0,54 % en euros, ceux par carte pour

0,02 %. ● LES OPÉRATEURS de télécommunications peaufinent leurs tarifs, libellés actuellement en centimes et directement confrontés à la question de l'arrondi de la conver-

sion, qui risque d'être l'occasion d'une augmentation des prix. ● LES BOULANGERS seront les premiers, le Jour de l'an 2002, à devoir jongler avec les deux monnaies.

Les Français ne sont pas encore prêts à payer en euros








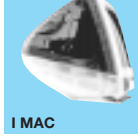


Les chéquiers en devise européenne arrivent, pièces et billets circuleront à partir du 1^{er} janvier 2002. Mais, à sept mois de l'échéance, les paiements effectués dans cette monnaie restent très faibles. Commerçants et entreprises se préparent à faire face à la crainte des consommateurs d'un dérapage des prix

UN PEU PLUS de sept mois avant l'arrivée de l'euro, de nombreuses questions restent en suspens : les entreprises, commerçants, administrations, collectivités locales, sont-elles prêtes ? Le nombre d'opérations effectuées en euros demeure très faible, les chèquiers en euros arrivent, mais l'état de préparation des consommateurs est-il suffisant ? La question des arrondis ne risque-t-elle pas de faire flamber les prix ? Le Comité national de l'euro (CNE), instance qui réunit tous les acteurs concernés par le passage à l'euro et présidée par le ministre de l'économie et des finances, doit se réunir vendredi 11 mai avec comme ordre du jour le scénario de l'euro scriptural (chèques, cartes bancaires). Alors que les pouvoirs publics multiplient les appels pour inciter les Français à payer en euros, seule une faible part de commerçants accepte le paiement en euros.

Il n'y a pas aujourd'hui de tableau de bord. Nombre d'acteurs regrettent que ni le premier ministre ni le président de la République n'aient prononcé dans un discours un mot sur le passage à l'euro. « Aux particuliers, nous disons "apprenez l'euro", aux entreprises, "ily a urgence absolue à traiter le passage à l'euro" », lance Pierre Simon, directeur général de l'Afecei (Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) et président du comité de pilotage de la profession bancaire. Plus pessimiste, Conso France, qui regroupe

six associations de consommateurs - l'Adeic-Fen (association d'éducation et d'information du consommateur de la fédération de l'éducation nationale), Indecos-CGT (Association pour l'information et la défense des consommateurs salariés), CNL (Confédération nationale du logement), CGL (Confédération générale du logement), Cnafal (Conseil national des associations familiales laïques) et Léo Lagrange -, va rendre publiques jeudi 10 mai vingt propositions « pour protéger le consommateur », notamment dans les populations dites défavorisées, afin de bâtir un dispositif législatif et réglementaire.

● **Les paiements par chèque.** Le nombre de paiements par chèque effectués en euros atteint 0,54 % en avril, selon la Fédération bancaire française (FBF). La Fédération française des entreprises du commerce et de la distribution (FCD) a récemment appelé les consommateurs à payer en euros, et les banques à les y inciter. Celles-ci ont commencé à émettre des chèquiers en euros dans les premiers mois de cette année. « Mais aujourd'hui, si le rythme de paiements en euros reste en l'état, c'est le "big bang" assuré », confie un membre du CNE. « Le risque est un rejet de l'euro », craint Christian Huard, président de Conso France. Les particuliers perçoivent mal aujourd'hui l'intérêt d'un système bi-devises. Quant aux entreprises, elles tardent encore à pratiquer le double affichage.

La vie quotidienne en monnaie unique					
 SMIC HORAIRE BRUT 6,41 € 42,02 francs	 BAGUETTE 0,64 € 4,20 francs	 RENAUT CLIO 12 958,17 € 85 000 francs	 CAFÉ AU COMPTOIR 0,84 € 5,50 francs	 BILLET PARIS-LYON 2° CL. 49,39 € 324 francs	 REDEVANCE TV COULEUR 114,49 € 751 francs
 LE MONDE 1,14 € 7,50 francs	 PARFUM 7,5 ML CHANEL 5 65,25 € 428 francs	 I MAC 1 218,07 € 7 990 francs	 PLACE CINÉMA 7,62 € 50 francs	 MONTRE SWATCH 27,44 € 180 francs	 LITRE SUPER 98 1,16 € 7,59 francs

● **Les paiements par carte.** Très peu de commerçants acceptent aujourd'hui le paiement par carte en euros. Le nombre atteindrait 0,02 %, selon la FCD. Sur les quelque 610 000 terminaux de paiement électronique (TPE) en service, les 130 000 du grand commerce ont été configurés pour l'euro. Mais environ 200 000 TPE ne seraient pas prêts.

● **La question des arrondis.** Les règles d'arrondis sont fixées par l'Union européenne (règlement du 17 juin 1997 du Conseil de l'Union européenne). Pour chaque conversion, si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au cent (centième d'euro) supérieur, s'il est inférieur on arrondit au cent infé-

rieur. Ainsi, si le montant obtenu est de 15,324, on arrondit à 15,32, s'il est de 15,326 à 15,33, et s'il est de 15,325, à 15,33. Les pouvoirs publics ont prévu que l'application de ces règles sera étroitement contrôlée. La France a introduit sa législation sur les arrondis en juin et en septembre 2000, en convertissant 600 seuils et montants, la plupart dans le domaine de la fiscalité.

Cela posé, il reste à résoudre la question des deux ou trois chiffres après la virgule pour les biens de faible valeur unitaire, comme la minute de téléphone, le pain, l'électricité, le gaz, l'électricité, l'eau... Dans ces cas-là, « les règles n'interdisent pas de libeller un prix en euros avec plus de deux décimales

(...). Lorsqu'il s'agit de prix affichés avec un degré de précision particulièrement élevé dans l'unité monétaire nationale, il importe de conserver le même degré de précision quand les prix sont libellés dans l'unité euro, préconise une note de la Commission de Bruxelles. Les autorités ou associations nationales pourraient juger utile de donner des indications sur ce qu'il y a lieu d'entendre par niveau équivalent de précision. » Quant à savoir si les arrondis vont entraîner des hausses de prix, c'est l'une des principales craintes des consommateurs.

● **De nouvelles échelles de valeur.** Combien de temps le consommateur mettra-t-il à « s'approprier » de nouvelles échelles de valeur ? L'exercice sera plus facile

pour les Italiens ou pour les Allemands : les premiers devront diviser par 2000, les seconds multiplier par deux... En France, le taux de conversion de l'euro, fixé à 6,55957 francs, est certes aujourd'hui bien connu, mais il faudra un convertisseur pour faire les calculs rapides. Le conditionnement des produits pourrait changer, par exemple la taille des canettes de sodas vendues dans les distributeurs automatiques, ou le nombre de biscuits dans un paquet...

● **La sortie des derniers francs.** Les pièces et billets en euros seront disponibles le 1^{er} janvier 2002. La double circulation franc-euro sera autorisée jusqu'au 17 février. Les commerçants seront incités à rendre la monnaie seulement en euros. Le franc n'aura plus cours légal, mais pourra être échangé dans les banques pendant six mois et auprès de la Banque de France ensuite.

Les paiements en espèces vont augmenter fortement d'ici à la fin 2001. On estime à environ 150 milliards de francs l'argent liquide théoriquement en circulation et les artisans non déclarés. Pour éviter l'engorgement des guichets en janvier et février, Les députés ont adopté une disposition permettant aux banques d'accepter, dès le 1^{er} décembre, les dépôts équivalents à 10 000 euros sans encourir les sanctions pénales prévues contre le blanchiment de l'argent sale et du travail au noir.

P. Sa.

Les boulangers digèrent mal l'euro

BIEN PEU de produits valent 1 euro chez le boulanger. Une baguette ou un bâtard (tous deux de 250 grammes, mais de formes différentes) coûtent en moyenne à Paris 4,40 francs, soit 0,67 euro. Un pain, nettement plus lourd (400 grammes), est à 5,70 francs (0,87 euro). Les pains spéciaux valent souvent bien plus de 1 euro, les croissants, même au beurre, nettement moins. Restent les pains au chocolat et autres pains aux raisins, que l'on paie en général aux alentours de 6 francs, donc près des fatidiques 6,55957 francs, équivalent de 1 euro. A la limite, c'est en province, ou dans les grandes surfaces, que l'on pourrait trouver la conversion la plus simple : la baguette s'y vend environ 3,50 francs (0,53 euro) seulement, et le client pourrait donc en avoir deux pour 1 euro.

Quoi qu'il en soit, les boulangers sont particulièrement inquiets de l'échéance du 1^{er} janvier 2002. Car en ce jour férié de semaine (un mar-

di) la plupart des commerces seront fermés, et leur concurrente directe, la grande distribution, gardera aussi porte close. La gestion de la nouvelle monnaie chez les artisans boulangers sera donc étudiee de près par les médias et les autres professions, qui voudront

Pas question de modifier le poids de la baguette pour que cela « tombe mieux »

prendre modèle sur leurs confrères boulangers. La quasi-totalité des transactions s'effectuant en liquide, les boulangeries voyant parfois défilier une douzaine de clients par minute, la tâche des vendeuses s'annonce rude.

Pas question en tout cas que le poids de la baguette soit modifié pour que cela « tombe mieux » en euros, assure Yves Boisserie, de la Confédération nationale des syndicats de boulangerie-pâtisserie. Si une baguette est vendue 0,67 euro (4,40 francs), elle ne passera pas tout à coup à 0,7 euro sous prétexte que c'est plus facile : « Nous rendrons la monnaie en francs si nécessaire, nous en aurons le droit jusqu'au 17 février. » M. Boisserie rappelle que les textes législatifs stipulent que les commerçants doivent s'efforcer de rendre la monnaie en euros, mais n'y sont pas contraints.

Deuxième sujet d'inquiétude : la sécurité. Une double caisse, nécessaire pendant la période de transition, signifie deux fois plus d'argent liquide dans la boutique, donc un risque de vol accru. Si la recette quotidienne d'une boulangerie est de 15 000 francs en moyenne, le double fonds de caisse pourra atteindre plusieurs milliers de francs, au lieu de 500 ou 600 francs. La Banque de France a prévu la délivrance de fonds de caisse « standard » de 222 euros (1 456,22 francs) à partir du 1^{er} décembre 2001.

Les sources d'irritation sont nombreuses. Certains artisans risquent

d'être incités à remplacer leurs caisses enregistreuses, quand quelques modifications techniques seraient suffisantes. Tous devront changer leurs appareils de pesage, car les balances actuelles arrondissent les prix à 5 centimes (français) près, alors qu'il faudra le faire au cent (d'euro) près.

Accessoirement, les artisans boulangers craignent que les inévitables hausses de prix du pain liées à l'application des 35 heures dans les PME, le 1^{er} janvier 2002, ne soient interprétées comme une conséquence du passage à l'euro. Mais qu'ils se rassurent : la consommation de pain a nettement chuté au cours du XX^e siècle, mais paraît s'être stabilisée depuis quelques années déjà. Des baguettes sophistiquées (« de tradition ») se substituent au pain blanc de l'après-guerre. Les boulangers s'ingénient à suivre la demande en redonnant du goût (et souvent du coût) à leurs produits. Il est peu probable que nombre de Français renonceraient à leur pain quotidien pour des questions de monnaie...

Françoise Lazare

TROIS QUESTIONS À...

REINE-CLAUDE MADER

1 Vous êtes secrétaire générale de la CLCV (Confédération de la consommation, du logement et du cadre de vie), ne craignez-vous pas que le jeu des arrondis ne soit l'occasion d'une hausse des prix ?

Il faut d'abord rappeler que les règles des arrondis ont été fixées par un règlement européen. Le Conseil national de la consommation (CNC) a demandé aux professionnels de ne pas profiter de cette période pour augmenter les prix. Certains commerçants seront forcément tentés d'arrondir. Car il s'agit de trouver de nouvelles échelles de valeur, de nouveaux seuils psychologiques comme le sont actuellement les 99,90 francs. Il faudra trouver des équivalents en euros. On peut légitimement faire preuve d'une certaine inquiétude, mais la concurrence existe et les commerçants n'ont pas inté-

rêt à jouer la valse des étiquettes. Ce d'autant plus que les consommateurs seront sans doute très méfiants pendant cette période et feront moins d'achats dits d'impulsion. Ils seront très vigilants sur l'évolution des prix, et auront une attitude attentiste, ce qui pourrait avoir une incidence sur la consommation.

2 Pensez-vous que les administrations, commerçants, professions libérales, etc., sont aujourd'hui en ordre de marche pour réussir le passage à l'euro ?

Les grands facturiers, notamment EDF, ont fait un gros effort. Mais peu d'acteurs acceptent aujourd'hui les paiements scripturaux en euros. Nous avons donc demandé aux instances professionnelles de travailler afin d'arriver à un consensus entre les consommateurs, les commerçants, les professions libérales, les artisans... tous les corps intermédiaires, pour cet apprentissage de l'euro. Il y a aussi une responsabilité de l'administra-

Les opérateurs de télécommunications jonglent avec les millièmes

QUAND les opérateurs multiplient les offres promotionnelles et affichent des tarifs de communication téléphonique tels que 19,22 ou 30 centimes par minute, comment transformer ces prix en euros et gérer les arrondis ? C'est une des questions cruciales qui se posent à ces entreprises obligées de jongler avec les centimes, voire les millièmes d'euros.

« Toutes les entreprises sont confrontées au problème de l'arrondi de l'euro, mais à la différence des vendeurs de savons qui étiquettent leur produit, nous fixons un tarif lié à une notion de quantité qui nous permet ensuite de construire la facture », souligne Michel Rouilleault, directeur général de One Tel France. Cette approche, qui est celle du tarif et non du prix de vente, n'est pas l'apanage des seuls opérateurs de télécommunications. Elle est partagée par les fournisseurs d'autres services comme l'électricité, l'eau ou le gaz.

D'après Joël Fontaine, responsable du projet euro au sein de Cege-

tel, « il faut distinguer deux sujets de préoccupation. Le premier porte sur la migration des contrats des clients en euros, le second sur la fixation des tarifs ». Cegetel, filiale de Vivendi Universal, a testé la migration des contrats en euros sur ses propres collaborateurs et se tient prête aujourd'hui à répondre favorablement à tout client qui en fait la demande. « Des entreprises et des professionnels, soit quelques pourcents de notre base de clientèle, ont déjà souhaité passer à l'euro. En juillet, nous proposerons à tous nos clients de basculer immédiatement, mais s'ils préfèrent attendre, le basculement automatique se fera en novembre. »

Quelle sera la règle du jeu ? « Nous nous en tenons à l'arrondi légal. Le montant de la facture est fixé au centime d'euro le plus proche. Toutefois, sur le prix de la minute, nous gardons trois chiffres après la virgule : par exemple un prix de 50 centimes par minute se transformera en 0,076 euro », précise Joël Fontaine, qui évoque un prix « à

l'euro millième près ». Pour Michel Rouilleault, qui affichera les prix en francs et en euros à partir de septembre, « le tarif de 19 centimes par minute se traduira par 2,9 centimes d'euros par minute. A un millième près, le tarif est identique. A priori, la fraction de centime n'existe pas, mais comme c'est un tarif de base cela ne pose pas de problème. Si nous arrondissons à 3 centimes d'euros, cela correspondrait à une augmentation immédiate de 3,4 %. La facture totale, elle, sera libellée en euros avec deux chiffres après la virgule ».

« RASSURER LE CONSOMMATEUR »

Dans cette approche, l'idée est de rester le plus fidèle possible aux prix actuels. « Il faut rassurer le consommateur, et lui prouver que nous n'en profitons pas pour augmenter les tarifs », affirme Michel Rouilleault. D'autant que les factures étant réglées par chèque ou par prélèvement automatique, les opérateurs ne sont pas confrontés au casse-tête de la gestion de la monnaie. Reste à s'interroger sur l'impact de ces tarifs complexes en termes de communication. Selon Joël Fontaine, « jusqu'à la fin de l'année, nous communiquerons en francs majeurs, avec l'indication de l'équivalent en euro. Mais nous étudions également l'impact publicitaire de ces prix en millièmes d'euros ».

Les prix en euros « ronds » feront leur apparition dans un second temps, au gré de la commercialisation de nouvelles offres. « Nous venons de lancer deux nouveaux forfaits de téléphonie mobile pour les professionnels qui incluent l'envoi de messages Texto, au prix respectif de 30 et de 44 euros », ajoute Joël Fontaine. Toutefois, les opérateurs de télécommunications ont encore quelques mois pour parfaire leur dispositif et surveiller leurs concurrents. Heureusement pour certains. Jean-Louis Constanza, directeur général de Tele2, avoue, pour sa part, ne pas s'être encore vraiment penché sur la question.

Propos recueillis par Pascale Santi

Laurence Girard

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **3 COM : le groupe américain d'informatique en réseau** a annoncé lundi 7 mai la suppression de 3 000 emplois, soit environ 30 % de ses effectifs. 3 COM, qui a affiché une perte trimestrielle de 122,8 millions de dollars (138 millions d'euros), espère, avec ce plan de réduction, renouer avec les bénéfices en 2002.

● **DELL : le fabricant et distributeur d'ordinateurs** prévoit de supprimer 3 000 à 4 000 emplois permanents au cours des deux prochains trimestres, soit jusqu'à 10 % de ses effectifs. Le groupe, qui a jusqu'à présent rempli ses objectifs, explique cette mesure par la nécessité de réduire ses coûts.

● **SAAB : le groupe suédois a annoncé lundi qu'il avait racheté** les 49 % que le groupe d'équipements de télécoms Ericsson détenait dans leur coentreprise Ericsson Saab Avionics, pour 225 millions de couronnes suédoises (22 millions d'euros).

● **LUCENT TECHNOLOGIES : Deborah Hopkins, la directrice financière de l'équipementier en télécommunications**, arrivée à grand renfort de publicité de chez Boeing, a annoncé son départ, selon un communiqué de Lucent reçu lundi. Elle sera remplacée par Frank D'Amelio, un homme dans le groupe depuis 22 ans.

● **NTT : le géant japonais des télécommunications** a programmé 60 000 nouvelles suppressions d'emplois et des baisses de salaires de 20 % à 30 % sur les trois années à venir pour faire face à une intensification de la concurrence dans un secteur en cours de dérèglementation.

SERVICES

● **LUFTHANSA : la compagnie aérienne allemande a présenté lundi une nouvelle proposition** de hausse de salaires à ses pilotes pour tenter de mettre fin à leur mouvement de grève, engagé jeudi 3 mai, mais le principal syndicat de branche réservait en début de soirée son verdict. Les pilotes réclament une hausse moyenne des salaires de 35 %.

● **AIR AFRIQUE : les pilotes de la compagnie aérienne multinationale africaine** ont refusé lundi d'engager les négociations qui étaient prévues avec la direction si celle-ci n'était pas représentée par son directeur, l'Américain Jeffrey Erickson.

● **ARNOLD WORLDWIDE : la filiale du groupe Havas Advertising a annoncé lundi 7 mai le rachat de l'agence de publicité américaine Simmons Durham**, dont la clientèle compte notamment la marque de bourbon Jack Daniel's. L'agence, installée à Saint Louis (Missouri), réalise pour 71 millions de dollars (63 millions d'euros) par an d'annonces. Les termes de l'accord n'ont pas été divulgués.

FINANCE

● **US BANCORP : le groupe financier américain** a acquis lundi l'entreprise Nova, spécialisée dans le paiement par carte de crédit. L'opération estimée à 2,1 milliards de dollars (2,36 milliards d'euros) permettra à US Bancorp de devenir le troisième gestionnaire de paiements par carte de crédit aux Etats-Unis avec 100 milliards de dollars de transactions.

● **ALLIANZ : l'assureur allemand** est en discussions avec E.ON en vue de réduire sa participation de 10,2 % dans le groupe énergétique allemand, a indiqué lundi un porte-parole du groupe à l'AFP.

● **BNP PARIBAS : le conseil d'administration de la banque américaine BancWest** a accepté l'offre de rachat présentée par sa maison-mère française BNP Paribas, selon un communiqué reçu mardi à Paris (*Le Monde* du 8 mai 2001).

RÉSULTATS

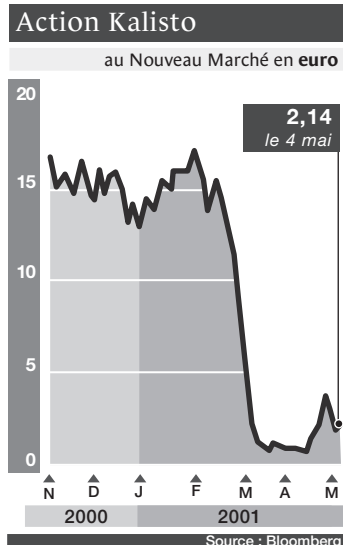
● **MARINE-WENDEL : la holding de la famille Wendel** a déposé un bénéfice net de 830 millions d'euros au premier trimestre 2001 selon des chiffres calculés aux normes IAS. Aux normes comptables allemandes HGB, le bénéfice net a enregistré une hausse de 57,3 % à 389 millions d'euros.

● **VOLKSWAGEN : le numéro un européen de l'automobile** a dégagé un bénéfice net de 830 millions d'euros au premier trimestre 2001 selon des chiffres calculés aux normes IAS. Aux normes comptables allemandes HGB, le bénéfice net a enregistré une hausse de 57,3 % à 389 millions d'euros.

VALEUR DU JOUR

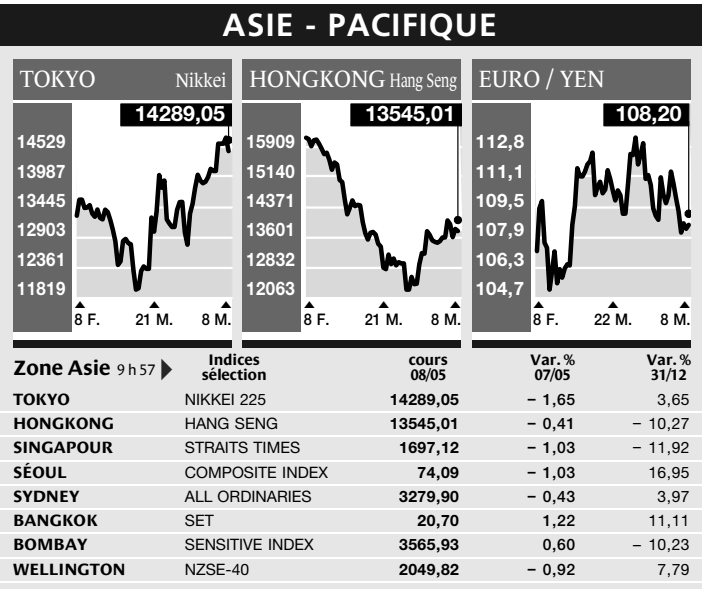
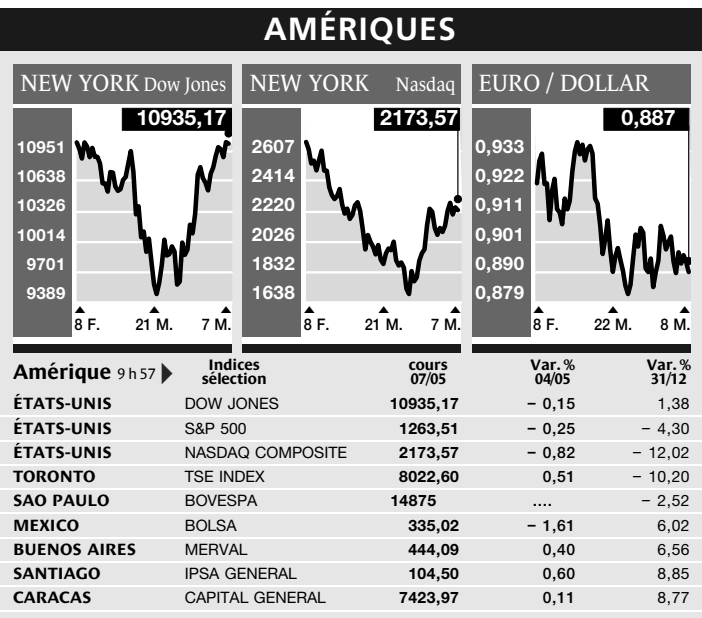
Kalisto demande un audit sur ses comptes catastrophiques

LA SOCIÉTÉ bordelaise Kalisto Entertainment, spécialisée sur les jeux interactifs, vient de surprendre à nouveau le marché. Son jeune PDG, Nicolas Gaume, a annoncé, lundi 7 mai, qu'il avait demandé à un expert indépendant un rapport sur les méthodes comptables de son groupe. « *Sur la base des conclusions de ce rapport* », M. Gaume a d'ores et déjà prévenu que ses comptes sociaux et consolidés provisoires au 31 décembre 2000, publiés au *Bulletin des annonces légales et officielles (BALO)*, « *pourraient être modifiés*, la situation nette et le résultat net pouvant être améliorés ». Les comptes provisoires font apparaître un chiffre d'affaires de 18,77 millions de francs en 2000, contre 108,1 millions en 1999 (et une prévision initiale de 170 millions pour 2000), et une perte de 164,13 millions de francs, contre un bénéfice de 11,3 millions en 1999. La situation nette de la société est donc négative de 70,81 millions de francs. La cotation de l'action Kalisto va rester suspendue jusqu'au 14 mai, date de l'annonce des résultats définitifs.



Les difficultés de Kalisto défraient la chronique depuis l'annonce de son chiffre d'affaires annuel début mars, qui avait entraîné une première suspension de la valeur. Depuis, le cours s'est effondré d'environ 90 %. Le 18 avril, M. Gaume avait fait état d'offres de rachat de

Adrien de Tricornot



SUR LES MARCHÉS

PARIS

LA BOURSE de Paris était en recul de 0,24 %, mardi 8 mai à la mi-journée, selon l'indice CAC 40, qui s'établissait à 5 485,17 points. L'indice des valeurs vedettes de la place parisienne avait terminé lundi 7 mai en hausse de 0,79 %, atteignant 5 498,52 points.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort était en baisse, mardi à la mi-séance. L'indice phare de la place allemande, le DAX, perdait en effet 0,26 % pour s'établir à 6 106,6 points. Lundi, Francfort avait terminé la séance à 6 122,62 points.

LONDRES

LA BOURSE de Londres affichait une légère baisse, mardi au milieu de la journée. L'indice Footsie, qui recense les cent premières capitalisations cotées à Londres, se dépréciait de 10,4 points, à 5 859,9 points. La Bourse de Londres, qui était fermée lundi, jour férié en Grande-Bretagne, avait terminé, vendredi 4 mai, à 5 870,30 points.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance de mardi en baisse, tirée par ses principales valeurs bancaires, dans la crainte du report de la création d'un fonds de rachat d'actions. L'indice de référence Nikkei a perdu 240,36 points, soit 1,65 %, à 14 289,05 points et le Topix 30,21 points (2,10 %), à 1 410,76 points.

NEW YORK

LES MARCHÉS AMÉRICAINS ont terminé en repli, lundi 7 mai, au terme d'une séance irrégulière. Finalement, certains opérateurs ont préféré prendre leurs bénéfices, après la hausse des séances précédentes.

L'indice Dow Jones, qui regroupe les trente premières valeurs industrielles de Wall Street, a cédé 0,15 %, pour redescendre à 10 935,17 points. L'indice Standard & Poor's 500, qui regroupe un plus large éventail de valeurs, et qui est suivi de près par les gérants professionnels, a perdu 0,24 %, à 1 263,51 points. L'indice Nasdaq composite, riche en valeurs de technologie, a perdu 0,83 %, à 2 173,38 points.

TAUX

LE RENDEMENT des emprunts d'Etat européens se détendait mardi 8 mai dans les premiers échanges, l'Obligation assimilable du Trésor (OAT) affichant un taux de 5,085 %, et le Bund, son homologue allemand, s'inscrivant à 4,935 %. Le marché obligataire, dont les cours évoluent mécaniquement à l'inverse des rendements, était donc orienté à la hausse.

MONNAIES

L'EURO restait faible face à la devise américaine, mardi. Il s'échangeait contre 0,8893 dollar dans les premières transactions. Le yen continuait à se raffermir contre le billet vert, à 121,31 pour un dollar.

ÉCONOMIE

Pour le G10, l'économie américaine décollerait à la fin de 2001

L'ÉCONOMIE américaine devrait décoller vers la fin de 2001, a déclaré, lundi 7 mai, Sir Edward George, gouverneur de la Banque d'Angleterre et porte-parole des gouverneurs du G 10. « *La vision la plus probable est que la croissance redémarre à la fin de l'année aux Etats-Unis, mais il peut y avoir des facteurs qui la retardent* », a-t-il déclaré, à l'issue de la réunion périodique des gouverneurs de banques centrales du G 10, à Bâle (Suisse). Parmi les facteurs favorables à une reprise de la croissance à la fin 2001 figurent notamment des indicateurs économiques positifs, comme l'indice de confiance dans l'économie américaine, ou les chiffres du PIB au 1^{er} trimestre, a-t-il dit. Toutefois, selon lui, « *les déséquilibres dans les budgets publics américains* » pourraient ralentir cette reprise.

Par ailleurs, le crédit à la consommation aux Etats-Unis a connu en mars sa progression la plus faible en un an et demi, d'après les chiffres publiés lundi par la Réserve fédérale américaine. Le montant des encours de ce type de crédit, qui inclut les prêts pour achats de voitures, les prêts aux étudiants et l'endettement par carte de crédit, n'a augmenté que de 6,16 milliards de dollars par rapport à février.

■ **ZONE EURO : des pressions inflationnistes existent actuellement** dans la zone euro, notamment sur « *les prix de l'énergie et des produits pétroliers* », a déclaré lundi à Bâle Edward George, gouverneur de la Banque d'Angleterre et porte-parole des gouverneurs du G 10. En outre, a-t-il ajouté, l'indice des prix souffre des effets de la maladie de la vache folle (ESB) et de la fièvre aphteuse. Du fait de ces pressions « *temporaires* », l'indice de hausse des prix dans la zone euro est « *au-dessus des 2 %* ».

■ **ALLEMAGNE : pour le quatrième mois consécutif**, le nombre de chômeurs en Allemagne a augmenté en avril, de 6 000 personnes par rapport à mars, selon les statistiques de l'Office du travail publiées, mardi 8 mai, en données corrigées des variations saisonnières. Toutefois, le taux brut de chômage s'est établi à 9,5 % en avril, contre 9,8 % en mars.

■ **Les entrées de commandes ont fortement chuté en mars** dans l'industrie allemande, un

recul bien plus prononcé que prévu, qui confirme que la première économie de la zone euro subit de plein fouet le fléchissement de l'économie américaine. Selon des statistiques du ministère des finances publiés lundi, les entrées de commandes ont enregistré en volume un recul de 4,4 % en mars, comparé à février.

■ **ESPAGNE : la croissance de l'économie s'est ralentie** au 1^{er} trimestre, s'établissant à 3,5 % en glissement annuel, après une hausse de 3,8 % au dernier trimestre 2000, selon une estimation de la Banque d'Espagne publiée lundi. Le gouvernement de José Maria Aznar, fin avril, a revu en baisse, à 3,2 %, son objectif de croissance pour 2001, contre 3,6 % initialement.

■ **NORVÈGE : le gouvernement du deuxième pays au monde exportateur de pétrole** a annoncé lundi la création de Petoro AS, société publique regroupant les actifs détenus par l'Etat dans les champs d'hydrocarbures d'une valeur totale estimée à environ 500 milliards de couronnes norvégiennes (61,7 milliards d'euros). Cette initiative s'inscrit dans un programme de restructuration du secteur pétrolier, déclenché par l'imminente privatisation partielle de Statoil, la principale compagnie pétrolière du royaume.

■ **GAZ : le Qatar a signé lundi un accord avec l'Espagne** pour lui fournir 12,4 millions de tonnes de gaz liquéfié (GNL) sur une période de onze ans, a indiqué la compagnie Qatarqas, détenue à 65 % par le groupe public Qatar General Petroleum Corporation, à 10 % à l'américain ExxonMobil, à 10 % à la franco-belge TotalFinaElf, et à 7,5 % chacun par les japonais Marubeni et Mitsui.

■ **TURQUIE : un projet de loi sur la réforme bancaire turque**, vital pour le redressement économique du pays, a été présenté lundi au Parlement d'Ankara.

■ **ARMÉNIE : la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD)**, « *satisfaite* » de sa coopération avec l'Arménie, a l'intention d'accroître son soutien à l'économie du pays et d'augmenter son assistance financière, a déclaré lundi son président, Jean Lemierre, en visite à Erevan, sans avancer de chiffre précis.

■ **IRAN : le ministre de l'économie, Hossein Namazi, a annoncé** lundi une baisse d'un point de la plupart des taux d'intérêt des prêts bancaires, afin de « *créer des emplois et augmenter la croissance de la production intérieure* ».

Taux de change fixe zone Euro		Hors zone Euro	
Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37603	SCHILLING AUTR. (10).....	4,76703
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS 2,20371		FLORIN NÉERLANDAIS 2,20371	
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	6,26207
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503
		COURONNE DANOISE.....	7,4648
		COUR. NORVÉGIENNE.....	8,0790
		COUR. SUÉDOISE.....	9,1089
		COURONNE TCHÈQUE.....	34,5400
		DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,7200
		DOLLAR CANADIEN.....	1,3686
		DOLLAR HONGKONG.....	6,9563
		DOLLAR NÉO-ZÉLAND.....	2,1158
		FORINT HONGROIS.....	260,2800
		LEU ROUMAIN.....	25258
		ZLOTY POLONAIS.....	3,5210

Cours de change croisés						
08/05 12 h 30	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	.....	0,82028	0,88740	0,13531	1,43290	0,57527
YEN.....	121,91000	.....	108,20500	16,50000	174,67000	70,12500
EURO.....	1,12689	0,92417	.....	0,15245	1,61475	0,64820
FRANC.....	7,39065	6,06335	6,55957	.....	10,59095	4,25190
LIVRE.....	0,69789	0,57250	0,61930	0,09445	.....	0,40145
FRANC SUISSE.....	1,73830	1,42600	1,54310	0,23520	2,49090	.....

Taux d'intérêt (%)

Taux 07/05	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	4,81	4,73	5,10	5,63
ALLEMAGNE.....	4,79	4,77	4,95	5,52
GDE-BRETAG.....	6,75	5,19	5	4,80
ITALIE.....	4,79	4,71	5,34	5,96
JAPON.....	0,07	0,02	1,31	2,33
ÉTATS-UNIS.....	4,47	3,71	5,21	5,69
SUISSE.....	2,75	3	3,41	4,16
PAYS-BAS.....	4,76	4,71	5,12	5,58

Matif

Cours 12 h 30	Volume 08/05	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 2001	10763	88,83	88,84
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001.....	NC	NC	NC

Matières premières

En

VALEURS EUROPÉENNES

● Le titre **Banco Santander Central Hispano (BSCH)** cotait 10,88 euros lundi 7 mai en fin de séance, en progression de 0,46 %, et l'action **Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA)** s'est appréciée de 1,35 % pour s'afficher à 15,80 euros. Ces grandes banques espagnoles, fortement implantées en Amérique latine, ont bénéficié de l'accord négocié dimanche entre le gouvernement argentin et un groupe de banques étrangères sur une opération d'échange de 20 milliards de dollars de dette, destiné à « reprofiler » les coûteuses échéances de court et moyen termes.

● L'action du groupe suisse **Novartis** a gagné 2,1 %, à 68,4 francs suisses, lundi 7 mai, et le titre de son concurrent **Roche** a bondi de 3,4 %, à 137 francs suisses. Les investisseurs ont salué l'entrée de Novartis dans le capital de Roche.

● L'action **Montedison** a terminé sur un gain de 6,77 %, à 3,25 euros. L'entrepreneur franco-polonais Romain Zaleski est devenu récemment le premier actionnaire du groupe diversifié, devant la banque d'affaires Mediobanca, avec plus de 15 % du capital. Selon la presse italienne, M. Zaleski serait en mesure de bloquer, avec l'appui d'alliés, les décisions de Montedison, jusqu'à présent sous l'influence de Mediobanca.

● Le titre **Banco Santander Central Hispano (BSCH)** cotait 10,88 euros lundi 7 mai en fin de séance, en progression de 0,46 %, et l'action **Banco Bilbao Vizcaya Argentaria (BBVA)** s'est appréciée de 1,35 % pour s'afficher à 15,80 euros. Ces grandes banques espagnoles, fortement implantées en Amérique latine, ont bénéficié de l'accord négocié dimanche entre le gouvernement argentin et un groupe de banques étrangères sur une opération d'échange de 20 milliards de dollars de dette, destiné à « reprofiler » les coûteuses échéances de court et moyen termes.

● L'action du groupe suisse **Novartis** a gagné 2,1 %, à 68,4 francs suisses, lundi 7 mai, et le titre de son concurrent **Roche** a bondi de 3,4 %, à 137 francs suisses. Les investisseurs ont salué l'entrée de Novartis dans le capital de Roche.

● L'action **Montedison** a terminé sur un gain de 6,77 %, à 3,25 euros. L'entrepreneur franco-polonais Romain Zaleski est devenu récemment le premier actionnaire du groupe diversifié, devant la banque d'affaires Mediobanca, avec plus de 15 % du capital. Selon la presse italienne, M. Zaleski serait en mesure de bloquer, avec l'appui d'alliés, les décisions de Montedison, jusqu'à présent sous l'influence de Mediobanca.

08/05 12h36

Code pays	Cours en euros	% Var. 07/05
AUTOMOBILE		
AUTOLIV SDR	SE 22,23	-0,25
BASF AG	BE 47,35	+0,42
BMW	DE 39	+0,26
CONTINENTAL AG	DE 16,20	....
DAIMLERCHRYSLER	DE 55,90	-1,06
FIAT	IT 26,46	-0,53
FIAT PRIV.	IT 16,55	+0,42
MICHELIN	FR 38,07	+0,03
PEUGEOT	FR 315,60	+0,06
PIRELLI SPA	IT 3,63	+1,97
DR ING PORSCHE	DE 359,50	-0,14
RENAULT	FR 58,70	-0,51
VALEO	FR 50,55	+0,60
VOLKSWAGEN	DE 54,10	-1,46
▶ DJ E STOXX AUTO P 244,44 -0,92		

08/05 12h36

Code pays	Cours en euros	% Var. 07/05
BANQUES		
ABBAY NATIONAL	GB 20,24	+0,24
ABN AMRO HOLDING	NL 21,74	-0,14
ALL & LEICS	GB 12,76	-0,50
ALLIED IRISH BA	GB 20,65	+0,87
ALPHA BANK	GR 31,58	-0,32
B.P.SONDRIO	IT 11	....
B.P.VERONA E.S.	IT 12,15	-0,74
BA HOLDING AG	AT 62	....
BANK OF IRELAND	GB 17,66	+1,01
BANK OF PIRAEUS	GR 13,90	-0,43
BANKINTER R	ES 41,42	+0,36
BARCLAYS PLC	GB 35,87	+1,78
BAYR.HYPO-LUVER	DE 61,50	-0,97
BBVA R	ES 15,78	-0,13
BCA AG.MANTOVAN	IT 10,05	....
BCA FIDEURAM	IT 12,80	-1,61
INTESABCI	IT 4,42	-0,23
BCA LOMBARDIA	IT 10,31	-0,87
BCA P.BERG.-CV	IT 21,06	-0,05
BCA P.MILANO	IT 5,27	....
B.P.EMILIA ROMA	IT 37,10	+0,27
B.P.NOVARA	IT 7,72	....
B.P.LODI	IT 11,77	-0,25
BCA ROMA	IT 1,16	-1,69
BCO POPULAR ESP	ES 40,90	-1,11
BCE	PT 4,91	-0,41
BIPOP CARRIE	IT 5,36	-2,19
BK OF SCOTLAND	GB 13,50	-1,06
BNL	IT 3,52	-0,28
BNP PARIBAS	FR 94,80	-1,35
BSCH R	ES 10,93	+0,46
CHRISTIANIA BK	NO 6,04	....
COMIT	IT 6,18	....
COMM.BANK OF GR	GR 53,26	+0,41
COMMERZBANK	DE 32,15	....
CREDIT LYONNAIS	FR 41,94	+0,46
DANSKE BANK	DK 18,96	-1,05
DEUTSCHE BANK N	DE 89,50	-0,22
DEXIA	BE 177,60	-0,39
DNB HOLDING -A-	NO 4,95	+0,25
DRESDNER BANK N	DE 50,55	-0,39
ERG EUROK ERGA	GR 17,24	+0,35
ERSTE BANK	AT 58,90	-1,83
ESPIRITO SANTO	PT 14,78	-1,14
FOERENINGSB A	SE 13,94	....
HALIFAX GROUP	GB 13,08	-1,46
HSCB HLDG	GB 14,06	+0,35
IKB	DE 16,05	....
KBC BANCASSURAN	BE 40,31	+0,07
LLOYDS TSB	GB 11,76	-1,35
MONTI PASCHI SI	IT 4,13	....
NAT BANK GREECE	GR 43,36	+1,31
NATEXIS BP POP.	FR 98,80	....
NORDEA	SE 6,86	-1,57
ROLO BANCA 1473	IT 19,53	-0,10
ROYAL BK SCOTL	GB 25,76	+1,65
S-E-BANKEN -A-	SE 11,09	+1
SAN PAOLO IMI	IT 15,32	-1,16
STANDARD CHARTER	BE 16,05	-0,10
STE GENERAL-A-	FR 67,80	-1,31
SV HANDBK -A-	SE 17,24	-0,95
SWEDISH MATCH	SE 4,85	-1,34
UBS N	CH 163,95	-1,94
UNICREDITO ITAL	IT 5,32	-0,37
UNIDANMARK -A-	DK 85,74	....
▶ DJ E STOXX BANK P 325,39 -0,39		

08/05 12h36

Code pays	Cours en euros	% Var. 07/05
PRODUITS DE BASE		
ACERIALIA	ES 14,30	-0,28
ACERINOX R	ES 34,02	+0,32
ALUMINIUM GREEC	GR 42,66	+0,66
ANGLO AMERICAN	GB 17,58	-75,13
ASSIDOMAEN AB	SE 24,04	-0,45
BEKAERT	BE 41	-0,61
BILLITON	GB 5,56	+0,29
BOEHLER-UDDEHOL	AT 44,50	-0,40
BUNZL PLC	GB 6,69	....
CORUS GROUP	GB 1,18	....
ELVAL	GR 4	-0,99
HOLMEN -B-	SE 22,18	+0,75
ISPAT INTERNATI	NL 3,15	-5,97
JOHNSON MATTHEY	GB 15,61	+1,89
MAYR-MELNHOF KA	AT 54,71	+0,24
M-REAL -B-	FI 8	-1,72
OUTOKUMPU	FI 9,70	+4,30
PECHINEY-A-	FR 60,05	-0,17
RAUTARUKKI K	FI 4,52	+2,96
RIO TINTO	GB 21,69	-3,10
SIDENOR	GR 3,60	-0,55
SILVER & BARYTE	GR 24,76	-0,96
SMURFIT JEFFERS	GB 2,11	-1,50
STORA ENSO -A-	FI 12,30	-0,40
STORA ENSO -R-	FI 12,26	-1,53
SVENSKA CELLULO	SE 24,54	+0,22
THYSSENKRUPP	DE 16,80	+1,20
UNION MINIERE	BE 45,70	+0,13
UPM-KYMMENE COR	FI 35,60	-0,28
USINOR	FR 14,59	-1,35
VIOHALCO	GR 11,14	+0,18
VOEST-ALPINE ST	AT 30,35	-0,49
WORMS N	FR 19,49	-0,86
▶ DJ E STOXX BASI P 187,67 -0,37		

08/05 12h36

Code pays	Cours en euros	% Var. 07/05
CONSTRUCTION		
ACCIONA	ES 39,40	+0,77
ACS	ES 31,20	-0,32
AGGREGATE IND	GB 1,39	....
AKTOR SA	GR 8,46	+0,71
AMEY	GB 6,82	+0,24
UPONOR -A-	FI 17,30	-0,29
AUREA R	ES 19,58	+0,36
ACESA R	ES 10,85	+0,46
BLUE CIRCLE IND	GB 7,52	....
BOUYGUES	FR 47,50	-0,54
BPB	GB 3,71	-0,86
BRISA AUTO-ESTR	PT 10,36	-0,10
BUZZI UNICEM	IT 10,31	-0,39
NOVAR	GB 2,74	+0,59
CRH PLC	GB 31,13	+0,26
CIMPOR R	PT 27,14	+0,33
COLAS	FR 65	+1,56
GRUPO DRAGADOS	ES 13,77	+2,91
FCC	ES 23,48	+0,34
GRUPO FERROVIAL	ES 18,10	-0,44
HANSON PLC	GB 7,58	-1,88
HEIDELBERGER ZE	DE 55,69	-1,43
HELL.TECHNODO.R	GR 7,66	+0,79
HERALCES GENL R	GR 14,34	+3,17
Hochtief Essen	DE 26,25	+1,74
HOLDERBANK FINA	CH 1273,98	-0,71
IMERYS	FR 120,90	+0,33
ITALCEMENTI	IT 9,15	-0,87
LAFARGE	FR 105,70	-1,31
MICHANIKI REG.	GR 3,18	....
PILKINGTON PLC	GB 1,90	-1,67
RMC GROUP PLC	GB 11,79	+0,41
SAINT GOBAIN	FR 172,50	-0,17
SKANSKA -B-	SE 43,69	+0,25
TAYLOR WOODROW	GB 3,34	+0,49
TECHNIP	FR 176	-0,85
TITAN CEMENT RE	GR 41,30	+0,88
VINCI	FR 67,80	+0,07
WIENERB BAUSTOF	AT 20,35	+0,05
▶ DJ E STOXX CNST P 243,08 -0,28		

08/05 12h36

Code pays	Cours en euros	% Var. 07/05
CONSUMMATION CYCLIQUE		
ACCOR	FR 48,10	-0,21
ADIDAS-SALOMON	DE 67	+0,37
AGFA-GEVAERT	BE 18,33	+2,98
AIR FRANCE	FR 20,45	+1,74
AIRTRAVEL PLC	GB 4,95	....
ALITALIA	IT 1,64	+0,61
AUSTRIAN AIRLIN	AT 13	+0,39
AUTOGRILL	IT 12,60	-0,87
BANG & OLUFSEN	DK 34,83	+1,96
BASS	GB 12,06	+0,40
BENETTON GROUP	IT 1,70	-1,16
BERKELEY GROUP	GB 13,68	....
BRITISH AIRWAYS	GB 5,50	+0,20
BULGARIE	IT 12,93	+0,62
CHRISTIAN DIOR	FR 47,90	+2,02
CLUB MED	FR 74,50	+0,13
COMPASS GROUP	GB 8,47	-0,94
DI.LUFTHANSA N	DE 22,20	....
ELECTROLUX -B-	SE 16,08	-1,20
EM.TV & MERCHAN	DE 4,99	+0,40
EMI GROUP	GB 6,98	+2,61
EURO DISNEY	FR 0,88	+2,33
HERMES INTL	FR 162	+0,19
HILTON GROUP	GB 3,68	....
HDP	IT 4,55	....
HUNTER DOUGLAS	NL 31,25	-2,04
KLM	NL 22,40	+1,59
LVMH	FR 68,60	-0,36
MEDION	DE 94,80	....
MOULINEX	FR 4,12	-1,90
NH HOTELES	ES 14,95	+0,20
NXT	GB 5,77	+0,28
P & O PRINCESS	GB 5,48	-0,29
PERSUMON PLC	FR 5,94	-0,27
PREUSSAG AG	DE 37,35	+3,75
RANK GROUP	GB 3,10	+3,23

08/05 12h36

Code pays	Cours en euros	% Var. 07/05
CHIMIE		
AIR LIQUIDE	FR 164,80	-0,36
AKZO NOBEL NV	NL 47,80	+0,85
BASF AG	DE 47,35	+0,42
BAYER AG	DE 46,68	+0,82
BOC GROUP PLC	GB 16,42	-1,26
CELANESE N	DE 23,20	+0,22
CIBA SPEC CHIMI	CH 66,91	+0,24
CLARIANT N	CH 300,67	+1,64
DEGUSSA-HUELS	DE 37,60	....
DMS	NL 42	-0,21
ENSI-CHEM HOLD A	CH 4759,59	-0,07
ICI	FR 7,02	+2,59
KEMIRA	FI 6,55	+3,64
KON.VOPAK NV	NL 26,80	-2,19

08/05 12h36

Code pays	Cours en euros	% Var. 07/05
APRÈS-MIDI		
LAPORTE	GB 11,19	....
LONZA CRP N	CH 659,02	-0,78
NORSK HYDRO	NO 46,35	....
RHODIA	FR 13,85	+1,14
SOLVAY	BE 54,70	+0,09
SYNGENTA N	CH 57,32	+0,11
TESSENDERLO CHE	BE 29,88	+1,25
▶ DJ E STOXX CHEM P 330,93 +0,33		

08/05 12h36

Code pays	Cours en euros	% Var. 07/05
CONGLOMÉRATS		
D'IETTEREN SA	BE 191	+0,16
AZEO	FR 71,95	....
GBL	BE 300,10	....
GEVAERT	BE 39	+2,23
INCHCAPE	GB 6,40	-1,49
KVAERNER -A-	NO 8,60	-3,47
MYTILINEOS	GR 7,54	+1,07
UNAXIS HLDG N	CH 202,50	-0,95
ORKLA	NO 20,61	+0,60
SONAE SGPS	PT 1,05	....
▶ DJ E STOXX CONG P 329,98		

08/05 12h36

Code pays	Cours en euros	% Var. 07/05
TÉLÉCOMMUNICATIONS		
ATLANTIC TELECO	GB 0,55	-2,86
BRITISH TELECOM	GB 9,11	-5,83
CABLE & WIRELES	GB 7,71	-2,45
COLT TELECOM NE	GB 15,13	+4,22
DEUTSCHE TELEKO	DE 27,60	+0,33
E.BISCOM	IT 89,30	-1,05
ERICOM	IR 2,57	+1,58
ELISA COMUNICA	IE 18	-0,83
ENERGIS	GB 5,19	+3,54
EQUANT NV	DE 31	+1,64
EUROPOLITAN HLD	SE 8,23	....
FRANCE TELECOM	FR 71,80	-2,51
HELLENIC TELE (	GR 16,16	+0,37
HELS.TELEPH E	FI 102,60	....
KINGSTON COM	GB 2,23	+3,76
KONINKLIJKE KPN	NL 13,93	-1,49
KPNQWEST NV -C-	NL 14,80	+0,68
LIBERTEL NV	NL 11,45	+0,44
MANNESMANN N	DE 135	+0,75
MOBILCOM	DE 21,30	-0,79
PANAFON HELLENI	GR 7,04	-0,28
PT TELECOM SCPS	PT 10,92	+0,18
SONERA	FI 11,50	-3,04
SWISSCOM N	CH 285,45	-0,11
T.I.M.	IT 7,37	-1,73
TELE 1 EUROPE	SE 4,07	-1,85
TELE DANMARK -B	DK 40,93	-1,45
TELE2 -B-	SE 43,47	-2,22
TELECEL	PT 12,77	+0,16

VALEURS FRANCE

Le titre du groupe publicitaire Havas Advertising cédaient 0,93 %, mardi 8 mai dans les premières transactions, à 14,96 euros. Sa filiale Arnold Worldwide va racheter l'agence de publicité américaine Simmons Durham, pour un montant non divulgué.

L'action Schneider Electric s'appréciait de 0,28 %, à 72,6 euros, mardi matin. Le groupe a relevé de 18,1 % à 24,8 % sa participation dans la compagnie néo-zélandaise d'électronique PDL Holdings.

Le titre Vivendi Environnement gagnait 1,02 %, à 49,5 euros. ING Barings a abaissé sa recommandation sur Vivendi Environnement à « conserver » contre « achat », après la publication par le groupe d'un chiffre d'affaires trimestriel inférieur à ses attentes. Il relève cependant son objectif de cours à 53 euros contre 50 euros.

L'action César était suspendue, mardi 8 mai, sur le second marché, le Conseil des marchés financiers ayant été saisi d'un projet d'offre publique d'achat (OPA) sur le groupe d'articles de fête par le fonds d'investissement Butler Capital Partners. Le fonds offre 0,7 euro par action, soit une décote de deux tiers par rapport au dernier cours coté (2,1 euros). La société sera ensuite recapitalisée à hauteur de 15 millions d'euros.

PREMIER MARCHÉ

MARDI 8 MAI Cours à 12 h 30
Dernier jour de négociation des OSRD : 25 mai

Table of stock market data for France, including columns for Cours en euros, Cours en francs, % Var. veille, and Montant coupon (€).

Table of stock market data for France, listing various companies and their corresponding market values and percentage changes.

Table of stock market data for France, listing various companies and their corresponding market values and percentage changes.

Table of stock market data for France, listing various companies and their corresponding market values and percentage changes.

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 8 MAI
Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Table of stock market data for the Nouveau Marché, listing various companies and their corresponding market values and percentage changes.

Table of stock market data for the Nouveau Marché, listing various companies and their corresponding market values and percentage changes.

Table of stock market data for the Nouveau Marché, listing various companies and their corresponding market values and percentage changes.

SECOND MARCHÉ

MARDI 8 MAI
Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Table of stock market data for the Second Marché, listing various companies and their corresponding market values and percentage changes.

SICAV et FCP

Une sélection. Cours de clôture le 7 mai

Table of SICAV and FCP data, listing various investment vehicles and their corresponding market values and dates.

Table of SICAV and FCP data, listing various investment vehicles and their corresponding market values and dates.

Table of SICAV and FCP data, listing various investment vehicles and their corresponding market values and dates.

Table of SICAV and FCP data, listing various investment vehicles and their corresponding market values and dates.

LEGENDE
* Hors frais. ** A titre indicatif. * Part div. par 10 au 5/99.

SCIENCES Trois mois après la publication d'une version presque complète du génome de l'homme, des « brouillons » de celui de la souris sont désormais disponibles. ● DE NOM-

BRUSES SÉQUENCES étant communes aux deux espèces, la comparaison systématique de leurs patrimoines héréditaires constitue un outil précieux pour identifier et localiser les

gènes les plus importants, à commencer par les milliers d'entre eux qui interviennent dans des maladies humaines. ● POUR ACCÉLÉRER l'étude de ces gènes et de leurs fonctions, une

« clinique de la souris » est en cours de construction en France sous l'égide du Génomole de Strasbourg. ● PRÉVUE pour héberger plus de 60 000 animaux et 25 laboratoires, cette structure

devrait permettre, d'ici à la fin de l'année, d'explorer de manière systématique les divers systèmes physiologiques du petit rongeur, ainsi que son comportement.

La souris dope l'étude du génome humain

L'homme et le rongeur sont si proches au plan génétique que les maladies héréditaires de l'un aident à comprendre celles de l'autre. D'où l'idée de créer une clinique pour ce modèle animal exceptionnel, dont le génome est désormais entièrement décrypté

JOHN STEINBECK était sans doute loin d'imaginer que le titre de son ouvrage *Des souris et des hommes* serait un jour illustré par un rapprochement touchant le cœur même des cellules de ces deux espèces : le matériel génétique. Mais, dès lors que les scientifiques se sont attachés à dévoiler les bases moléculaires des génomes des êtres vivants, l'homme et la souris, animal modèle de laboratoire par excellence, se trouvaient inexorablement liés.

Il n'est donc pas surprenant que, trois mois à peine après la publication d'une version presque complète du génome de l'homme (*Le Monde* du 13 février), des « brouillons » précis de celui de la souris soient désormais disponibles. La société américaine Celera, celle-là même qui avait presque ravi la vedette aux laboratoires publics pour le séquençage du génome de l'homme, vient à nouveau de couper l'herbe sous les pieds des chercheurs du public en annonçant le déchiffrement d'environ « 99 % » du génome de la souris. Beaucoup plus discrètement, un

consortium public, the Mouse Genome Consortium, réunissant six des Instituts nationaux de la santé (NIH) américains, trois entreprises privées (GlaxoSmithKline, le Merck Genome Research Institute et Affymetrix) et une association caritative anglaise, le Wellcome Trust, met progressivement et gratuitement à la disposition des chercheurs, depuis plusieurs semaines, sa propre version « brouillon » du génome de la souris sur des sites Internet.

Ce brouillon donne une idée assez précise de la suite, ou séquence, des fameuses « lettres » A, T, C, et G symbolisant les molécules qui, mises bout à bout, constituent la molécule géante d'ADN (acide désoxyribonucléique), substrat chimique du programme génétique. Il n'en comporte pas moins des trous, voire des erreurs, tout comme celui de Celera d'ailleurs. De fait, le consortium public, formé en octobre 2000 et poussé par la compétition avec Celera, s'était donné à peine six mois pour produire une séquence du génome de la souris (établie sur une souche dite « Black 6 »).

De la séquence à la fonction

Connaître la séquence d'un gène est une chose, comprendre sa fonction en est une autre. Pour atteindre ce dernier objectif, ou du moins pour s'en rapprocher, les chercheurs disposent de plusieurs outils – à commencer par les banques déjà constituées d'ADN d'homme et de souris. En comparant les séquences contenues dans ces banques (séquences dont on sait qu'elles sont toutes impliquées dans la synthèse de protéines), on se fait une première idée de la fonction des fragments génétiques qui ont été « pêchés » dans le génome de la souris. Alternativement, on peut, à l'aide de programmes informatiques, déduire du matériel étudié la séquence réellement impliquée dans la synthèse d'une protéine. En effet, les gènes « bruts » contenus dans les chromosomes sont composés de fragments d'ADN « codants », les exons, entrecoupés de morceaux « non codants », ou introns. Un phénomène naturel, appelé « épissage », fait disparaître les introns avant que le gène ne soit traduit en protéine.

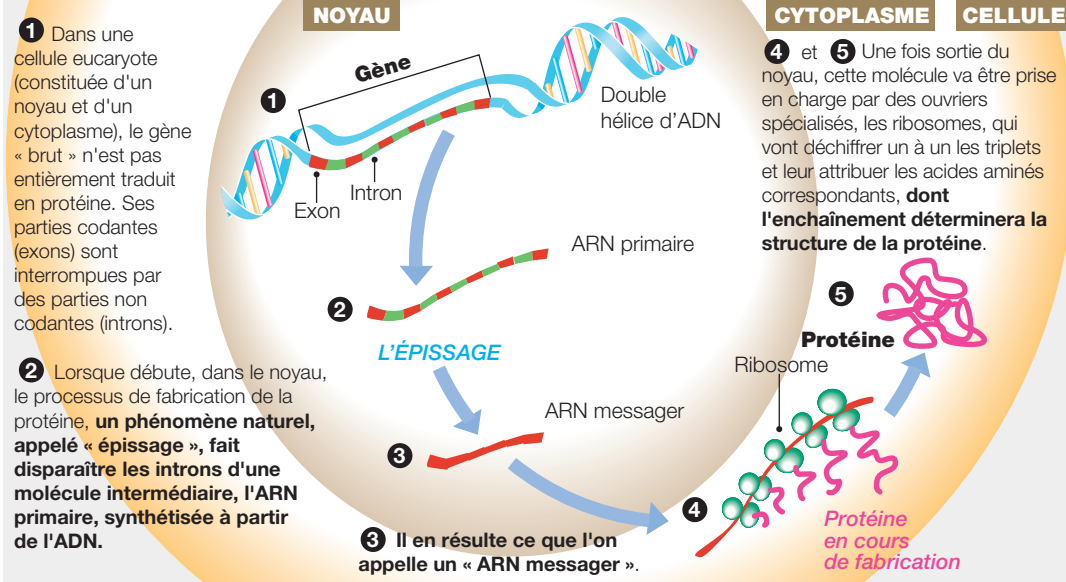
« SITES DE RÉGULATION »

« Pour un résultat très complet et correct, il faut couper et séquencer au moins sept à dix génomes. Les équipes du consortium n'ont travaillé que sur trois génomes de la même souche, ce qui est évidemment plus rapide et moins cher », explique Philip Avner, à la tête de l'unité Génétique moléculaire murine de l'Institut Pasteur de Paris. Mais, l'objectif étant l'identification et la localisation des gènes, en particulier ceux impliqués dans des maladies humaines, ce premier jet permet de débiter la comparaison systématique de la séquence génomique d'une souris avec celle de l'homme. En attendant, pour 2005, une version du génome souris aussi fiable et précise que ce qu'on a obtenu pour l'homme.

« Il est étonnant de voir à quel point le génome de la souris peut être utile pour identifier des régions importantes sur le plan fonctionnel dans le génome humain : les séquences qui sont similaires chez la souris et l'homme – autrement dit : qui ont été conservées au cours de l'évolution – sont probablement des régions fonctionnelles. Et nous avons d'ores et déjà trouvé dans le génome de la souris plusieurs homologues de gènes potentiellement responsables de mala-

Du gène à la fabrication de la protéine

Pour qu'une protéine soit fabriquée à partir d'un gène, il faut que la succession des quatre lettres A, C, G, et T (la séquence) qui le constituent soit « lue » par la machinerie cellulaire. Celle-ci déchiffre les « lettres » du message génétique par groupes de trois, et attribue à chacun de ces triplets (ou codons) un acide aminé (les maillons élémentaires des protéines).



dies chez l'homme », assure Christopher Austin, directeur du programme de pharmacogénomique au laboratoire de recherche de Merck.

Une telle comparaison est loin d'être « contre nature ». Sur l'arbre phylogénétique des mammifères, l'ancêtre commun supposé des rongeurs et des primates devrait dater de seulement 65 à 80 millions d'années. C'est peu au regard de l'évolution. De fait, de nombreux éléments du patrimoine héréditaire sont

conservés entre les deux espèces. De plus, leurs génomes sont à peu près de même taille (3 milliards de paires de bases) et portent probablement presque le même nombre de gènes, estimé entre 30 000 et 32 000.

Compte tenu des mécanismes qui gouvernent la sélection naturelle, les fragments d'ADN bien conservés entre ces organismes correspondent donc certainement à des fonctions biologiques importantes. Il peut s'agir de gènes, caracté-

sés par une suite de quatre « lettres » ordonnées de telle manière qu'elles dirigent (ou « codent », dans la grande majorité des cas, la synthèse d'une protéine. Mais les gènes ne sont pas les seules séquences importantes. Parmi elles figurent également d'autres motifs, également conservés au cours de l'évolution : ce sont des « sites de régulation », qui participent à la régulation positive ou négative d'un gène spécifique situé dans leur voisinage.

Ces gènes et ces sites de régulation, comment les repérer ? La tâche est d'autant plus ardue qu'ils sont noyés dans une masse d'ADN dont on ne connaît pas encore l'utilité : au mieux, ils constituent de 1 % à 5 % du génome. De plus, les gènes sont souvent fragmentés, entrecoupés de régions sans fonction, voire par d'autres gènes. A partir du moment où l'on connaît complètement, ou presque, la séquence du génome de l'homme et celle du génome de la souris, on peut donc les comparer et analyser finement les régions de forte homologie, afin de distinguer les gènes des séquences de régulation et de l'ADN dit « poubelle ».

Reste alors à préciser – fût-ce approximativement – la fonction de ces gènes, et à quelles familles appartiennent les protéines qu'ils synthétisent. « Une cinquantaine de groupes mènent ce genre de recherches à petite échelle, et plus d'une centaine de gènes correspondant à des maladies génétiques ont ainsi été identifiés et caractérisés. Or il y a environ 30 000 gènes au total ! », précise Philip Avner.

Avantage immédiat des deux jeux de séquences complètes : leur comparaison devra permettre de faire ce travail de façon systématique, sans préalable et beaucoup plus rapidement. Avec l'espoir, comme l'exprime Bob Waterston, de l'université Washington (Saint Louis, Missouri), « d'arriver à identifier et étiqueter toutes les parties codantes du génome de l'homme ».

Catherine Tastemain

Une véritable « clinique » rien que pour elle

LE PROLONGEMENT naturel de la recherche fondamentale, qu'elle soit médicale, biologique ou génétique, est évidemment le travail sur des modèles, notamment animaux. A cet égard, la souris a toujours eu une place de choix. Pour d'excellentes raisons : sa petite taille, qui rend l'élevage et la manipulation aisés, une gestation courte (dix-neuf jours), des portées imposantes, un développement embryonnaire bien étudié et une bonne connaissance de sa génétique.

De plus, il est possible de cultiver des cellules souches embryonnaires et d'introduire un gène mutant ou étranger (humain, par exemple) chez l'embryon pour fabriquer des souris transgéniques. Depuis peu, on sait aussi le faire chez l'animal adulte grâce à la technique dite de « knock-out conditionnel », qui permet d'effectuer une mutation dans un gène déterminé, à un moment choisi dans la vie de l'animal, en ciblant un tissu donné. Autre bénéfice, on peut reproduire à l'identique des souris adultes par la méthode de clonage qui a donné naissance à la brebis Dolly.

Avec le séquençage des génomes de l'homme et de la souris, et l'identification, dans les cinq ans à venir, de tous leurs gènes ou presque, il est clair

que la liste des souris transgéniques va s'allonger de milliers de nouvelles souches, portant chacune une mutation ciblée dans un gène donné.

L'intérêt de ce type de modèle est immense non seulement pour l'étude des processus biologiques normaux, mais aussi pour mieux comprendre l'origine des maladies, que celles-ci soient monogéniques (impliquant un seul gène) ou polygéniques (tels le cancer ou le diabète). Comme le souligne Olivier Delattre, qui dirige le laboratoire de pathologie moléculaire des cancers à l'Institut Curie (Paris), le plus important, dans ce contexte, est désormais de mettre en place des structures qui vont faciliter l'analyse de ces souris modèles et du fonctionnement de leurs gènes.

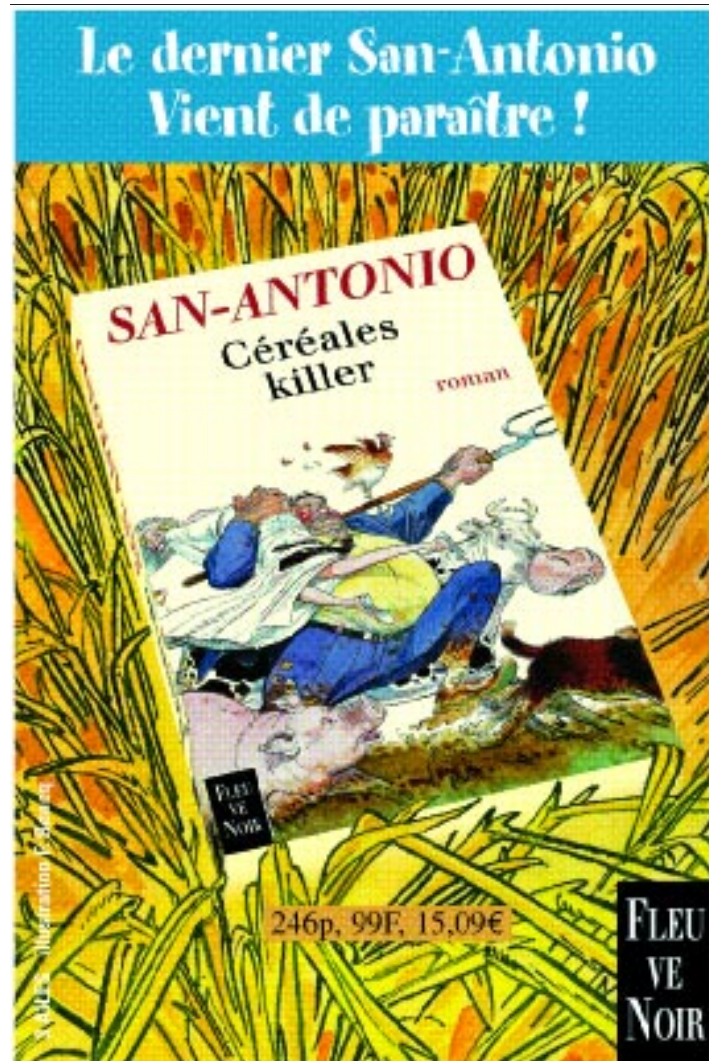
ENTRE 60 000 ET 70 000 SPÉCIMENS

A long terme, l'objectif est d'arriver à concevoir des médicaments spécifiques des pathologies étudiées. D'où l'idée de Pierre Chambon, qui dirige près de Strasbourg l'Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire (IGBMC) d'Illkirch, de créer non une simple animalerie, mais une véritable « clinique » dédiée à la génétique de la souris. « On veut pouvoir exami-

ner une souris sous tous ses angles, comme on le fait pour les humains à l'hôpital », explique le chercheur, pour qui « l'absence apparente d'anomalies chez une souris mutée reflète souvent notre incapacité actuelle à les déceler ». Ce qui revient à explorer de manière systématique ses systèmes cardio-respiratoire, endocrinien, sensoriel, nerveux, et même son comportement.

Le projet est ambitieux. La nouvelle animalerie devrait héberger entre 60 000 et 70 000 spécimens, et la « clinique de la souris », dont la construction est couplée à celle de l'animalerie, comprendra environ 25 laboratoires pour une surface totale de 6 000 m². Initiée sur des fonds propres de l'IGBMC (22 millions de francs, 3,35 millions d'euros), l'opération, qui s'inscrit dans le cadre du Génomole de Strasbourg, bénéficie pour sa construction d'un financement important du Plan Etat-région (26 MF) et de diverses associations et fondations caritatives. L'équipement, en revanche, devrait en majeure partie être financé par le Génomole. Cette clinique devrait entrer en service d'ici à la fin de l'année.

C. Tn



CERTES, le génome de l'homme et celui de la souris sont proches : même code génétique (comme tous les êtres vivants), approximativement même nombre de gènes, de multiples gènes communs. Et pourtant, la souris n'est pas l'homme ; il suffit de les regarder. Au reste, si l'on constate tout de même des similitudes entre ces deux espèces de mammifères, pourquoi retrouve-t-on, dans des organismes aussi éloignés dans leur complexité que l'homme et le ver *Caenorhabditis elegans*, un nombre de gènes relativement équivalent : 30 000 chez le premier, 20 000 chez le second ? Comment le programme génétique peut-il faire tant de choses dans un organisme, et si peu, comparativement, dans un autre ?

Tous les biologistes s'accordent là-dessus : la comparaison des génomes et le déchiffrement des séquences génétiques n'apporteront pas de réponses complètes aux questions qui se posent concernant le fonctionnement des êtres vivants. « La comparaison permet seulement l'annotation, autrement dit la localisation des gènes et l'identification de certaines de leurs caractéristiques », soutient

Jean-Paul Thiery, directeur du Laboratoire de morphogénèse cellulaire et de progression tumorale de l'Institut Curie (CNRS-IC, Paris). Un peu comme un dictionnaire contenant tous les mots d'une langue, et bientôt leur sens, mais qui ne donnerait aucune clé de syntaxe et de grammaire...

UNE MULTITUDE DE POSSIBILITÉS

Et encore la métaphore a-t-elle ses limites. De nombreux gènes, du moins chez les organismes eucaryotes (dont les cellules comportent un noyau), peuvent en effet diriger la synthèse de plusieurs protéines, grâce au mécanisme d'épissage qui élimine des « motifs » entiers – pas forcément les mêmes selon les cellules et tissus concernés – entre l'ADN et l'ARN messager qui servira de matrice à la formation des protéines. « On a trouvé l'an dernier chez la drosophile, mouche du vinaigre très étudiée en laboratoire, un gène qui dirige la synthèse de 38 000 protéines, toutes impliquées dans le guidage des axones mais très différentes les unes des autres ! », explique Jean-Paul Thiery, qui ajoute que le phénomène existe sans doute chez l'homme.

De plus, le produit d'un gène interagit avec ceux d'autres gènes, s'assemblant pour former des complexes multiprotéiques, selon des configurations spécifiques à un environnement donné. « La complexité ne réside pas seulement dans le génome lui-même mais dans l'assemblage des protéines. Il y a probablement, en dehors du code génétique universel de base, d'autres « codes », différents. Il nous faut encore décrypter les principes fondamentaux qui régissent la mise en place des différents systèmes », ajoute-t-il. De fait, à un niveau supérieur d'organisation, les complexes multiprotéiques eux-mêmes s'agencent pour donner naissance à de véritables structures cellulaires, sous l'influence de processus chimiques, thermodynamiques et aléatoires que l'on commence tout juste à comprendre.

La multitude de possibilités qui se présentent aux protéines une fois qu'elles sont synthétisées est parfaitement illustrée par les différentes fonctions que l'on a découvertes chez l'une d'entre elles, une simple protéine cytoplasmique appelée « bêta-caténine ». Elle paraît en effet jouer un rôle double chez

l'homme : dans la maintenance et la régulation des interactions entre cellules, d'une part, dans la régulation de l'activité de certains gènes, de l'autre. Selon des études récentes, la bêta-caténine mutée jouerait ainsi un rôle dans le cancer sporadique du côlon et dans le mélanome, en participant à un complexe qui active des gènes impliqués dans la prolifération cellulaire. Chez la souris, elle intervient dans la programmation de l'axe antéro-postérieur de l'embryon et dans la cascade d'événements qui conduit à la formation des follicules pileux. Et cette protéine a encore des fonctions différentes chez la drosophile.

On le voit, la complexité du vivant va bien au-delà de la génomique. Pour l'aborder, il faudra faire appel à de nouvelles approches, qui s'appuieront elles-mêmes sur de nombreuses technologies récentes : la spectrométrie de masse, les nanotechnologies, les nouvelles méthodes de visualisation des activités cellulaires, les techniques de chirurgie cellulaire, ou encore la bio-informatique.

C. Tn

Le Bayern Munich entend devenir grand d'Europe sur le terrain économique

Le club bavarois joue sa qualification en finale de la Ligue des champions face au Real Madrid

Le Bayern Munich, vainqueur (1-0) de la demi-finale aller de la Ligue des champions face au Real Madrid, le 1^{er} mai, reçoit les Espagnols, mer-

credi 9 mai, avec l'espoir d'atteindre la finale. Un succès permettrait aux Bavarois de redorer leur blason financier pour rivaliser avec les grands

d'Europe - Manchester United, Madrid, Juventus Turin. L'autre demi-finale devait opposer, mardi 8 mai, Valence (Espagne) à Leeds (Angleterre).

BERLIN

correspondance

Il faut accorder au Bayern Munich la grâce d'un certain panache dans ses échecs répétés alors que vient l'heure de confirmer, comme mercredi 9 mai contre le Real Madrid en match retour des demi-finales de la Ligue des champions, son statut de grand d'Europe. Depuis trois ans, cette équipe échoue, non sans combattre mais avec une régularité de métronome, en quarts, en demi ou en finale de l'épreuve, à la poursuite d'une suprématie continentale qui lui échappe depuis vingt-cinq ans et une victoire, en 1976, contre Saint-Etienne (1-0).

La culture du succès qui baigne le club bavarois interdirait un tel hommage au rabais. La communauté d'étudiants et artistes un peu bohème ayant fondé le club, en 1900, en aurait peut-être, elle, goûté l'idée, mais pas les responsables actuels aux commandes de cette machine à gagner du football allemand, moissonneuse, notamment, de seize titres nationaux et de trois coupes d'Europe.

Ce groupe « ne rêve que de la Ligue des champions », confirme l'attaquant brésilien Giovane Elber, auteur du but de la victoire (0-1) obtenu, le 1^{er} mai, face au Real Madrid. Madrid, le modèle à suivre pour les résultats et à bannir pour la gestion. La montagne de dettes accumulées par le vieux Real, estimée à plus de 200 millions d'euros, ferait scandale dans la très rigoureuse Bavière, où épargner relève du plus élémentaire des devoirs.

Qui pourrait imaginer, ici, Edmund Stoiber, chef du parti ultra-conservateur de l'Union chrétienne-sociale (CSU) et président du comité consultatif du club, se présenter avec un tel bilan financier devant ses électeurs du Land

Un palmarès impressionnant

● **Le palmarès** : seize titres de champion d'Allemagne (1932, 69, 72, 73, 74, 80, 81, 85, 86, 87, 89, 90, 94, 97, 99, 2000), dix Coupes d'Allemagne (1957, 66, 67, 69, 71, 82, 84, 86, 98, 2000), trois titres

de champion d'Europe (1974, 75, 76), une Coupe européenne des vainqueurs de Coupe (1967) et une coupe de l'UEFA (1996).

● **Année de création** : 1900.

● **Stade** : Olympiastadion, stade olympique de Munich, 63 000 places.

● **Centre d'entraînement** : un domaine de sept hectares.

● **Sponsor maillot** : Opel, environ 10 millions d'euros pour la saison 2000-2001.

● **Chiffre d'affaires 1999-2000** : 144 millions d'euros, pour 8,6 millions d'euros de bénéfices.

● **Clubs de supporters et de fans** : 1 800 organisations comptant quelque 100 000 membres.

● **Président** : Franz Beckenbauer, 55 ans, vice-président de la Fédération allemande de football (DFB), président du comité d'organisation du Mondial 2006, ancien sélectionneur national (champion du monde 1990).

● **Entraîneur** : Ottmar Hitzfeld, 52 ans, au club depuis juillet 1998, ancien entraîneur de Dortmund, avec qui il a emporté la Ligue des champions 1997.

● **Effectif** : il compte dix-neuf internationaux dont huit Allemands et deux Français (Willy Sagnol et Bixente Lizarazu).

● **Grands joueurs** : Franz Beckenbauer, Karl-Heinz Rummenigge, Sepp Maier (le légendaire gardien détient le record de matches - 473 - disputés par un joueur du club), Gerd Müller (l'avant-centre est le détenteur du record de buts - 365 - inscrits par un joueur du club), Uli Hoeness (dans l'encadrement du club aujourd'hui), Lothar Matthäus, Oliver Kahn, Giovane Elber.



Le président du Bayern Munich, Franz Beckenbauer, brandissant la coupe d'Europe en 1976, lors du match contre Saint-Etienne (1-0).

de Bavière, qu'il gouverne depuis 1993. La commission de contrôle de gestion de la Fédération allemande n'hésiterait pas à retirer sa licence à tout club surendetté.

UN VISIONNAIRE

Le manager du Bayern, Uli Hoeness, ne cesse, ainsi, de prophétiser le chaos économique du football européen. L'ancien attaquant de la mythique équipe des années 1970 aime à endosser ce costume de redresseur de torts. Il passe pour le visionnaire du Bayern, ce club qu'il n'a jamais quitté depuis l'arrêt prématuré de sa carrière pour blessure, à vingt-sept ans, en 1979.

Lecteur revendiqué du *Wall Street Journal*, patron lui-même d'une PME de production de saucisses, à Nuremberg, Uli Hoeness est obnubilé par le statut international de son club. Avec ses 144 millions d'euros de chiffre d'affaires et 8,6 millions de bénéfices sur la saison 1999-2000, le Bayern est, il est vrai, depuis longtemps un grand d'Europe.

« Cette équipe est l'une des dix plus grandes marques de sport au monde, aussi connue que Ferrari en formule 1 ou les Dallas Cowboys en football américain », estime Joachim Fuchs, patron du sponsoring sportif chez Opel-Allemagne. Depuis douze ans, le constructeur automobile s'affiche sur les

maillots de l'équipe, pour un ticket annuel estimé à 10 millions d'euros.

En matière de puissance financière, seul Manchester United fait mieux que le Bayern en Europe. Le club britannique est d'ailleurs l'éta- lon des Bavarois. « Ils ont tout notre respect », a affirmé le président, Franz Beckenbauer, lors du quart de finale Bayern-Manchester en avril (1-0, 2-1), réédition de la finale de 1999, où les Allemands, mortifiés, avaient vu s'évaporer la victoire dans les arrêts de jeu (1-2).

Très bien doté économiquement, le Bayern n'en est pas moins assez pingre. Dans un assez courageux mea-culpa, les dirigeants bavarois en conçoivent l'hypothèse depuis quelques semaines, pour expliquer d'abord quelques « erreurs de recrutement », ensuite qu'ils sont prêts à casser la tirelire pour s'offrir, cette fois, un vrai cadreur du ballon rond.

UNE NOUVELLE MOBILISATION

La mise pourrait atteindre 25 millions d'euros, a écrit Franz Beckenbauer dans l'une des chroniques sur l'état du football qu'il distille de temps à autre dans le quotidien populaire à fort tirage *Bild*. Soit le double du plus gros transfert de la Bundesliga, celui du prodige du Sparta Prague, Tomas Rosinsky, qui a rejoint Dortmund à l'hiver

2000-2001. A la barbe du Bayern. Le vice-président, Karl-Heinz Rummenigge, encore un joueur culte converti au management, s'était montré mauvais perdant. Cet échec-là a surtout révélé au Bayern que la concurrence nationale se réveillait pour de bon : Dortmund est entré en Bourse cet automne, Schalke 04 se bâtit un nouveau stade pour 183 millions d'euros et Volkswagen vient d'entrer au capital de Wolfsburg.

Voilà donc le Bayern condamné à relever le gant. « Il nous faut absolument un partenaire », reconnaît Franz Beckenbauer, qui envisage la transformation en société anonyme de cette vénérable association érigée en « famille ». Plaçant la barre exagérément haut, selon les analyses financiers, Uli Hoeness a de son côté estimé à 770 millions d'euros la valeur boursière du club et évoqué l'entrée d'un partenaire à hauteur de 10 %.

La construction d'un nouveau stade et « le renouvellement et le rajout d'investissement complet de l'équipe d'ici à l'été 2002 » annoncé par Uli Hoeness justifient cette mobilisation. Les joueurs ont compris le message. Leurs heures sont comptées. C'est aussi pourquoi ils le désirent tant remporter le plus convoité des trophées européens.

L. R.

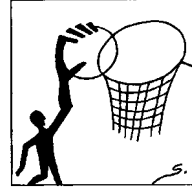
Les tribulations d'un basketteur chinois chez les maîtres américains

L'ailier Wang Zhizhi joue avec les Dallas Mavericks

NEW-YORK

correspondance

Le 5 avril 2001 est un jour qui fera date dans l'histoire de la NBA. Pour la première fois depuis la créa-



BASKET

tion de la ligue professionnelle de basket-ball nord-américaine en 1946, un joueur chinois, Wang Zhizhi, a foulé les parquets de la Grande Ligue. L'information peut sembler anecdotique mais, au regard des problèmes diplomatiques entre l'empire du Milieu et la « nation indispensable », on mesure toute l'importance de l'événement.

La venue de Wang Zhizhi aux Etats-Unis n'a pas été aisée. Découvert par l'Amérique du basket-ball lors des Jeux olympiques d'Atlanta en 1996, ce géant de 2,15 m est drafté en 1999 par les Dallas Mavericks. Las, Wang Zhizhi se voit refuser l'autorisation de quitter la Chine. La raison invoquée par le gouvernement chinois est que le joueur évolue dans les rangs du club de l'armée Rouge, les Bayi Rockets. Et les militaires ne sont pas autorisés à quitter le pays, par crainte de les voir divulguer des secrets d'Etat.

La vérité est ailleurs. La Chine s'est construite une image de nation sportive où les athlètes sont déifiés par le parti. En conséquence, la République populaire protège jalousement ses meilleurs éléments. Dans un pays où le basket-ball est en plein boom, l'exode d'une des stars du championnat vers l'étranger est tout bonnement hors de question.

Les tractations afin de faire venir Wang Zhizhi vont durer pendant deux longues années. Multipliant les allers-retours vers l'Orient, Donnie Nelson, l'un des assistants-coachs de la franchise texane, va se muer en véritable ministre des affaires étrangères. Son savoir-faire va finir par charmer les autorités chinoises. Au mois de mars, le gouvernement a délivré à Wang Zhizhi son ticket d'entrée pour la NBA.

Ce geste de bonne volonté des officiels chinois n'est pas innocent. Candidate, avec la ville de Pékin, à l'organisation des JO de 2008, nantie d'un budget dépassant les 20 milliards de dollars, la Chine entend faire bonne figure auprès du Comité international olympique (CIO).

Peu importe les raisons, l'arrivée

de Wang Zhizhi a été un véritable soulagement pour le joueur - « Je me sens en paix parce que je peux enfin jouer en NBA », a-t-il déclaré - et pour le club, qui prend des allures de plus en plus internationales.

Friant de produits étrangers, Dallas en plus de Wang Zhizhi possède des joueurs venant d'Allemagne (Dirk Nowitzki), du Mexique (Eduardo Najera), du Nigeria (Obinna Ekezie) et du Canada (Steve Nash). « Je suis un opportuniste, affirme le propriétaire des Mavericks, le milliardaire Mark Cuban. C'est un peu arrogant de penser, surtout avec un pays comme la Chine, fort de 1,2 milliard d'habitants, que le talent se trouverait seulement aux Etats-Unis. »

DU TALENT À L'APPRENTISSAGE

Agé de vingt et un ans, Wang Zhizhi n'est pas seulement un « gadget promotionnel ». Le talent de cet ailier au jeu délié est bien réel. « Il a le potentiel pour réussir dans cette ligue », affirme son coach, Don Nelson. Mais c'est une long processus, nous n'allons probablement pas le faire jouer pendant les phases finales. Il est encore en apprentissage. Cependant, nous allons tout faire pour qu'il se sente ici chez lui. »

Le plus gros défi de Wang Zhizhi ne sera pas de s'adapter au jeu physique en vigueur en NBA mais bien à une culture radicalement différente. A l'instar de la plupart des grandes villes américaines, la banlieue de Dallas compte une importante communauté chinoise située dans la petite bourgade de Richardson. Après six rencontres jouées sous le maillot texan, le joueur des Mavericks est déjà l'idole de toute la population de Richardson. « C'est une bonne chose pour les Asiatiques et les Asiatiques Américains », affirme Hermat Fan, propriétaire du restaurant Café Mandarin. Personne ne croit que les Chinois peuvent être de bons sportifs, les gens pensent que nous sommes trop petits. Wang Zhizhi va ouvrir des portes pour beaucoup de jeunes Asiatiques dans ce pays. »

Ambassadeur du basket-ball chinois, Wang Zhizhi joue également les avant-gardes. Un nouveau prodige chinois de vingt ans, Yao Ming. Liane (2,28 m, 120 kilos) pourrait bientôt rejoindre à son tour les géants de la NBA. Selon certains observateurs, ce garçon pourrait révolutionner le jeu. Discret jusque-là sur l'échiquier du basket-ball mondial, l'empire du Milieu prépare son « grand bond en avant ».

Pascal Giberné

TROIS QUESTIONS A...

GUNTER PILZ

1 En tant que professeur de sociologie du sport à l'université de Hanovre, comment jugez-vous la popularité du Bayern de Munich en Allemagne ?

Le Bayern est l'équipe la plus aimée mais aussi la plus haïe en Allemagne. La plus aimée car elle compte quelque 1 800 fan-clubs représentant 100 000 membres, dans tout le pays, créés principalement dans les années 1970 dans la foulée des succès européens. L'impact du club en ex-RDA est aussi très fort. Lors de la réunification, le Bayern s'est parfois abstenu de ne pas acheter certains joueurs pour ne pas saigner des clubs et a aussi joué des rencontres amicales presque gratuitement, s'attirant la sympathie. La plus haïe car on lui reproche son arrogance, liée à sa fortune et au fait qu'elle achète toujours les meilleurs éléments. Cette bipolarisation s'estompe néanmoins quand le Bayern joue la Coupe d'Europe. L'identification avec l'Allemagne tend alors à prendre le dessus.

2 En quoi ce club peut-il être un modèle de professionnalisme ?

Ce club ne s'est d'abord jamais risqué dans des aventures financières. Très tôt, il a pris au sérieux les questions de marketing et de sponsoring, sous la houlette notamment d'un de ses anciens joueurs,

Uli Hoeness, exploitant les ressources de Munich, important centre économique et financier du pays. Il faut aussi saluer le rôle de Fritz Scherer, actuel vice-président et ex-président, professeur d'économie émérite. L'intelligence du Bayern est aussi d'avoir compris que le capital d'un club était aussi son image. En engageant d'anciens joueurs, comme Karl-Heinz Rummenigge, Sepp Maier, Gerd Mueller, Hoeness ou le gardien Raimond Aumann, chargé des relations avec les fans, le club a capitalisé sur la sympathie, s'est rapproché des supporters et a pu exploiter ces contacts pour faire signer d'autres joueurs.

3 Quel est le rôle dévolu à Franz Beckenbauer ?

Il est en quelque sorte un électron libre, qui s'apparente parfois au bouffon du roi, dans la mesure où il ne faut pas toujours prendre au sérieux et au pied de la lettre toutes ses déclarations. Mais il est indispensable au Bayern, car, par son aura et la sympathie qu'il suscite, il ouvre des portes, à la fois chez des par-raineurs et investisseurs potentiels, mais aussi auprès de joueurs qu'il peut convaincre de rejoindre le Bayern. Il se met aussi au service du football allemand et de la Fédération nationale, qu'il coprésède, comme lors de l'attribution de la Coupe du monde 2006 à l'Allemagne.

Propos recueillis par Louis Rigal

29
30 Agenda



Institut de Relations Internationales et Stratégiques



29 et 30 mai 2001

Salle Victor Hugo
101, rue de l'Université
75007 PARIS

Traduction simultanée français/anglais

6 conférences stratégiques
- annuelles de l'Iris

Thèmes : **Savoir et exportation de modèles culturels - Le savoir dans la mondialisation économique - Information, savoir et activités stratégiques - Savoir et relations internationales**

Avec Jacques Attali, Patrick Bloche, Pascal Boniface, Jean-François Bureau, Philippe Caduc, Franck-Emmanuel Caillaud, Jean-Michel Charpin, Jérôme Clément, Michèle Costa, Bruno Delays, Marnadou Diop Decroix, Renaud Donnedieu de Vabres, Jean Fournet, Charles Gassot, Jean-Louis Gergorin, Laurent Giovachini, Laurent Joffrin, Mireille Lemaire, Chris Marcich, Patrick Masterson, Jean-Pierre Maulny, Alain Minc, Jean Mustilli, Baudouin Prot, Philippe Quéau, Paul Quilès, Alain Richard, Jeremy Rifkin, André Santini, Catherine Tasca, Nikolaus Van der Pas, Daniel Vernet, Patrick Vidon, David Wachtel, Serge Weinberg.

avec le soutien

Le Monde

2
FRANCE

Observateur

FRANCY info

Avec le soutien

EADS

ENTRÉE LIBRE
Inscription obligatoire

Informations :
Tél. 01 53 27 60 65
Fax 01 53 27 60 70
www.iris-france.org

Temps sec en général

MERCREDI. Les pressions restent élevées sur le pays mais la masse d'air est encore humide et la couverture nuageuse en régression demeure plus importante au nord de la Loire. Les températures sont en hausse

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Le ciel est nuageux, voire très nuageux à couvert. Le vent de nord-est souffle à 50 km/h près des côtes de la Manche. Les températures avoisinent 12 à 15 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Du Nord-Picardie au Bassin parisien et en Haute-Normandie, le ciel, couvert en matinée, s'éclaircit l'après-midi. Sur le Berry, la Sologne et les Ardennes, les éclaircies sont plus larges. Le vent de secteur nord-est souffle jusqu'à 50 km/h en bordure de la Manche. Les températures varient de 17 à 21 degrés.

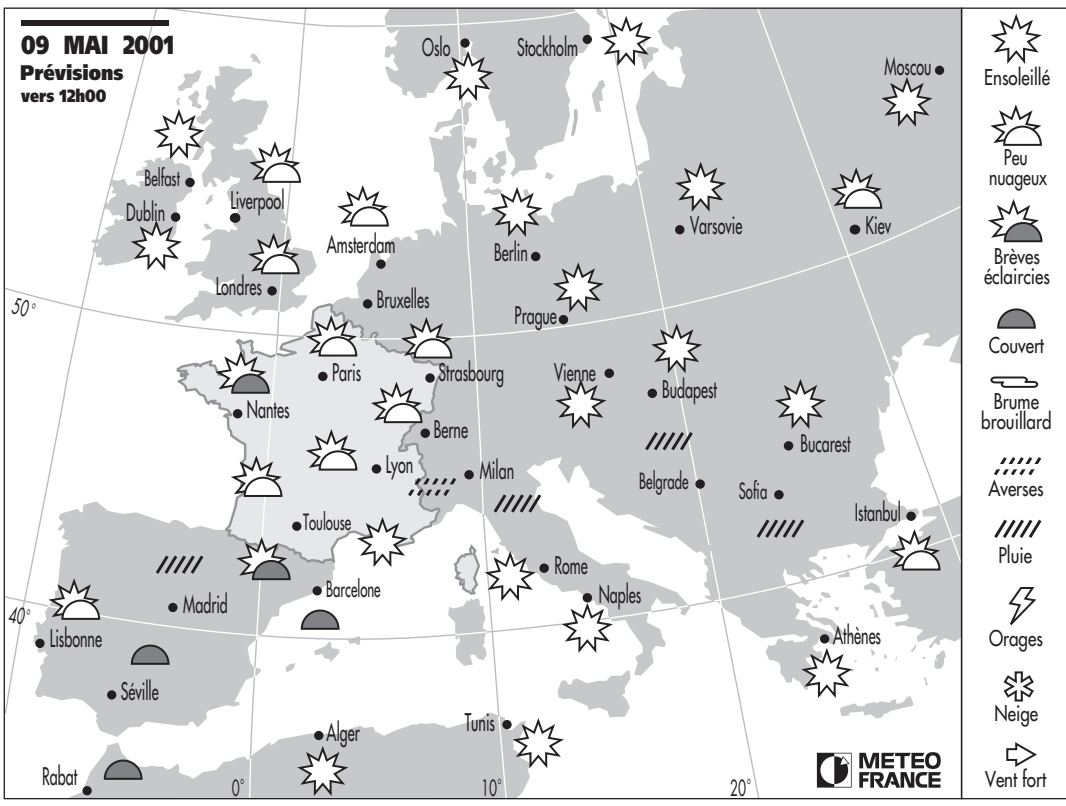
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le ciel est nuageux en matinée avec quelques bancs de brume et de

brouillard ; de belles éclaircies se développent au cours de la journée. Le thermomètre affiche de 17 à 21 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel est nuageux sur le Poitou-Charentes. Sur Midi-Pyrénées et l'Aquitaine, la journée est agréable avec de belles périodes ensoleillées. Sur le relief pyrénéen, des cumulus se développent l'après-midi. Les températures au meilleur moment de la journée oscillent entre 20 et 24 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Le ciel est nuageux sur le relief avec un risque d'averse sur les Alpes ; ailleurs, de belles éclaircies se développent. Les températures sont comprises l'après-midi entre 19 et 23 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. La journée est bien ensoleillée. Sur les Alpes du Sud, le ciel s'ennuage l'après-midi et une ondée peut se produire. Le thermomètre atteint au plus chaud de la journée 18 à 23 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ PATRIMOINE. Le département de l'Oise propose ses richesses dans un Guide du patrimoine dévoilant ses trois cathédrales gothiques, ses 14 abbayes, 300 châteaux, 20 musées et quelque mille églises et chapelles. L'aspect pratique (horaires, tarifs et centrale de réservation Loisirs-Accueil) n'est pas négligé. Côté hébergement, on réserve un toit : de 210 F (32 €) en chambre d'hôtes, à 270 F (41 €) en hôtel « Logis de France » et 475 F (72 €) en Château-hôtel. Information : Loisirs-accueil, tél. : 03-44-45-94-70. Gratuit, ce guide est envoyé sur demande (tél. : 03-44-45-82-12).

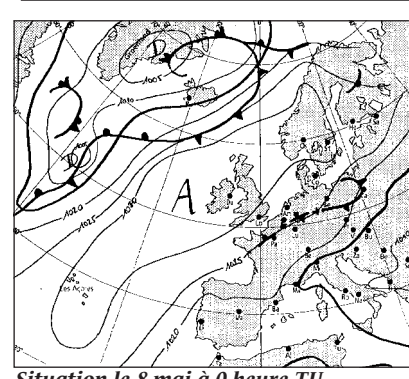
■ ÉGYPTÉ. Avec 5,5 millions de visiteurs en 2000, l'Égypte enregistre une progression de 14,8% de touristes reçus par rapport à 1999. La France, avec 379 888 entrées, se place au 3^e rang pour le nombre d'étrangers en visite, devant la Grande-Bretagne (378 355), mais derrière l'Allemagne (788 336) et l'Italie (752 166).

PRÉVISIONS POUR LE 09 MAI 2001

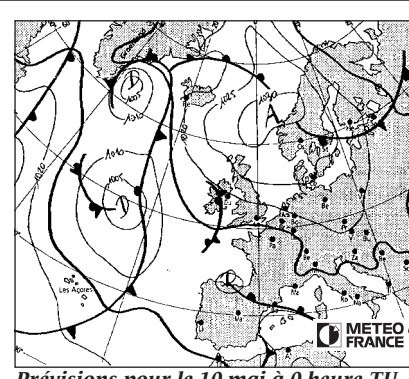
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		
ALJACCIO	10/22 S	
BIARRITZ	9/19 S	
BORDEAUX	8/23 S	
BOURGES	9/19 N	
BREST	7/14 N	
CAEN	8/15 N	
CHERBOURG	8/13 N	
CLERMONT-F.	6/21 N	
DIJON	10/20 N	
GRENOBLE	10/22 S	
LILLE	8/18 N	
LIMOGES	9/21 N	
LYON	11/21 N	
MARSEILLE	11/22 S	
NANCY	9/19 N	
NANTES	10/19 N	
NICE	12/19 S	
PARIS	10/19 N	
PAU	6/20 S	
PERPIGNAN	10/21 S	
RENNES	9/18 N	
ST-ETIENNE	11/21 S	
STRASBOURG	10/20 N	
TOULOUSE	7/22 S	
TOURS	9/19 N	
ST-PETERSBURG	9/22 S	
CAYENNE	25/29 P	
FORT-DE-FR.	24/29 S	
NOUMEA	21/26 S	

PAPEETE	22/28 P	KIEV	7/16 S	VENISE	16/23 S	LE CAIRE	17/27 S	
POINTE-A-PIT.	24/30 S	LISBONNE	10/18 S	VIENNE	17/27 S	NAIROBI	17/27 S	
ST-DENIS-RE.	23/27 S	LIVERPOOL	7/15 S	AMÉRIQUES		PRETORIA	6/22 S	
EUROPE			LONDRES	6/15 S	BRASILIA	19/30 S	RABAT	12/18 C
AMSTERDAM	10/19 S	LUXEMBOURG	11/19 S	BUENOS AIR.	6/18 S	TUNIS	15/25 S	
ATHENES	17/23 S	MADRID	7/10 P	CARACAS	24/28 S	ASIE-Océanie		
BARCELONE	13/18 C	MILAN	15/23 P	CHICAGO	9/18 S	BANGKOK	27/34 P	
BELFAST	5/13 S	MOSCOW	5/17 S	LIMA	17/20 S	BEYROUTH	18/22 S	
BELGRADE	13/18 P	MUNICH	9/20 S	LOS ANGELES	17/25 S	BOMBAY	27/32 S	
BERLIN	10/21 S	NAPLES	14/23 S	MEXICO	11/22 S	DJAKARTA	28/31 S	
BERNE	8/20 S	OSLO	7/19 S	MONTREAL	12/24 S	DUBAI	27/37 S	
BRUXELLES	11/20 S	PALMA DE M.	11/22 C	NEW YORK	12/22 C	HANOI	26/28 P	
BUCAREST	8/21 S	PRAGUE	9/18 S	SAN FRANCISCO	14/21 S	HONGKONG	23/28 P	
BUDAPEST	12/23 S	ROME	11/23 S	SANTIAGO/CHI	7/17 S	JERUSALEM	14/22 S	
COPENHAGUE	7/16 S	SEVILLE	10/15 C	TORONTO	13/22 C	NEW DEHLI	28/43 S	
DUBLIN	6/11 S	SOFIA	9/16 P	WASHINGTON	10/22 S	PEKIN	13/22 S	
FRANCFORT	9/22 S	ST-PETERSBURG	11/18 S	AFRIQUE		SEOUL	15/24 S	
GENEVE	11/21 S	STOCKHOLM	10/21 S	ALGER	10/27 S	SINGAPOUR	26/30 C	
HELSINKI	9/21 S	TENERIFE	16/20 S	DAKAR	22/26 S	SYDNEY	15/19 P	
ISTANBUL	13/17 S	VARSOVIE	7/19 S	KINSHASA	22/31 S	TOKYO	17/22 C	



Situation le 8 mai à 0 heure TU



Prévisions pour le 10 mai à 0 heure TU

PRATIQUE

Faut-il filtrer l'eau du robinet avant de la boire ?

IL EXISTE actuellement deux catégories de buveurs d'eau. Ceux qui, pour des raisons de goût ou de diététique, préfèrent boire de l'eau minérale, plate ou gazeuse. Et ceux qui trouvent l'eau de leur robinet bonne et économique. Selon une enquête récente de l'institut de sondages Ipsos sur « Les Français et le goût de l'eau du robinet », seulement 37 % des personnes interrogées déclarent boire cette eau, tout en exprimant des critiques grandissantes sur sa qualité. On lui reproche sa forte teneur en calcaire, son mauvais goût, son odeur de chlore.

Il existe pourtant une solution : le filtrage. Les fabricants proposent deux systèmes : les carafes et les filtres à poser directement sur le robinet. D'une contenance de 2 litres environ, munies d'une cartouche filtrante en leur sommet, les carafes se présentent généralement sous la forme d'élegants pichets en polystyrène. Certains modèles sont spécialement conçus pour prendre place dans la porte du réfrigérateur. On les remplit au robinet, et l'eau s'écoule vers le bas à travers le filtre. Pour des raisons d'hygiène et d'efficacité, ce dernier est principalement consti-

tué de « charbon actif qui retient le chlore et les pesticides ; des billes de résines échangeuses d'ions arrêtent la tartre et les métaux lourds comme le plomb et le cuivre ». On peut traiter 150 litres environ, avant renouvellement du filtre.

Quant à l'appareil à poser sur le robinet, il se présente sous la forme d'un petit boîtier comportant une cartouche filtrante composée d'un bloc de charbon destiné à éliminer chlore, plomb, pesticides, herbicides et composants organiques volatils provenant de désinfectants, ainsi qu'un microfiltre qui arrête la rouille, le sable et les parasites. La cartouche peut filtrer jusqu'à 750 litres. Selon la qualité

de l'eau du robinet, on pourra équiper son appareil d'un filtre antinitrates, ou anticalcaire. Ce dispositif peut être hors circuit pour tirer de l'eau ordinaire destinée à la vaisselle.

Contrairement aux eaux minérales, les eaux filtrées ne peuvent pas revendiquer de vertus thérapeutiques : elles n'apportent aucun oligoélément comme le magnésium de l'eau Hépar. Mais grâce aux carafes, finies les corvées de détartage des bouilloires, ou les relents de Javel persistant en bouche. Considérant que la France est moins bien équipée que ses voisins (Grande-Bretagne, Pays-Bas ou Allemagne notamment), l'entreprise fami-

liale allemande Brita, leader sur le marché européen des carafes filtrantes, lance ce mois-ci une offensive marketing dans l'Hexagone. Ses responsables affirment que l'eau filtrée consommée coûte à peine plus de 20 ou 25 centimes le litre, et que seuls 3 % des ménages français sont actuellement propriétaires d'une carafe filtrante. Une situation qui était celle de la Grande-Bretagne, avant qu'un changement soudain des habitudes de consommation porte ce chiffre à 16 %.

Olivier Salvat, directeur de Vivendi Water (ex-Générale des eaux), reconnaît que les consommateurs sont devenus plus sensibles au goût de l'eau, considérée comme un aliment. Mais il souligne que les carafes filtrantes ont beau supprimer le mauvais goût et rendre inutile le détartage des appareils ménagers, la rigueur nécessaire dans l'entretien de la carafe est trop pesante pour autoriser un usage généralisé. Le changement régulier de l'eau filtrée non utilisée et le remplacement de la cartouche à des dates données découragent les utilisateurs, surtout s'ils sont nombreux. Daniel Villessot, directeur technique d'Ondéo (ex-Lyonnais

des eaux), explique pour sa part, que sa firme a choisi de ne pas commercialiser de carafes, et concentre ses efforts sur les fontaines à bonbonnes d'eau, installées dans

Les eaux filtrées ne peuvent pas revendiquer de vertus thérapeutiques. Mais, grâce à ces procédés, fini les corvées de détartage ou les relents de Javel

nombre d'entreprises sous la marque « Château d'eau ». Elles offrent simplement une eau de source dont les consommateurs peuvent choisir la température, ambiante ou réfrigérée.

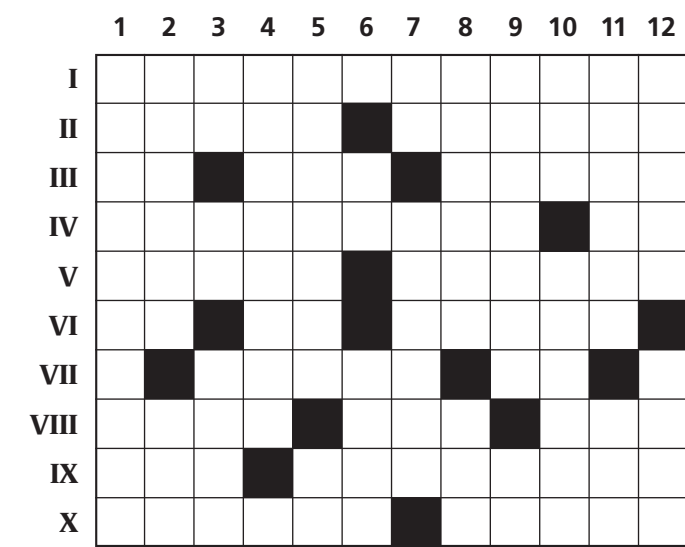
Il n'en reste pas moins que l'eau qui coule au robinet n'est pas la même partout : elle est chargée en calcaire à Paris, elle ne l'est pas dans les régions granitiques du Massif Central ou des Alpes. Une étude réalisée par le professeur Jean-Claude Lefeuvre, du Muséum d'histoire naturelle, en collaboration avec le WWF France (Fonds mondial pour la nature) dans onze départements représentatifs du territoire, entre janvier 1999 et février 2000, attirait l'attention des pouvoirs publics sur la teneur en nitrates (50 milligrammes, soit le seuil maximum toléré, au lieu des 25 milligrammes préconisés par les directives européennes), notamment en Bretagne et dans le Sud-Ouest. Le même rapport dénonçait la présence de pesticides en Ile-de-France, sur le bassin Seine-Normandie, dans le Sud-Ouest et le Grand Ouest. L'utilisation d'un filtre adapté n'est donc pas inutile, mais cette méthode revient aussi à faire payer au consommateur un supplément pour l'assainissement de l'eau, pourtant déjà largement comptabilisé dans sa facture.

Françoise Lazare

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 109

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Permet de dire ce que l'on pense. - II. Finit souvent à la corbeille. Ecaillé, parfumé et très sucré. - III. Dans les comptes. Renseigne sur le compte. Font gaffes à bord. - IV. Assure la présence en cas d'absence. Article. - V. Rencontre de voisinage. Bien faibles participations en liquide. - VI. Dans Paris et dans Venise. Points opposés. Échangés en faisant des concessions. - VII. Appuyai. Structure commerciale. - VIII. Les autres pour les non-

juifs. Grossit le Danube. Sanctionne la fin d'un cycle. - IX. Associés aux autres. Résistent aux fusions. - X. Fis plus court. En Espagne.

VERTICALEMENT

1. Bien bouché. - 2. De longs cils sur de vieilles branches. D'un auxiliaire. - 3. Dans le bide. Devenu DL. Morsure du Nord. - 4. A régné avant de passer en cave. - 5. Des trois, seule la Mégère est restée familière. Démonstratif. - 6. Des bulles sur les rayons. Morceaux

musicaux. - 7. Possessif. Met du rouge partout. - 8. Mesdames, méfiez-vous de lui. Sans aucun intérêt. - 9. Font des trous dans le cuir. Points. - 10. Molécule éclatée. Prend la tête. - 11. Jolis coups sur le terrain de foot. Evite les longs discours. - 12. Points de suspension. Tout un programme aux USA.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 108

Horizontalement

I. Réanimateurs. - II. Estimateur. - III. CCP. Protéger. - IV. Eh. Patna. Exp. - V. Pénurie. An. - VI. Enta. Secte. - VII. Sp. Cille. Eon. - VIII. Sacha. Ain. Râ. - IX. Eta. Laideron. - X. Sérieusement.

Verticalement

1. Récépissés. - 2. Esche. Pâte. - 3. ATP. Né. Car. - 4. Ni. Punch. - 5. Impartiale. - 6. Martial. Au. - 7. Atone. Lais. - 8. Téta. Séide. - 9. Eue. Ae. Nem. - 10. Urgence. Ré. - 11. Ex. Toron. - 12. Surprenant.

SCRABBLE N°224

Le bermuda frôle la barmaid

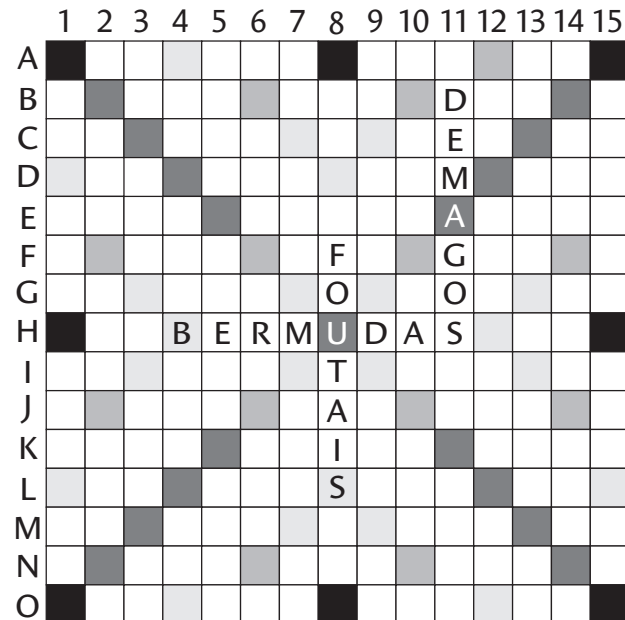
Tirage : E F O N R S T

- a) Dans la ligne K, trouvez un quadruple rapportant 40 points.
- b) Trouvez et placez un mot de sept lettres.
- c) Avec ce même tirage, trouvez 6 mots de huit lettres en le complétant avec 3 voyelles et 3 consonnes différentes appartenant à l'un ou à l'autre des mots placés sur la grille.
- N.B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.
- 2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.
- d) E E N N O R U. Trouvez un sept-lettres. A D I J N O S. Trouvez un huit-lettres.

Solutions dans Le Monde du 16 mai.

Solutions du problème paru dans Le Monde du 25 avril.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre,



le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

- a) 1. ASTRAUX ; SURTAXAT, O 4 104 - 2. DISTAUX (distale : [partie d'une structure] la plus éloignée d'un point de référence) ; EXSUDAIT, M 7, 88, ou l'anagramme AUXDITES - 3. LAQUEUX ; AUXQUELS, 13 A, 100 sans compter, ou

plutôt en comptant, les 125 points de TALQUEUX en O 7 - 4. HIEMAUX, de l'hiver ; EXHUMAIS, 13 A, 94 - 5. CASEEUX, du fromage ; EXECUTAS, O 2, 110 ou excusera, J 1, 91 ou encore EXAUCES, M 7, 90.

b) GODAMES, fines de faux plis - DOMMAGES ou DEGOMMAS.

Michel Charlemagne

PHOTOGRAPHIE A Marseille, une exposition produite par les Archives départementales des Bouches-du-Rhône rend compte, jusqu'au 13 juillet, des conditions épouvanta-

bles d'internement, à Saliers (sur la commune d'Arles) de sept cents Tziganes entre 1942 et 1944. ● CET ACCROCHAGE PÉDAGOGIQUE, photographies, témoignages, est le résul-

tat d'un travail de quatre ans réalisé par Mathieu Pernot, également auteur d'un livre sur ce sujet ignoré par les historiens, « ce qui en dit long sur [leurs] "priorités" ». ● GERMAINE

CAMPOS, soixante-dix ans, internée avec toute sa famille, témoigne au Monde de ses douloureux souvenirs dans ce camp considéré par Vichy comme un « camp modèle » : « Les

gens mouraient de maladie et crevaient de faim. On devait quémander notre maigre ration quotidienne, comme des chiens, devant une fenêtre, avec une casserole rouillée. »

La mémoire effacée et retrouvée du camp « modèle » des Gitans

Saliers, sur la commune d'Arles, a abrité, entre 1942 et 1944, l'unique camp d'internement pour sept cents Gitans venus de partout en France. Un livre et une exposition, pilotés par le photographe Mathieu Pernot, font revivre une mémoire fragile

ARLES

de notre envoyé spécial

C'est une vaste rizière noyée, entourée d'herbes hautes et de champs à perte de vue. Pas une maison autour. La départementale coupe cette terre camarguaise, sur la commune d'Arles. Quelques blocs de pierre, un muret, un talus, un sol riche en cailloux dès qu'on le gratte sont les traces minimales du camp de Saliers, où, de 1942 à 1944, à une dizaine de kilomètres de la ville antique, furent prisonniers, dans des conditions épouvantables, sept cents Tziganes venus de toute la France.

Saliers est l'unique camp d'internement réservé aux gens du voyage. Mais sa mémoire s'est progressivement éteinte depuis que les dizaines de petites maisons ont été détruites, en 1954, après avoir servi de décor au film *Le Salaire de la peur*, d'Henri-Georges Clouzot. Ni mémorial, ni musée, ni plaque dans la ville d'Arles, ni livre n'évoquent ce camp de la honte.

Le photographe Mathieu Pernot, auteur de *Tziganes* (Actes-Sud, 1999), qui, dans le cadre de l'association Yaka (« yeux », en langue rom), qu'il a créée en 1996, a favorisé la scolarisation d'enfants gitans à Arles, a découvert Saliers dans la revue *Etudes tziganes*. Et non pas par les dizaines de Gitans qu'il côtoie. « Ce peuple nomade, souvent analphabète, n'entretient pas la mémoire de ce qu'il a subi », explique Mathieu Pernot. Par exemple, les Manouches d'Alsace se font souvent enterrer avec tout ce qu'ils possèdent. »

ARCHIVES OFFICIELLES

Quatre ans d'un travail minutieux permettent à Mathieu Pernot de faire revivre la mémoire de Saliers, à travers un livre et une exposition. Seuls deux étudiants en histoire avaient travaillé sur ce camp, « ce qui en dit long sur les "priorités" des historiens », dit Mathieu Pernot. Ce dernier a adressé une lettre à tous les habitants du hameau de Saliers pour glaner des informations. Il n'a reçu aucune réponse. « Ils connaissent le camp des Gitans, mais sans



MATHIEU PERNOT

Site du camp de Saliers, au printemps 2000. Le terrain sur lequel se trouvaient les baraques d'internement des familles est aujourd'hui utilisé pour la culture du riz. A droite, le camps de Saliers lors de sa construction, en 1942.

vraiment savoir ce que c'était. » Mathieu Pernot, entouré par des historiens, a étudié les archives officielles, mais a aussi retrouvé, en Touraine comme en Alsace, une vingtaine d'anciens détenus – un casse-tête pour un peuple nomade.

« LA TERRE NE MENT PAS »

L'importance historique de Saliers tient à sa population et au fait qu'il s'agit d'un « camp modèle ». La presse suisse ou américaine, écrit Marie-Christine Hubert, dénonçait les nombreux camps d'internement français en les qualifiant de « mouroirs ». Le gouvernement de Vichy, en réponse, veut une « vitrine ». Ce sera Saliers, au prétexte, absurde, que la Camargue est « le berceau de la race gitane ». Vichy confie le projet à un architecte des monuments historiques, M. Van Migom – il réalisera ensuite à Arles un monument dédié aux victimes du nazisme –, qui, le 8 octobre 1942, écrit qu'il a voulu donner « à un camp de concentration l'aspect d'un village et d'y permettre la vie familiale et le respect des coutumes et croyances des internés ».

Dans ce régime de Vichy où « la terre ne ment pas », le village en question, d'une capacité de trois cents personnes, est constitué de

dizaines de maisons de style camarguais, construites face au mistral, avec murs arrondis et blanchis à la chaux et toits de chaume. « C'était un site pittoresque à visiter, comme un jardin d'acclimatation », commente Mathieu Pernot. On a fait croire au bonheur. »

Les Gitans du camp de Rivesaltes sont du premier convoi, rejoints par des Manouches d'Alsace, d'autres du Sud-Ouest. Tous



COLLECTION FRANCIS BERTRAND

possèdent le carnet anthropométrique, mis en place en 1912 (il n'a été aboli qu'en 1969), qui vise à comptabiliser et à contrôler les déplacements des nomades. Ce carnet est constitué d'un portrait d'identité face-profil – forgé par Alphonse Bertillon dans les années 1880 pour ficher les criminels – et d'un signalement (longueur et largeur de la tête, etc.) pour le moins douteux.

Saliers, dans la logique du car-

net, visait à sédentariser un peuple nomade, à le standardiser, alors que les différences sont profondes entre Gitans, Manouches ou Roms. A l'oublier aussi, tant le site est à l'écart de tout. Les conditions de vie et d'hygiène sont exécrables, ce qui transforme ce camp-vitrine en fiasco. La Camargue est le pire endroit pour ériger un camp. Un froid humide et un mistral glaçant l'hiver ; une chaleur épouvantable l'été, des mil-

lions de moustiques qui rongent la peau, des parasites qui se nichent dans le toit de chaume sans plafond, des maisons trop basses, que les habitants enfument pour tuer les moustiques – provoquant des maladies respiratoires.

Les témoignages recueillis par Mathieu Pernot sont éloquentes : « Il y en a qui mangeaient des rats » (Berthe Renard). « C'était dur, dur... On nous faisait du mal, on nous tapait » (Léonie Duval). « On était comme des bêtes. Mon papa est mort par la faim à Saliers. Des petits enfants morts de la faim. Comme on avait faim ! » (Marie-Louise Duval). Il y eut une trentaine de décès en deux ans. Et beaucoup d'évasions. Mitraillé par erreur par l'aviation anglo-américaine, en août 1944, provoquant la fuite de 137 nomades profitant de la panique, le camp de Saliers est fermé deux mois plus tard.

« LEUR MÉMOIRE EST VIVE »

La méthode de Pernot, qui met en avant des témoignages, est remarquable. « Je voulais mettre des visages et des paroles sur cette histoire. Ecouter ces gens, les nommer, les photographier. Leur mémoire est vive, parce qu'ils ne savent pas lire et écrire. Mon travail est de restituer une histoire. »

La confrontation des sources, dans le livre et l'exposition, est également stupéfiante : entre la pièce « froide » d'archives de l'époque, qui comprend parfois la déclaration officielle du nomade, et les témoignages oraux d'aujourd'hui. Mais aussi entre les photos face-profil d'antan et les portraits généreux réalisés par Mathieu Pernot. « Des Tziganes ont pu redécouvrir, cinquante ans après, leur visage ou celui de membres de leur famille. »

Seule une personne impliquée avec les Gitans pouvait mener une telle enquête, montrer la façon dont s'écrit l'histoire d'une communauté qui ne l'écrit pas. Ces derniers témoins ne peuvent lire le livre de Pernot. « C'est moi qui leur lit. »

M. G.

Témoignages sonores, archives et photographies

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

L'exposition sur le camp de Saliers est produite par les Archives départementales des Bouches-du-Rhône, qui conservent les documents officiels sur le camp de Saliers. L'endroit est petit, il n'autorise pas des envolées ambitieuses, la scénographie est trop présente, mais cet accrochage pédagogique en quatre parties permet de découvrir nombre de documents – il faut temps et patience pour digérer autant d'informations –, notamment les carnets anthropométriques que possédaient les nomades.

Cent quatorze agrandissements de portraits face-profil, tirés des carnets, sont affichés au mur. Sur tout, six témoignages sonores d'anciens prisonniers, recueillis par Mathieu Pernot, sont à écouter au moyen de casque. Ils sont à confronter avec des documents d'archives les concernant, et avec leur portrait aujourd'hui. Cette exposition devrait être présentée

au Musée des arts et traditions populaires à Paris, fin 2001, puis à Arles en 2002.

Le livre publié chez Actes Sud est plus cohérent et adapté au projet. Les voix des tziganes manquent mais les témoignages sont transcrits. Des textes d'historiens et de Pernot donnent de l'épaisseur au projet et traduisent une collaboration exemplaire : « Je ne pouvais me contenter de montrer des archives et des photos », confirme Pernot.

M. G.

★ **Un camp pour les bohémiens, sous la direction de Mathieu Pernot, textes d'Henriette Asséo et Marie-Christine Hubert. Actes Sud, 128 p., 159 F (24,24 €).** **Un camp pour les tziganes, Archives départementales des Bouches-du-Rhône, 64 B, rue Saint-Sébastien, Marseille (13). M° Castellane. Tél. : 04-91-04-72-47. Tous les jours, de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 13 juillet.**

Germaine Campos et Isabelle Campos, internées au camp de Saliers

« On nous a traités comme des chiens. Pire ! Aux chiens, au moins, on donne à manger »

SAINT-CHRISTOL-LÈS-ALÈS

de notre envoyé spécial

Germaine Campos, soixante-dix ans, fut internée avec toute sa famille au camp de Saliers, pendant un an et demi, entre 1942 et 1944. Aînée d'une famille de gitans d'origine espagnole, elle est aujourd'hui installée dans une maison à Saint-Christol-lès-Alès (Gard), avec quatre de ses sœurs, dont l'une est mariée. Outre Saliers, la famille Campos a été internée pendant la seconde guerre mondiale dans les camps de Barcarès, Rivesaltes et Gurs. Les sœurs, vêtues de noir – elles portent le deuil d'un membre de la famille –, sont assises dans la vaste pièce commune.

Une fillette écoute, un gamin tourne les pages du livre de Mathieu Pernot, Un camp pour les bohémiens. Germaine Campos parle d'une voix calme, parfois cassée par les larmes à l'évocation de Saliers. De temps en temps, sa sœur Isabelle souligne, d'une voix forte, l'évocation de ces années de douleur.

« Dans quelles conditions étiez-vous allés au camp de Saliers ?

– C'est une chose qu'on ne peut oublier. C'est gravé dans ma tête et dans mon cœur. Rien que d'en parler, j'ai la chair de poule. Avec mes parents, nous étions dix sœurs et deux frères. On n'était pas riches, mais on était bien, la caravane était propre, on mangeait, on avait notre vie. On vivait à Meyse, dans l'Ardèche. Le papa nous avait bien élevés ; la maman aussi. On se débrouillait. Quand les gendarmes sont venus, ils nous



MATHIEU PERNOT

ont pris, nous ont dit qu'ils avaient construit un merveilleux petit village pour les gens du voyage. Alors on a tout laissé dans la caravane. On a dû aussi abandonner l'auto. On est arrivé au camp de Barcarès, puis à celui de Rivesaltes. Et, là, ils ont pris mon papa et mes deux frères pour aller construire le camp de Saliers. Nous, on était enfermés comme des lions. On a commencé à pleurer. Nous

séparer... C'est si important de rester ensemble dans notre famille. Jamais on ne s'était quittés. C'était un désastre.

– Isabelle Campos : On nous a traités comme des chiens. Pire ! Aux chiens, au moins, on donne à manger.

– Comment était Saliers, qui était considéré comme un « camp modèle » ?

– Nous étions entourés de fils



A gauche, Germaine Campos, à Saint-Christol-lès-Alès, en 1998. Ci-contre, sa photo d'identité en 1932, extraite des carnets anthropométriques.

de fer barbelés et électrifiés. Il y avait des miradors et des gardiens armés. Le chef du camp nous réunissait le matin à 7 heures et le soir pour faire l'appel, voir s'il n'y avait pas des évadés. On ne pouvait pas sortir, sauf pour le travail qui était très pénible.

– Comment était votre « maison » ?

– On était entassés à treize dans la case 25 dont les murs ne dépassaient pas 1,5 mètre de haut, avec un sol en terre, et un toit pentu en chaume, sans double toit. C'était horrible. Il n'y avait rien dedans, pas d'eau, pas d'électricité, pas de cabinets ; juste des bidons. On avait froid l'hiver, très chaud l'été. On avait souvent les pieds mouillés dans les chaussures. C'était d'une saleté repoussante. On dormait dans une couverture puante. Certains coupaient, dans un carré de leur couverture, de quoi faire des pantoufles pour

avoir moins froid. Il n'y avait pas de savon pour se laver. Le camp était longé par un mince ruisseau qui servait à tout : boire, se laver, nettoyer... Les gens mouraient de maladie et crevaient de faim. On devait quémander notre maigre ration quotidienne, comme des chiens, devant une fenêtre avec une casserole rouillée ; 50 grammes de viande par semaine, souvent pas de graisse, pas de pain, ou alors, pour en avoir 100 grammes, il fallait travailler plus... Il y en avait qui mangeaient leurs poux.

– Isabelle Campos : Les poux marchaient comme des nids de fourmis. Il fallait traîner la langue par terre pour avoir du pain.

– Germaine Campos : On mangeait des épinards pleins de terre et pas lavés ; j'ai même trouvé un rat dedans. On essayait aussi de ramasser des épluchures de pommes de terre mais les officiers alle-

mands les écrasaient pour nous narguer.

– Le quotidien, c'était le travail ?

– Oui. Certains se tuaient au travail. Marcher des kilomètres avec la faim au ventre... 4 kilomètres par exemple pour la corvée de bois, surveillés par des hommes armés. Mes frères, à un moment, ont travaillé au camp d'Istres. Moi, je faisais le service pour les gardiens et le commandant du camp.

– Dans quel état étiez-vous, à la fin de la guerre ?

– Il nous restait les mains dans les poches. On n'avait plus rien ! Même les bijoux de la pauvre maman, des perles grenat, qui vaudraient aujourd'hui une fortune, sont restés dans la caravane. On espérait la retrouver. Il n'y avait plus rien. Mais surtout, quand je pense à la vie qu'on a eue... Ils nous ont fait tant souffrir... Ma petite sœur, Antoinette, est morte au camp de Saliers. Elle avait neuf ans. Mon papa et mon frère Pascal sont morts juste après, des suites du camp. Mon papa avait cinquante ans, mon frère vingt-sept ; il était malade de la poitrine. Alors je raconte tout ça aux enfants. Et puis, regardez comment j'étais à quinze ans [elle montre une photo d'identité]. Je suis entrée dans mon premier camp à seize ans. J'en avais presque vingt quand tout ça a été fini. Le camp a gâché ma vie. »

Propos recueillis par Michel Guerrin

Au commencement était la cour de ferme

Profils paysans. Chapitre 1 : L'approche. A sa sortie en salles, le premier des trois documents de Raymond Depardon consacrés aux petits paysans devient une œuvre émouvante et fantastique

Film français de Raymond Depardon. (1 h 30.)

A travers le pare-brise d'une voiture, la lumière prend le temps de jouer sur les feuillages tandis que la route défile. Hors champ, la voix de Raymond Depardon explique l'origine du projet dont le film qui commence sera un début d'accomplissement. Ce projet a été porté à la connaissance des lecteurs du supplément « Le Monde Télévision » (daté 30 avril), et son résultat a été présenté aux téléspectateurs de Canal+. Tout cela est bel et bon, et même tout à fait passionnant. Il manque pourtant une facette essentielle, et qui légitime la sortie en salles de *Profils paysans*. Quel essentiel ? Une poignée de termes qu'on vient d'employer le suggère : « lumière », « temps », « voix », « hors-champ ».

Résumons d'abord le projet, son argumentaire et ses conséquences. En 1998, le cinéaste s'est mis d'accord avec le service « documentaires » de la chaîne cryptée pour filmer durant dix ans des petits paysans des régions de moyenne montagne. Il est convenu qu'il fera successivement trois chapitres de ces *Profils paysans* : le premier est donc désormais visible. Raymond Depardon justifie son approche par ses propres racines paysannes, et un sentiment de dette impayée envers ses parents, en même temps que par l'importance primordiale d'un monde aujourd'hui en voie d'extinction économique, de dilution sociologique et, plus encore, d'anéantissement dans l'imaginaire collectif.

GARDER LA TRACE

Tandis qu'on s'installe à ses côtés dans ces cuisines - Formica et toile cirée -, qu'on entre dans ces cours et ces étables, paraît d'abord un but revendiqué par l'auteur : garder la trace de mondes, de personnes, de postures en voie de disparition. A l'asile de San Clemente comme dans le désert d'Empty Quarter, dans les rédactions de *Reporters* et de *Numéro Zéro* ou au tribunal de *Délits flagrants*, l'approche anthropologique a toujours fait partie du travail de Raymond Depardon, elle ne l'a jamais contenu ni résumé. Depardon cinéaste n'est pas un chasseur (ni un cueilleur) d'images, mais un artiste. Il est chez cet-

te dame âgée, il est dans cette famille dont les membres viennent l'un après l'autre prendre leur petit déjeuner devant la caméra, chez le vieux paysan borgne dont s'occupe sa voisine. Ces gens, et d'autres, négocient leurs bêtes d'élevage, ils mangent, ils boivent, ils sont fatigués, ils sont vieux pour la plupart. Parfois, un meurt. Ils ont des noms, des âges, des problèmes d'argent, de santé, de famille. Ils habitent en Lozère, en Haute-Loire, en Haute-Saône.

Voilà le document. Le sous-titre, « L'approche », rappelle combien il a dû être difficile à obtenir, plan à plan. Mais il y a autre chose, une œuvre grande et belle. Une œuvre comique et effrayante, un chant ample et vivace. Les gens que filme Depardon sont des humains contemporains habitant en France, mais ils deviennent des personnages de film. La durée des

ce pont en passant le moindre ruisseau bordant n'importe quel champ, en enjambant le plus banal caniveau.

A la télévision, on a pu voir l'excellent travail d'un fils de paysan respectueux de son ascendance et d'un attentif observateur respectueux d'un mode de vie. Au cinéma seulement, ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas, ce qui brille et ce qui est noir, l'attente, les modulations, l'implicite, construisent autre chose, qui ne s'ajoute ni ne se retranche au précédent ouvrage.

Dans l'orbite vide filmée de face, dans le geste des mains sur le bol de café, dans la mémoire effleurée par le son seul des abris salvateurs de Chambon-sur-Lignon, dans les mots de la prière, les accents du patois, les investissements du maquignonnage, la tristesse devant l'injustice ou la colère

Le cinéaste, les timides, les silencieux

Pour Raymond Depardon : « L'idée du film était : tourner peu, montrer tout. Il n'était pas question de construire un récit en arrangeant entre eux des extraits des situations que j'avais tournées. J'ai fait des photos durant quatre ans dans cette région, ce qui m'a permis de rencontrer ces gens, de me faire accepter peu à peu. Ils ont vu mes photos, ils connaissent mon regard sur eux. Moi, je vais chez eux en tant que fils de paysan, mais eux ne me voient pas du tout ainsi, pour eux je suis un type de la ville, un réalisateur, dans un premier temps ça me vexa. Mais ils ont sans doute raison.

» Mon idée était de filmer des gens qui manifestement ne l'ont jamais été, qui n'apparaissent plus nulle part, même plus dans les statistiques, où ils sont devenus quantité négligeable. Tous ces paysans que je rencontre sont intéressants, mais je n'ai pas envie de tous les filmer, il faut que j'éprouve une impression particulière : certains dégagent une puissance étonnante. Ma nature me pousse vers les timides, les silencieux, plutôt que vers les « beaux parleurs » - on trouve des acteurs extraordinaires dans les fermes, des « tchatteurs » magnifiques. Plus tard, on découvre que tous, même les moins loquaces, ont un sens de la parole particulier, surtout en hiver. Il me semble qu'il y a un style dans le film, ce sont ceux que je filme qui l'ont imposé, même si ce style me correspond. »

plans leur donne des visages d'épopée, la lenteur attendue, la lumière, naturelle, évidemment, mais construite par le regard, fait de chaque geste une geste, de chaque regard un roman. Ces vivants réels sont, dans la fiction du film, des fantômes, et leur présence fantastique, aux deux sens du terme, embarque le film dans une aventure étrange, de l'autre côté de ce pont dont parlait le *Nosferatu* de Murnau. « Quand il eut passé le pont, les fantômes vinrent à sa rencontre... » Avec Raymond Depardon, on est susceptible de franchir

devant la paperasse. A côté de *Profils paysans*, *Les Terriens*, le beau film d'Ariane Doublet sorti en 2000, avait la dramaturgie d'*Autant en emporte le vent*. N'importe : là où le cinéma se fait, passe le vent du monde, son grand souffle, sa douleur et sa joie. Le jour où sort en salle le film de Depardon s'ouvre la plus grande cérémonie internationale de cinéma, et c'est bien. Le cinéma mondial est à Cannes, mais pas tout le

Jean-Michel Frodon



Photos inédites de Raymond Depardon, extraites de « Profils paysans », légendées et commentées par lui-même. Du haut vers le bas :

● Monique Rouvière, quarante ans, célibataire, et Marcel Privat, quatre-vingts ans, agriculteur à la retraite. Il est 7 heures du matin au Villaret, un petit hameau de quatre habitants. C'est l'heure du petit déjeuner.

● Louis Bres, quatre-vingt-cinq ans, reçoit la visite du vétérinaire de Florac, Philippe Damperrat, venu faire un traitement obligatoire contre le varron.

● Monique Rouvière, placée chez ses oncles depuis l'âge de seize ans. Elle vient d'une famille de sept enfants dont les parents vivent à Florac.

● Paul Argod, cinquante-cinq ans, célibataire. Il vit à la ferme de Laval au Fraysinnet, sur la commune de Saint-Jeures (Haute-Loire).



PHOTOS : RAYMOND DEPARDON/MAGNUM

Les combattants aux figures d'anges

Chevauchée avec le diable. Un épisode de la guerre de Sécession vu par un cinéaste taiwanais

Film américain d'Ang Lee. Avec Tobey Maguire, Skeet Ulrich, Jewel, Jeffrey Wright. (2 h 15.)

Tourné en 1998, avant *Tigre et dragon*, mais sorti seulement aujourd'hui en France, sans doute pour tirer parti de la récente notoriété d'Ang Lee, *Chevauchée avec le diable* raconte un épisode méconnu de la Guerre de Sécession : en 1861, pendant que les armées nordistes et sudistes s'affrontent, des combattants pro-sudistes surnommés les *bushwackers* livrent leur propre guerre à la frontière du Kansas et du Missouri.

Ang Lee tentait avec *Tigre et Dragon* de s'inscrire dans la veine des films de sabre de King Hu, le réalisateur de *Touch of Zen* (1969), dans *Chevauchée avec le diable*, il tente

de trouver des accents fordiens. L'incursion d'Ang Lee dans l'univers du film de sabre se révélait passionnante, mais on ne perçoit jamais la sensibilité du réalisateur taiwanais pour le western qu'il traite ici. Raconté du point de vue des *bushwackers*, son film est par instant intéressant, mais se révèle surtout insipide.

Pour bien montrer que ce combat fratricide fut d'abord mené par de tout jeunes hommes, à peine sortis de l'adolescence, avant que des adultes ne les rejoignent, Ang Lee s'est entouré des jeunes comédiens américains les plus en vue du moment : Jonathan Rhys-Meyers, Skeet Ulrich, Tobey Maguire qui revêtra en 2002 le costume de l'homme araignée, dans *Spiderman*, de Sam Raimi. Ang Lee n'hésite pas davantage à se lancer dans une mise en scène naturaliste. Les séquences de com-

bat sont particulièrement violentes de façon à faire saisir au spectateur les effets dévastateurs de la guerre sur ces combattants à la figure d'ange. Ce n'est pourtant pas avec *Chevauchée avec le diable* qu'on confondra Ang Lee avec John Woo, réalisateur hongkongais tenu pour l'un des grands spécialistes du film d'action.

SCÉNARIO GRANDILOQUENT

La pauvreté de l'interprétation et le scénario grandiloquent de James Shamus font partie des nombreux handicaps de ce film. La présence de la chanteuse pop Jewel en égarée sudiste n'ajoutant, au passage, rien de particulier, d'essentiel, au film. *Chevauchée avec le diable* ressemble d'abord au devoir d'un bon élève qui, tout en ayant parfaitement appris sa récitation, serait incapable

de capter l'attention de son auditoire. Jeffrey Wright dans le rôle de Holt - un esclave sage et taciturne -, tient le rôle dévolu à Woody Strode dans les films de John Ford, et notamment dans *Le Sergent noir* (1960). De son côté, Tobey Maguire tente de singer la figure de James Stewart dans *L'Homme qui tua Liberty Valance* (1962). Sa voix reproduit les mêmes craquements que celle de l'acteur américain avec des hochements de menton et des mouvements de tête qui prêtent à sourire plus qu'ils n'inquiètent.

« Cela n'est ni bon, ni mauvais, c'est comme ça », affirme le jeune acteur à propos d'un conflit qui mériterait une position plus tranchée. Un propos emblématique d'un film sans grand intérêt.

Samuel Blumenfeld

NOUVEAUX FILMS

LE MASQUE DE L'ARAIGNÉE

Un super policier noir, d'une dignité exemplaire, consacre son talent à retrouver la petite fille d'un sénateur kidnappée par un maniaque. Nourri de péripéties diverses et attendues, le scénario progresse jusqu'à un coup de théâtre que l'on devine avoir totalement déterminé l'existence du récit. Rien de nouveau, donc. Ici, pourtant, les ficelles de l'intrigue sont agencées avec une naïveté et un dédain des invraisemblances dont aurait honte n'importe quel scénariste néophyte.

Jean-François Rauger
Film américain de Lee Tamahori.
Avec Morgan Freeman, Monica Potter, Michael Moriarty. (1 h 43.)

DRACULA 2001

Produite par Wes Craven, et réalisée par son monteur Patrick Lussier, cette version modernisée du *Dracula* de Bram Stoker laisse

DÉPÊCHES

■ CINÉMA : le film de Jean-Pierre Jeunet, *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*, ne fera pas l'objet d'une projection en plein air, le 13 mai, au Festival de Cannes, ainsi qu'il était prévu. Thierry Frémaux, le directeur artistique du Festival, a confirmé à l'AFP que les distributeurs du film en avaient refusé le principe : « On est désolé de leur refus. Nous avons toujours l'intention de faire une projection publique en plein air, de mettre le cinéma dans la rue pour le rendre plus accessible aux Cannes et aux visiteurs. » Le Festival proposera un film surprise pour cette première projection publique en plein air, organisée près du Palais des Festivals.

■ Un « Moulin-Rouge » sur le port de Cannes d'une superficie de 2 000 m² accueillera le millier de privilégiés, invités à la grande fête organisée mercredi soir par la 20^e Century Fox pour célébrer la comédie musicale de l'Autralien Baz Luhrmann, présentée en ouverture du Festival, avec Nicole Kidman et Ewan McGregor. Aux platines DJ Fat Boy Slim et un délire de french cancan, rythmé par les musiques de la bande originale du film signées Madonna, Elton John et David Bowie. Le studio américain s'est adressé à l'agence d'événements française Marcadé, implantée depuis deux ans aux Etats-Unis, pour l'organisation de cette première fête cannoise.

■ Changement d'éditeur pour « Cinéma-thèque » : la revue éditée jusqu'à présent par la Cinéma-thèque française sera désormais publiée par les éditions Léo Scheer et s'intitulera *Cinéma 02*, avec un comité de rédaction et un projet éditorial inchangé. Sous la houlette de Jacques Aumont, Bernard Benoliel, Michèle Lagny, Dominique Paimi et Jean-François Rauger, avec Bernard Eisenschitz comme rédacteur en chef, elle entend rester une « revue d'esthétique et d'histoire du cinéma », au sein de laquelle « l'investigation sur la mémoire du cinéma et sur ses outils, en particulier les archives et leur fonction, sera associée à l'élaboration d'une esthétique encore en devenir ».

■ Hommage à Pierre Braunberger : la Cinéma-thèque française organise, jusqu'au 20 mai, un hommage à ce grand producteur du cinéma français. Né en 1905, mort en 1990, Pierre Braunberger a commencé sa carrière en France dès les années 1920, après s'être formé aux Etats-Unis, où il côtoie Irvin Thalberg, producteur à la Metro Goldwin Mayer. Jean Renoir (*Nana*, 1926 ; *Tire-au-flanc*, 1928) et Bunuel (*Un chien andalou*, 1929) sont ses deux plus beaux titres de gloire avant-guerre, tandis qu'il devient à la fin des années 1950 l'un des principaux soutiens du cinéma moderne, en produisant les courts métrages de Jean-Luc Godard, Jacques Rivette, Alain Resnais, Chris Marker, Agnès Varda ou Jean Rouch.

dubitatif. La modernisation du personnage passe par des effets de mode qui visent à en faire un vampire branché. La crypte de Dracula se situe à l'intérieur d'une chambre forte. Le vampire visite des boîtes de nuit où il se sent particulièrement à l'aise. Le spectateur endure un montage frénétique, une musique insupportable, des couleurs criardes et des acteurs grotesques. S. Bd
Film américain de Patrick Lussier.
Avec Jonny Lee Miller, Jennifer Esposito, Gérard Butler. (1 h 40.)

PROFILS PAYSANS : CHAPITRE 1, L'APPROCHE ; CHEVAUCHÉE AVEC LE DIABLE

Lire ci-contre.
COUP DE PEIGNE
L'ORIGINE DU MONDE
SEPT JOURS À VIVRE
Les critiques de ces films paraîtront dans une prochaine édition.

Festival de Cannes

Les dernières nouvelles de la planète film. Cinéma et multimédia : aux frontières du réel
Cahiers du cinéma, un demi-siècle de passion. Programmes de la Sélection officielle et de la Quinzaine.

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL DE 16 PAGES
mercredi 9 mai

Le Monde
daté 10

La 15^e Nuit des Molières distingue « Une bête sur la lune »

Irina Brook et les acteurs de la pièce de Richard Kalinoski sont salués par le public et par le jury

En attribuant cinq récompenses à la pièce mise en scène par Irina Brook, *Une bête sur la lune*, de Richard Kalinoski, donnée au Théâtre de l'Eu-

vre, à Paris, avec Simon Abkarian et Corinne Jaber, la quinzième Nuit des Molières, le 7 mai, a distingué ce qui est à la fois un succès public et

une réalisation de grande qualité. Un hommage à Jean Vilar a contribué à jeter un pont entre théâtre subventionné et théâtre privé.

DIFFUSÉE dans la soirée du lundi 7 mai en direct du Théâtre Marigny à Paris par France 2, la 15^e Nuit des Molières a consacré *Une bête sur la lune* avec cinq récompenses. La pièce de l'Américain Richard Kalinoski a été élue meilleure pièce du répertoire, meilleure adaptation (Daniel Loayza), meilleure mise en scène (Irina Brook), avec le meilleur comédien (Simon Abkarian), et la meilleure comédienne (Corinne Jaber), venue départager sur le fil les deux stars sélectionnées : Isabelle Adjani et Isabelle Huppert.

Après le génocide perpétré par les Turcs contre la population

Arménienne à partir de 1915, qui conduit les survivants à s'exiler en Europe et en Amérique, trois d'entre eux vivent dans le Wisconsin en 1920. L'un est âgé, il a connu le pays, c'est le narrateur de l'ombre ; l'autre, Monsieur Tomasian (Simon Abkarian), est plus jeune, il était enfant quand il a fui les massacres. Chez lui, une photo prise en Arménie : un couple avec ses enfants dont les têtes ont été découpées. Grand jour : il reçoit Seta, une jeune fille de quinze ans (Corinne Jaber), choisie par correspondance, pour qu'elle devienne sa femme. Elle est arménienne et orpheline.

Relations émuës et difficiles de ce couple habité par la douleur d'un passé partagé et par le désir de créer une famille sous le signe de la Bible, référence constante du héros. Mais l'enfant ne vient pas, et le ton monte, jusqu'au jour où l'on apprend de chacun le drame vécu dans son enfance. L'aveu scellera le couple. Emotion, humanité profonde, force des acteurs.

Irina Brook avait découvert la pièce dans un festival à Louisville (Kentucky) en 1996. Elle la crée à Londres la même année, avant d'en développer une version française au Théâtre Vidy à Lausanne

et à la MC93 à Bobigny (*Le Monde* du 24 janvier 1998), *Une bête sur la lune* poursuit une carrière déjà longue au Théâtre de l'Europe, à Paris. Une prise de relais rare entre théâtre privé et théâtre subventionné, dont la présence lors de cette manifestation principalement dédiée aux scènes privées s'est inscrite en pointillés. Ne serait-ce que par la présence sur scène de la ministre de la culture et de la communication, Catherine Tasca, venue remettre, dans un moment particulièrement émouvant, un Molière d'honneur à Gabriel Monnet, pionnier de la décentralisation à Bourges, Nice et Grenoble, tandis que retentissait la voix d'André Malraux.

Tandis que Fabrice Luchini rendait un hommage vibrant à Louis Jouvet, mort il y a cinquante ans ; Jeanne Moreau évoquait Jean Vilar, fondateur du TNP, dans les échos sonores et les costumes de quelques-unes de ses grandes créations à Chaillot (*Le Cid*, *Le Prince de Hombourg*, *Arturo Ui...*). Et c'est son successeur, après sa disparition il y a trente ans, Georges Wilson, Molière du second rôle pour *Une chatte sur un toit brûlant*, qui faisait se lever la salle pour une ovation spontanée. Le théâtre public était également distingué à travers le travail d'Ezio Toffoluti (décors et costumes), pour *Le Cercle de craie caucasien*, mis en scène par Beno Besson au Théâtre de la Colline, à Paris.

Autre gagnant : Daniel Besse (meilleur auteur francophone) avec *Les Directeurs* (actuellement à l'affiche du Poche Montparnasse), également élue meilleure pièce de création. Un second Molière d'honneur était décerné à la grande Madeleine Robinson (ovation debout), qui évoquera son maître, Charles Dullin, et son premier rôle à l'Atelier : merle sur un perchoir dans *Les Oiseaux* d'Aristophane.

Le palmarès

Une bête sur la lune a remporté les distinctions suivantes : **meilleure comédienne**, Corinne Jaber, **meilleur comédien**, Simon Abkarian, **meilleure pièce du répertoire**, meilleur metteur en scène, Irina Brook, **meilleur adaptateur d'une pièce étrangère**, Daniel Loayza. **- Pièce de création** : *Les Directeurs*, de Daniel Besse **- Second rôle féminin et second rôle masculin**: Annick Alane et Georges Wilson (*Une chatte sur un toit brûlant*, de Tennessee Williams) **- Révélation féminine** : Barbara Schulz (*Joyeuses Pâques*, de Jean Poiret) **- Révélation masculine** : Edouard Baer (*Cravate club*, de Fabrice Roger-Lacan) **- Auteur francophone** : Daniel Besse (*Les Directeurs*) **- Pièce comique** : *Ladies Night*, d'Anthony Mac Carten, Stephen Sinclair et Jacques Collard **- Pièce musicale** : *Chantons sous la pluie* **- One-man-show** : Valérie Lemerrier **- Décorateur et créateur de costumes** : Ezio Toffoluti (*Le Cercle de craie caucasien* de Brecht) **- Lumière** : André Diot (*Le Cercle de craie caucasien*).

PROFIL

IRINA BROOK

FILLE du metteur en scène Peter Brook et de la comédienne Natasha Parry, Irina Brook baigne dans le monde du théâtre dès son plus jeune âge. Enfant, elle assistait aux répétitions et s'amusaient, le rideau retombé, à rejouer les scènes avec sa meilleure amie, devant ainsi un « petit monstre shakespeareien ».

Après les années de pension à Londres, elle part, à dix-huit ans, étudier l'art dramatique chez Stella Adler, à New York, et joue dans plusieurs productions de théâtre « expérimental » off-Broadway. Elle réside en Angleterre une dizaine d'années, avant de revenir à Paris, où elle joue dans *La Cerisaie* et *Dom Juan* de Molière au théâtre des Bouffes du Nord.

Mais le travail de comédienne ne la satisfait qu'à demi. Elle se découvre une seconde nature en dirigeant des lectures d'*Une bête sur la lune*, de Richard Kalinoski, au Théâtre de l'Odéon, à Paris. Elle se sent à l'aise de l'autre côté de la rampe : « *Le bon côté, le mien* », dit-elle. En 1996, elle a monté la pièce à Londres au Bac Theater avec quelques sous et quelques amis. Les principaux rôles sont déjà tenus

par Simon Abkarian (ancien du Théâtre du Soleil) et Corinne Jaber (qui avait joué dans le *Mahabharata* de Peter Brook). Cette première mise en scène est suivie par celles de *Madame Klein*, de N. Wright et d'*All is Well that Ends Well*, de Shakespeare.

Après avoir créé la version française d'*Une bête sur la lune*, en Suisse et en France en 1998, elle est invitée au Festival d'Avignon pour *Tout est bien qui finit bien*, de Shakespeare, qu'elle met en scène avec la troupe du Théâtre du Soleil au cloître des Carmes. Douceur, musicalité, harmonie. Puis elle met en scène *Danser à Lughnasa*, de l'Irlandais Brian Friel, à la MC93 Bobigny. Tendresse et humanité, dans ce joli portrait de groupe de cinq sœurs à la campagne en 1936, où on retrouve Corinne Jaber.

Début 2000, Irina Brook fait ses premiers pas dans un théâtre privé parisien, le Théâtre de l'Atelier, avec *Résonances*, de Katherine Burger, une auteure américaine contemporaine. Elle y confirme la puissance de sa direction d'acteurs, comme dans sa dernière création, *La Ménagerie de verre*, au Théâtre Vidy, à Lausanne, qui est programmée à la rentrée au Théâtre de l'Atelier, à Paris.

J.-L. P.

Jean-Louis Perrier

Les meilleures entrées en France						
FILMS	Nombre de semaines d'exploitation	NOMBRE D'ENTRÉES *	NOMBRE D'ÉCRANS	Evolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis la sortie	
1	Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain	2	764 332	556	△ + 1 %	1 185 945
2	15 août	3	125 000	290	▽ - 29 %	762 607
3	Le Mexicain	2	110 000	403	▽ - 63 %	484 470
4	Sale môme	1	102 079	260	-	102 079
5	Highlander : endgame	1	100 000	327	-	100 000
6	Yamakasi	5	90 000	505	▽ - 36 %	2 127 333
7	Les Chemins de la dignité	1	70 828	198	-	70 828
8	Hors limites	2	63 288	208	▽ - 53 %	235 561
9	A la rencontre de Forrester	3	60 000	223	▽ - 33 %	143 412
10	American Girls	1	58 873	141	-	58 873

* Période du mercredi 2 mai au dimanche 6 mai inclus

En augmentant le nombre de salles qui projettent *Le Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*, l'heureux distributeur du film de Jean-Pierre Jeunet (l'association UGC-Fox) le voit non seulement se maintenir à la première place de ce classement, mais encore augmenter le chiffre hebdomadaire des entrées. Derrière *Amélie*, l'écart se creuse, mais on remarque que c'est un film français, 15 août, qui conserve la deuxième place. Beaucoup plus bas dans le classement, chez les artisans, un autre film augmente son score par rapport à la semaine précédente : *Little Sénégal*, de Rachid Bouchareb, qui a d'ores et déjà dépassé les 100 000 entrées. Les sorties de la semaine, américaines pour l'essentiel, ne font guère d'étincelles. Personne ne s'étonnera de voir Robert De Niro remporter moins de succès en sous-officier borné (*Les Chemins de la dignité*) qu'en beau-père sadique, ou de constater que l'immortalité de *Highlander* ne lui garantit pas une éternelle jeunesse commerciale.

Source : Ecran total

SORTIR

PARIS

Festival de musiques judéo-espagnoles

Romances, coplas, cantigas, berceuses, chants sacrés et profanes, tout un répertoire puisé dans la culture de l'Andalousie mîtisse, le précieux héritage des juifs séfarades expulsés d'Espagne en 1492, exploré avec élégance par des voix agiles et des musiciens délicats qui rapprochent grands classiques judéo-espagnols et compositions récentes. Un joli programme ouvert par Sandra Bessis qui s'achèvera avec Marlène Samoun le 17 mai, au cours duquel on pourra écouter également Stella Gutman, le Trio Kamhi, l'Ensemble Alégria, l'Américaine Judy Frankel et l'Espagnole Monica Monasterio, qui se produisent l'une et l'autre pour la première fois en France. Musée d'art et d'histoire du judaïsme, 71, rue du Temple, Paris-3^e. M^e Rambuteau. 20 h 30, les 9, 10, 14, 16 et 17 mai ; 16 heures et 20 h 30, le 13. Tél. : 01-53-86-48. 70 F et 100 F.

AVIGNON

Trio Cappozzo/Ponthieux/Charmasson

Le premier, Jean-Luc Cappozzo, est un formidable trompettiste, aussi à l'aise dans le registre le plus traditionnel que dans l'expérimentation la plus vive. Le deuxième, Jean-Luc Ponthieux, est un bassiste complet, attiré par la mélodie, la note subtile plus que par la démonstration. Le troisième, Rémi Charmasson, guitariste, a le regard pétillant des aventuriers, le goût des rencontres. Les trois se réunissent à l'initiative de Jean-Paul Ricard, directeur de l'Association pour le jazz et la musique improvisée d'Avignon, pour créer un répertoire de standards d'aujourd'hui dont les titres porteront des prénoms féminins. Avignon (Vaucluse). AJMI-La Manutention, 4, rue des Escaliers-Sainte-Anne. 14 h 30 (scolaires) et 21 heures, le 10 mai. Tél. : 04-90-86-08-61. De 50 F à 90 F.

GUIDE

REPRISE

Afriques : comment ça va avec la douleur ?

de Raymond Depardon (France, 1996). Espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel, Paris-5^e. M^e Saint-Michel. A partir du 9 mai. Séances à 14 heures, 17 h 15 et 20 h 30. Tél. : 01-44-07-20-49. 32 F et 42 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. L'Ane et le Ruisseau d'Alfred de Musset, mise en scène de Nicolas Lormeau. Comédie-Française, 99, rue de Rivoli, Paris-1^{er}. M^e Palais-Royal. 18 h 30, du 9 au 14. Tél. : 01-44-58-98-58. De 50 F à 85 F. Jusqu'au 24 juin.

Intérieur de Maurice Maeterlinck, mise en scène de Denis Marleau. Sceaux (Hauts-de-Seine). Les Gêmeaux, 49, avenue Georges-Clemenceau. 20 h 45, les 9, 10, 11, 12, 16, 17, 18, et 19 ; 17 heures, les 13 et 20. Tél. : 01-46-61-36-67. De 50 F à 145 F. Le Pays lointain, traversée de Joël Jouanneau, d'après Jean-Luc Lagarce, mise en scène de Joël Jouanneau. Théâtre ouvert-Jardin d'hiver, 4 bis, cité Véron, Paris-18^e. M^e Blanche. 20 h 30, les 9, 10, 11 et 14 ; 16 h 30 et 20 h 30, le 12. Tél. : 01-42-62-59-49. 75 F et 100 F. Jusqu'au 23 mai. Ea Sola Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4^e. M^e Châtelet. 20 h 30, les 9, 10, 11 et 12. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F. Raffaella Giordano Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris-11^e. M^e Bastille. 21 heu-

res, les 9, 10, 11 et 12. Tél. : 01-43-57-42-14. 120 F. Orchestra da camera italiana Œuvres de Rossini, Paganini, Mendelssohn. Salvatore Accardo (violin, direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 20 heures, le 9. Tél. : 01-49-52-50-50. De 50 F à 330 F. Olivier Renne Amalgame Quintet Sunshine, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^e Châtelet. 21 heures, les 9 et 10. Tél. : 01-40-26-21-25. Lio chante Prévost Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris-2^e. M^e Sentier. 20 heures, les 9, 10, 11 et 12. Tél. : 01-42-61-89-96. De 70 F à 90 F.

RÉGIONS

La Mouette d'après Tchekhov, mise en scène d'Eric Lacascade. Compiègne (Oise). Espace Jean-Legendre, place Briet-Daubigny. 21 heures, le 10. Tél. : 03-44-92-76-76. 80 F et 130 F. L'Exaltation du labyrinthe d'Olivier Py, mise en scène de Stéphane Braunschweig. Orléans (Loiret). Carré Saint-Vincent, Scène nationale. 20 h 30, les 10, 11 et 12. Tél. : 02-38-62-75-30. 50 F et 100 F. Rwanda, 1994 de Marie-France Collard, Jacques Delcuvellerie et Jean-Marie Piemme, mise en scène de Jacques Delcuvellerie. Rouen (Seine-Maritime). Théâtre des Arts, place des Arts. 19 h 30, les 10 et 11. Tél. : 02-35-03-29-78. De 50 F à 115 F. Il Processo (en italien stf) de Franz Kafka, mise en scène de Giorgio Barberio Corsetti. Strasbourg (Bas-Rhin). Le Maillon Wacken Hall 2. 19 h 30, les 10 et 17 ; 20 h 30, les 11, 12, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22. Tél. : 03-88-27-61-81. De 60 F à 110 F. Jusqu'au 23 mai. Genesi, from the Museum of Sleep (en italien, stf) de Romeo Castellucci, mise en scène de l'auteur. Toulouse (Haute-Garonne). Théâtre de la Cité, 1, rue Pierre-Baudis. 19 h 30, le 10 ; 20 h 30, le 11. Tél. : 05-34-45-05-05. 50 F et 110 F.

La Mosfilm s'oppose à la privatisation des grands studios de cinéma russes

Le gouvernement veut rentabiliser la production cinématographique et moderniser la distribution

MOSCOU

de notre correspondant

Comment reconstruire un cinéma russe en ruines ? Le 5 avril, le président Vladimir Poutine signait deux oukases qui visent à réorganiser l'ensemble de l'industrie du cinéma. Le premier texte engage la privatisation des quatre grands studios russes, Mosfilm, à Moscou, Gorki et Lenfilm à Saint-Pétersbourg et celui d'Ekaterinbourg. Ces studios, jusqu'alors entreprises d'Etat, seront constitués en sociétés par actions. L'Etat détiendra dans un premier temps 100 % du capital puis l'ouvrira aux acteurs privés. Le second texte prévoit la création d'une société de distribution publique, Rossiskiprokat. Elle devrait disposer à terme d'un réseau de cent cinquante salles modernisées et sa mission première sera de diffuser des films russes.

« Notre cinéma n'existe plus, il n'est pas rentable parce qu'il est mal fait, nous avons perdu le grand style impérial du cinéma soviétique et il ne sert désormais à rien de financer des structures totalement obsolètes », assène le ministre de la culture, Mikhaïl Chvydkoï. Exceptés les intonations nationalistes du ministre, personne dans la profession ne discute ce constat. La Russie a produit l'an dernier une cinquantaine de films. Son cinéma jouit d'une réputation exécrable chez les Russes eux-mêmes. Et ces quelques films ne parviennent pas même à se faire correctement distribuer. Dans tout le pays, les films russes représentent moins de 8 % des entrées et 3 % seulement dans la seule ville de Moscou.

Deux circuits de cinémas cohabitent. Le premier, créé par une demi-douzaine de distributeurs privés, est constitué de quatre-vingts salles aux standards internationaux : sa programmation est

d'abord américaine, européenne parfois, très exceptionnellement russe. Son chiffre d'affaires estimé est de 50 millions de dollars (52,8 millions d'euros), avec un billet d'entrée pouvant aller jusqu'à 300 roubles (11,43 €). Le second est constitué d'un réseau de mille cinq cent soixante vieilles salles soviétiques où l'entrée demeure à 10 roubles (0,38 €) et dont le chiffre d'affaires global est inférieur à 6 millions de dollars (6,36 millions d'euros). La réforme de M. Chvydkoï prétend privatiser

reste de notre industrie cinématographique sera définitivement détruit. »

La Cité du cinéma, fierté de l'URSS, a survécu au désastre de ces dix dernières années. Une promenade sur ses 34 hectares de terrain montre des bâtiments refaits, des salles techniques ultra-modernes. « Sans un kopecq de l'Etat, nous avons pu investir des millions de dollars pour devenir un studio de classe européenne. J'ai grandi à Mosfilm, c'est un endroit unique, une partie de notre culture », ajou-

L'Union des cinéastes hors jeu

Naoum Kleiman, directeur du Musée du cinéma à Moscou, estime qu'« en l'état, les studios russes ne peuvent fonctionner ». « La responsabilité première en revient à l'Union des cinéastes, qui, par pur aristocratie soviétique, a refusé de prendre cela en charge. Heureusement, cette Union n'est plus aujourd'hui qu'un vague club suspendu dans le vide. » Toujours présidée par Nikita Mikhalkov, cette institution ne s'est d'ailleurs pas exprimée sur la réforme. Pour M. Kleiman, « le problème principal [du cinéma russe] est de manquer de vrais producteurs, c'est un métier que nous ne connaissons pas ». Et puis, ajoute-t-il en citant les débuts d'Hollywood, le néoréalisme italien ou la nouvelle vague française, « un bon cinéma, c'est aussi l'élan d'une société, l'espoir, l'envie, un projet commun. Nous n'avons presque rien de tout cela, mais, les jeunes ont des projets et une attitude par rapport à l'Etat tout à fait différents ».

les studios pour relancer la production de films, créer un réseau de distribution moderne pour les diffuser. Mais elle se heurte à un acteur de poids, le légendaire studio Mosfilm. Le réalisateur Karen Chakhnazarov, directeur de Mosfilm depuis trois ans, défend son institution : « On sait comment se font les privatisations à la russe, on a vu les cinémas transformés en casinos ou en restaurants, et les fonctionnaires se faire construire des maisons sur la Côte d'Azur ; je dis seulement qu'il faut être très prudent car si on casse Mosfilm, ce qui

te-t-il. Proche du centre-ville, le magnifique site attire déjà les promoteurs immobiliers. Son Musée automobile, sa collection de matériel militaire, ses sept cent mille costumes, meubles et éléments de décors pourraient être vendus par lots. « Il y a ici des profits extraordinaires à réaliser si l'on ne finance pas de films ».

Mais M. Chakhnazarov est isolé. A Saint-Pétersbourg, le studio Gorki demande à être privatisé et a trouvé un investisseur, la Vnesheconbank, une banque publique. La gestion de Mosfilm est

contestée. Le studio produit à peine une demi-douzaine de films par an et ses prestations sont plus chères que bon nombre de studios européens. « Mosfilm fait de la publicité, beaucoup de télévision, de l'argent, mais pas de cinéma », estime Daniil Dondourei, responsable de la revue *Art-Kino*, spécialiste écouté des questions de cinéma. Lui-même défend l'idée d'une privatisation « contrôlée » des studios. « La demande de cinéma russe redémarre et, pardonnez-moi, mais ce n'est pas Chakhnazarov qui fera ce nouveau cinéma, il nous faut des investisseurs privés, des producteurs, de nouvelles règles du jeu », ajoute-t-il.

EMPRISE DE LA TÉLÉVISION

Depuis 1923, Mosfilm a produit plus de deux mille films, et des plus grands réalisateurs de l'époque soviétique, qui lui rapportent en droits de diffusion 3 à 4 millions de dollars par an. Or la réforme du ministère prévoit que les studios perdent ces droits, qui seront affectés à la création du circuit de distribution Rossiskiprokat. « Ces droits nous ont permis de moderniser Mosfilm, c'est notre patrimoine qui va maintenant être confisqué et englouti par la bureaucratie », proteste Chakhnazarov. Qu'elle soit menée à bien ou non, la privatisation des studios ne lèvera pas d'autres obstacles à la renaissance du cinéma russe. L'emprise de la télévision (soixante films et séries sont diffusés chaque jour sur les treize chaînes moscovites), l'omniprésence de la vidéocassette, le faible coût des films américains pour les distributeurs et le très bas niveau de vie de la population sont autant de points que la réforme actuelle n'aborde pas.

François Bonnet

DISPARITION

Jacques de Bourbon-Busset

De la diplomatie à l'autobiographie

L'ÉCRIVAIN et académicien Jacques de Bourbon-Busset est mort lundi 7 mai à l'hôpital Cochin, à Paris, des suites d'un arrêt cardiaque.

Né le 27 avril 1912 à Paris, ce descendant d'une famille illustre était fils d'un officier d'active, maire d'une commune ouvrière, et d'une aristocrate pétrée de tolérance, dotée d'un grand sens des responsabilités et exaltée par la politique de Léon Blum : « J'ai hérité d'elle cette mauvaise conscience permanente d'appartenir à la classe qui a tout reçu », disait-il, ajoutant que cette culpabilité de « jouir de quelque chose que je ne mérite pas » se teintait du sentiment d'avoir été « un exclu de la communauté nationale », victime depuis 1789 d'un « procès global fait à sa caste », et qu'il se sentait, comte né une cuiller d'argent dans la bouche, « comme un Juif ».

Assistante sociale bénévole à l'Hôtel-Dieu, sa mère fut tuée en 1944 par une patrouille allemande alors qu'elle allait porter des provisions à un vieillard du voisinage. Elle lui avait légué le goût de la littérature, de Chateaubriand, Montaigne et Sénèque, et c'est bercé par cette idée qu'il n'existait rien au-dessus de l'état d'écrivain que Jacques de Bourbon-Busset se laisse « embarquer » vers l'École normale supérieure, où il côtoie Georges Pompidou et Jacqueline de Romilly. Il aurait préféré, confia-t-il, être compositeur de musique. Rue d'Ulm, le voilà enivré par le désir d'être quelqu'un, d'acquiescer du pouvoir : « Je suis un ancien arriviste », confessait-il en 1978 dans un livre d'entretiens avec Jacques Paugam (*Je n'ai peur de rien quand je suis sûr de toi*, Gallimard).

Haut fonctionnaire au Quai d'Orsay, il est attaché d'ambassade à Rome en 1939, président de la Croix-Rouge française de 1944 à 1945, directeur du cabinet de Robert Schuman au ministère des affaires étrangères de 1948 à 1952, puis directeur des relations culturelles des affaires étrangères de 1952 à 1956, et entre-temps ministre plénipotentiaire en 1954. Il quitte le service public en 1956, sur sa

demande, « pour faire quelque chose de plus difficile » : écrire.

Celui qui s'était promis de rester « Bourbon et dreyfusard » (« Jamais je ne renierai les miens, mais la chose la plus importante pour moi c'est que l'on ne commette pas l'injustice, et notamment l'injustice contre l'individu seul et sans défense... Je suis de droite quand je suis lucide, de gauche quand je suis indigné. ») s'installe alors à Saussey pour s'occuper d'une exploitation agricole, et poursuivre une œuvre entamée lorsqu'il était au Quai d'Orsay (*Le Sel de la Terre*, publié sous le pseudonyme de Vincent Laborde en 1946). *Le Silence et la joie* obtient le Grand Prix du roman de l'Académie française en 1957.

HYMNE À L'AMOUR

Ses premiers romans sont prétextes à des « méditations sur le pouvoir, sur ses moyens et ses fins, sur la jouissance qu'il procure et sur les limites qu'il rencontre, sur l'ambition glorieuse qu'il assouvit, et sur la sagesse plus ou moins désabusée qui en est la rançon », comme le résume Luc Estang. Il est inspiré par des grands hommes (Jules César, Périclès, Orlando, Pascal, Alexandre le Grand, Paul Valéry), il se souvient des couilles de la vie diplomatique (*Le Protecteur, La Grande Conférence*), il disserte sur la mauvaise conscience (*Le Remords est un luxe*). Mais bientôt, la veine romanesque ne lui convient plus. Saint-John Perse lui avait dit : « Ce qui vous caractérise, c'est la coïncidence entre votre vie et votre œuvre, veillez à ce que cette coïncidence ne cesse jamais. »

Il va s'appliquer fidèlement à entretenir cette coïncidence, opter pour la forme autobiographique, tisser un Journal dans lequel il cultive le va-et-vient entre sensation et réflexion. Il a par ailleurs retrouvé la foi qu'il avait perdue vers quinze ans, et devient l'apologue du mariage chrétien (Grand Prix catholique de littérature pour *Au Vent de la mémoire*, en 1976). Hormis la parenthèse du *Lion bat la campagne* (1973), récit farfelu bourré de clins d'œil culturels, sur

le bonheur d'exister à deux, Bourbon-Busset entreprend un monument, sous la forme d'un Journal, dont il aura rédigé dix tomes : *Le Livre de Laurence*, un perpétuel éloge de sa femme et de l'aventure nuptiale, une série de méditations et de maximes livrées au goutte-à-goutte du quotidien, qui ne cache pas l'extrême ambition de transmettre un mythe : celui de « l'amour sans retour ». Ainsi, de *La Nature est un talisman* (1966) à *Bien plus qu'aux premiers jours* (1985), en passant par *Les Arbres et les jours, Comme le diamant, Comptes, Au Vent de la mémoire, Tu ne mourras pas, Les Choses simples* (Prix Marcel Proust en 1980), puis poursuivant son hymne à l'amour fou même après la mort de Laurence (*Laurence ou la sagesse de l'amour fou* [1989], *L'Audace d'aimer* [1990], *L'Amour confiance* [1995]), il assène sa croyance d'idolâtre de l'union indestructible et de « philosophe naïf », tisse inlassablement son ode à l'« amour durable », à la passion qui dure (« alliance du vertige et de la durée »), à l'amour qui ne se reprend pas, irrévocable, absolu. Cet hymne à un idéal qui doit un peu à André Breton (« Mon expérience est qu'un amour fou, au lieu d'être usé par le temps qui passe, est au contraire grandi par le temps : la succession des jours le renforce ») et beaucoup à Descartes (« La gratuité rejoint la constance. La constance, je l'entends au sens où Descartes entendait la générosité, c'est-à-dire la résolution de ne jamais manquer de volonté pour faire ce qui apparaît comme le meilleur »), englobe l'étreinte physique dans sa grâce, quand le désir de reconnaissance des âmes s'ajoute au désir de reconnaissance des corps.

Elu à l'Académie française en 1981 au fauteuil de Maurice Genevoix, Jacques de Bourbon-Busset aura été jusqu'au bout enflammé par celle qu'en 1952 il avait décidé de surnommer le Lion, parce qu'elle avait la crinière batailleuse et qu'elle se moquait volontiers de ses prétentions de dompteur.

Jean-Luc Douin

NOMINATIONS

EPISCOPAT

Le pape Jean Paul II a nommé évêque d'Annecy le Père Yves Boivineau, lundi 7 mai. Il succède à Mgr Hubert Barbier, nommé archevêque de Bourges le 25 avril 2000.

[Né le 21 février 1947 à Ardelay (Vendée), Yves Boivineau a fait ses études au petit séminaire, avant d'entrer, en 1966, au grand séminaire de Luçon. Ordonné prêtre le 23 juin 1973 pour le diocèse de Luçon, il est nommé vicaire à la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption à Challans (Vendée). De 1978 à 1980, il étudie au séminaire français de Rome et obtient une licence de théologie à l'Université pontificale grégorienne. De 1980 à 1993, le Père Boivineau est directeur spirituel et professeur de théologie au séminaire interdiocésain des pays de Loire. Depuis 1993, il réside aux Sables-d'Olonne comme vicaire épiscopal responsable de la zone pastorale de la Côte et du Marais breton. Il est aussi chargé de l'accompagnement des mouvements spirituels, du Renouveau charismatique et des communautés nouvelles.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du dimanche 6 mai sont publiés :

- **Culture** : un décret modificatif portant statut du Centre des monuments nationaux.
 - **AOC** : un décret modificatif concernant les appellations contrôlées Gaillac, Gaillac premières côtes et Gaillac mousseux ; un décret modificatif relatif à l'appellation d'origine contrôlée Coteaux varois ; un décret modificatif relatif aux appellations d'origine contrôlées Bourgogne et Saint-Nicolas-de-Bourgueil ; un décret modificatif visant à la reconnaissance de l'appellation d'origine contrôlée Crémant du Jura ; un décret relatif à l'appellation d'origine contrôlée Bourgogne ; un décret relatif à l'appellation d'origine contrôlée Vacqueyras.
- Au *Journal officiel* daté lundi 7-mardi 8 mai sont publiés :

- **Santé** : un décret modificatif relatif à la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles.
- **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la République d'Azerbaïdjan d'autre part, fait à Luxembourg le 22 avril 1996 ; un décret portant publication de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part, et la République d'Arménie d'autre part, fait à Luxembourg le 22 avril 1996 ; un décret portant publication de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres d'une part et la République kirghize d'autre part, fait à Bruxelles le 9 février 1995.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Marie Léna CANIONI, M. et Mme SPIRO et leur fille Sophie, Antonia CANIONI et Serge SPIRO et leur fille Sarah sont heureux d'annoncer la naissance de

Josef Antoine SPIRO CANIONI,

le 6 mai 2001.

Mazal tov.

Anniversaires de naissance

- 8 mai 2001.

Cher Papa,

pour tes soixante ans, nous t'offrons un petit bout du monde.

Joyeux anniversaire, avec tout notre amour.

Laurent et Nathalie, François et So Young, Marie-Odile, Michel et Chiara.

Décès

- Mme Elisabeth Aye, Ses enfants et petits-enfants, Les familles Aye et Dupont, ont la douleur de faire part du décès de

Pierre AYE,

ingénieur de l'Ecole centrale de Paris, directeur honoraire de Gaz de France, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 4 mai 2001, à l'âge de quatre-vingts ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Le Mas de Tanit, Le Sélimente, 14, avenue de la Rostagne, 06160 Juan-les-Pins.

- Jacqueline Ballossier, son épouse, Claude, Jean-Michel Favre, François et Armelle avec Gaëlle, Marianne, Vincent, Michèle Sagnier, Ieda, Jair, Pierre Ballossier, Claire, Marie, Yves, Marie-Noëlle Mahieu, Lola, Et toute leur tribu, ses enfants et petits-enfants, Ses frères, beau-frère et belles-sœurs, Toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Roger BALLOSSIER,

le 4 mai 2001.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

J. Ballossier, 17, rue du Hameau, 66500 Prades.

- Noël Baverez, son épouse, Laurent et Catherine Baverez, ses enfants, Marine et Manon, ses petits-enfants, Gilles et Pierre Chauvin, ses neveux, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Jacqueline BAVEREZ, professeur honoraire au collège Louis-Issaurat de Créteil,

survenu à l'âge de soixante-seize ans, le 4 mai 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Michel de Chamonix, le jeudi 10 mai, à 17 heures.

Son inhumation aura lieu dans le caveau de famille à Chamonix.

- Lyon. Bully.

Jean-Pierre Brossard, son épouse, Philippe et Isabelle, Anne et Eric, ses enfants, Pierre, Louis et Juliette, ses petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Hélène BROSSARD,

survenu le 7 mai 2001.

Ses amis pourront l'accompagner lors d'une cérémonie, le jeudi 10 mai, à 11 heures, au 177, avenue Berthelot, Lyon-7^e ou au cimetière de Bully (Loire) ce même jour, à 16 h 30.

- Nous avons la douleur de faire part du décès de

Sylvie DEVIZE, née ROSENTHAL,

veuve de

Julien DEVIZE,

notre mère, grand-mère, arrière-grand-mère bien-aimée,

survenu le 5 mai 2001, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

L'inhumation aura lieu, au cimetière de Montmartre, le jeudi 10 mai, à 11 heures.

Lucile et Annie, Eleanor, Samuel et Sylvie, Aliya et Jasper.

Sylvie et Julien restent unis dans notre souvenir.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Le 9 avril 2001,

Jean-Edouard EYMARD,

président fondateur de l'Union française d'ameublement, chevalier de la Légion d'honneur,

est décédé à quatre-vingt-sept ans, nous laissant dans une profonde tristesse.

De la part de Mauricette Eymard, sa sœur, Macha Eymard et Graham Hawkes, Geneviève et Jean-Paul Francou, Françoise et Dominique Dumas, Béatrice Eymard, ses filles, leurs compagnon et conjoints, Olivier, Elisa et Patrice, Anne-Virginie, Aymeric, Eugénie et Clémence, et leurs petits-enfants.

Les obsèques religieuses ont eu lieu à Bordeaux dans l'intimité familiale.

Sont associées à son souvenir

Renée (1955),

son épouse,

et

Marie-Thérèse (1988),

sa fille.

45, boulevard des Batignolles, 75008 Paris.

Tous les jours dans le « Carnet du Monde » NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS

600 F TTC - 91,47 € FORFAIT 10 LIGNES
TARIF ABONNÉS 491 F TTC - 74,85 €
FORFAIT 10 LIGNES
La ligne suppl. : 60 F TTC - 9,15 €
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42
Fax : 01.42.17.21.36
e-mail: carnet@mondepub.fr

- M. et Mme Pierre de Féligonde, leurs enfants et petits-enfants, Les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants de M. et Mme Albert Dadant (†), Mme Dominique Fougère, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et Mme Claude Fougère, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Waïs Akram et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Louis FOUGÈRE, née François de FÉLIGONDE,

survenu le 4 mai 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Louis-en-l'Île, Paris-4^e, le jeudi 10 mai, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Souvenir

- Le 9 mai 2001.

Il y a trois ans,

Reine COUVREUR, née DANIELIAN,

nous quittait.

Tous ceux qui l'ont aimée pensent à elle.

Conférences

- Qui affirme que la vie n'est pas dotée d'un mode d'emploi n'a pas assisté aux cours de Kabbalah. Vous connaissez le but de la vie, la source de toute souffrance et la stratégie pour obtenir la plénitude personnelle. Des milliers de pages écrites par les anciens kabbalistes sont organisées en un manuel d'utilisation simple et compréhensible, fourni comme matériel de renouvellement.

La prochaine séance d'information gratuite aura lieu le mercredi 9 mai 2001 à 20 h 30, au Centre d'étude de la Kabbale. Une session de quatre semaines de cours de base débutera le mercredi 16 mai, à 20 h 30 (session de quatre cours) au Centre d'étude de la Kabbale.

Si vous avez besoin d'informations complémentaires, n'hésitez pas à nous contacter : Le Centre d'étude de la Kabbale, 66, rue Nicolo, 75116 Paris. Tél. : 01-45-03-50-30 et e-mail : kcparis@kabbalah.com

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

Dans le cadre des « Entretiens sur les juifs du Maghreb et de la Méditerranée », A. B. Yehoshua, romancier israélien et professeur d'université, donnera trois conférences consacrées à la littérature israélienne : les jeudis 10, 17 et 31 mai, à 17 heures, S.N.E.I. 4, place Saint-Germain-des-Prés, Paris-6^e, salle Chaptal (séminaire ouvert).

souhaitez la fête des mères le 27 mai dans le carnet

spécial fête des mères

tarif: 85 F TTC la ligne

tel: 01 42 17 39 80

tel 01 42 17 29 94

fax: 01 42 17 21 36

Communiqué

PERSPECTIVES AFRIQUE DU SUD

Les risques et opportunités du marché sud-africain

Une étude de Dominique Brunin pour Nord Sud Export

L'Afrique du Sud est un pays hybride, développé comme un cousin européen, pauvre comme un frère africain. Les fondamentaux sont corrects, le pouvoir de Thabo Mbeki solidement installé.

L'appareil productif est prometteur. La croissance dispose d'atouts diversifiés. Les privatisations se poursuivent, opportunément pour les finances publiques et les investisseurs.

La « renaissance africaine » favorise la paix régionale, les exportations et les investissements sur le continent africain. Mais Pretoria souffre de

la mauvaise image de ses proches voisins : Zimbabwe, RDC, Angola... Les liens privilégiés avec l'Europe se renforcent.

Mais la croissance est-elle créatrice d'emplois ? La réponse est d'importance car le risque sud-africain est d'abord social. L'Afrique du Sud a du temps devant elle pour mener les réformes indispensables. Les entreprises et les investisseurs peuvent l'accompagner dans son développement. A condition de répondre à l'impatience des pauvres et que le *black empowerment* ne se résume pas à un *black enrichment*.

Avec la série *Perspectives de Nord Sud Export*, donnez l'assurance à votre entreprise

Sont déjà parues : PERSPECTIVES CHINE par Marc Mangin

PERSPECTIVES ÉGYPTÉ par Agnès Levallois et Marie-France Vernier

Envoi d'un sommaire sur demande et vente par correspondance à Nord Sud Export, 58, rue du Dessous-des-Berges, 75013 Paris.

Tél. : 01-44-97-55-35 - Fax : 01-44-97-55-36. E-mail : nse@lemonde.fr

La vie devant soi



Paul Santelmann
La formation professionnelle,
nouveau droit de l'homme ?

M folio
LE MONDE actuel
I N É D I T

EN VUE

■ Le prince **Philippe**, héritier du trône de Belgique, qui attend un enfant, promet à son peuple : « Je changerai les couches et je me lèverai la nuit. »

■ La police nationale, aidée par les pompiers et la police municipale d'Angers, a évacué un millier de personnes pendant plusieurs heures avant qu'une équipe de démineurs neutralise devant une société d'assurances un colis suspect qui renfermait une layette adressée au directeur, nouveau papa.

■ En attendant son procès, **Jaggi Singh**, militant antimondialisation arrêté à Québec lors du récent Sommet des Amériques, restera en prison pour « détention d'une arme dangereuse », une catapulte à ours en peluche, confisquée depuis.

■ **Tiziana** s'est jetée, à l'abri des regards, dimanche 6 mai, avec son ours en peluche du haut d'un immeuble du quartier populaire de Sampierdarena, à Gênes, après avoir laissé en évidence une lettre où elle léguait ses reins à sa mère, sous dialyse. « La transplantation est impossible : il s'est passé trop de temps avant la découverte du corps », estiment les chirurgiens.

■ « Je suis satisfait, car en tant que musulman je ne peux m'opposer à un jugement divin. » Le tribunal de Gusau, dans l'Etat nigérian de Zamfara, a fait part, jeudi 3 mai, des premières impressions de **Lawali Inchitara**, voleur de bicyclettes amputé de la main droite « sous la surveillance d'un médecin de l'hôpital public ».

■ Le professeur **Milomir Ninkovic**, chirurgien à l'hôpital universitaire d'Innsbruck, en Autriche, a recousu pendant plus de onze heures les deux bras d'un bûcheron, victime, samedi 5 mai, d'un accident du travail.

■ Actuellement jugé à Dorchester, en Angleterre, **Robert Dyer**, terroriste amateur qui ne timbrat pas assez ses lettres piégées pour qu'elles parviennent à leurs destinataires, n'avait réussi qu'une fois à blesser légèrement un retraité en lui adressant un courrier convenablement chargé.

■ Un pêcheur à l'explosif sur le grand lac du Tonlé Sap, au Cambodge, s'est fait sauter en tapant avec un marteau sur un obus, tuant trois femmes dans les parages ; blessant un enfant à l'écart sur la rive ; détruisant une maison et deux mobylettes, plus loin.

■ « Ebouffé, glissant soudain à tire d'aile sur le lac, fondant sur moi de l'autre rive, il m'a cruellement pincé le derrière, me tirant de son bec nerveux sur plusieurs mètres au fond et à la surface de l'eau », raconte sur son lit d'hôpital une vieille dame attaquée par le cygne **Oscar** alors qu'elle se promenait, samedi 5 mai, avec ses petits-enfants dans le parc Kristiansand, en Norvège.

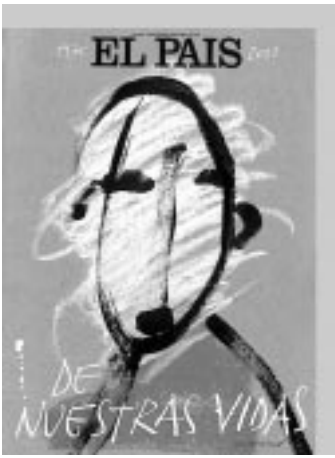
Christian Colombani

« El Pais » fête ses vingt-cinq ans

Dans un gros magazine commémoratif, le quotidien espagnol, né en 1976, revient sur ce quart de siècle d'histoire. Il publie une sélection d'articles, des entretiens avec des témoins privilégiés de cette époque et des témoignages de lecteurs

EL PAIS fête ses vingt-cinq ans. L'âge de la maturité pour ce quotidien, fils turbulent de la jeune démocratie espagnole qui, en un quart de siècle, s'est hissé avec succès au niveau de ces institutions que sont les plus grands journaux européens.

Le 4 mai 1976, la dictature franquiste fraîchement achevée, sortait le premier numéro. Maigre, rétif, sans beaucoup de publicité, mais à coup sûr un appel d'air frais. Ce jour-là, le vieux dirigeant communiste Santiago Carrillo dévorait les premiers articles, à Madrid, en pleine clandestinité encore, et un jeune socialiste chevelu et charismatique du nom de Felipe Gonzá-



lez tentait d'obtenir la libération de deux de ses compagnons de parti, arrêtés quelques jours plus tôt. Une autre Espagne. C'est ce long chemin parcouru ensemble avec les Espagnols, jusqu'à la démocratie moderne et européenne d'aujourd'hui, qu'*El País*, qui s'est toujours situé à l'encontre d'une ancienne droite crispée et revancharde, a choisi de raconter à ses lecteurs. Tables rondes, importants débats internationaux, dont un consacré justement à « La démocratie du nouveau millénaire » et qui se tiendra les 10 et 11 mai à Madrid, mais aussi des concerts, des expositions : l'événement occupera presque toute la semaine.

Sous le titre « 1976 El País de nos vies 2001 », le quotidien a publié déjà dimanche un énorme magazine commémoratif de près de 400 pages. On y trouve le récit du premier mois de vie d'un quotidien dont la seule existence était presque un acte de foi, dans une démocratie en plein chantier, évoquant, comme le premier numéro de fin de semaine des questions aussi dérangeantes que l'avortement. On y trouve aussi des entretiens de témoins privilégiés de cette histoire récente, à laquelle ils apportèrent un peu d'« ouverture », comme le furent le journaliste qui dépitait le scandale du Watergate aux Etats-Unis, Bob Woodward, l'an-

cienn numéro un soviétique Mikhail Gorbatchev, ou l'ex-président de la Commission européenne Jacques Delors.

On y trouve enfin une sélection des milliers d'articles publiés, tout au long de ces 8 748 numéros sortis en kiosque, avec la loi d'amnistie pour les prisonniers de 1977, et le projet de Constitution ; le retour du *Guernica* de Picasso, en Espagne, en 1981 ; l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1982, les JO de Barcelone de 1992 ou la majorité absolue de José María Aznar en l'an 2000.

Pourtant, le plus bel hommage d'anniversaire, ce sont les lecteurs qui l'ont offert à *El País*. Des dizaines de témoignages spontanés arrivés au journal et recueillis, eux aussi, dans une large section du magazine commémoratif. L'un d'eux vient de Valence, il est signé Dani Valeria et dit ceci : « Mon histoire avec *El País* est comme toutes les grandes amours, une histoire de rencontres et de brouilles. (...) Nous avons grandi ensemble (je l'ai presque vu naître) et ensemble nous avons construit l'image du monde qui nous entoure et celle du monde que nous aimerions avoir. (...) En dix-neuf ans, il m'a raconté ce qui se passait dans mon quartier et dans des lieux que je n'ai jamais connus. Nous avons passé ensemble le baccalauréat et préparé un métier. Il m'a montré sa fidélité, en m'attendant toujours au kiosque, même si je n'y suis pas toujours allée. Il a fini par être si près de moi qu'il m'est impossible d'imaginer vivre sans lui. »

Marie-Claude Decamps

DANS LA PRESSE

LCI

Pierre-Luc Séguillon

■ Deux dates : 10 mai 81, 7 mai 95. Deux élections présidentielles : celle de François Mitterrand, il y a vingt ans, celle de Jacques Chirac, il y a six ans. Deux anniversaires célébrés cette semaine. Or, entre ces deux événements commémorés, il existe une parenté étonnante : il y a vingt ans, comme il y a six ans, l'Europe a eu raison des généreuses intentions affichées par le candidat à l'Elysée et, en 81 comme en 95, elle a contraint le président élu à se déjuger. Quand il arrive au pouvoir, François Mitterrand promet en effet qu'il va rompre avec le capitalisme. Ce désir se brisera cependant sur la dure réalité européenne. Faute de se dégager du système monétaire

européen, la France demeurera arrimée à une Europe dominée par la seule loi du marché. Quand Jacques Chirac accède à l'Elysée en 1995, c'est avec l'intention clairement affichée de résorber la « fracture sociale ». Force est de constater que lui aussi va devoir rapidement baisser pavillon pour satisfaire les exigences d'une Europe plus préoccupée de se donner les bases saines d'une monnaie commune que de secourir les plus défavorisés. Les électeurs savent désormais que les promesses ne valent que ce que valent les engagements européens.

LE FIGARO

Charles Lambroschini

■ L'armée française a le cafard. Officiellement muets, les soldats s'inquiètent d'abord de la dichotomie entre grand genre et petits

moyens. Lorsque Jacques Chirac avait lancé en 1996 une vaste réforme militaire, rendue nécessaire par la disparition de la menace soviétique et les transformations de la société française, il s'était engagé sur un budget précis. Ces promesses n'ont pas résisté aux priorités sociales de Lionel Jospin. Il faut aussi compter sur les interrogations stratégiques. S'il se réalise, le bouclier antimissile remettrait en question les règles de la dissuasion et la crédibilité de l'arme nucléaire française. Surtout, le problème éternel des relations entre l'armée et la nation risque de déboucher sur l'incompréhension réciproque. Comment concilier les servitudes et grandeurs militaires avec une société civile dont, aujourd'hui, la valeur suprême est le bonheur individuel. Tel est le dilemme fondamental pour les

peuples démocratiques qui ont oublié que l'Histoire est tragique.

RFI

Geneviève Goëtzinger

■ Bien qu'il s'en défende, Lionel Jospin n'est pas un Européen fervent, lui qui, lors de la ratification du traité de Maastricht, s'était illustré par un édifiant « non au non ». Les dissensions au sein de sa majorité entre fédéralistes Verts et souverainistes communistes ou citoyens ne sont guère de nature à favoriser l'audace lorsque l'on ambitionne de réaliser la synthèse. Dans ce calendrier personnel qui sous-tend désormais ses actes, Lionel Jospin ne veut pas apparaître déjà entré en campagne. Il soigne son image de premier ministre gestionnaire que pourraient contredire des propositions fortes sur l'avenir de l'Europe.

www.allafrica.com

Une agence américaine spécialisée dans la diffusion d'articles de journaux africains



cinq médias africains. Près de sept cents articles sont ainsi collectés et mis en ligne quotidiennement. L'ensemble est revendu, en un seul lot, aux principaux grossistes américains du marché de l'information en ligne, tels que Lexis/Nexis, Bloomberg, Financial Times, CNN

Interactive... AllAfrica touche au passage une rémunération forfaitaire ainsi que des royalties proportionnelles au nombre d'articles revendus aux clients finaux, soit 2 500 journaux, entreprises et institutions : « Nos textes s'intègrent aux grands réseaux de diffusion qui met-

tent sur un pied d'égalité tous les bons articles, qu'ils viennent d'Afrique ou d'ailleurs », explique M. Ba ; de plus, nous reversons aux journaux africains la moitié des royalties perçues. » Ainsi, l'hebdomadaire gambien *The Point* touche 200 dollars par trimestre, et l'Agence panafricaine d'information (PANA) 8 000 dollars.

Sur le site, qui a enregistré 7,2 millions de pages vues en mars, tous les articles sont accessibles gratuitement. 75 % des visiteurs sont des Nord-Américains en quête d'informations sur le Nigeria, le Kenya et l'Afrique du Sud. Viennent ensuite les hommes d'affaires asiatiques, puis les Européens. « Notre offre en français est encore peu développée car nous doutons de la rentabilité du marché », regrette M. Ba, qui annonce cependant, à titre de test, des partenariats avec quinze publications d'Afrique francophone et surtout un accord de retransmission des émissions de Radio France Internationale.

Géraldine Faes

SUR LA TOILE

RECHERCHES À OXFORD

■ L'université d'Oxford inaugurera à l'automne le premier institut mondial de recherches sur Internet, a annoncé Colin Lucas, vice-chancelier de l'établissement. Ce centre étudiera les problèmes posés par le Net en termes de cryptage, de droits intellectuels, de sécurité. « Nous avons besoin d'un centre de recherches haut de gamme dont l'intégrité soit reconnue à l'échelle internationale », a souligné Colin Lucas. La Shirley Foundation, dirigée par Stéphanie Shirley, a versé 10 millions de livres (16 millions d'euros) à l'institut. - (AFP.)

MAISON BLANCHE

■ Le site de la Maison Blanche a été bloqué, vendredi 4 mai, de 9 heures locales (13 heures GMT) à 11 h 15 (15 h 15 GMT), par un flot de données non désirées. Jimmy Orr, un des porte-parole de la présidence, a indiqué que la sécurité du site n'avait pas été menacée. Michael Cheek, de la société iDéfense, a rappelé que des pirates chinois avaient donné des instructions sur la manière de bloquer les sites de la Maison Blanche et de la CIA. Il a précisé qu'il ne pouvait pas lier l'attaque à ces pirates, ajoutant : « Vous pouvez tirer vos propres conclusions » - (AFP.)

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : [] [] [] [] [] Localité :

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :

Prénom :

N° : rue :

Code postal : [] [] [] [] [] Ville :

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° : rue :

Code postal : [] [] [] [] [] Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc. :

Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99F/mn)

Le Monde (USPS=0009729) is published daily for \$ 892 per year *Le Monde* 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 235-451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

Nounours par Luc Rosenzweig

EN MATIÈRE de télévision, on peut observer qu'une grande polémique comme celle qui s'est instaurée autour d'une émission de M6 que nous nous refuserons même à nommer ne laisse aucune place à l'expression d'indignations plus légères. L'existence d'une ignominie rend futiles les critiques que l'on peut formuler envers telle ou telle production audiovisuelle simplement bête, mais pas méchante. Mais ce serait encore faire le jeu de ces pollueurs d'écran que de s'interdire de procéder comme si de rien n'était, c'est-à-dire laisser libre cours aux humeurs suscitées par le flot d'images qui parvient jusqu'à nous.

La ridicule campagne de promotion pour l'euro, celle où l'on voit par exemple deux grands-mères convertir en monnaie européenne l'argent de poche donné à leur petite-fille. Mais cela n'est rien à côté de la publicité pour un systè-

me d'emballage permettant le tri sélectif, un produit dont nous ne nions pas l'utilité en cette époque de prise de conscience écologique. On y voit un homme rouler en voiture suédoise dans un paysage nordique enneigé, obligé de s'arrêter, car un énorme ours brun est étalé au milieu de la chaussée. L'homme descend de voiture, s'approche de l'ours. Celui-ci s'éveille et fait tout de suite ami-ami avec l'automobiliste en lui léchant affectueusement la pomme.

Cette pub participe de l'illusion, qui s'est révélée dangereuse pour des enfants s'étant approchés de trop près des ours captifs dans les zoos, que ce bon gros Martin est un brave animal un peu balourd, mais qui ne veut que du bien aux petits comme aux grands. Alors qu'un simple coup de patte d'un vieux mâle irritable peut vous arracher la tête comme de rien. On peut, certes, s'approcher des ours en liberté, comme on a pu le voir

lundi soir dans le documentaire « Les Grizzlies du Kamchatka », diffusé sur la chaîne Odyssee. Mais il faut, comme Charlie et Maureen, un couple d'américains qui ont consacré leur vie à ces mastodontes, un luxe de précaution et une connaissance de la psychologie des plantigrades qui ne s'acquiert pas en restant scotché devant la télé !

Les ours, animaux plutôt solitaires, se rassemblent au printemps près des rivières afin de se gaver des saumons remontant en masse vers leurs frayères. On peut alors se mêler à eux, pour autant que l'on respecte les codes gestuels indiquant que l'on ne remet pas en cause le pouvoir des dominants. On peut contester cette philosophie politique, mais cela donne tout de même d'étonnantes images dans le paysage somptueux du Kamchatka, une presqu'île sibérienne à peu près vide d'hommes, mais où toutes les montagnes ressemblent au Fuji-Yama.

MARDI 8 MAI

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00 La Raïe du Vél'd'Hiv. Forum
22.00 L'Art de la magie. Forum
23.00 Les Matières premières agricoles. Forum

MAGAZINES

- 19.00 Archimède. Voir : Méduse. Expérience : Supraconducteur. Histoire : Miroir. Sciences animées : Vide. Portrait : Chauvet en ligne. Application : Archéoraman. Arte
20.50 Normal ou paranormal ? M 6
20.55 Un an de plus. L'histoire de Fatou. France 3
21.00 Le Gai Savoir. Les animaux, notre assiette et nous. Invités : Maxime Schwartz ; Laurent Chevalier ; Jean-Marie Bourré. Paris Première
21.05 Temps présent. Erreurs médicales, la fin du tabou ? TV 5
22.15 Ça se discute. Comment gérer l'hyperémotivité ? TV 5
23.05 Ciel mon mardi ! Invitée : Isabelle Boulay. TF 1

DOCUMENTAIRES

- 20.15 Reportage. ETA, la bourse ou la vie. Arte
20.30 La Terre en question. Les fumées blanches de Kunda. Odyssee
20.30 Deuxième regard. [1/3]. Samoa : rondeurs polynésiennes. Planète
20.41 Thema « Spécial Cannes ». Je t'aime, je te filme. Arte

Le Monde TELEVISION

Paris Première

22.30 **Thelonious Monk : Straight, no Chaser** ■
Ce film, réalisé par Charlotte Zwerin, produit par Clint Eastwood (1989), est et restera sans doute, le meilleur film de jazz jamais conçu. On peut parler de grâce véritable, jusqu'au moindre raccord du montage. On est avec Thelonious (Sphère) Monk, pianiste et compositeur par qui le langage du jazz a trouvé une radicale liberté. Il fut et restera, cet alchimiste du clavier. En v.o.

- 20.45 Notre siècle. Okinawa, la bataille finale. La Chaîne Histoire
21.00 Joan Miró. Mezzo
21.00 Le Temps des Lumières. Histoire
21.35 Les Mystères de l'histoire. Sacco et Vanzetti. La Chaîne Histoire
21.55 L'Été au royaume des glaces. Odyssee
22.00 John Dos Passos. [2/3]. Histoire
22.30 Une rivière au bout du monde. [4/7]. Les truites du Wyoming. Planète
22.45 Ils ont filmé la guerre en couleurs. France 2
22.50 Ray Mears, un monde de survivances. [1/6]. L'Arctique canadien. Odyssee
23.00 Tong Tana. [1/2]. Voyage au cœur des dernières forêts vierges. Planète
23.50 Des bébés sur mesure. Odyssee
0.00 Le Grand Jeu, URSS/EU. [5/6]. 1964-1980 : Désarroi et glaciation. Histoire
0.15 Les Réalitateurs. CinéCinemas
0.45 Les « Indiens » roulent toujours. Planète
0.55 Le Piège afghan. Histoire

SPORTS EN DIRECT

- 20.00 Hockey sur glace. Championnats du monde. Tour de qualification. 1^{er} groupe A - 1^{er} groupe D. Pathé Sport
20.45 Football. Ligue des champions (demi-finale retour) : FC Valence (Esp.) - Leeds (GB). Canal +

CinéCinemas 1

20.30 **La Vie privée d'Elizabeth d'Angleterre** ■ ■
Ce film, faisant partie d'une soirée spéciale Elizabeth I, reine d'Angleterre, est une œuvre hollywoodienne mythique, tournée en 1939 par Michael Curtiz pour Warner Bros ; d'après une pièce historique d'un spécialiste du genre, Maxwell Anderson, écrite en 1930. Les scènes spectaculaires et celles intimistes font oublier l'origine théâtrale et chauffent à blanc les passions

MUSIQUE

- 20.10 Chopin. *Nocturne n°2*. Avec Vanya Cohen-Aloro, piano. Mezzo
21.00 Bruckner. *Symphonie n°8* en ut mineur, A 117. Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. Pierre Boulez. Muzzik
22.00 La Victoire du jazz. 50^e anniversaire de la Libération, Caen 1994. Avec Laïka, chant ; Jeffrey Smith, chant. Par le Claude Bolling Big Band, dir. Claude Bolling. Mezzo
22.15 Boulez. Schoenberg et Debussy. Par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Pierre Boulez. Muzzik
23.15 Les Dialogues des carmélites. Opéra de Poulenc. Par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir. Jan Latham-Koenig. Mezzo
0.10 Nice Jazz Festival 2000. Muzzik

TÉLÉFILMS

- 20.15 Jackie Bouvier-Kennedy-Onassis. David Burton Morris. [2/2]. RTBF 1
22.50 Prémonitions. Bill L. Norton. O. M 6

SÉRIES

- 20.00 La Vie à cinq. Désillusions O. Téva
20.05 Une nounou d'enfer. Y a-t-il un président pour skier ? O. M 6
20.50 Ally McBeal. The Man With The Bag (v.o.). O. Téva
21.00 Friends. Celui qui s'était mal assisté (v.o.). Celui qui retrouvait son rôle (v.o.). Canal Jimmy
21.50 That 70's Show. La collette d'Eric (v.o.). Canal Jimmy

dans de somptueux décors et un Technicolor flamboyant. Nous sommes dans les dernières années du règne, lorsque Robert Devenaux (Errol Flynn), amant de la reine (Bette Davis), qui a triomphé de la flotte espagnole à Cadix, se brouille avec la souveraine. La composition de Bette Davis, vieille et enlaidie, est stupéfiante, et son « duel » avec Errol Flynn d'autant plus serré qu'elle détestait l'acteur. Olivia de Havilland incarne, à leurs côtés, une jeune et belle rivale de la reine. En v.o.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00 Les Français dans les géolés étranges. Forum
22.00 La Musique, les Mots et l'Émotion. Forum
23.00 Peut-on breveter toutes les inventions ? Forum

MAGAZINES

- 13.10 Le Club. Daniel Prévost. Ciné Classics
13.55 C'est mon choix. France 3
16.00 Saga-Cités. Les bonnes. France 3
17.10 LCA, la culture aussi. Invités : Roschdy Zem ; Gilbert Sinoué ; Didier Van Cauwelaert ; Gilbert Sinoué ; Raphaëla Anderson. LCI
18.15 Union libre. Invitée : Låm. TV 5
18.30 L'Invité de PLS. Invité : Pascal Lamy. LCI
18.40 Nulle Part ailleurs. Cannes 2001. Cérémonie d'ouverture du 54^e Festival international du film de Cannes. Invitée : Ellen Von Unwerth ». Canal +
20.55 Ce qui fait débat. Vive les bébés ! Invités : le professeur Yves Aigrain ; le professeur Jean-François Oury ; Edwige Antier ; Muriel Bonnet Del Valle ; Karen Cheryl ; Sophie Duez ; les représentants de l'association Mix-Cité ; Doris Nadel. France 3
21.05 Les Mercredis de l'Histoire. La prise du pouvoir par François Mitterrand. Arte
22.35 Ça se discute. La religion conduit-elle toujours au bonheur ? France 2
22.45 Le Droit de savoir. Cannibales, enquête au cœur d'une folie meurtrière. TF 1
23.15 Rive droite, rive gauche. Spécial Cannes. Paris Première
23.20 Les Dossiers de l'Histoire. La grande aventure de la presse filmée [3/4] : L'âge d'or 1928-1939. France 3

DOCUMENTAIRES

- 17.10 Harry Houdini ou la magie de l'évasion. Planète
18.00 Rossini International Singing Contest 1991. Winners Gala. Muzzik
18.05 Le Monde des animaux. L'Appétit [23/26]. La Cinquième
18.15 Témoins, Kielce 1987. Planète
18.15 Alice Guy ou l'enfance du cinéma. Histoire
18.25 L'Actors Studio. Andy Garcia. Paris Première
18.45 Histoires de pilotes. [3/3]. Missions secrètes au Laos. Planète
19.00 Connaissance. Les Jeux à travers le monde. [1/3]. Pyramides humaines en Catalogne. La pelote au Pays basque. Arte

Le Monde TELEVISION

Arte

20.15 **La prise du pouvoir par François Mitterrand**
Cette soirée consacrée à l'anniversaire du 10 mai 1981 programme d'abord un entretien inédit de la BBC, réalisé par Tania Rakhmanova, de l'équipe de Brian Lapping, et un documentaire de Fabrizio Calvi et Jean-Michel Meurice sur l'arrivée de la gauche au pouvoir. On n'y relève malheureusement guère d'éléments nouveaux sur cette prise de pouvoir.

M 6

20.50 **Des parents pas comme les autres**
Nouvelle série de fiction de M 6, « Carnets d'ado » décrit le quotidien de jeunes face à des problèmes spécifiques. Ce soir, Olympe (interprétée par la jeune Louise Monot), fille d'un couple d'homosexuels, découvre la jalousie, la différence et la difficulté de l'assumer. Une quête identitaire qui passe par des phases d'autodestruction.

MERCREDI 9 MAI

TÉLÉFILMS

- 19.00 Les Ailes de la victoire. Gary Nadeau O. Disney Channel
20.45 Deux mamans sur la route. Donald Wrye. RTL 9
20.45 Naissances. Bethany Rooney. TF 6
20.50 Des parents pas comme les autres. Laurence Katrian O. M 6
22.15 Le Roi de Patagonie. Georges Campana et Stéphane Kurc [2/2]. TV 5
22.25 Passions d'adolescence. Michael Toshiyuki Uno O. RTL 9
22.30 Le Témoin de l'ombre. Mario Azzopardi O. Téva
22.45 Une page d'amour. Serge Moati. Festival

SÉRIES

- 17.10 Agence tous risques. [1/2]. Le jugement dernier. 13^{ème} RUE
17.30 Air America. Trésor de guerre. TF 6
17.50 Dieu, le Diable et Bob. Bob et son père O. Canal +
17.55 Friends. Celui qui sortait avec une étudiante. France 2
18.05 Hawaï police d'Etat. [1/2]. Une vie pour 90 secondes. 13^{ème} RUE
18.20 Hercule. En route pour Calydon. TF 6
18.20 Un agent très secret. Le feu et la glace O. France 2
18.20 Sabrina. Mariage, trahison et jalousies. Canal J
18.55 Buffy contre les vampires. [2/2]. La cérémonie. O. M 6
19.15 Xena la guerrière. L'ennemi des dieux O. TF 6
19.20 Hill Street Blues. A mi-chemin de rien O. Monte-Carlo TMC
20.00 La Vie à cinq. Mauvaise influence O. Téva
20.05 Une nounou d'enfer. La nuit miraculeuse de Hanouka O. M 6
20.40 413 Hope Street. Heartbeat (v.o.) O. Série Club
20.45 La Voix du silence. Ombres mortelles. 13^{ème} RUE
20.55 L'Instiit. Personne m'aime O. France 2
21.00 Star Trek, Deep Space Nine. Les Sept Ferengis O. Canal Jimmy
21.50 Star Trek Classic. Les enchères de Triskelion O. Canal Jimmy
22.15 Millennium. La chambre du mystère (v.o.). O. Série Club
22.30 New York District. Conduite en état d'ivresse (v.o.) O. 13^{ème} RUE
22.45 Les Soprano. Révélation intime. O. Canal Jimmy
0.10 Sex and the City. Family Business O. M 6
1.00 Jim Bergerac. Chrissie. 13^{ème} RUE

Arte

22.40 **Le Cerveau de Ravel**
Larry Weinstein, spécialiste du documentaire musical, a composé avec virtuosité et de gros moyens une sorte de requiem qui prend pour thème la maladie qui empêchera le compositeur Maurice Ravel d'écrire sa musique, le laissant conscient de son déclin. De nombreux et excellents témoignages, qui rattrapent le côté foisonnant et baroque du film.

FILMS

- 20.30 **La Vie privée d'Elizabeth d'Angleterre** ■ ■
Michael Curtiz (Etats-Unis, 1939, v.o., 105 min) O. Ciné Cinemas 1
20.30 **Affliction** ■ ■
Paul Schrader (Etats-Unis, 1997, 110 min) O. Ciné Cinemas 2
20.30 **La Belle Ensorceluse** ■ ■
René Clair (Etats-Unis, 1941, 85 min) O. Ciné Classics
20.45 **Frankenstein** ■ ■
Kenneth Branagh (Etats-Unis, 1994, v.o., 125 min) O. Cinéfaz
20.45 **Les Ensorcelés** ■ ■ ■ ■
Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1952, 115 min). TCM
21.00 **Les Chiens** ■ ■ ■ ■
Alain Jessua (France, 1978, 100 min) O. Ciné Cinemas 3
21.00 **Le Souffle de la tempête** ■ ■ ■ ■
Alan J. Pakula (Etats-Unis, 1978, 115 min) O. Cinétoile
21.40 **Opening Night** ■ ■ ■ ■
John Cassavetes (Etats-Unis, 1978, v.o., 77 min). Arte
21.55 **La Féline** ■ ■ ■ ■
Jacques Tourneur (Etats-Unis, 1942, v.o., 70 min) O. Ciné Classics



- 22.30 **Thelonious Monk : Straight, no Chaser** ■ ■
Charlotte Zwerin (Etats-Unis, 1989, v.o., 85 min). Paris Première
22.40 **Quinze jours ailleurs** ■ ■ ■ ■
Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1962, 110 min). TCM
22.55 **Eve** ■ ■ ■ ■
Joseph L. Mankiewicz (Etats-Unis, 1950, 135 min). Cinétoile
23.05 **Madeline, zéro de conduite** ■ ■ ■ ■
Vittorio De Sica (Italie, 1940, v.o., 80 min) O. Ciné Classics
0.25 **Assignment in Brittany** ■ ■ ■ ■
Jack Conway (Etats-Unis, 1943, v.o., 100 min) O. Ciné Classics

FILMS

- 17.30 **Sergent York** ■ ■ ■ ■
Howard Hawks (Etats-Unis, 1941, 125 min) O. Cinétoile
18.00 **On achève bien les chevaux** ■ ■ ■ ■
Sydney Pollack (Etats-Unis, 1969, 115 min) O. Cinéfaz
18.05 **Affliction** ■ ■ ■ ■
Paul Schrader (Etats-Unis, 1997, v.o., 110 min) O. Ciné Cinemas 3
18.30 **Les Chiens** ■ ■ ■ ■
Alain Jessua. Avec Nicole Calfan, Victor Lanoux (Fr. 1978, 95 min) O. Ciné Cinemas 1
18.30 **La Femme aux deux visages** ■ ■ ■ ■
George Cukor (Etats-Unis, 1941, v.o., 90 min) O. Ciné Classics
19.00 **Un espion de trop** ■ ■ ■ ■
Don Siegel (Etats-Unis, 1977, 105 min). TCM
20.30 **Assignment in Brittany** ■ ■ ■ ■
Jack Conway (Etats-Unis, 1943, v.o., 100 min) O. Ciné Classics
20.45 **Excalibur** ■ ■ ■ ■
John Boorman (Etats-Unis - Irlande, 1981, v.o., 140 min). Cinéfaz
20.45 **Les Emigrants** ■ ■ ■ ■
Jan Troell (Suède, 1971, v.o., 150 min). TCM
21.00 **La Vie privée de Sherlock Holmes** ■ ■ ■ ■
Billy Wilder (Etats-Unis, 1970, 120 min) O. Cinétoile
21.00 **L'Été de Kikujiro** ■ ■ ■ ■
Takeshi Kitano (Japon, 1999, 120 min) O. Canal +
21.20 **Le Tambour** ■ ■ ■ ■
Volker Schlöndorff (Allemagne, 1979, 145 min) O. RTBF 1
22.25 **Loaching Stones** ■ ■ ■ ■
Ken Loach (GB, 1993, 85 min) O. Cinéstar 1
22.35 **L'important c'est d'aimer** ■ ■ ■ ■
Andrzej Zulawski (Fr. - It. - All., 1974, 110 min) O. Ciné Cinemas 1
23.00 **Invasion Los Angeles** ■ ■ ■ ■
John Carpenter (Etats-Unis, 1988, 95 min) O. Ciné Cinemas 2
23.00 **Un chef de rayon explosif** ■ ■ ■ ■
Frank Tashlin (Etats-Unis, 1964, v.o., 95 min) O. Cinétoile



- 23.15 **Le Nouveau Monde** ■ ■ ■ ■
Jan Troell. Avec Liv Ullmann, Max von Sydow (Suède, 1972, v.o., 155 min). TCM
0.00 **Underground** ■ ■ ■ ■
Emir Kusturica (France - Allemagne, 1995, 165 min) O. Histoire

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF 1**
17.30 Sunset Beach.
18.20 Excluf.
19.00 Le Bigdil.
20.00 Journal, Tiercé, Météo.
20.30 Répondez-nous.
20.55 Le Huitième Jour
Film. Jaco Van Dormael O.
23.03 Le Temps d'un tournage.
23.05 Ciel mon mardi !
1.20 Les Rendez-vous de l'entreprise.

FRANCE 2

- 17.20 Les Canons de Navarone
Film. Jack Lee-Thompson O.
19.50 Un gars, une fille.
20.00 et 0.25 Journal, Météo.
20.50 Mad City ■
Film. Costa-Gavras O.
22.45 Ils ont filmé la guerre en couleurs.
0.50 Clichomédie.
1.30 Mezzo l'info.

FRANCE 3

- 17.50 C'est pas sorcier.
18.15 Un livre, un jour.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Tout le sport.
20.25 Tous égaux.
20.55 Un an de plus.
L'histoire de Fatou.
22.50 Météo, Soir 3.
23.20 Le Tueur
Film. Denys de La Patellière O.
1.15 Libre-court.
Un jeudi en hiver. Anne Flandrin.

CANAL +

- 16.15 Wild Wild West
Film. Barry Sonnenfeld O.
► En clair jusqu'à 20.30
18.00 Dieu, le Diable et Bob O.
18.30 Canal+ classique O.
19.00 Rions un peu... O.
20.30 Football.
Ligue des champions.
FC Valence (Esp.) - Leeds United (GB).
20.45 Coup d'envoi.
22.45 Le Monde des ténébres.
L'avocat du diable O.
23.30 Un dérangé considérable
Film. Bernard Stora O.
1.25 Les Acteurs ■ ■ ■ ■
Film. Bertrand Blier O.

FRANCE 2

- 13.45 Derrick O.
15.45 Tiercé.
16.05 Rex O.
16.50 Un Livre.
16.55 Des chiffres et des lettres.
17.26 Premier rendez-vous.
17.55 Friends.
18.20 Un agent très secret O.
19.10 Qui est qui ?
19.50 Un gars, une fille.
19.55 et 20.50 Tirage du Loto.
20.00 et 0.40 Journal, Météo.
20.55 L'Institut. Personne m'aime O.
22.35 Ça se discute.
1.05 Des mots de minuit.

FRANCE 3

- 13.55 C'est mon choix.
15.00 Questions au gouvernement.
16.00 Saga-Cités.
16.30 MNK, A toi l'actu@.
17.50 C'est pas sorcier.
18.15 Un livre, un jour.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Tout le sport.
20.25 Tous égaux.
20.55 Ce qui fait débat. Vive les bébés !
22.45 Météo, Soir 3.
23.20 Les Dossiers de l'Histoire.
0.15 La Loi de Los Angeles.
Mensonge politique.
1.00 La colère du juge Armand.

CANAL +

- 13.45 La Cape et l'Épée.
14.00 H O.
14.25 Mes pires potes O.
14.50 2267, ultime croisade O.
15.35 Docteur Lucille, un rêve pour la vie.
Téléfilm. George Mihalka O.
17.05 Chris Colorado O.
► En clair jusqu'à 20.15
17.50 Dieu, le Diable et Bob O.
18.20 Canal+ classique O.
18.40 Cannes 2001. Soirée d'ouverture.
Nulle part ailleurs.
Cérémonie d'ouverture du 54^e Festival international du film de Cannes O.
20.15 Nulle part ailleurs cinéma.
21.00 L'Été de Kikujiro ■ ■ ■ ■
Film. Takeshi Kitano O.
23.00 Cannes confidential O.
0.00 8 Femmes 1/2
Film. Peter Greenaway (v.o.) O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

- Les codes du CSA
O Tous publics
O Accord parental souhaitable
O Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
O Public adulte
O Interdit aux moins de 16 ans
O Interdit aux moins de 18 ans

ARTE

- 19.00 Archimède.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage.
ETA, la bourse ou la vie.
20.40 Thema.
« Spécial Cannes ».
20.41 Je t'aime, je te filme.
21.40 Opening Night ■ ■ ■ ■
Film. John Cassavetes (v.o.).
22.57 Un, deux, trois, soleil
Film. Bertrand Blier.
1.45 Music Planet.

M 6

- 16.25 Dieu pardonne... moi pas !
Film. Giuseppe Colizzi O.
18.20 et 20.40, 0.30 Loft Story.
18.55 Buffy contre les vampires O.
19.50 I-minute.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Une nounou d'enfer O.
22.49 L'Équipée nature.
22.50 Prémonitions
Téléfilm. Bill L. Norton O.
1.04 Météo.
1.05 Capital.

RADIO

- FRANCE-CULTURE**
19.30 In Vivo. Invité : Hervé Zwirn.
20.30 Fiction.
La Guérison, d'Hervé Prudon.
22.12 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
L'esprit 81, 1.
Le débat intellectuel en 1981.
0.05 Du jour au lendemain.
Alain Lance (Temps crible).
0.40 Chansons dans la nuit.
1.00 Les Nuits (rediff.).

FRANCE-MUSIQUES

- 19.07 A côté de la plaque.
20.00 Un mardi idéal.
22.00 Jazz, suivez le thème.
My Funny Valentine.
23.00 Le Conversatoire.
0.00 Tapage nocturne.
RADIO CLASSIQUE
20.40 Les Rendez-vous du soir.
Alfred Brendel fête ses 70 ans.
Œuvres de Haydn, Beethoven, Schubert, Liszt.
22.38 Les Rendez-vous du soir (suite).
Œuvres de Debussy, Ravel.

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.45 et 18.35 Le Journal de la santé.
14.05 J'aurai 100 ans.
14.35 Derniers paradis sur Terre O.
15.30 Éléments déchainés.
16.00 T.A.F.
16.30 En juin, ça sera bien.
17.35 100 % question 2^e génération.
18.05 Le Monde des animaux. L'Appétit.
18.55 Météo.
19.00 Connaissance.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Édition spéciale.
Hommage à François Mitterrand.
Mitterrand, les années du pouvoir.
21.05 La prise du pouvoir par François Mitterrand.
22.40 Musica. Le Cerveau de Ravel.
23.35 Profil. Spécial Cannes « Hommage à Melville ». Portrait en neuf poses.
0.30 La Lucarne. Robert Lax, poète.

M 6

- 13.29 et 18.19 Biéclette.
13.30 Ma Kid O.
16.50 Fan de.
17.20 Highlander O.
18.20 et 0.40 Loft Story.
18.55 Buffy contre les vampires O.
19.50 I-minute.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Une nounou d'enfer O.
20.40 Décrochages info.
20.50 Des parents pas comme les autres.
Téléfilm. Laurence Katrian O.
22.35 Double passion
Film. Claudia Hoover O.
0.10 Sex and the City. Family Business O.

RADIO

- FRANCE-CULTURE**
20.30 Fiction 30. Mon pied, d'Alice Massat.
21.00 Mesures, démesure.
22.12 Multipistes.
22.30 Surpris par la nuit.
0.05 Du jour au lendemain.
Jean-Luc Steinmetz
(Les Réseaux poétiques).
0.40 Chansons dans la nuit.
1.00 Les Nuits (rediff.).

FRANCE-MUSIQUES

- 19.07 A côté de la plaque.
20.00 Concert. Par l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Evgeny Svetlanov. Œuvres de Svetlanov, Miskovski, Stravinsky.
22.00 Jazz, suivez le thème.
23.00 Le Conversatoire.
0.00 Tapage nocturne.

RADIO CLASSIQUE

- 20.40 **Les Rendez-vous du soir**.
Les King's Singers.
Œuvres de Cardoso, Poole, Taverner, Cardoso, Beatles, Phil Collins, Rheinberger.
21.55 **Les Rendez-vous du soir (suite)**.
Le Joueur. Opéra de Prokofiev.
Par le Chœur et l'Orchestre du Kirov, dir. Valery Gergiev, Sergueï Alexakhchin (le général à la retraite), Ljubra Kazarnovskaya (Paulina), Vladimir Galusin (Aleksy), Elena Obratzova (Dabulenska).

- Les cotes des films
■ On peut voir
■ A ne pas manquer
■ Chef-d'œuvre ou classique
Les symboles spéciaux de Canal +
DD Dernière diffusion
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et malentendants

Zapette au canon !

par Pierre Georges

APPRENANT par une dépêche du front qu'une héroïque compagnie de redresseurs d'images, de sapeurs d'audience et de défenseurs de la vraie télévision formait le noble projet de libérer les otages-victimes-consentantes – mais néanmoins en danger – de Loft Story, pensez, si en ce jour de Victoire, on ne se tient plus d'aise.

Hardi les petits gars ! Chargez ! Zapette au canon ! Qu'une télé impure abreuve nos sillons ! La bataille de Fort Story, – improbable redoute, abcès purulent de l'inculture au flanc de la nation, prison pour jeunes en mal de vivre et de maison de maçon – est lancée. D'après ce que l'on sait, et l'on en sait un rayon, des troupes nettement supérieures en nombre devraient converger samedi vers La Plaine (Montjoie)-Saint-Denis. Selon des plans secrets – à cette nuance près qu'ils folâtraient sur le Net –, l'offensive serait protéiforme, multiple et généralisée.

La guerre totale ! Aérienne, dit-on, avec le bombardement par hélicoptère de poche de ce lieu d'infamie et de régression. Les bombes seraient de papier. De papier journal précisément, pour donner aux reclus des nouvelles du pays et de leur martyre revu et commenté par tout le monde. On murmure même dans les états-majors que l'armée de l'air anti-loft, la fameuse patrouille des As de la télé, pourrait user d'armes encore plus redoutables et désavouées par la Convention de la guerre des images : du haut de l'appareil seraient jetées, pour mieux voler dans le ciel lourd et bas, autant dire pesant comme un couvercle, des photos montrant aux séquestrés l'utilisation abjecte faite de leur maigre droit à l'image.

Donc, là-haut, une propagande jupitérienne. Et sur le plancher des vaches à audience, l'offensive terrestre. Massive, déterminée, libératrice. Des commandos héroïques, prêts à tout, même à affronter les vigiles de M6 et leurs aimables molosses, donneront l'assaut. Samedi donc. A quelle heure ? Pour plus de précisions, reportez-vous à vos programmes de non-télévision ! En tout cas, quelque chose nous dit que l'affaire sera chaude. Quelque chose comme de la télévision-spaghetti, tant la détermination des redresseurs de programmes à faire la télé des gens malgré eux paraît entière. On susurre même que l'attaque au sol pourrait passer par l'utilisation de verts blindés, genre camions-poubelles. Histoire de signifier aux forces du mal et de Big Brother le caractère profondément ordurier de leur entreprise.

Ce qu'on ignore, nul n'est parfait, c'est si, en ce samedi sanglant et vengeur, les libérateurs auront bien pris soin d'amener avec eux un aumônier aux télévisés délégué par les évêques de France. Cela pourrait aider ces âmes farouches à gagner leur paradis télévisuel. On ignore également, mais là c'est plutôt une suggestion, si les assaillants ont bien prévu des nageurs de combat. Cela serait utile pour la prise de la piscine Story, épiscopale de débordements fâcheux, loanesques et néanmoins nautiques.

Bref, la bataille de Loft Story, vague descendante dégénérée de l'ancêtre Hernani, aura bien lieu. Ce qui nous donne à penser qu'on a les guerres culturelles qu'on peut. Libérer les lofts très bien tout seuls, à voir les désertions !

La crue dans le bassin de la Loire commence à préoccuper les riverains

A Paris, les voies sur berge sont entièrement fermées à la circulation

ORLÉANS

de notre correspondant régional

Le niveau du Cher, sorti de son lit notamment à Vierzon (Cher), à Chabris (Indre) et à Montrichard (Loir-et-Cher), semblait stabilisé mardi 8 mai. « La tendance est à la stabilisation à un niveau élevé, sans trop de conséquences humaines et matérielles », indiquait-on mardi à Bourges, à la préfecture du Cher. « Les riverains de ces quartiers ont l'habitude d'être inondés », ajoutait-on. Le Cher a atteint mardi matin un pic inférieur aux niveaux enregistrés la semaine dernière. Cet affluent de la Loire, qui prend sa source dans la Creuse, traverse quatre autres départements. En Indre-et-Loire, où il se jette dans la Loire en aval de Tours, ses eaux ont baissé de quelques centimètres lundi en fin de journée, mais les prévisions météo ne sont pas optimistes.

Cette crue a coupé de nombreuses routes et noyé des centaines d'hectares de terres agricoles. Une quinzaine de maisons ont été évacuées à Bléré, au sud-est de Tours. Non loin de là, à Veretz, 107 maisons étaient sous surveillance lun-

di. L'ensemble des campings et des maisons d'hôtes en bordure de l'eau ont été évacués. D'autres rivières, plus petites, ont débordé. A Bourges, les pompiers ont effectué plus d'une centaine d'interventions, en raison d'une crue de la rivière Auron. Quelque quinze logements ont été évacués et deux écoles primaires fermées.

IMPORTANT QUINQUÉNALE

En Indre-et-Loire, la Loire devrait être grossie par la crue du Cher, mais les débits ne devraient pas atteindre, indiquait lundi la préfecture, ceux de la crue de 1982. L'eau était alors montée pratiquement au ras du sommet des digues, notamment dans le val d'Authion, en amont d'Angers. Plus en amont, à Orléans, le fleuve, nourri des eaux de l'Allier et des rivières du Puy-de-Dôme, où de fortes précipitations ont eu lieu ces jours derniers, a atteint sa cote d'alerte lundi. La Loire devait encore monter mardi, mais sans dépasser, espère le service d'alerte des crues – qui reste néanmoins très vigilant –, le débit de 2 500 mètres cubes/seconde. Les

traditionnelles fêtes de Jeanne d'Arc à Orléans, le 8 mai, ne devaient pas être trop perturbées par cette crue d'importance quinquennale, selon les spécialistes. Lors de la crue catastrophique de 1856, qui sert de référence, le fleuve roulait quelque 9 000 mètres cubes/seconde dans le val de Loire.

Néanmoins, Nicolas Camphuis, chef de la mission d'étude du plan « Loire » à Orléans, affirme : « On est dans une situation qui ressemble à celle qui a précédé 1856. Le bassin se met en crue un peu partout. La dépression océanique actuelle donne de l'eau, mais pas de crue très extraordinaire. Lors de la crue de 1856, il s'est ajoutée une dépression cévenole – ou méditerranéenne –, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. »

A Paris, la Seine remonte. Mardi, sa cote devait atteindre 4 mètres, et continuer à monter jusqu'à mercredi. Les voies sur berge sont donc à nouveau fermées dans leur totalité. Le niveau devrait se stabiliser autour de 4,10 ou 4,20 mètres mercredi.

Régis Guyotat (avec AFP)

Des paquets de cocaïne échouent sur les plages landaises et basques

UNE SOIXANTAINE de paquets de 1 kilo de cocaïne chacun, échoués sur les plages des côtes basques et landaises, ont été récupérés par les gendarmes au cours des deux dernières semaines. Selon le procureur de Dax, Serge Makoviac, les premiers paquets ont été découverts le 21 avril. Ce jour-là, 10 kilos ont été trouvés par des promeneurs sur la plage de Tarnos (Landes) et deux autres à Anglet (Pyrénées-Atlantiques). Depuis, d'autres paquets, qui arrivent peu à peu au gré des marées, ont été récupérés du nord des Landes jusque sur la côte basque. Les gendarmes ratissent et surveillent toute la zone, redoutant une arrivée massive de trafiquants ou de consommateurs.

L'une des hypothèses envisagées est celle d'un bateau qui se serait débarrassé de sa cargaison avant un contrôle douanier. Selon les gendarmes, la cocaïne serait de « bonne qualité » et pourrait provenir d'Amérique du Sud. La valeur totale de la cocaïne retrouvée jusqu'ici s'élève à environ 36 millions de francs (5,49 millions d'euros).

British Airways retarde les tests en vol de ses Concorde

LA COMPAGNIE aérienne britannique British Airways (BA) n'est pas en mesure d'effectuer début mai, comme elle l'avait prévu, les tests en vol de ses avions Concorde, indispensables pour la reprise officielle des vols, affirme le *Financial Times*, mardi 8 mai. Selon le quotidien économique britannique, BA a reconnu lundi n'avoir « pas de date » pour ces vols d'essai, les modifications techniques nécessaires à une reprise des vols de l'avion n'en étant « qu'aux deux tiers ». En France, les tests réalisés sur les nouveaux équipements du Concorde, imaginés après l'accident de juillet 2000, sont « satisfaisants », selon un porte-parole du consortium EADS. Air France et le ministre français des transports, Jean-Claude Gaysot, ont exprimé à plusieurs reprises leur volonté de reprendre ces vols avant l'automne.

Le procureur de Toulouse refuse de requérir contre M. Douste-Blazy

LE PRÉSIDENT du tribunal correctionnel de Toulouse (Haute-Garonne) a décidé, lundi 7 mai, de renvoyer au 18 juin l'examen de la plainte de deux parents d'élèves qui accusent le maire (UDF) de la ville, Philippe Douste-Blazy, et son prédécesseur, Guy Hersant (DVD), d'avoir détourné un fichier confidentiel de parents d'élèves à des fins électorales (*Le Monde* du 14 février). Le procureur de la République, Michel Bréard, a indiqué qu'un magistrat ne pouvait « juger des affaires d'un autre magistrat » sans « risquer de manquer de sérénité ». Il a affirmé qu'il entendait saisir le procureur général de la cour d'appel d'une requête en faveur d'un changement de juridiction.

M^{me} Laguiller répond à M. Vaillant

LA PORTE-PAROLE de Lutte ouvrière, Arlette Laguiller, s'est indignée, vendredi 4 mai, des propos tenus par Daniel Vaillant dans *Le Parisien* du 4. « Avez-vous entendu parler d'un congrès ? Avez-vous vu des militants (...) qui votent ? Il faut être sans faiblesse quand on découvre ce type de logique », avait-il déclaré, accusant LO de ne pas être « membre du champ démocratique ». M^{me} Laguiller propose de lui communiquer les dates et le lieu du prochain congrès de LO, « sans toutefois l'inviter ». « Si toutes les déclarations actuelles des dirigeants socialistes contre Lutte ouvrière (...) espèrent dissuader certains de nos électeurs de voter pour ma candidature lors de la présidentielle, que compte donc faire le ministre de l'intérieur contre tous les abstentionnistes des quartiers populaires (...) ? », demande-t-elle.

DÉPÊCHES

■ ALLEMAGNE. Le nombre de chômeurs a augmenté de 6 000 au mois d'avril pour s'établir à 3 803 000 demandeurs d'emploi en données corrigées des variations saisonnières, selon les chiffres officiels publiés mardi 8 mai. La hausse cumulée depuis le début de l'année atteint 28 000 personnes. Le taux de chômage est resté inchangé, à 9,3 %. L'Allemagne souffre du ralentissement de la croissance, qui ne devrait guère être supérieure à 2% pour 2001. – (Corresp)

■ TÉLÉVISION : Zaléa TV, diffusée sur CanalSatellite et canal 36 à Paris, menace d'organiser, samedi 12 mai, dans les studios de « Loft Story », le jeu « Loft Raider », pour « libérer les otages de M6 et perturber l'émission par tous les moyens ».

MAGAZINE MENSUEL - 20F



PORTRAIT
Oumou Sy, cofondatrice du fournisseur d'accès Metissacana, se bat pour populariser le Web au Sénégal. P. IV

ENTREPRISES

Afin de relever le défi Internet qui bouleverse ses métiers, La Poste se lance dans un chantier lourd et coûteux. **P. VI**



CYBERCULTURE

Sixième étape de notre tour de France des cybervilles, Rennes bouge au rythme de sons innovants. **P. V**



TECHNIQUES
Jean-Pierre Ternaux étudie le modèle de fonctionnement des neurones, qui pourrait donner vie à de nouveaux types d'ordinateurs. **P. VII**

MÉTIERS

Avec le développement des outils électroniques, compétence collective et savoir-faire individuels cohabitent de plus en plus. Les entreprises doivent ainsi gérer le partage des connaissances et l'évaluation du salarié en imaginant d'autres modes de gestion. **P. VIII**

ENQUÊTE

L'Afrique a-t-elle besoin d'Internet?

Luxe pour les uns, chance pour les autres, Internet peut contribuer au développement du continent noir à condition que les bases vitales de sa population soient assurées

INTERNET est-il un luxe pour l'Afrique? Posée en ces termes, la question peut paraître abrupte, voire provocante. Pourtant, c'est parler de développement du Réseau dans un continent où tout le reste, c'est-à-dire l'essentiel, fait défaut qui peut passer pour une provocation. « Quand on a lancé les points d'accès aux inforoutes pour la jeunesse, certains nous ont rétorqué qu'on ne pouvait pas se le permettre avec le faible développement socio-économique de Madagascar », rappelle Dany Sedaly, directeur général de la jeunesse au ministère

malgache de la jeunesse et des sports. Les Etats africains n'ont-ils en effet pas d'autres problèmes plus urgents à résoudre avant de penser au cyberspace?

Pour Olivier Sagna, secrétaire général de l'Observatoire des systèmes d'information, des réseaux et des inforoutes au Sénégal, seuls les citoyens des pays du Nord se posent pareille question. Et de renverser l'argumentaire: « Les pays du Sud ont bien plus besoin d'Internet en particulier, et des nouvelles technologies en général, que les pays ayant déjà accompli leur développement. »

Dans un continent marqué par l'obsolescence des voies classiques de communication, Internet trouve sur le terrain des applications qui répondent à des besoins très concrets. Télédiagnostics médicaux, acheminement du courrier, mise à disposition des cours de certaines denrées, gestion des stocks agricoles... La Toile peut même, assure Olivier Sagna, jouer un rôle déterminant « dans la bonne marche des processus de démocratisation ». Ambitieux programme. Mais, comme dans les pays du Nord, l'impact de l'outil reste assujéti à l'ampleur de sa diffusion. Or, si cette dernière est en forte croissance, elle reste anecdotique: moins d'un Africain sur cent aurait un accès au Réseau.

Et pour cause. La vague de privatisations des opérateurs publics de télécommunications qui a marqué le continent ces dernières années s'est accompagnée de mesures qui freinent la démocratisation d'Internet. En effet, avec leurs prises de participation dans le capital d'un opérateur historique local, les grands groupes des pays du Nord, à l'instar de France Télécom à Madagascar et au Sénégal, bénéficient généralement d'un monopole total sur les transferts de données. Justifié par les sommes investies pour l'amélioration d'infrastructures sommaires, ce privilège a de lourdes conséquences. La bande passante est ainsi facturée à des tarifs parfois largement plus élevés qu'en Occident, aberration qui rend toute connexion inaccessible à la majorité des Africains et donne aux cybercafés et fournisseurs d'accès le sentiment d'être pris en otage par leur opérateur. Les volontés d'entreprendre sont donc bien souvent tuées dans l'œuf et les diplômés d'origine africaine partis tenter leur chance à l'étranger moins encouragés à revenir investir un marché encore en friche. Un sérieux manque à gagner pour le capital humain du continent noir.

Pourtant, selon le rapport annuel du Bureau international du travail sur l'emploi dans le monde, les nouvelles technologies, moins chères à acquérir que les infrastructures industrielles traditionnelles, devraient contribuer à la réduction de la pauvreté, en offrant au tiers-monde la possibilité de « brûler les étapes » traditionnelles du développement, c'est-à-dire omettre les seuils « d'accumulation de capacités humaines et d'investissement en capital fixe ».

Reste que certaines étapes, à commencer par l'éducation et la santé, ne peuvent être brûlées et

sont indispensables pour tirer profit du potentiel desdites technologies.

« Les technologies nouvelles ne sont pas une panacée, avertissait Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, à la Rencontre de Bamako 2000. Certes, elles peuvent aider à diffuser les connaissances, mais elles ne peuvent remplacer l'enseignement fondamental et les programmes d'alphabétisation. Certes, elles peuvent favoriser les progrès de la médecine, mais elles ne peuvent se substituer à une solide politique sociale. Certes, elles peuvent favoriser les échanges commerciaux, mais elles ne peuvent prendre les décisions difficiles dont dépend l'équilibre budgétaire d'un pays. »

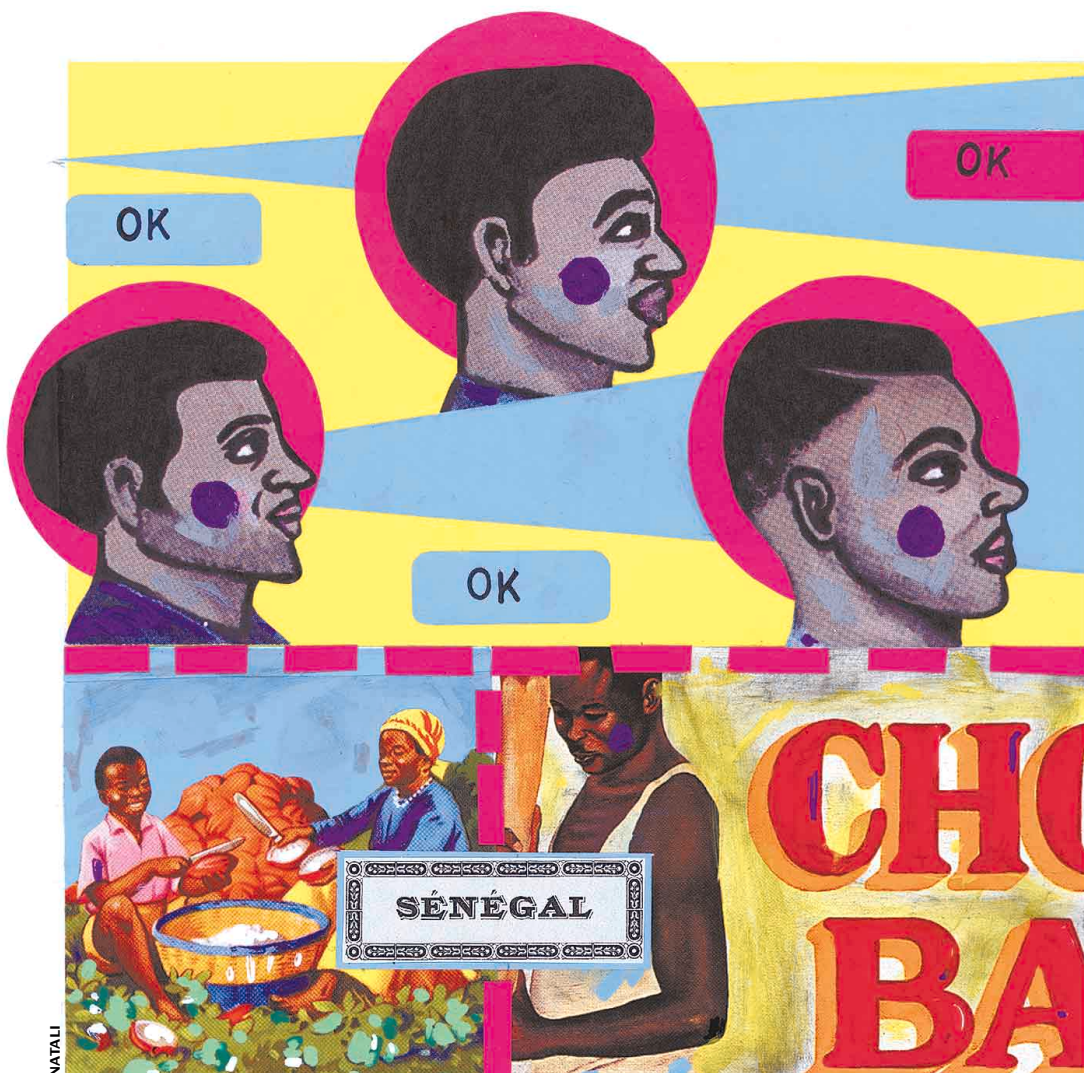
Stéphane Mandart et Stéphane Foucart

Poursuivez le débat sur notre forum « Internet et le développement de l'Afrique » du 8 au 11 mai. interactif.lemonde.fr



Pour Olivier Sagna, membre fondateur de l'ISOC-Sénégal, le Net doit d'abord apporter des réponses simples à des problèmes de communication.

Lire page III



Des diagnostics médicaux au Sénégal, de l'eau au Burkina Faso, un zébu à Madagascar, le Réseau offre à des populations souvent enclavées une réponse à des besoins concrets et une ouverture sur le monde.

PUBLICITÉ

Quand Madagascar veut s'ouvrir sur le monde

TANANARIVE (Madagascar)

de notre envoyé spécial

Sous un soleil de plomb, des garçons aux torses luisants s'affrontent sur un terrain de basket usé. A

Reportage

quelques mètres de là, l'ambiance est moins sportive, plus studieuse. Dans une salle aux murs immaculés, trois jeunes, casque vissé sur la tête, ont l'œil rivé sur leur écran d'ordinateur. A l'extérieur, sur le rebord d'une fenêtre protégée par des barreaux, un message sibyllin écrit au feutre rouge sur un grand tableau blanc avertit le visiteur: « Ici PAJE. Matin: 8h-11h. Après-midi: 14h-17h. Internet, formation, service ». Perché au-dessus de la porte d'entrée, un panneau de guingois précise: « Point d'accès aux inforoutes pour la jeunesse » (PAJE).

C'est ici, dans l'enceinte de l'Académie des sports de Tananarive, la capitale de Madagascar, que l'Institut francophone des nouvelles technologies de l'information et de la formation (Intif) – organe subsidiaire de l'Agence intergouvernementale de la francophonie (AIF) – a ouvert, en décembre 1999, l'un des 40 PAJE qu'elle a implantés dans 22 pays en voie de développement, avec l'objectif de démocratiser l'accès aux nouvelles technologies. Parce que l'académie est située au cœur de la ville et qu'elle est l'endroit le plus fréquenté des jeunes Malgaches qui viennent y suivre leurs cours d'éducation physique.

C'est comme ça que Mahery, 23 ans, a découvert le PAJE, il y a cinq mois. Etudiant en bâtiment et travaux publics (BTP) dans un institut de Tananarive, Mahery n'est pas là pour s'amuser. « Je viens ici pour me perfectionner en informatique.

A Tananarive, des jeunes parient sur Internet pour leur avenir

J'ai suivi des cours sur Internet, la navigation, le courrier électronique, et je suis en train d'étudier Autocad, un logiciel de design industriel qui sera très utile pour mon travail. »

Le jeune homme, qui tape son rapport de stage dans un bureau d'études, souhaiterait monter le sien dans quelques années et trouver dans le Réseau un précieux outil d'autoformation. « Grâce à Internet, je peux me tenir au courant des nouveautés technologiques en matière de BTP », précise-t-il. Ainsi, plusieurs fois par semaine, il se rend sur le site de l'Institut international d'architecture du Canada pour « regarder ce que font les étudiants et échanger avec eux ».

L'IMPORTANCE DE LA FORMATION

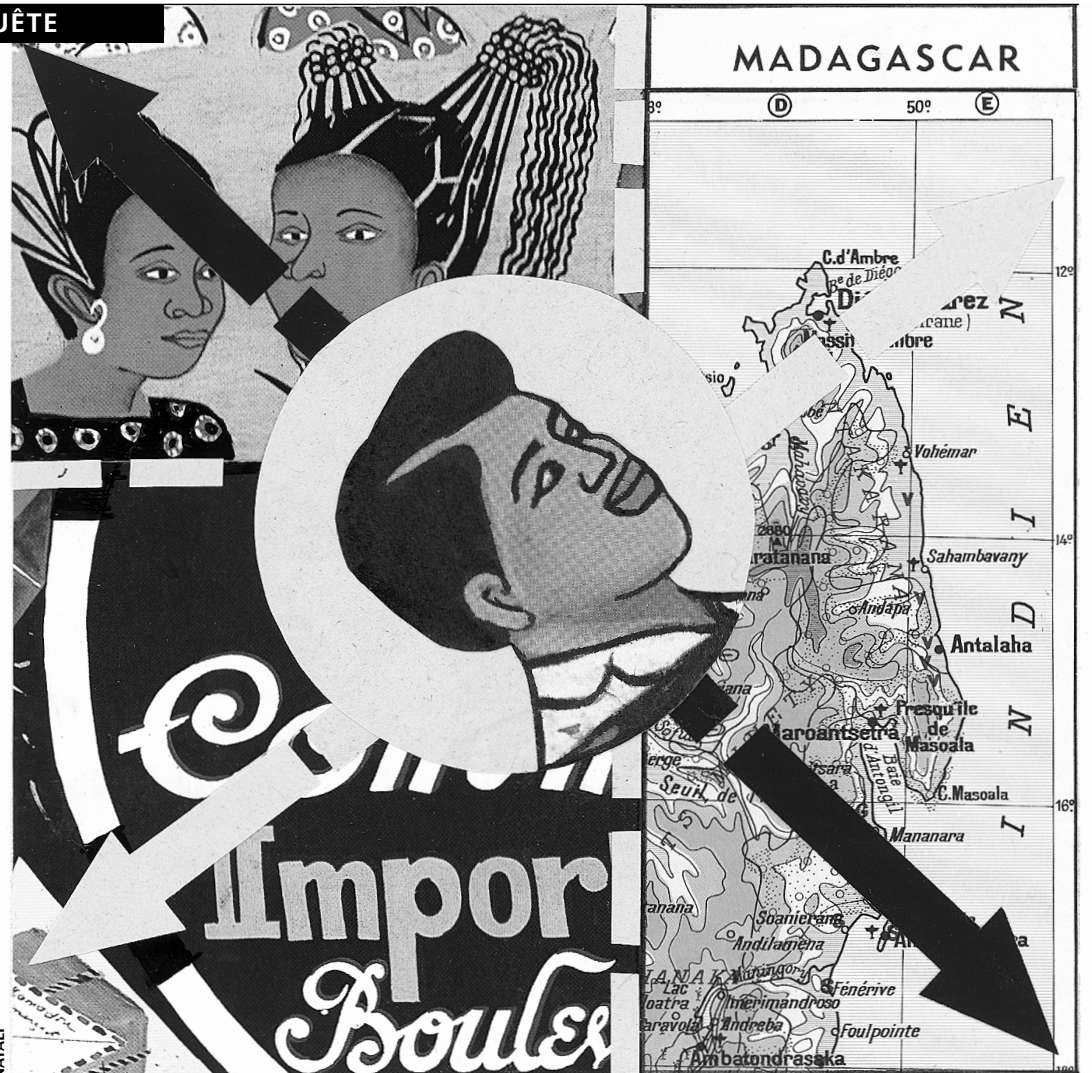
A ses côtés, Tantely, 18 ans, peaufine son site personnel sur le taekwondo, un art martial, et communique par courrier électronique avec un cousin parti en France. Elève en terminale littéraire, il a, lui, découvert le PAJE par l'entremise d'une publicité diffusée à la télévision malgache. Après une nuit blanche, pour cause d'Install Party (installation du logiciel Linux) au Labtic (comprenez: laboratoire en technologie de l'information et de la communication) de l'Ecole supérieure polytechnique de Tananarive, il a pris le bus pour rejoindre directement l'Académie des sports et assouvir sa passion naissante pour les nouvelles technologies.

Tantely vient ici « tous les mercredis après-midi et les samedis toute la journée ». Comme la plupart des jeunes de 10 à 25 ans qui fréquentent les lieux, Tantely ne connaissait « rien à l'informatique et à Internet » avant de venir ici. Aujourd'hui, les langages Java et HTML n'ont plus de secret pour lui, et il ambitionne de devenir analyste-programmeur, parce qu'« il y a plus de débouchés » que dans la filière littéraire.

Au PAJE, on l'aura compris, l'aspect formation est essentiel. « Nous ne sommes pas un cybercafé, nous ne laissons pas les jeunes seuls face à leur écran, précise Michaële, l'une des deux animatrices du point. On leur apprend qu'Internet n'est pas seulement un moyen de divertissement mais surtout un outil d'enrichissement personnel. » Au lancement du PAJE, ses créateurs n'avaient prévu que trois heures de formation de base à Internet. Ils ont rapidement rajouté dix heures d'informatique et de bureautique.

Bénévole, Michaële, qui vient de terminer ses études de droit, a dû se former aux nouvelles technologies pour encadrer les jeunes et espère trouver un emploi, à l'instar du premier animateur du PAJE, grâce à cette expérience à laquelle elle consacre tout son temps. La jeune femme n'en finit pas de s'étonner de l'engouement des jeunes Malgaches pour le média Internet et s'avoue parfois débordée. Il faut dire qu'avec 3 ordinateurs et une imprimante pour 200 habitués, la rotation est impressionnante: les jeunes doivent s'inscrire une semaine à l'avance et ne peuvent pas se connecter plus de 3 fois une heure par semaine.

Car les moyens font cruellement défaut. Si, la première année, l'AIF a tout pris en charge, le PAJE éprouve aujourd'hui les plus grandes diffi-



cultés à joindre les deux bouts. Résultat: pour couvrir les coûts élevés de communication (4000 francs français par mois), il est obligé de demander aux jeunes une contribution de 50000 francs malgaches (50 francs français) par an. Une somme qui reste élevée pour de nombreux Malgaches, car plus de la moitié de la population est sans emploi, et le salaire moyen atteint péniblement 300 francs français mensuels.

Dans ces conditions, le PAJE n'est pas en mesure de remplir pleinement sa mission de « démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies » et reste le privilège des classes moyennes. « L'un de nos objectifs est de toucher les populations les plus pauvres et les enfants non scolarisés – plus de 70% des jeunes

Malgaches », assure Michaële, qui déplore le manque d'implication du gouvernement en matière de nouvelles technologies dans un pays qui ne compte qu'une dizaine de milliers d'internautes, et où la principale université du pays n'offre qu'un ordinateur connecté au Réseau en accès libre à ses étudiants.

« Quand on a lancé le PAJE, certains nous ont rétorqué qu'on ne pouvait pas se le permettre avec le faible développement socio-économique de Madagascar », rappelle Dany Sedaly, directeur général de la jeunesse au ministère malgache de la jeunesse et des sports, qui s'est engagé à subventionner le PAJE en 2002, et pour qui le principal frein au développement d'Internet sur l'île reste le coût des connexions

(30 francs français l'heure). Et de s'interroger: « Internet doit-il être considéré comme un luxe pour un pays comme le nôtre ? »

Pour le directeur, qui insiste sur la particularité insulaire de Madagascar, la meilleure réponse est apportée par les jeunes eux-mêmes, qui s'apprennent à lancer un journal en ligne à l'échelle de l'océan Indien, et dont « l'engouement prouve qu'ils ont compris qu'Internet leur offrait une ouverture sur le reste du monde ». Il serait dommage que leur horizon se réduise de nouveau à cause du coût prohibitif des télécommunications.

Stéphane Mandard

intif.francophonie.org

La banque des zébus

Pour aider les paysans malgaches, Stéphane Geay réinvente le microcrédit

TANANARIVE (Madagascar)

de notre envoyé spécial

Stéphane Geay est un grossier personnage. Et de la race des récidivistes. Sur son polo façon Lacoste, ce jeune patron pilote de ligne, qui s'est fait connaître sur l'île par le nom-boutade de sa compagnie aérienne, la Madagascar Flying Service (MFS) – prononcez impérativement: « Et mes fesses ! » –, expose sans vergogne les lettres z, o, b. Mises ensemble et prononcées d'un seul souffle, elles signifient ce que tout le monde connaît.

C'est que le cynique individu, parachuté à Madagascar en 1990 parce qu'il devait y livrer un avion et ne possédait pas les moyens de se payer le billet retour pour la France, a toutes les raisons d'afficher ses états d'âme. ZOB n'est en effet que le sigle frondeur (« idiot », dira son instigateur) qui cache une entreprise de génie: la Zébu Overseas Bank, seule start-up sur le marché qui propose aux internautes d'acquiescer un zébu (la « vache » africaine).

Farce grandiose? Pas du tout. La ZOB est une affaire sérieuse.

Son principe est simple: contre 1 600 francs, l'internaute devient propriétaire de l'animal, qui est confié à un paysan malgache en difficulté. Pour le « propriétaire », c'est l'occasion de faire un investissement « humanitaire ». Pour le paysan et sa famille, qui n'ont pas les ressources financières nécessaires pour s'offrir un zébu (ils gagnent en moyenne 75 francs par mois), c'est la garantie de pouvoir subvenir à leurs besoins alimentaires, car la bête, outre sa viande, possède le talent rare de fournir du lait, de labourer les champs et de fertiliser la terre avec ses excréments.

Mais, prévient Stéphane Geay, « notre organisation a le dédain des dons ». Ce qui signifie que l'heureux acheteur peut récupérer son zébu au bout d'un an s'il le souhaite! De son côté, le paysan doit s'engager à verser 15 francs par mois, ce qui lui permet de devenir le propriétaire du zébu au bout de quatre ans. Ou comment la ZOB revisite le microcrédit.

Pour extravagante qu'elle puisse paraître, l'initiative croule sous le succès, au point que la société ne peut satisfaire toutes les demandes. Depuis l'ouverture du site en 1996, plus de 1200 zébus ont été commandés, et quelque 300 familles d'Antsirabe, au sud de la capitale, Tananarive, où l'entreprise a installé son siège social, possèdent aujourd'hui leur animal. « Sans Internet, on n'aurait reçu que 300 commandes », précise Stéphane Geay, qui a embauché un webmaster à temps plein.

Pour commander son zébu, l'internaute doit remplir un « formulaire d'ouverture de plan épargne Zébu », en précisant le prénom qu'il souhaite donner à la bête, et verser la somme due sur un compte géré par la ZOB. En échange, l'acquéreur reçoit un « certificat de propriété » et peut prendre des nouvelles de son zébu en se connectant sur le site.

Parmi les internautes qui ont franchi le pas, des Malgaches expatriés en France, une « association d'extrême gauche » et des personnalités du monde politique et culturel français, la palme revenant à un résident de Sanary-sur-Mer qui a acheté pas moins de 10 bêtes. « Contrairement à un quelconque plan d'épargne Ecureuil, animal virtuel offrant tout au plus de maigres noisettes à toucher, le PEZ offre la possibilité de venir flatter la croupe de son zébu », plaisante le boute-en-train. Pour l'heure, personne n'est venu récupérer son animal, mais une cinquantaine d'acheteurs ont déjà fait le déplacement sur l'île pour visiter sa famille d'accueil.

A Antsirabe, plus de 200 paysans attendent de recevoir leur zébu et Stéphane Geay a embauché huit personnes pour arpenter les marchés, sélectionner les meilleures bêtes, gérer les « dons » et apprendre aux paysans à soigner leurs zébus. Il espère maintenant pouvoir étendre son projet au reste de l'île. En attendant mieux.

St. M.

www.zob.org

L'espoir du retour des cerveaux

L'essor des nouvelles technologies suscite le retour de quelques diplômés

ALORS QUE la fuite des cerveaux pénalise durement l'Afrique, le marché des nouvelles technologies, encore largement en friche sur le continent noir, pourrait initier un timide reflux. Certains diplômés originaires d'Afrique, partis suivre des études dans les pays du Nord, n'hésitent plus à faire le voyage de retour pour investir ce nouveau marché.

Le Salon Yaoundé Netcom, qui s'est tenu du 9 au 12 février dernier dans la capitale camerounaise, a confirmé cette tendance. « La plupart des cybercafés », explique Pierre Bouopda, l'un des organisateurs du Salon, ont été créés par des personnes ayant étudié et travaillé dans les pays du Nord – souvent parce qu'ils ne trouvaient pas ici de formations universitaires adaptées – et qui sont ensuite revenus dans leur pays d'origine. »

A l'image d'Albert Kamanou, diplômé de l'université de Louvain et retourné au Cameroun créer Global Net, un fournisseur d'accès sans fil, ces élites africaines rentrent « parce qu'il y a tout à faire et que les

opportunités sont, ici, encore ouvertes ». En aucun cas, toutefois, le mouvement n'est comparable en ampleur à l'exode provoqué par la pénurie d'informaticiens qui sévit dans les pays occidentaux. « Les nouvelles technologies ne suscitent pas de retour massif », tempère ainsi Pierre Bouopda. La tendance est en effet, entre autres, entravée par les carences du cadre législatif en matière de communications et les monopoles sur les transferts de données qui persistent dans la plupart des pays du continent.

Confrontées à de tels obstacles, les initiatives individuelles ne seront pas seules à contribuer à ce ré-enrichissement des ressources humaines de l'Afrique. Les grandes entreprises qui y investissent auront également besoin d'une main-d'œuvre locale hautement qualifiée. Telecom Partners, un prestataire de services « essaimé » de France Télécom Mobiles, a ainsi créé l'Association camerounaise pour les nouvelles technologies (ACNT), destinée à promouvoir les échanges entre étudiants camerounais et les grandes entreprises des technologies de l'information. « Il s'agit de permettre à des étudiants camerounais de partir en stage en Occident, et de favoriser l'émergence de la main-d'œuvre compétente dont nous avons besoin sur place », explique Charles Fondop, directeur général de Telecom Partners et diplômé de Supélec.

Pour ce cadre de France Télécom Mobiles d'origine camerounaise,

revenu investir dans son pays natal, si des « risques de fuite » vers l'étranger peuvent naître d'une telle initiative, « il en restera toujours quelque chose de bénéfique ». Après trois mois seulement d'existence, l'association compte plus de 4000 étudiants. Et dans tous les pays africains où Telecom Partners est en cours d'implantation, de telles associations seront créées.

Même constat chez Afripa Telecom, un opérateur de télécommunications panafricain, où, explique Arnaud Azilnon, directeur marketing, « tous les cadres sont d'origine africaine, formés ou non à l'étranger ». Cette rétention et ce rapatriement des élites sont toutefois difficilement quantifiables. D'autant, souligne Olivier Sagna, secrétaire général de l'Observatoire des systèmes d'information, des réseaux et des inforoutes au Sénégal (Osiris), que « certains de ces rapatriements restent virtuels. De passage dans leur pays natal, de nombreux cadres d'origine africaine – souvent d'Afrique anglophone, d'ailleurs –, qui travaillent dans de grandes entreprises internationales, remarquent le manque de certains services et, sans se rapatrier physiquement, mènent à distance des projets qui n'engagent pas de gros investissements ».

S. Fo.

interactif.lemonde.fr/enquetes

Clés



« Les technologies nouvelles ne sont pas une panacée. Ce qu'on peut attendre d'elles, c'est qu'elles servent de catalyseurs à des changements profonds qui dépendent de nous, êtres humains, et non des machines. »

■ Kofi Annan, conférence de Bamako, 2000.

30 francs

C'est le prix que coûte une heure de connexion à Internet à Madagascar, où le salaire moyen est de 300 francs par mois.

150 000

Tel est le nombre de lignes de téléphone mobile ouvertes au Cameroun depuis un an. Un chiffre déjà plus élevé que le nombre de lignes fixes (environ 130 000) posées dans le pays depuis l'apparition du téléphone.

« Le besoin est plus fort que dans les pays du Nord »

Selon Olivier Sagna, secrétaire général de l'Observatoire des systèmes d'information, des réseaux et des inforoutes au Sénégal, le Réseau doit participer au développement des pays du Sud

Au regard des multiples problèmes de l'Afrique, militer pour le développement d'Internet sur le continent ne semble-t-il pas quelque peu superflu ?

Interview

C'est en effet ce que l'on entend très souvent. Au milieu des années 1990, le site Internet du *Monde diplomatique* avait lancé un forum baptisé Internet Nord Sud, où de tels propos revenaient régulièrement. Mais ils étaient toujours avancés par des citoyens de pays du Nord et jamais par les premiers intéressés et concernés, à savoir les Africains, et plus généralement les citoyens des pays en voie de développement.

Pour ma part, je pense que les pays du Sud ont bien plus besoin d'Internet en particulier, et des nouvelles technologies en général, que les pays ayant déjà accompli leur développement. Mais si, en Afrique, Internet est un outil au ser-

Ces applications se limitent-elles pour autant à la seule mise en relation de personnes ?

Pas de cette seule façon, en tout cas. En milieu rural, par exemple, il y a beaucoup de projets d'aide au développement conduits en direction des femmes. On pousse ces dernières à se lancer dans certaines productions artisanales : fruits et légumes, tissus, etc. Mais que font-elles de leur production ? Dans la plupart des cas, personne ne sait seulement que cette production existe. Le « faire-savoir » est aujourd'hui le chaînon manquant à ce modèle classique d'aide au développement.

Par exemple, une initiative du CRDI (Centre de recherche pour le développement international, une association canadienne), baptisée Acacia, a été lancée en 1997. Le but était de mettre Internet à disposition des communautés rurales et défavorisées. J'ai participé aux enquêtes préliminaires pour savoir si cette idée reposait sur un réel be-

soin. Lorsque nous sommes allés rencontrer les gens sur le terrain, nous avons réalisé que parmi les problèmes quotidiens qui se posaient à eux, une grande part concernait simplement la communication.

Internet peut-il servir au contrôle des processus démocratiques en cours dans certains pays ?

Sans aucun doute. Au Sénégal, par exemple, pour que notre processus démocratique puisse se dérouler à peu près correctement, une des premières choses qui a été faite – une première au monde ! – a été de mettre en ligne le fichier électoral.

Auparavant, lorsqu'il y avait des élections, celles-ci étaient systématiquement contestées au motif que le fichier électoral n'était pas fiable. On soupçonnait, notamment, que certains individus, connus pour faire partie de l'opposition, soient systématiquement rayés des listes. En 1997, ce fichier a été mis sur Internet. Les gens ont par conséquent pu vérifier que

vérifier ces données. Mais les organisations de la société civile et les partis d'opposition s'en sont largement servi. L'utilisation d'Internet dans le processus démocratique ne veut pas dire que le vote se fera un jour en ligne. Dans ce domaine également, les usages du Réseau sont extrêmement simples, ce qui ne veut pas dire qu'ils soient sans intérêt. D'ailleurs, pour cet exemple précis, certains pays du Nord devraient peut-être s'inspirer de telles initiatives !

Mais pour que le développement d'Internet en Afrique se poursuive, n'est-il pas nécessaire d'en passer par un plus fort niveau d'équipement ?

On a coutume de dire qu'en Afrique « Internet sera communautaire ou ne sera pas ». Les accès sont et resteront nécessairement collectifs. Le coût d'un ordinateur, d'un modem, d'un onduleur et d'une imprimante s'élève environ à 15 000 francs français. Au Sénégal, le

munautaire est d'ailleurs fortement ancrée en Afrique, et les utilisations de la télévision, du téléphone ou même de la presse écrite ne sont pas différentes.

Les nouvelles technologies sont-elles pour autant entrées dans les habitudes ?

Elles entrent progressivement dans les mœurs. Dans tous les secteurs, Internet est un outil de plus en plus utilisé. Le développement de ces nouvelles technologies est exponentiel. Aujourd'hui, au Sénégal, on estime le nombre d'internautes entre 70 000 et 100 000. Attention : il ne s'agit pas du nombre d'abonnés, mais de la quantité de personnes qui ont une utilisation régulière d'Internet. Parmi eux, on compte d'ailleurs beaucoup d'étudiants à la recherche de filières d'études à l'étranger.

Mais ce fort développement ne concerne pas uniquement Internet. En 1998, l'Union internationale des télécommunications (UIT) prévoyait qu'en l'an 2000 il y aurait 30 000 téléphones portables au Sénégal. A la fin de l'année 2000, il y en avait 200 000. C'est-à-dire plus que toutes les lignes fixes posées depuis que le téléphone existe !

Selon vous, les gouvernements sont-ils conscients des opportunités offertes par les nouvelles technologies pour le développement de leur pays ?

Oui, je crois que les gouvernements ont pris la mesure de ce que pouvaient apporter les nouvelles technologies en termes de développement. Toutefois, cette prise de conscience ne s'est pas encore traduite en une politique de développement adaptée. Mais les choses changent. Par exemple, il y a un projet pilote de télé-médecine de l'UIT destiné au Sénégal. Et le gouvernement s'y est associé. L'UIT devait intervenir dans certaines régions, le gouvernement dans d'autres.

Aujourd'hui, et contre toute attente, c'est dans les régions où le gouvernement sénégalais avait décidé d'intervenir que le matériel est déjà mis en place, alors que l'UIT, pourtant initiateur du projet, a souffert de retards bureaucratiques et n'a pas encore bouclé certains financements. Preuve que les gouvernements tendent de plus en plus à considérer Internet comme un outil au service du développement et plus seulement comme un simple moyen de communication. Mais cela ne signifie pas que la Toile palliera l'absence des réseaux classiques. Les infrastructures de base doivent être là, et Internet ne saurait en être le substitut.

Propos recueillis par Stéphane Foucart

■ www.osiris.sn



■ OLIVIER SAGNA, 42 ans, est docteur en histoire de l'Université Paris VII et diplômé de l'Institut national des techniques de la documentation du Conservatoire national des Arts et métiers (Paris). Il est secrétaire général de l'Observatoire sur les systèmes d'information, des réseaux et les inforoutes au Sénégal (Osiris) et membre fondateur du chapitre sénégalais d'Internet Society (Isoc-Sénégal).

vice du développement, il n'est certainement pas une fin en soi. C'est d'ailleurs un instrument que nous utilisons, en général, de façon très simple, pour des applications à la fois très concrètes et particulières au contexte africain.

A quel type d'applications pensez-vous en particulier ?

A des applications dans le domaine de la santé, par exemple. Dans la plupart des pays africains, la majorité des spécialistes sont concentrés dans les grandes agglomérations. Comme les systèmes de communication fonctionnent mal, les populations rurales doivent parfois parcourir plusieurs centaines de kilomètres pour, simplement, obtenir un rendez-vous. Ce type de situation contribue à ralentir le développement des zones enclavées. La famille qui doit se déplacer va ainsi devoir dépenser des sommes d'argent parfois importantes.

Quant au temps passé en déplacements, c'est autant de temps qui n'est pas consacré à un processus de production. Equiper – tout simplement – les hôpitaux régionaux d'un PC pourvu d'une messagerie électronique peut très bien pallier les difficultés à joindre les bons interlocuteurs. Il faut bien voir qu'en Afrique, Internet est souvent utilisé pour remplacer les différents systèmes de communications classiques, en général défectueux ou trop coûteux.

Il n'est pas rare, en effet, de voir des régions en situation de surproduction agricole – ce qui provoque l'effondrement des cours locaux – alors qu'à quelques centaines de kilomètres, d'autres régions souffrent de pénurie. Seule la circulation de l'information peut aider l'Afrique à mieux gérer ces dysfonctionnements.

Lorsqu'on parle de commerce électronique dans les pays du Nord, on a l'image de quelqu'un devant un écran qui entre un numéro de carte de crédit pour acquérir une marchandise et se la faire livrer. En

leur nom y figurait bien. Des recherches sur les dates de naissance des personnes inscrites ont également pu être faites et ont mis en lumière, dans certaines régions, la présence d'un nombre anormalement élevé de centenaires. D'autres noms ont également dû être retirés de ces fichiers... Bref, tout cela a contribué à fiabiliser le processus démocratique.

Bien sûr, tous les Sénégalais n'ont pas pu utiliser Internet pour

salaires mensuels minimum est d'environ 350 francs, et un professeur d'université gagne 2 500 francs par mois. Il est illusoire de penser que d'ici dix, vingt ou même cinquante ans, l'Afrique peut rattraper son retard par rapport à l'Europe en termes de taux d'équipement des foyers. Il faut donc développer des points d'accès publics au Réseau, par le biais d'actions associatives, ou encore proposer un service public en ce sens. Cette tradition com-

Un degré de développement important au Sénégal

Extraits du rapport « Les technologies de l'information et de la communication et le développement social au Sénégal » d'Olivier Sagna, publié en février 2001, remis à l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social et disponible sur le site de l'Institut (www.unrisd.org).

« (...) La vraie percée dans l'utilisation d'Internet est survenue en 1996, lorsque la Sonatel et la société américaine MCI ont signé un accord permettant des mises à jour techniques, donnant ainsi le coup d'envoi de l'ère commerciale Internet au Sénégal. En 2000, on comptait 13 prestataires de services Internet dans le pays et quelque 8 500 abonnés inscrits. En outre, plus d'une douzaine de cybercafés ont ouvert à Dakar, et d'autres ont été établis dans la plupart des grandes villes de province. Le fait que la Sonatel offre un taux forfaitaire unique d'accès à Internet dans tout le pays

facilite grandement le développement de l'utilisation d'Internet hors de la capitale. (...) »

« L'infrastructure et les services de télécommunications, l'informatique et les médias ont atteint un degré de développement relativement important par rapport à la situation qui prévaut dans nombre de pays africains. Avec un chiffre d'affaires de secteur des télécommunications représentant 2,6 % du PIB en 1996, le Sénégal fait partie des pays dans lesquels le secteur des télécommunications a atteint un niveau de développement important par rapport aux autres secteurs de l'économie. Mais ce qui caractérise la situation sénégalaise, c'est la quasi-absence de réflexion systématique (...) sur les choix techniques, politiques, économiques, culturels et sociaux qui se présentent, et, au-delà, sur les formes, les règles et les valeurs qui devraient prévaloir dans le Sénégal de la société de l'information. (...) »



Amin'ny. L'arobase est aussi une lettre de l'alphabet malgache. Elle signifie « dans » ou « appartient à ».

1989

L'Afrique se raccorde au Réseau. Un serveur Sun est installé au centre de recherche océanographique de l'Institut de recherche pour le développement de Dakar (Sénégal).

« Si nous disons oui aux nouvelles technologies de l'information, c'est sans naïveté, car nous savons qu'elles recèlent des enjeux considérables. »

■ Alpha Oumar Konaré, président de la République du Mali, lors de la conférence de Genève sur l'Afrique et les nouvelles technologies, en octobre 1996.

0,4 %

C'est le pourcentage de la population africaine qui a accès au Réseau, selon le rapport 2000 de l'International Technology Training Association.

La combattante du Web africain

« C'EST UNE NOUVELLE forme de colonialisme. Maintenant, cela passe par les nouvelles technologies. » Oumou Sy, cofondatrice du Metissacana, le très emblématique cybercafé et fournisseur d'accès indépendant sénégalais, a perdu un peu de son flegme habituel. Et pour cause. Le 26 février dernier, la Sonatel, filiale sénégalaise de France Télécom, coupait purement et simplement toutes les lignes spécialisées et téléphoniques du Metissacana pour cause de 30 millions de francs CFA (300 000 francs français) d'impayés. Dix jours d'écran noir. Normal, pourrait-on penser. « Scandaleux », répond l'égérie de la Toile ouest-africaine.

« Le monopole de la Sonatel est total, précise Oumou Sy. Ils contrôlent la totalité des transmissions de données au Sénégal et vendent la bande passante beaucoup trop cher pour que les fournisseurs d'accès indépendants puissent survivre ! » Pour elle, la politique menée par la Sonatel, peu soucieuse de rendre l'accès au Réseau accessible au plus grand nombre, s'apparente à une stratégie de « prédateur ». La filiale sénégalaise de France Télécom chercherait ainsi, accusent les chantres du Metissacana, à faire passer les abonnés des fournisseurs d'accès indépendants dans le giron de Télécom Plus, sa filiale Internet.

Généralement, les opérateurs justifient cette politique en arguant du fait que les investissements consentis à l'amélioration des infrastructures sont lourds. Pour Oumou Sy, l'argument ne tient pas. Il faut, déclare-t-elle, « diffuser Internet auprès du plus grand nombre ». Pour cette styliste de 49 ans, populariser l'usage du Réseau dans son pays est, plus qu'un mot d'ordre, un sacerdoce.

Un ministère qui, entre autres, lui aura valu d'être, en 2001, la lauréate de la première édition du prix RFI Net Afrique. « Nous avons voulu récompenser une initiative qui ne soit pas seulement commerciale, explique l'un des membres du jury. Mais nous avons également voulu saluer la précocité de son initiative et le fait que cette dernière se soit tout de suite adressée au plus grand nombre. » Et force est de constater que ce « plus grand nombre » trouve, chez Oumou Sy, une interprétation clairement maximaliste.

Après avoir ouvert en 1996, avec son compagnon, le producteur de cinéma Michel Mavros, le premier cybercafé d'Afrique de l'Ouest, elle lance une initiative de « vulgarisation » d'Internet. L'entreprise est improbable. Il s'agit de parcourir la campagne et d'amener Internet jusque dans les villages, où le moindre téléphone est plus qu'une rareté. « On m'a dit que ce n'était pas possible, s'amuse-t-elle aujourd'hui. J'ai demandé pourquoi, et l'on



Oumou Sy, lauréate du prix RFI Net Afrique, se bat pour populariser l'accès au Web au Sénégal

m'a répondu que le câble n'allait pas jusqu'à dans ces villages. J'ai simplement répondu : "Alors, on va tirer le câble jusqu'à eux !"

Un bus, un groupe électrogène, un écran géant et des centaines de mètres de câbles déroulés : le « cyberbus » va silloner, plusieurs semaines durant, la brousse. Et accomplir auprès d'une bonne soixantaine de villages cette entreprise de « vulgarisation ». « Ce que je voulais faire, explique-t-elle, c'est montrer et expliquer à ces gens, dans leur langue, ce qu'est Internet. » Sans doute un hommage à son enfance, modeste et rurale, un retour vers des origines auxquelles elle semble tenir.

L'initiative devrait bientôt trouver une suite plus durable, puisque le Metissacana a conclu un accord de partenariat avec Alcatel pour connecter 4000 villages sénégalais et participer ainsi à leur désenclavement. « Et pour les villageois qui ne savent pas lire, poursuit-elle, nous pourrions amener des animateurs que nous avons formés pour les aider et les sensibiliser. Un peu l'équivalent des écrivains publics, mais pour Internet... Des internautes publics, en quelque sorte ! »

Quelque part dans cette campagne sénégalaise, repose le passé d'Oumou Sy. Née à Podor, une ville de quelques milliers d'habitants nichée dans l'un des méandres du fleuve Sénégal, elle a vécu, précise-t-elle, « une enfance poétique », mais « marquée par la tradition et les interdits ». Son père meurt alors qu'elle a 5 ans, elle commence à coudre deux ans plus tard, attend l'âge de 14 ans pour ouvrir son premier atelier de couture mais n'apprend jamais à lire. Un illettrisme qu'aujourd'hui elle semble prendre un plaisir narquois à évoquer, sûre de l'effet que l'annonce produit généralement sur ses interlocuteurs. Alors qu'elle est devenue, outre ses

activités sur la Toile, l'une des figures de la mode africaine, qu'elle fait collection de distinctions et de récompenses, elle ne renie rien. Ni sa foi musulmane, ni le dénuement du passé. « Même quand j'ai le plus beau tissu du monde, dit-elle, je l'étends sur le sol pour laisser l'inspiration venir, parce que j'ai toujours ramassé les choses par terre. » A la lecture de ce passé, la croisade d'Oumou Sy contre la Sonatel semble bien plus qu'une simple guerre commerciale pour que le Metissacana « ne devienne pas une filiale de la Sonatel ».

Opiniâtre, Oumou Sy n'est pas femme à courber l'échine, fût-ce devant France Télécom. La pétition lancée sur son site Internet pour une baisse des coûts de la bande passante au Sénégal a déjà recueilli plus de 3000 signatures. Et des contacts, pris au plus haut niveau du gouvernement sénégalais, lui laissent espérer « la création prochaine d'une autorité nationale de régulation des télécommunications ». Déjà un début de victoire.

Stéphane Foucart

www.metissacana.sn

Le top des réseaux

Des projets pour le continent



www.anais.org

Créé à la suite de la déclaration finale de la conférence de Genève sur l'Afrique et les nouvelles technologies de l'information, en octobre 1996, le réseau Anais a pour but de favoriser l'appropriation des technologies de l'information par les Africains. Composé d'institutions, d'associations et d'entreprises africaines et européennes, Anais entend notamment faciliter le développement d'outils de maîtrise technique et sociale des nouvelles technologies par les Africains. De nombreuses ressources documentaires sont disponibles sur le site : une base de données traitant des usages sur le continent africain, des dossiers d'information sur les politiques et les stratégies d'information en Afrique, ou sur le développement des nouvelles technologies dans les différents Etats du continent.

www.bamako2000.org

Du 21 au 26 février 2000, Bamako, la capitale du Mali, a réuni tout ce que la société de l'information africaine et internationale compte d'acteurs : pouvoirs publics, collectivités locales, secteur privé, monde associatif, milieu universitaire..., afin de faire le point sur les usages des nouvelles technologies pour le développement local, au Sud et au Nord. Cette rencontre a débouché sur la Déclaration de Bamako 2000, programme d'action pour le développement d'Internet en Afrique. Le site rassemble une somme impressionnante de textes et de discours sur le potentiel que représente Internet pour l'Afrique.

www.syfia.com

Syfia International est une agence de presse qui compte une soixantaine de journalistes francophones africains, canadiens, asiatiques et européens dans une trentaine de pays, et dispose de cinq agences régionales au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, au Sénégal et à Madagascar. Véritable mine d'informations sur le continent africain, le site les regroupe par thèmes : de l'agriculture à la santé, en passant par les droits de l'homme. L'internaute trouvera en outre de nombreux articles sur les usages sociaux, économiques ou politiques d'Internet dans la population africaine.

www.tsfworld.org

Créée par Laurent Bardin, jeune ingénieur en informatique, Technologie sans frontières est une association à but non lucratif qui a décidé de donner l'accès au Réseau aux lycéens du Zoulouland, la région la plus pauvre d'Afrique du Sud. L'association, qui regroupe une dizaine de bénévoles, fait le tour des entreprises françaises pour récupérer du matériel informatique et commencera à équiper cinq lycées d'Ulundi, la capitale du Zoulouland, à partir de juillet 2001. Jusqu'en octobre, l'équipe formera enseignants et lycéens aux rudiments de l'informatique et du Web. Car le but de l'association est de mettre en place, via une diffusion par satellite assurée par la société Comm Time Cast, des projets d'enseignement des technologies de l'information et de la communication.

www.africanti.org

Africa'nti est un projet associant des organismes de recherche européens et africains. Son objet : observer l'insertion et l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) en Afrique. Destinée à la fois au grand public et aux professionnels, le site offre de nombreux articles et études sur le développement des TIC et leurs usages sur le continent, ainsi qu'une sélection de liens vers des sites d'associations ou d'institutions qui militent dans ce sens.

Une sélection de Stéphane Mandard

Le difficile désenclavement de la brousse burkinabé

Des associations tentent de mettre Internet au service des paysans

Ouahigouya (Burkina Faso)

de notre envoyé spécial
Au Burkina Faso, Bernard Lédéa Ouédraogo représente tout un symbole. Agé d'environ soixante-dix ans - « quand je suis né, l'état civil n'était pas vraiment au point » -, il est un pionnier du mouvement ONG dans son pays, lui-même à la pointe des initiatives de développe-

ment en Afrique de l'Ouest. Bernard Lédéa Ouédraogo est à la tête d'une association pour le développement du monde paysan, les « groupements Naam » (contraction de Kobinaam - pouvoir des jeunes). Une association qui, depuis 1967, par le biais d'une radio, La Voix du paysan, œuvre pour la sensibilisation des paysans, l'échange de techniques culturelles, l'éducation environnementale et la santé. Un souci d'efficacité qui a logiquement poussé Bernard Lédéa Ouédraogo à doter son ONG d'Internet en 1997. « Nous avons, par exemple, beaucoup de partenaires en Europe. Il faut pouvoir s'échanger des informations rapidement. Et à moindre coût », explique-t-il.

Awa, sa secrétaire, acquiesce. Ouahigouya, au cœur du Burkina Faso, dont la capitale, Ouagadougou, est à plus de mille kilomètres du port le plus proche - Abidjan, en Côte d'Ivoire -, souffre de son enclavement. Internet le rend plus supportable. « Quand nous envoyons un compte rendu d'activités à nos partenaires européens par la poste, il met au moins dix jours. Le courrier électronique arrive, lui, en quelques secondes », précise Awa. Même si elle déplore les fréquentes perturbations du Réseau, elle s'émerveille des économies importantes réalisées sur le budget des télécommunications par rapport au temps où elle utilisait plus souvent téléphone et fax. D'autant que le fournisseur

d'accès des groupements, Fasonet, qui dépend de l'Etat, ne fait payer à ses clients en province que le prix d'une communication locale pour leurs connexions, malgré le fait qu'il soit basé dans la capitale.

Les responsables des groupements souhaiteraient cependant diversifier leurs usages d'Internet, en confectionnant, par exemple, un site. « Mais nous ne savons pas comment nous y prendre techniquement », déplorent-ils. Faute de maîtrise de l'instrument, les groupements ne se servent du Web que pour des besoins purement administratifs. C'est beaucoup, mais c'est aussi bien peu pour tous ceux qui pensent que les nouvelles technologies peuvent être un outil stra-

tégique au service du développement de l'Afrique. Charlemagne Zannou, coordonnateur du Réseau d'information et de formation au développement (Rifod) à Ouagadougou, est de ceux-là. « Les pays occidentaux ont réussi leur développement grâce à leur capacité à communiquer. En Afrique, nous en sommes à réinventer la roue en permanence parce que nous ne savons pas ce que font les autres », argumente-t-il avec passion. Mais il doit bien reconnaître que, pour le moment, les applications Internet pour le développement n'en sont qu'au stade embryonnaire.

C'est que le principal obstacle à la démocratisation du Web au Burkina Faso, un pays parmi les

plus pauvres de la planète, est le manque d'infrastructures. Les capacités du fournisseur d'accès public sont largement dépassées aujourd'hui. Les quatre fournisseurs d'accès privés sont plus ou moins cantonnés à la capitale. Ce n'est qu'en 2005 qu'est prévue, avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement, la mise en place de cinq « nœuds » secondaires dans les régions, qui pourront permettre à ces privés de s'installer véritablement dans le pays profond. Sachant qu'aujourd'hui 62 % des localités burkinabés n'ont toujours pas accès à une ligne téléphonique...

Théophile Kouamou

60 000

C'est le nombre de lignes de téléphones fixes que totalise Madagascar pour 15 millions d'habitants.



Enjeux des technologies de la communication en Afrique, sous la direction d'Annie Chéneau-Loquay

Cet ouvrage, fruit du travail d'une vingtaine de chercheurs et de praticiens du Nord et du Sud, offre une réflexion sur l'insertion et l'impact des technologies de la communication en Afrique. Editions Karthala, 2000.

2 400

C'est le nombre d'internautes que comptait l'Ethiopie en l'an 2000, selon le cabinet d'études eMarketer.

PRÉCISION

La page Web consacré à Félix Guattari est disponible sur www.revue-chimeres.org et non sur www.guattari.com, comme nous l'avions écrit dans le portrait d'Emmanuel Videcoq paru dans « Le Monde interactif » du mercredi 25 avril.



Les nouveaux sons de **Rennes**

La cité bretonne a toujours bougé en rythme, mais avec un temps d'avance. Rien de plus normal avec un public sans cesse renouvelé de quelque 70 000 étudiants

À RENNES, peut-être un peu plus qu'ailleurs, tout commence en musique. Vingt et quelques années de festival des Transmusicales ont fait résonner, chaque début décembre, les sons les plus nouveaux dans le vieux centre-ville. Berceau, au début des années 1980, de la nouvelle scène française (Marquis de Sade puis Marc Seberg, Etienne Daho et Niagara), Rennes a naturellement adopté la musique électronique, dès le début des années 1990.

Avec, pour les Transmusicales, une programmation toujours très pointue, qui fait encore aujourd'hui la part belle aux artistes rennais. MJ's, Funkage ou Dubitators hissent haut, année après année, les couleurs de « l'électro » locale. La gigantesque rave-party de clôture du festival était même devenue l'un des événements majeurs, avec plus de 7 000 personnes. Pendant six ans, les plus célèbres DJ de la scène électronique internationale, de Carl Cox à Laurent Garnier, sont venus à Rennes. Mais la mégarave a vécu, trop chère, trop classique.

Reste que, musicalement, le festival des Transmusicales est incontournable. Au point qu'on pourrait craindre qu'il ne cristallise, sur quatre jours, toutes les énergies de création de la scène électronique locale... Bien au contraire.

Dans la foulée des organisateurs des Transmusicales, des associations du cru ont imposé la musique électronique comme nouvel hymne de la cité bretonne. Tout d'abord soutenues par la municipalité, elles ont réussi à devenir partenaires à part entière des manifestations organisées par la ville. Au premier

rang de ces associations, on trouve Bug, « *assaut multimédia rennais* », collectif indépendant, créé en 1996 pour promouvoir la cyberculture à Rennes.

Bug a d'ailleurs organisé le samedi 3 mars, dans le cadre de la Fête de l'Internet, la cinquième édition de sa soirée New Teknik. Une cyberparty avec jeu en réseau, directs de mixage vidéo et bornes d'accès libre à Internet. Une New Teknik qui, bien au-delà des lives et sets des DJ rennais Jat, Cyrilman, Azaxx ou Wave, est devenue l'autre événement majeur de la musique électronique à Rennes.

ENGOUEMENT ET DYNAMISME

Et cette rencontre a d'ailleurs sa vitrine sur le Web. Le serveur rennet.org, administré par Bug, est un site Web alternatif et associatif. Il recense dans le domaine de l'art, de la musique et de la création en général toutes les manifestations rennaises et héberge souvent les expositions virtuelles d'artistes encore en quête de notoriété. Et puisque la musique est au cœur des préoccupations de beaucoup de Rennais, il ne faut sans doute pas s'étonner qu'historiquement, le premier portail français consacré à l'électro soit rennais. Djing, site Internet bien connu des fans de techno, est en effet la création d'un jeune webmaster de la ville, Sylvain Corvaisier, il y a maintenant plus de quatre ans.

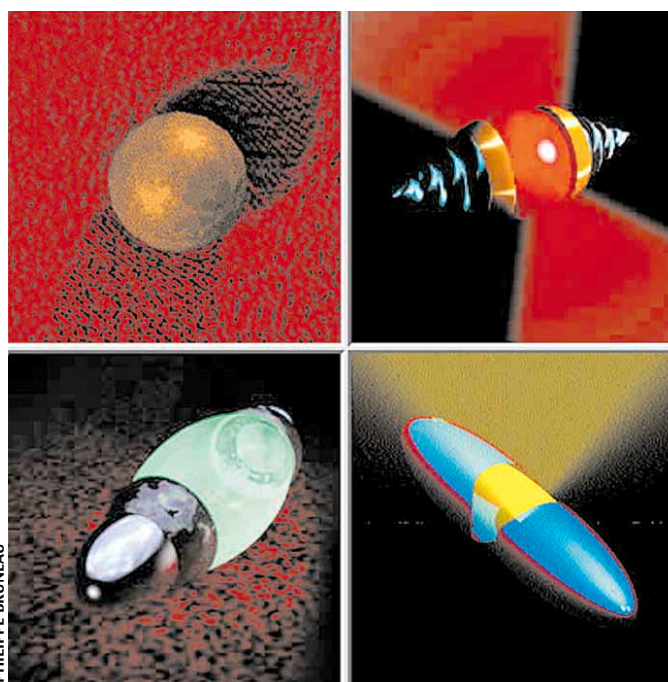
Mais nul doute que cet engouement local autour de la création musicale électronique doit beaucoup au dynamisme des lieux de concerts rennais. Dans cette ville d'un peu plus de 200 000 habitants,

très concentrée géographiquement, les bars à concerts et les cybercafés ont poussé dernièrement comme des champignons, en plein cœur du vieux centre piétonnier. Musique, fête et Internet, voilà en fait la culture idéale pour Rennes. Une ville jeune, largement composée d'étudiants, qui avait déjà accompagné, au début des années 1980, la croissance des Transmusicales d'un vaste plan municipal de réhabilitation de ses lieux de concerts. Hier, donc, la salle de la Cité, L'Ubu, L'Espace, Le Liberté et Le Triangle accueillait les amateurs de musique.

Désormais, à ces lieux cultes de la vie rennaise, se sont ajoutés les bars du centre-ville. Le Chantier, ses parpaings et ses concerts de DJ, L'Aire libre et ses bouffées de musiques expérimentales, ou encore Le Bon Accueil, « *site expérimental des pratiques artistiques* », qui reçoit tous les genres avec le même intérêt. Nouveauté, c'est maintenant en périphérie de ce centre historique, en zone artisanale, là où pourtant rien ne prédisposait les jeunes Rennais à venir traîner leurs oreilles curieuses, que tout se joue. En effet, Le Jardin moderne ou L'Antipode, deux bars entièrement équipés pour les concerts, les répétitions ou les ateliers musicaux, sont les derniers endroits ici où l'on joue... Et parfois très tard dans la nuit. Cela tombe bien, parce qu'à Rennes, tout se finit toujours en musique.

Eric Dugny-Lamirault

- www.lestrans.com
- www.rennet.org
- www.djing.com



www.uhb.fr/culture/station

Electrohappening en ville

Après un léger passage à vide au début des années 1990, la musique a repris tous ses droits sur les bords de la Vilaine. Mais elle devra quand même, désormais, partager la vedette de la culture technologique avec ces nouveaux concurrents artistiques que sont la vidéo, la danse, la peinture et la sculpture. Car au royaume même du son et des notes, a lieu chaque année, du 23 au 26 octobre depuis 1993, le Festival international des arts et des technologies actuelles (www.uhb.fr/culture/station). Cette manifestation mêle conférences et performances technologiques, où l'on découvre dans tout Rennes des projections d'art vidéo et de films expérimentaux, ou des spectacles fondés sur la danse, la musique électronique et les effets spéciaux.

Ce festival représente un rendez-vous important dans le calendrier international de la création électronique, qui a vu passer de grands noms, comme l'Australien Peter Callas ou la sculptrice de sons Hélène Schmidt. Un festival qui donne désormais également le coup d'envoi de la saison électroculturelle rennaise avec Electrohappening, événement mensuel autour des images et des sons électroniques et numériques. Des rencontres internationales fondées et organisées par une association étudiante de l'université Rennes-II, La Station des arts électroniques. Des étudiants décidément incontournables à Rennes.



www.lestrans.com



www.djing.com



www.rennet.org

République bananière cherche dictateur

TROPICO
Éditeur : Take 2 Interactive
Plate-forme : PC
Sortie prévue : mai 2001
Prix : 299 francs (45,58 euros)

DEVENEZ dictateur à la place du dictateur. Jusqu'à présent, la majorité des simulateurs de systèmes complexes vous permettaient surtout de développer des structures économiques ou politiques, sans vraiment prendre en compte le tempérament du gestionnaire et celui de ses administrés. Un Sim City, un Rail Road Tycoon ou un Balance of Power typent une mécanique dans laquelle il suffit bien souvent d'équilibrer les dépenses et les recettes pour parvenir à développer un monde viable. Avec Tropic, l'équation se complexifie.

Dans cette république bananière, El Presidente possède un passé, des qualités et des défauts paramétrés par vos soins, inspirés des caractéristiques des plus célèbres dictateurs du monde (la version américaine vous permet même d'endosser la personnalité de Fidel Castro ou de Pinochet).

Vous dirigez non plus des milliers d'habitants, mais une centaine d'individus agités par une multitude de pensées, avec chacun des valeurs intellectuelles propres et la possibilité de disposer d'eux-mêmes. Vos électeurs n'ont plus l'obligation de travailler à tel endroit et de s'enivrer à tel autre : si le salaire ne les intéresse pas ou si la bière est trop chère, ils habiteront dans des bidonvilles et boiront de la piquette sans que cela vous rapporte un seul peso.

Construire des usines ou des théâtres ne suffit donc plus à vous maintenir au pouvoir durant les

dix ou soixante-dix ans que peut durer votre règne. Si vous ne voulez pas vous retrouver éjecté hors de votre paradis, manu militari, par une bande d'émeutiers armés, ou détrôné par un poulain avide de vous remplacer, vous devez satisfaire les différentes aspirations de chacun en leur offrant des motivations suffisantes.

A cet égard, votre couleur politique et votre autoritarisme influencent directement le comportement de votre peuple et de vos profits : être reconnu comme un fanatique de l'environnement ou un fasciste vicelard ne vous aide plus à assurer la prospérité de votre royaume et celle de votre compte en Suisse. On est loin du rôle du tranquille comptable de Sim City. Tropic ne vous demande pas d'être un gérant méritant, il attend de vous que vous réinterprétiez le rôle de Machiavel dans un paradis

tropical en vous donnant le maximum de moyens pour y parvenir.

La complexité de ce produit repose sur le maintien de l'équilibre politique entre vous, l'autorité, et le peuple en fonction des situations proposées, mais aussi sur les nombreux paramètres de gestion économique. Heureusement, à la multitude d'informations mises à votre disposition, le produit associe une interface de jeu claire et un graphisme brillant qui offrent une prise en main intuitive. Le ton humoristique sur fond de mariachis transforme ainsi ce « Sim-dictature » en un bijou « politiquement incorrect ». Et il n'est pas question ici de dédramatiser la situation des opprimés, mais bien de leur donner le meilleur rôle en rendant votre gouvernement dépendant de leurs exigences.

Céline Guise



Apprendre avec Atout clic ou Adi 5

EN MATIÈRE d'éducation, le multimédia reste plus près d'une promesse que d'une réalité. Sauf à considérer le soutien scolaire, où tous les succès sont annoncés par les éditeurs. Atout clic se donne pour ce qu'il est : un centre d'entraînement plutôt sobre, où l'élève peut muscler ses réflexes techniques. Les disciplines sont découpées en chapitres, eux-mêmes subdivisés en domaines d'exercices. On réviser ses conjugaisons, on revoit sa géométrie.

Réviser ou revoir signifient qu'on a déjà vu : le professeur numérique n'est pas un très grand pédagogue. Il rappelle une règle pour en proposer l'application stricte. Si l'élève n'a pas déjà abordé en classe le même sujet, il risque de répéter des erreurs que le logiciel traite au coupe-coupe : on répète une fois, on tolère une erreur, sinon on corrige. Quelques personnages animés esquissent une aide encore très limitée qui ne comprend aucun diagnostic d'erreur (décomposition d'un problème, tentative de reformulation des questions, mise en scène différente du même problème...). L'exercice est austère mais, globalement, cultive l'essentiel des dispositions techniques requises par les champs d'enseignement.

Adi 5 simule une convivialité d'apparence : l'élève est d'abord orienté vers un extrait de Barbie world en plus kitch : après une vingtaine de minutes, le voilà armé de cheveux violets et d'un œil techno qu'il a configuré dans toutes sortes de cabines d'essayage (on essaie ici des visages autant que des vêtements). C'est l'individualisation selon Adi, personnage bavard qui ne cesse d'interrompre les activités comme s'il voulait s'assurer qu'on ne réfléchit pas trop. Avec un peu

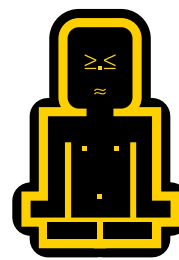
de curiosité, l'élève encore motivé parvient devant le tableau du programme. On lui propose ici du français et des maths (c'est moins qu'Atout clic) en le projetant dans une autre époque : celle où l'école sentait la craie et l'encre fraîche.

La pédagogie, d'une franche rigueur, a l'habileté de se faire passer pour moderne. « *Quel énoncé parmi ces trois peut-il être l'énoncé d'un problème ?* » Une seule réponse possible, et pas toujours la plus sûre. La « longueur totale » d'un stade de foot équivaut à son périmètre... L'ennui, c'est qu'aucun professeur de mathématiques ne connaît la notion de longueur totale. Français et maths regorgent d'approximations, les tracés géométriques sont parfois capricieux, ce qui pourrait exposer l'élève à de futures mauvaises notes. L'idée d'Adi 5 est de simuler la simulation d'un logiciel « intelligent ». Aucun suivi véritable de l'élève, seulement sa parodie, aucune observation de sa démarche, seulement ses signes : c'est moins cher à développer et ça convaincra la plupart des parents, qui, par ailleurs, n'ont guère de choix.

Bilan : la modernité du multimédia éducatif sert surtout à promouvoir la plus passiste des pédagogies, celle qui répète dix fois, qui attend un clic toutes les vingt secondes, et qui « gère » les élèves le plus mécaniquement possible. Si Atout clic est un moindre mal, on attend de l'éducation nationale qu'elle suscite chez ses meilleurs pédagogues leur contribution à un programme qui serait original par l'invention d'une seule qualité à l'égard des élèves : la considération.

Patrick Longuet

Sabir cyber



Etape finale

« Sabir cyber » se termine ici. Non pas que ni le cyber ni le sabir soient en fin de carrière, au contraire. Mais on en a fait, ici, le tour. Cette rubrique hebdomadaire a commencé en septembre 1998 sa parution en ligne, puis sur papier avec les débuts du supplément « Le Monde interactif ». Elle était prévue au départ pour durer ce qu'on appelle dans les médias une saison, de septembre à juin. Elle en aura duré presque le triple, soit cent mots. Son ambition était de raconter l'histoire d'un domaine à travers celle de ses mots, ceux que la révolution micro-informatique, à partir de 1975, mais plongeant ces racines bien avant, a forgés puis imposés. Au moment de conclure, quelques tendances se sont dégagées.

La première devrait rassurer ceux que l'américanisation du monde obsède. Le sabir cyber n'est un sabir qu'en apparence. Même dans les revues très spécialisées ou au comptoir de Surcouf, le français est bien vivant. Il a su inventer des mots bien à lui, dont certains ont même une petite carrière internationale : informatique, ordinateur, logiciel ont été rejoints dans les décennies suivantes par puce, tableur ou graveur, de pures et heureuses inventions, ou par des traductions efficaces comme souris, traitement de texte ou jeux vidéo. L'origine largement commune des vocabulaires anglais et français a permis le passage en douceur de termes tels que site, multimédia, console, hypertexte ou icône, dont la formation ou le recyclage dans le contexte cyber étaient bel et bien d'origine américaine mais qui se comprennent sans traduction ni altération de la langue d'ici. Et bien des mots d'apparence plus anglo-saxonne, mail, browser, scanner et même computer, par exemple, avouent après examen une origine... française. Ce qui n'empêche pas ce monde des mots d'être agité, et distrait, par les péroraisons des branchés, émaillées d'éphémères « B to B », « peer to peer » ou autres « shoot them up », comme il y eut le « push ». Nos dictionnaires ont bien raison d'ignorer ces termes qui apparaissent et disparaissent plus vite que l'encre ne sèche. La seconde caractéristique du vocabulaire cyber est qu'il est beaucoup plus vierge qu'on ne le croit. Un terme comme bug vient du XIX^e siècle, joystick des débuts de l'aviation et la plupart des termes étaient d'un usage établi, y compris ceux du Net, il y a un quart de siècle. Les milliers d'inventeurs anonymes de ces mots puisent dans de riches traditions : le vocabulaire musical (clavier, console), l'argot des aviateurs (joystick, planter), la faune, la flore, le grec, voire l'hindi (avatar) sont mis à contribution. Pour qu'un mot s'impose, il faut non seulement qu'il soit adéquat et utilisé par des personnes autorisées, mais aussi qu'il ait été en quelque sorte rodé ailleurs. Ce vocabulaire est donc tout sauf une pièce rapportée. Enfin, mais c'est le lot commun de l'étymologie, le domaine recèle autant de mystères que de certitudes. Par exemple, personne ne sait expliquer de manière convaincante l'origine de l'arobase, et un mot aussi récent que tableur (1983) n'a pas d'auteur. Cela faisait partie du charme de l'exercice qui se termine.

Alain Le Diberder

interactif.lemonde.fr/cyberculture

La Poste face à la concurrence sur la Toile

IL Y A DIX ANS, La Poste et France Télécom n'étaient qu'une seule administration, les PTT. Après le divorce, l'opérateur de télécoms semblait être devenu la star de la



nouvelle économie. Mais La Poste se veut tout aussi bonne élève. Et depuis mi-1997, une direction du développement de nouveaux services a été créée pour étudier l'influence des technologies de l'information sur les métiers de La Poste et initier des projets dans ces domaines. Mais c'est en 2000 que le virage high-tech s'est accéléré. La Poste est passée de la conception à la commercialisation et, surtout, s'est décidée à communiquer activement quant à ses avancées sur la Toile.

Depuis l'université d'été de la communication à Hourtin, en août 2000, où le président Martin Vial a déclaré vouloir faire de son groupe un leader européen des services Internet d'ici à 2002, les annonces n'ont pas cessé. La stratégie est clairement définie par Jean-Frédéric de Leusse, directeur du développement des nouveaux services: «*Nous voulons utiliser les technologies pour moderniser nos métiers et proposer des services connexes avec deux axes prioritaires. L'"e-courrier", où nous nous appuyons sur notre expertise dans le courrier physique pour optimiser les interactions entre papier et électronique, et faire office d'intermédiaire de confiance; et l'"e-commerce", où nous allions des compétences dans le marketing direct, la sécurisation du paiement et la logistique-livraison.*»

Ses autres atouts majeurs sont une marque de grande notoriété, un réseau de distribution de 17 000 guichets et 90 000 facteurs en contact avec tous les Français tous les jours, et le deuxième réseau européen de livraison de colis, adossé au premier réseau mondial de transport express, l'américain FedEx.

Mais il existe aussi des obstacles à sa conquête du Net. Avec ses 310 000 salariés et ses syndicats puissants, La Poste manque de réactivité dans les prises de décision, et son statut d'établissement public limite sa flexibilité dans leur mise en œuvre. «*La Poste ne peut pas nouer d'alliances capitalistiques*, regrette Gérard Larcher, sénateur et auteur de deux rapports sur La Poste. *Du coup, pour étendre ses activités, elle crée souvent des filiales à part. Mais ce système ne joue pas pour l'imprégnation d'une culture "nouvelle économie" parmi les postiers.*»

La Poste peut aussi être gênée par son manque de ressources financières. Ses missions de service public lui coûtent 8 milliards de francs par an, et elle ne peut compter que sur ses maigres profits (913 millions de francs de bénéfice net pour un chiffre d'affaires de 105 milliards), car sa dette représente déjà deux fois ses fonds propres. Son budget d'investissement dédié aux nouvelles technologies, d'environ 100 millions en 2000, est par conséquent limité.

Pour relever le défi Internet, La Poste fait preuve de volontarisme. Mais, sur le Réseau, la concurrence est partout



«*Mais le nom de La Poste attire les investisseurs*, nuance Jean-Frédéric de Leusse. *Ce qu'on n'investit pas, on le fait investir.*»

Dans le chantier de l'intégration des nouvelles technologies, La Poste a d'abord porté l'effort sur les services aux entreprises, qui représentent 70% de son chiffre d'affaires. Premier axe: le courrier sous toutes ses formes. La dématérialisation à venir du courrier est un enjeu de taille pour l'entreprise, qui tire de la distribution des lettres, dont elle a le monopole, près de deux tiers de ses ventes et l'essentiel de ses bénéfices. Elle en fait déjà la dure expérience avec l'usage de la carte Vitale, qui se substitue aux feuilles de maladie, ce qui lui a coûté 400 millions de francs de chiffre d'affaires en 2000 et sûrement 1,2 milliard par an à partir de 2003.

CIBLER D'ABORD LES ENTREPRISES

Selon l'institut d'études Gartner Group, 40% des facturations inter-entreprises devraient être électroniques dès 2003 et vers 2010-2015 pour les factures d'entreprises à particuliers. «*Mais le courriel ne tuera pas le courrier physique*, assure Jean-Frédéric de Leusse. *Car l'Internet favorise l'explosion du marketing direct. Aux Etats-Unis, un internaute reçoit trois fois plus de courrier qu'un non-internaute.*» Il fait d'ailleurs du développement de La Poste dans les nouvelles techniques de marketing (ciblage via des bases de données comportementales) une prio-

rité et est à l'affût d'un partenariat alors que la filiale Médiapost est plutôt positionnée sur la distribution de prospectus en masse.

Reste que, pour anticiper le déclin de son cœur de métier, La Poste s'est vite intéressée aux problématiques de courrier hybride et téléprocédures. Ainsi, la filiale Datapost, créée en 1994, a fait une belle opération en novembre 2000 en rachetant Mikros (avec la Posteitaliane et Steria), pour former le numéro un français de l'édition

CertiNomis, premier organisme certificateur agréé par les pouvoirs publics, devant le rival Certplus.

Cependant, Jean-Bernard de Cérou, prédécesseur de Jean-Frédéric de Leusse, aujourd'hui consultant en stratégie Internet, estime qu'il reste du chemin à faire: «*Les produits ont été développés et leur modèle validé, il reste à les agréger et à les vendre en tant que continuum. Il s'agit de mieux regrouper les commerciaux des filiales et de la branche courrier pour qu'ils s'approprient les nouvelles*

services financiers), la logistique et le transport (développés par le colis-logistique) et, à terme, des solutions de marketing direct (développées par le courrier).

Cette offre arrive des mois après celles de la concurrence, dont le précurseur Télécommerce (France Télécom). Mais La Poste est l'un des rares prestataires globaux (avec Opéria, offre conjointe de Bull, la Société générale et Danzas, commercialisée depuis septembre). Sachant qu'il y a 2 500 cybermar-

les portails grand public; La Poste veut classer Illiclic, démarré en octobre 2000, dans le Top 10 français mais en est encore loin puisque, selon l'institut d'audience NetValue, il est relégué au 31^e rang avec environ 105 000 visiteurs uniques en mars 2001 contre 4,2 millions pour le numéro un Wanadoo.

Dans le secteur financier, La Poste n'a que 180 000 abonnés à son site lapostefinance.fr. Il est vrai qu'il n'a été possible d'effectuer des transactions bancaires de base que

Les deux priorités de La Poste dans son chantier d'intégration des nouvelles technologies: l'e-courrier et l'e-commerce

offres. *Un travail d'intégration et de coopération moins avancé dans l'offre d'e-courrier que dans celle d'e-commerce.*»

En effet, dans l'e-commerce, son deuxième axe de développement privilégié, La Poste a moins eu à concevoir de nouveaux services qu'à réorganiser et adapter des offres existantes. Pour répondre aux besoins spécifiques des cybermarchands, elle a créé il y a deux ans Esipost. «*Nous sommes un guichet unique, chargé de leur présenter tous les produits de La Poste et de leur proposer des solutions appropriées*», explique Jacques David, PDG de la filiale. Esipost compte déjà pour clients 80% des grands comptes (Amazon, Fnac, CDiscout, Travelprice), pour qui elle joue son rôle d'interface commerciale surtout avec la branche colis-logistique (Colissimo et Chronopost). Mais Esipost a décidé d'attaquer aussi le marché des PME avec le lancement fin 2000 d'Axe-pro, une offre d'e-commerce de A à Z proposant la création et l'hébergement de site (en partenariat avec Wanadoo Pro), la sécurisation du paiement en ligne (développée par

chands aujourd'hui, Jacques David prévoit de vendre une centaine d'Axe-pro d'ici à fin 2001. D'ici à 2003, il table sur quelque 60 000 sites de commerce grand public en France, pour un chiffre d'affaires de plus de 60 milliards, dont 10% est absorbé par le transport-logistique. Il espère conserver sur ce nouveau segment la part de marché de 65% que détient déjà La Poste en France sur l'envoi de colis d'entreprises à particuliers. Déjà, en 2001, il «*apportera*» aux équipes de la branche colis-logistique un volume d'affaires de 200 millions.

S'OUVRIR AU GRAND PUBLIC

Finalement, le point faible de La Poste se situerait plutôt au niveau des services aux particuliers. En attendant de concrétiser son projet de fourniture d'accès, elle n'a proposé qu'en août 2000 l'adresse électronique personnelle gratuite et permanente @laposte.net. Avec ses 320 000 boîtes ouvertes et un rythme de création de 50 000 par mois, elle reste bien loin du leader Caramail (Lycos) avec ses 8,7 millions de comptes et 24 000 créés par jour! De même, la concurrence est rude entre

fin 2000 et qu'il faudra attendre l'automne 2001 pour y passer des ordres de Bourse. En face, BNP-Paribas compte 417 000 cyberclients et 75 000 internautes dans sa filiale Banque directe, et la Société générale totalise 331 600 abonnés à son site et 100 000 comptes pour son courtier en ligne Fimatex.

Au total, La Poste a réalisé en 2000 un chiffre d'affaires direct de 500 millions dans les nouvelles technologies. «*Nous serons attentifs à la croissance de ce chiffre*, promet Jean-Frédéric de Leusse, *mais surtout à maintenir la rentabilité.*» L'établissement public se classe donc déjà parmi les acteurs qui comptent dans la nouvelle économie en France. Au niveau européen, elle devra cependant, selon Bernard Bot, consultant spécialisé dans les marchés postaux chez McKinsey, «*s'appuyer sur ses alliances avec les postes d'Europe du Sud face à la Deutsche Post et à TNT Group (allié au britannique Royal Mail), deux postes très dynamiques, plus riches, qui ont bâti une offre aussi solide dans l'e-courrier et l'e-commerce.*»

Gaëlle Macke

Les contenus payants marquent-ils des points sur le Net?

WALL STREET a sous les yeux le spectacle du naufrage des contenus en ligne pour le grand public. TheStreet.com et iVillage se retrouvent au bas de l'échelle, et des compagnies plus résistantes, comme Yahoo, sont néanmoins mises à l'épreuve. L'Internet gratuit est devenu une chose trop belle pour être vraie. Il va falloir payer pour au moins une part des contenus sur le Réseau. La ruée commence vers la création de services fournissant des informations payantes, qui permettront aux sociétés d'adopter des modèles d'entreprise viables à long terme.

Ainsi, le magazine en ligne Salon.com vient de lancer un service d'abonnement payant, nommé Salon Premium. Le plus populaire des sites sur la Toile, le portail Yahoo, devrait introduire, dans un ensemble de services majoritairement gratuits, des services d'informations payants.

Mais un service payant offre-t-il à ses utilisateurs des prestations

Face à leurs adversaires gratuits, les services payants cherchent la bonne recette sur la Toile

dont ils ont réellement besoin? Ce service est-il assez original pour n'en pas trouver d'équivalent gratuit en deux clics de souris? A moins d'une réponse positive à ces deux questions, l'Internet payant se retrouvera bientôt dans la même situation que sa version gratuite.

Un exemple? Depuis la première semaine de la saison de base-ball, MLB.com, le site officiel de Major League Base-ball, tente de faire

payer 9,95 dollars l'accès aux internautes qui veulent suivre les retransmissions radiophoniques des matchs. Certains supporters rechignent à l'idée de devoir payer pour des programmes Internet longtemps restés gratuits.

De fait, une rapide recherche sur le Web permet de retrouver sur WGN720.com (le site d'une radio de Chicago) la retransmission d'un match des Cubs. Il n'est pas non plus très difficile d'obtenir gratuitement celle du match opposant les Orioles aux Red Sox. Il suffit pour cela de se rendre sur WBAL.com, site Internet de la station de radio partenaire de l'équipe des Orioles, à Baltimore.

Non seulement, il est encore possible d'avoir accès aux matchs commentés, mais ce sont en outre les mêmes que ceux trouvés sur MLB.com. Le directeur de la station de radio WBAL a juré de conserver sur le site WBAL.com les retransmissions gratuites, alors que MLB prétend détenir le droit d'interdire

aux stations de radio les programmes gratuits sur le Web, même lorsqu'elles ont acheté les droits de retransmission sur les ondes.

Pourquoi de telles prétentions de la part de MLB.com? Il s'agissait auparavant du site Web de Morgan Lewis & Bockius, grande société d'avocats de Philadelphie, qui représente Major League Base-ball. Cependant, en attendant que ces avocats trouvent la solution, nul besoin pour l'instant de payer pour entendre les matchs.

Toutefois, MLB tente aussi de proposer une offre plus attractive. RealNetworks, partenaire de MLB, promet d'accompagner les matchs retransmis en ligne d'analyses statistiques interactives. Les liens vers les retransmissions des stations de radio partenaires des deux équipes adversaires sont également disponibles. Par exemple, pour un match opposant les Orioles aux Yankees, il est facile d'obtenir les commentaires, soit de WBAL, soit de la station new-yorkaise WBC. L'inter-

nauta a en outre accès à des retransmissions commentées dans d'autres langues que l'anglais.

Cela dit, avant et à moins que MLB ne déboute toutes les retransmissions gratuites sur le Net, le service payant de MLB.com fait bien de rester peu onéreux. Il ne propose pas encore de différenciation entre les retransmissions gratuites sur des sites comme WGN720.com ou WBAL.com, et leur version payante sur MLB. Les petits plus à venir – les archives des anciens matchs et les statistiques simultanées – paraissent peu susceptibles de déchaîner des foules d'internautes.

En effet, peu de gens sont susceptibles de consacrer beaucoup de leur temps à l'écoute de la retransmission radio vieille d'une semaine d'un match de milieu de saison. Et puis, il existe un problème avec les fenêtres de statistiques sur lesquelles MLB communique tant: les internautes ont tendance à écouter les radios en ligne en fond sonore, pour accompagner leur na-

vigation sur d'autres contenus, ce qui interdit tout autre affichage visuel sur l'écran. Si nous avions le temps de consacrer au match à la fois nos yeux et nos oreilles, nous le regarderions sans doute à la télévision... A ce stade du match, où en est le service payant de MLB? Il n'a pas encore de carton rouge, mais un carton jaune et un point de retard.

Timothy J. Mullaney

★ Les pages «*Entreprises*» sont réalisées par les rédactions du «*Monde interactif*» et de «*Business Week/e.biz*».

★ Traduit de l'anglais par Myriam Boureghda / Corporate Editions

interactif.lemonde.fr/
netéconomie

Comment les neurones modèlent les ordinateurs

Responsable de l'unité de neurocybernétique cellulaire du CNRS à Marseille, vous cherchez à établir une relation entre forme et fonction des neurones, pour com-

Interview

prendre sur quel modèle repose le traitement de l'information dans le cerveau. Quelle est la nature de cette information ?

C'est tout simplement un potentiel électrique, une différence de voltage entre l'intérieur et l'extérieur de la cellule nerveuse. Cette dépolarisation active des neurotransmetteurs, des molécules qui vont agir sur un autre neurone où le processus va se répéter. Le principe est immuable. Pourtant, il semble que les variations de potentiel se manifestent de façon différente selon les neurones. Camillo Golgi et le Prix Nobel de médecine Santiago Ramon y Cajal suspectaient déjà, au début du siècle, une relation étroite entre la forme des neurones et la façon dont ils traitaient l'information. Maintenant, nous savons que la forme du neurone, c'est-à-dire la géométrie des branches qui le situent dans un réseau et le connectent aux autres cellules nerveuses, influe sur sa fonction. Il reste à le démontrer. C'est ce à quoi nous travaillons.

L'ordinateur fonctionne déjà sur un modèle de neurone simplifié. Vos recherches permettront-elles d'actualiser ce modèle, voire de le remettre en cause ?

Dans les années 1960, les scientifiques ont affiné leur connaissance de la cellule nerveuse. Ces découvertes ont été utilisées pour définir le fonctionnement théorique d'un neurone. Elles ont aussi inspiré un mode de fonctionnement pour les ordinateurs. Comme ce neurone formel, la machine reçoit en effet de l'information qu'elle transmet lorsqu'un certain seuil est atteint. Mais la comparaison s'arrête là. Le neurone vivant est plus complexe que ce neurone formel, parce qu'il ne se comporte pas de façon binaire. Il n'a pas seulement le choix entre « 0 » et « 1 », entre « oui » et « non ». Des nuances existent, comme le « peut-être », que nous sommes en train de découvrir. Les connaître permettra de définir un nouveau neurone formel, plus complexe, qui fournira un autre modèle pour les machines. Le saut technologique risque d'être considérable, notamment en ouvrant aux ordinateurs des perspectives d'auto-apprentissage inédites.

Comprendre la relation entre la forme et la fonction d'un neurone n'est pas chose aisée. Comment procédez-vous ?

Il existe en effet un problème de taille. Dans le cerveau, les réseaux de neurones sont trop complexes et présentent des prolongements dendritiques intriqués trop nombreux. Il n'est donc pas possible de les observer in vivo. Mais si l'on cultive des neurones en laboratoire, on peut partir d'une forme très simple, l'étudier pour déterminer une fonction de base, avant de compléter cette forme et de suivre l'évolution de la fonction du neurone.

Pour Jean-Pierre Ternaux, une meilleure maîtrise du modèle de fonctionnement des neurones permettrait de créer de nouvelles machines

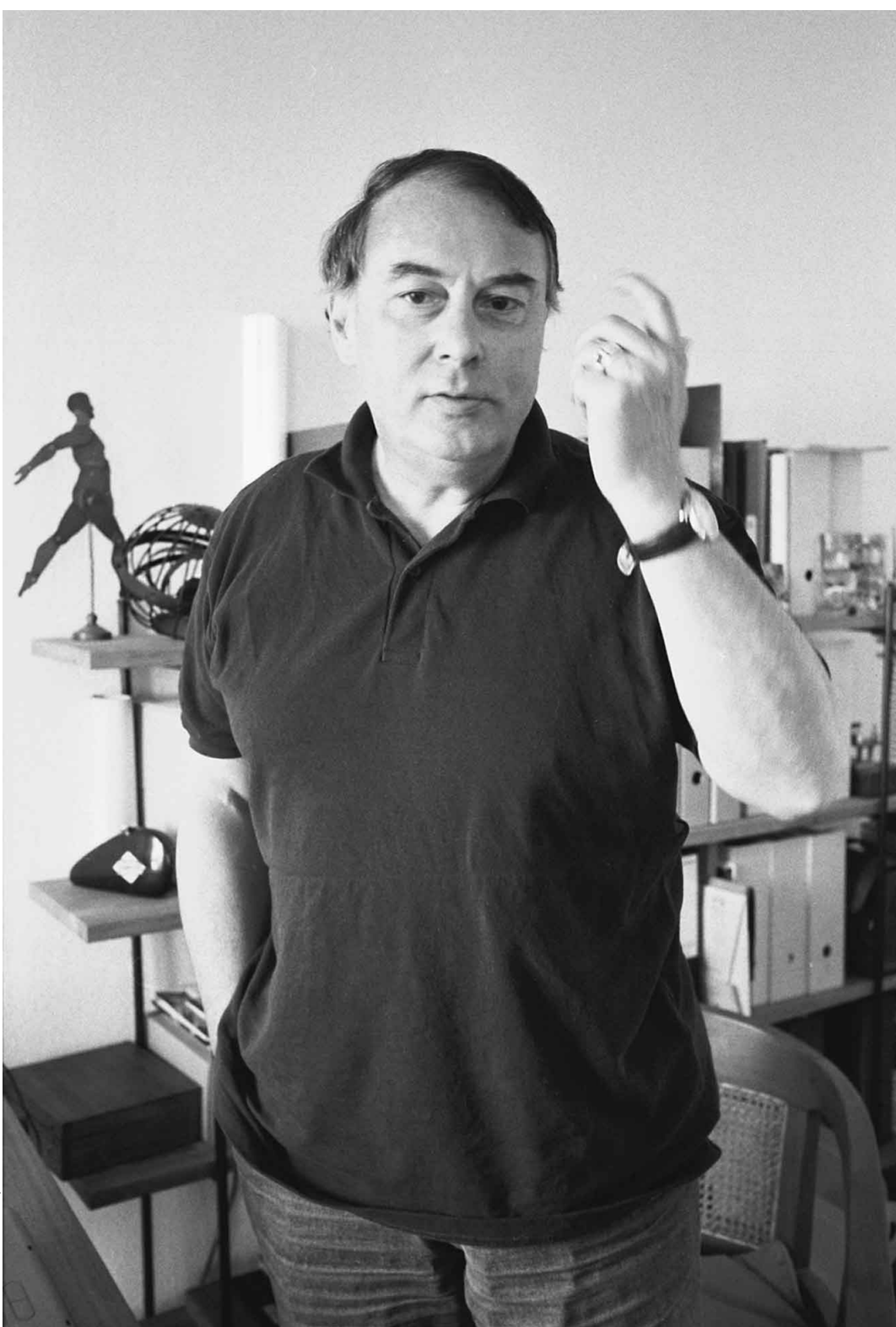
Pour déduire une fonction, nous commençons par mesurer les paramètres qui décrivent les propriétés morphologiques des neurones : nombre de branches émergeant du corps cellulaire, nombre de branchements par branches, longueur des différentes branches. Ensuite, nous cherchons à décrire l'activité électrique des neurones en culture. Il existe pour cela deux méthodes : l'électrophysiologie, qui mesure et enregistre les données fournies par des micro-électrodes, ou les enregistrements optiques à partir de sondes fluorescentes. Dans ce cas, les sondes se fixent à la membrane du neurone, et l'intensité de la fluorescence varie en fonction du potentiel électrique local. Cette méthode permet de visualiser la transmission d'une information nerveuse, les modifications du potentiel de membrane à l'échelle du micron carré. Grâce à ces images du neurone vivant, nous pouvons donc déterminer les relations entre la géométrie des arborisations et le traitement de l'information.

Comment passez-vous à l'étape suivante, qui consiste à connecter le milieu vivant à des équipements électroniques ?

Les électrodes permettent de connecter les plaquettes [sur lesquelles sont cultivés les neurones] à des équipements physiques, ou bien de les relier entre elles pour construire des petits réseaux de neurones. On arrive ainsi à combiner les méthodes de guidage avec les méthodes d'enregistrement. Ce qui permet d'enregistrer l'activité non plus d'un neurone, mais d'un réseau de neurones développé in vitro à différents niveaux du réseau. Cette technique est notamment utilisée par le département des neurosciences du Basic Research Laboratory de l'opérateur de télécoms japonais NTT. Ce qui n'est pas étonnant puisque, derrière ces expériences, se trouve l'idée que si l'on est en mesure de créer des neurones qui répondent à une fonction déterminée, alors on pourra prévoir et créer des réseaux dont on contrôlera totalement l'activité électrique.

Vous parlez d'interfaces entre le vivant et l'électronique. N'est-ce pas encore du domaine de la science-fiction ?

Un jour, nous avons mis une fibre musculaire à côté d'une culture de neurones, et nous avons vu un prolongement pousser de son propre chef vers la fibre pour en prendre le



SEBASTIEN BOFFREDO / VU

■ **JEAN-PIERRE TERNAUX**
Chercheur en neurosciences, Jean-Pierre Ternaux est aussi président du Centre de culture scientifique technique et industrielle Provence Méditerranée.

contrôle et lui envoyer des impulsions électriques. Ce n'était pas de la fiction. Il n'est pas moins surprenant de savoir que le laboratoire allemand dirigé par Peter Fromhertz, qui a cultivé des neurones directement sur des transistors à effet de champs, a démontré la transmission d'informations depuis une culture de neurones vers un matériel physique. Ces exemples montrent que des développements dans les domaines des télécommunications, de

l'informatique, des relations entre l'homme et la machine sont tout à fait concevables... Des réseaux totalement contrôlés offriront un gain de performances en termes de vitesse de transfert, de rapidité d'exécution, de codage et de sécurité.

Ce qui veut dire que, grâce aux neurosciences, les ordinateurs et les réseaux vont évoluer en termes de vitesse et de débit...

Oui, mais attention ! Je ne dis pas qu'une culture de neurones ira plus vite qu'une puce électronique. La vitesse de traitement de l'information par un neurone est connue et, surtout, elle est fixe, à l'inverse des circuits intégrés, dont les performances peuvent être extensibles. Le gain de performance viendra de l'organisation et de la fiabilité. Un système synaptique garantit que l'information est acheminée sans

erreur ni délai depuis son point de départ jusqu'à la destination exactement voulue. Le risque que la donnée se perde, se trompe de chemin, revienne à son point de départ pour repartir vers sa destination n'existe pas. Ensuite, pour peu que les interfaces ad hoc soient mises au point par les industriels, un système synaptique permettrait aux ordinateurs de fonctionner sur l'ensemble des modalités sensorielles. Les décisions seraient prises en fonction de ce que la machine ou le robot voit, entend, sent, touche et - pourquoi pas - goûte. En multipliant les sources d'informations, la machine pourrait ainsi réagir plus vite et diminuer le risque d'erreur. Comme nous le faisons nous-même à chaque instant de notre vie.

Avez-vous une idée du délai qui nous sépare de l'installation de ces systèmes synaptiques dans les machines ?

Les laboratoires privés de certains opérateurs de télécommunications, comme NTT au Japon ou les Bell Companies aux Etats-Unis, poursuivent leurs propres recherches dans ce domaine. Pour ce qui est de l'informatique, les ingénieurs évoquent aussi la faisabilité d'un neurocomputer unissant dans un même système des circuits intégrés classiques et des circuits biologiques issus de la culture de cellules nerveuses. Sans pour autant savoir quelles nouvelles applications pourraient naître. En fait, personne n'est en mesure de dire quand aura lieu le saut technologique. De nombreux problèmes doivent encore être résolus, ne serait-ce que pour nourrir et oxygéner la culture de neurones dans la machine, imaginer et mettre au point les interfaces homme/machine. Et trouver le financement pour mener à bien toutes ces expérimentations !

Propos recueillis par Nicolas Weinberg

interactif.lemonde.fr/technologie

N. We.

Dates-clés

1906

Santiago Ramon y Cajal (Prix Nobel) propulse la neuroscience dans l'âge moderne en démontrant que les neurones sont des cellules individualisées qui fonctionnent en contiguïté.

1943

Warren McCulloch et Walter Pitts, de l'université de Chicago, révèlent leur réseau de neurones artificiels : un automate à deux états disposant d'un seuil de déclenchement. La machine est composée d'une sortie (l'axone) pour la transmission de l'état et d'entrées pondérées. Les « entrées » jouent le rôle des dendrites, alors que les « pondérations » caractérisent les synapses (excitatrices ou inhibitrices).

1947

Le mathématicien américain Norbert Wiener utilise le mot « cybernétique » pour désigner la fusion de la mécanique, de l'électronique, de la biologie et de la neurophysiologie.

1958

Franck Rosenblatt conçoit le Perceptron, une machine capable d'« apprendre » grâce à l'expérience, mais pas de comprendre certaines formes simples. Avec lui, les réseaux de neurones artificiels tombent un peu en désuétude.

1980

Cette année marque la fin de la période noire, notamment grâce aux travaux de Hopfield, qui démontre l'utilité de réseaux artificiels connectés pour la compréhension des processus de la mémoire. Ces résultats recourent les observations des neurobiologistes, qui soupçonnaient l'importance des dendrites.

1986

L'étude approfondie de l'arborescence des neurones, qui implique l'observation in vitro, rend nécessaire l'élaboration de techniques de culture contrôlée. Stanley Cohen et Rita Levi-Montalcini obtiennent le prix Nobel pour leurs recherches dans ce domaine.

Glossaire

Neurone

Cellule nerveuse composée d'un corps cellulaire - comprenant le noyau - et d'un prolongement axial et cylindrique baptisé axone, terminé lui-même par des prolongements secondaires ou dendrites.

Neurone formel

Modèle informatique du fonctionnement simplifié d'un neurone biologique.

Synapse

Point de contact entre deux neurones.

Neurotransmetteur

Substance libérée par les terminaisons nerveuses qui relaie de façon chimique l'information véhiculée sous forme d'influx nerveux le long des axones.

Fluorescence

Luminescence d'un solide, liquide ou gaz due à une transition des molécules d'un état excité à leur état fondamental.

Des expérimentations en cours

Formels ou réels, les neurones sont au cœur de recherches liant biologie et informatique

LE LABORATOIRE d'Alain Ternaux n'est pas le seul à s'intéresser aux neurones, et la faire croître sur du silicium et à en explorer le fonctionnement. Simplement, tous n'ont pas choisi de raisonner avec le matériel biologique, et certains préfèrent des neurones « formels », c'est-à-dire informatiques, aux neurones vivants.

C'est ainsi que les ingénieurs des Bell Labs (laboratoires de l'équipe-

mentier Lucent) ont dévoilé en juin dernier un circuit électronique simulant le fonctionnement de seize neurones. Dès lors qu'un courant électrique est introduit dans ce circuit par deux entrées différentes, un dialogue s'instaure entre les neurones pour savoir dans quel sens va finalement circuler l'information. Une véritable nouveauté puisque la décision n'est plus effectuée en fonction d'un seul élément.

Pourtant, le laboratoire est peu disert sur les éventuelles applications de ce circuit. « La puce est encore très rudimentaire et il est difficile d'imaginer des applications précises », explique-t-on aux Bell Labs. Même réserve du côté de Munich, où Peter Fromhertz, de l'Institut Max-Planck, affirme que « les neuroordinateurs ou les neuro-prothèses fonctionnant grâce aux connexions micro-électroniques de réseaux de neurones sont pour le moment du domaine de la science-fiction ». Son

département « membrane et neurophysique » affiche quand même quelques belles réussites avec du matériel vivant : un circuit intégrant un neurone de sangsue ou la connexion de paires de neurones à l'aide d'une puce électronique.

Le laboratoire américain dirigé par le professeur Ronald Calabrese à l'Emory University (Géorgie) s'est attaqué à une autre facette du problème. Il mène des recherches sur les circuits neuronaux contrôlant le cœur de sangsues. Avec pour objectif de comprendre comment leur structure et leur activité électrique déterminent leur comportement. Un temps, ce laboratoire a travaillé avec celui de William Ditto, qui étudie l'intérêt des phénomènes chaotiques pour l'informatique au Georgia Institute of Technology. Dans ce contexte, il a lui aussi connecté des neurones de sangsue avec des équipements électroniques. Mais c'est sans doute au sein du groupe

de recherche en bioscience des Basic Research Laboratories (filiale de l'opérateur japonais NTT) que le discours est le plus hardi. Keiichi Torimitsu, responsable de ce laboratoire, n'hésite pas à évoquer la mise au point d'une « nano-bio interface » entre l'homme et la machine. Pour des applications médicales, par exemple, des prothèses pour les aveugles, les sourds...

« Nous nous intéressons aux mécanismes synaptiques liés à la mémoire et à l'apprentissage », précise le chercheur, qui entend offrir aux machines un système de perception plus performant. Un ordinateur ou un réseau de télécommunications serait alors capable d'identifier instantanément l'objet ou la situation qui se présenterait à lui. C'est-à-dire de prendre une décision et de traiter l'information beaucoup plus rapidement qu'il ne le fait aujourd'hui.

Partage des connaissances et évaluation du salarié

Compétence collective et savoir-faire individuels cohabitent de plus en plus, obligeant les entreprises à de nouveaux modes de gestion

LES INTERNAUTES ont adopté cette pratique depuis longtemps, fidèles à l'esprit qui a animé le Réseau à ses débuts universitaires : via les listes de discussion et les forums, ils échangent abondamment, qui des adresses de sites, qui des renseignements, des réflexions, une aide concrète... le tout de manière totalement informelle. De la même manière, la généralisation progressive des intranets amène de plus en plus souvent les salariés à travailler en groupe et à mettre en commun leurs connaissances. Cette fois-ci de manière beaucoup plus formelle.

Selon une récente étude réalisée par l'institut To Team auprès de 450 « intranutes », 80 % des sondés ont déclaré se servir des outils fa-

vorisant le partage, au premier rang desquels les forums. Pour un tiers des interviewés, l'intranet constitue même « une tentative de renouvellement des modes de relations internes ». On ne saurait mieux dire. Derrière le phénomène du partage et de l'échange des connaissances se profile en effet une problématique plus générale : celle de l'évaluation individuelle au sein d'un « collectif ».

Avec le développement du groupware – c'est-à-dire tous les outils favorisant l'échange électronique –, la question de la valorisation individuelle au sein de l'entreprise monte au créneau. Étonnamment, plus de la moitié des personnes interrogées par To Team déclarent trouver une « satisfaction collective » dans l'utilisation de l'intranet (l'élargissement de sa communauté), contre seulement 14 % qui y voient la possibilité de laisser la « trace de sa contribution, permettant de la valoriser voire de la revendiquer ». Belles intentions ? « On n'assiste pas pour autant à la fin de l'individualité ! Elle est propre à notre culture, prévient Jean-Yves Prax, consultant spécialisé, auteur du *Guide du knowledge management* (Dunod). *L'entreprise n'est pas propriétaire de la compétence des salariés, mais les compétences seules ne sont pas génératrices de valeurs. Toute évaluation devrait être combinatoire.* »

Si le partage des connaissances, apparu il y a quelques années, s'est justement fixé pour mission de structurer et de gérer les richesses non matérielles de l'entreprise, il n'est pas encore monnaie courante dans les sociétés françaises. « *Beaucoup ont entamé une réflexion, mais peu l'ont encore mise en place. Il faut du temps pour faire changer les mentalités* », précise le consultant. Ceux qui le pratiquent sont directement confrontés à ce va-et-vient entre intérêt collectif et individuel. Il s'agit d'inciter au partage pour faire remonter l'information, sans donner le sentiment au contributeur de

se départir de sa valeur intrinsèque. Pour Jean-Yves Prax, « *d'un côté, on demande aux gens de jouer le collectif ; de l'autre, on les évalue individuellement. On les met dans une situation schizophrénique* ».

Chez la société de conseil Net2S, Martin Thai, « *knowledge manager* », a instauré depuis le début de l'année un « *concours 10 minutes* », avec pour objectif de motiver ses troupes. « *C'est un peu notre concours Miss France !* », déclare-t-il. Les consultants qui ont une expertise dans un domaine technique précis sont invités à faire une présentation de leur spécialité, qui ne

doit pas excéder les 10 minutes. L'idée est de favoriser la vulgarisation d'une technologie particulière, afin que chacun puisse en profiter dans le groupe. Le support de cette présentation est accessible sur l'intranet, et chacun peut voter pour la meilleure présentation. « *Ce système présente l'avantage d'intégrer à la fois la notion de reconnaissance par les pairs et de récompense* », précise Martin Thai. A la clé pour le gagnant : un week-end Relais & Châteaux.

De plus en plus, à côté de la gestion de carrière traditionnelle et individuelle, il faut passer à ce que Richard Collin, directeur associé d'i-km, appelle « *une perspective de dynamique collective* ». « *On n'est plus dans une logique de gestion de contrat de travail. Il faut mettre en place un dispositif d'animation de l'intelligence collective*, constate Richard Collin. *Dans certaines sociétés américaines, la gestion de compétence est déjà passée du "je" au "nous". Il faudra toujours administrer les ressources humaines, mais il faudra également y adjoindre une stratégie collective. Les objectifs de l'évaluation individuelle sont les mêmes. En revanche, les critères vont changer pour tenir compte de la notion de partage.* »

Dans l'entité Business consulting d'Arthur Andersen, en France, l'apport de l'individu dans le partage

des connaissances est abordé lors des entretiens d'évaluation annuelle. « *Cette évaluation relève davantage du comportemental*, précise cependant Patrick Prieur, *knowledge manager* au sein du cabinet de conseil. *Elle se situe au même niveau que l'esprit d'équipe, par exemple.* »

Pourtant, les 400 consultants de l'entité sont sollicités tout au long de l'année : retours de mission et description des besoins du client sont consignés via l'intranet. Ce que Patrick Prieur appelle la « *matière brute* » et qui sert de base de travail. Ici, chacun conserve la paternité de sa contribution, puisque tous les documents sont signés. Via un système d'identifiant, la fiche de renseignement prend en effet automatiquement le nom de celui qui la crée. « *La signature permet de valoriser les individus, afin qu'ils voient le résultat de leurs efforts. Elle présente également l'avantage de les responsabiliser, tout en facilitant le fonctionnement en réseau et le contact* », explique Patrick Prieur.

De plus en plus, le manager devra se positionner comme l'animateur de compétences individuelles dans son équipe, et cela requiert un savoir-faire nouveau. « *Plus que de ressources humaines, il faudra parler de richesses humaines* », conclut Richard Collin.

Laurence Bernaert

Le patrimoine intellectuel de la RATP

Depuis le début de l'année, les 1700 employés du département ITA de la RATP – spécialisé dans les travaux d'infrastructure et de maintenance – ont accès, via l'intranet, à une base de données, baptisée « *système d'accès au savoir* ». Objectif : transmettre les compétences des techniciens sur le départ, car, dans les cinq ans à venir, 30 % des cadres et 25 % des agents de maîtrise vont partir à la retraite. « *L'idée est de créer un système pour pérenniser les connaissances et les regrouper, puisque le département est réparti sur plus de dix centres en Ile-de-France* », raconte Sylvie Reynaud, chef de projet. Pour l'heure, le système permet d'effectuer une recherche parmi un champ de compétences, et de contacter des « *sachants* », les détenteurs du savoir. « *Nous ne sommes qu'au début d'une démarche qui vise à créer une forme de compagnonnage, de mutualisation des connaissances* », précise Sylvie Reynaud.

Le lien entre testeurs et développeurs

STÉPHANE PIERRE, trente et un ans, occupe la fonction de superviseur de tests chez l'éditeur de logiciels BVRP depuis plus de deux ans. Sa mission : faire en sorte que

Portrait

l'information circule bien entre développeurs informatiques et testeurs, et coordonner les différentes étapes de validation d'un logiciel. Avec, en prime, la mise en place de méthodes spécifiques et la recherche d'outils adéquats pour optimiser les tests.

Pour ce faire, il encadre une équipe de six personnes, chargées de traquer le moindre problème lors de la phase d'élaboration d'un produit. Lorsque les développeurs leur soumettent un logiciel, les testeurs portent le premier regard extérieur. Vérification du respect du cahier des charges initial, de la compatibilité du produit avec les différents systèmes d'exploitation, listing et descriptions précises des bugs... Cette étape implique des va-et-vient entre les développeurs et les testeurs.

« *Nous travaillons à partir d'un document important : le plan de test. Celui-ci doit lister toutes les utilisations et les configurations possibles : les différents périphériques, les différentes cartes son, etc. Le but : ne rien négliger du côté de l'utilisateur final* », précise Stéphane Pierre.

Généralement, cette étape intervient lorsque 20 % du logiciel a été développé. « *Auparavant, nous travaillions sur le produit fini. Mais il est beaucoup plus long et compliqué de tester de cette manière. Désormais, les différents tests sont intégrés plus tôt dans le processus de développement* », ajoute-t-il.

Stéphane Pierre a démarré sa carrière il y a une dizaine d'années. Juste après son bac, il rejoint l'assistance aux clients d'un fabricant de modems, où il rédige notamment de la documentation pour les tests usine. Le terrain, il connaît donc bien. Cela l'a conduit peu à peu à travailler à la réalisation de tests automatiques, complémentaires de l'action humaine. Il y travaille actuellement pour BVRP.

« *Nous utilisons toute une panoplie de logiciels de simulation, déclare Stéphane Pierre. Cela représente un gain de temps précieux. Ce type de système permet également d'éviter les erreurs humaines. Il faut savoir qu'après toute une journée de test, quand on a fait quinze fois la même manipulation, des erreurs peuvent se produire. Ces logiciels peuvent être programmés pour travailler la nuit. Le matin, lorsque j'arrive, j'épluche alors les résultats. Nous travaillons actuellement avec un logiciel "léger", qui coûte aux alentours de 5 000 francs. Mais certains peuvent valoir jusqu'à 100 000 francs. Avant d'investir, nous prenons toutes les précautions nécessaires.* »

En général, un testeur oriente ensuite sa carrière vers le développement. Stéphane Pierre, lui, a choisi de persister : ils sont peu nombreux à exercer un métier complexe, qui recouvre des réalités différentes d'une société à l'autre, et en pleine évolution. L'idéal pour se faire une place au soleil ?

La. B.

interactif.lemonde.fr/
netéconomie

PUBLICITÉ

le Monde
INTERACTIF

16-18, quai de la Loire, 75019 Paris.
Tél. : 01-53-38-42-60. Fax : 01-53-38-42-97.

E-mail : hitech@lemonde.fr

Directeur de la publication : Jean-Marie Colombani.

Directeur général : Bruno Patino.

Rédacteur en chef : Bertrand d'Armagnac.

Secrétaire général de la rédaction : Claudine Boeglin.

Directrice artistique : Maria Mercedes Salgado.

Rédaction : Olivier Zilbertin, chef de service (Enquête),

Pierre Bouvier (site Internet), Cécile Ducourtieux (Entreprises), Stéphane Foucart (Techniques),

Guillaume Fraissard (Cyberculture, Portrait), Gaëlle Macke (Entreprises),

Stéphane Mandard (Citoyen), Corinne Manoury (Techniques), Catherine Rollot (Métiers).

Édition : Olivier Herviaux.

Réalisation : Nathalie Le Dréau, Alex Monnet, François Montintin.

Révision : Olivier Houdart, Martine Rousseau.

Publicité : Le Monde Publicité. Directeur général : Stéphane Corre. Caroline Séjournant,

directrice de clientèle (01-42-17-39-56). Isabelle Quodverte (01-42-17-38-58).

Impression : Le Monde Imprimerie.

Les articles extraits de BUSINESS WEEK traduits et reproduits dans ce numéro sont la propriété de The McGraw-Hill Companies, Inc. ©2001. Tous droits réservés.
Articles translated and reprinted in this issue from BUSINESS WEEK are copyrighted 2001 by The McGraw-Hill Companies, Inc. All rights reserved.

interactif.lemonde.fr